JULES HUMBERT-DROZ

L'ORIGINE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

DE ZIMMERWALD A MOSCOU

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI

ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, NEUCHÂTEL

JULES HUMBERT-DROZ

L'ORIGINE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

DE ZIMMERWALD À MOSCOU

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI
ÉDITION DE LA BACONNIÈRE - NEUCHÂTEL

ÉDITION REMANIÉE ET COMPLÉTÉE DE
« DER KRIEG UND DIE INTERNATIONALE »
(TEXTE ORIGINAL FRANÇAIS)
PUBLIÉE PAR EUROPA-VERLAG A VIENNE.

UNE ÉDITION ITALIENNE A ÉTÉ PUBLIÉE
PAR LES ÉDITIONS GUANDA A PARME.

CHAPITRE PREMIER

Promesses et espoirs

(L'Internationale socialiste contre la guerre)

Les cloches de la vénérable Cathédrale de Bâle ont sonné à toute volée, le dimanche 24 novembre 1912, après midi. Cloches de l'espoir et de la fraternité entre les hommes de bonne volonté. Les voûtes de la vieille cathédrale avaient retenti autrefois de la voix des princes-évêques de Bâle, fiers de leurs franchises et riches de leurs terres; elles résonnèrent des prédications passionnées d'Oecolampade, ami personnel et disciple de Zwingli. Elles furent témoins de la turbulence des iconoclastes, qui décida Erasme à abandonner l'Université de Bâle pour se réfugier à Fribourg-en-Brisgau.

Mais, en ce dimanche d'arrière-automne 1912, les cloches n'appellent ni les fidèles du prince-évêque, ni les convertis de l'Eglise réformée. Elles sonnent pour saluer le congrès socialiste avec une seule question à l'ordre du jour: « La situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre ».

Ils sont plus de dix mille, les travailleurs défilant par rangs de six dans les rues de la ville, au son de vingt fanfares. Ils sont venus de tous les coins de la Suisse et des régions frontières d'Allemagne. La cathédrale est trop petite pour les contenir tous. Ils se groupent sur la place où plusieurs tribunes ont été montées. Vingt-six orateurs de tous les pays y prennent la parole.

Dans la cathédrale, réservée aux « officiels », le Gouvernement bâlois *in corpore* est présent, le Grand Conseil, le Synode, le Conseil de l'Eglise. Des gerbes de drapeaux rouges décorent l'autel. Le président du gouvernement de Bâle-Ville, le Dr Blocher, socialiste, salue les congressistes.

Cette grande réunion socialiste est avant tout une grandiose manifestation pour la paix à laquelle s'associe toute la population.

Ce congrès extraordinaire, le dernier de la IIe Internationale, avait été convoqué par le Bureau socialiste international, dans une séance tenue à Bruxelles les 28 et 29 octobre 1912. Il devait être une grande manifestation de la solidarité internationale des travailleurs pour la paix. Ce rassemblement des socialistes contre la guerre attirait l'attention et l'espoir du monde entier. Ils étaient tous présents les militants connus de l'Internationale, Allemands et Français, Autrichiens et Russes, ces militants qui, dans les parlements de leur pays, s'opposaient avec vigueur au militarisme, à la course folle aux armements, à la politique impérialiste et belliqueuse de leur bourgeoisie et de leurs gouvernements. Ils proclamaient leur volonté indéfectible de paix, leur fraternité par-delà les frontières et les patries; ils n'hésitaient pas à menacer leur bourgeoisie de la colère des masses ouvrières et des révolutions certaines qui balayeraient leurs vieux régimes; ils évoquaient le spectre de la Commune de Paris après la guerre franco-allemande et de la Révolution russe de 1905, après la guerre russo-japonaise, comme des exemples historiques qui se répèteront sur une plus vaste échelle.

La tension politique internationale était devenue menaçante:

1911: guerre de l'Italie contre la Turquie pour lui arracher la Libye et affaire d'Agadir qui avait failli provoquer un conflit armé entre la France et l'Allemagne à propos du Maroc.

1912: la première guerre balkanique mettait aux prises la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro coalisés contre la Turquie affaiblie par sa lutte contre l'Italie. La guerre avait été déclarée le 18 octobre 1912. Les Balkans étaient depuis longtemps un point de friction entre l'Autriche et la Russie. L'Autriche avait annexé la Bosnie et l'Herzégovine en 1908, contre la volonté des populations slaves. C'est de Sarajevo qu'allait jaillir, en 1914, l'étincelle qui mettrait le feu au monde.

L'Internationale socialiste était consciente du danger que représentait la guerre dans la poudrière des Balkans. C'est pourquoi le Bureau international avait décidé de renvoyer à 1914 le congrès ordinaire de Vienne, prévu pour 1913, et de convoquer d'urgence un grand congrès international contre la guerre, à Bâle, en novembre 1912.

Le gouvernement du canton de Bâle-Ville et le Synode de l'Eglise réformée avaient mis la cathédrale à la disposition du congrès socialiste, manifestant ainsi leur volonté de s'associer au geste d'apaisement et de fraternité décidé par l'Internationale.

Les débats du congrès de Bâle fortifièrent l'espoir que les travailleurs et des millions d'hommes et de femmes, inquiets des préparatifs et des dangers de guerre, avaient mis dans l'action coordonnée du mouvement ouvrier international socialiste et syndical, contre la guerre.

Même si les gouvernements, plus forts que l'opposition socialiste, passaient outre et déclenchaient la guerre, les ouvriers étaient sûrs, après les promesses échangées devant le monde entier, que la résistance à la guerre serait opiniâtre et la lutte contre ses fauteurs, pour renverser le pouvoir, coordonnée dans tous les pays en guerre. Les socialistes des Balkans avaient donné l'exemple courageux de la résistance.

Dans sa séance du 29 octobre 1912, le Bureau socialiste international déclarait:

Le Bureau socialiste international exprime son horreur profonde pour les massacres effroyables qui se perpètrent à cette heure dans la région balkanique et il envoie son salut le plus cordial aux socialistes des Balkans qui, avec un courage héroïque, sont restés fidèles aux principes du parti dans les circonstances les plus difficiles.

Il reconnaît la force des raisons qui animent les peuples des Balkans à revendiquer leur indépendance et des garanties nécessaires pour tous les éléments de la péninsule, mais il est convaincu que ce grand objet aurait pu être atteint sans guerre, sans effusion de sang et sans ruines économiques, si le problème n'avait pas été faussé par les ambitions dynastiques des chefs d'Etat des Balkans, comme par les intrigues et les manœuvres des grands Etats qui ont paralysé perfidement les efforts de régénération de la Turquie et qui n'ont d'autre but que de réduire les peuples balkaniques sous leur vasselage.

C'est donc dans la démocratisation progressive et dans l'union intime de tous les Etats des Balkans, y compris la Turquie, c'est dans la lutte contre l'oligarchie agraire que les classes ouvrières de la péninsule ont vu la solution du problème.

Mais, par le développement des convoitises et des brutalités de l'Europe, par les coups de force et de traîtrise du Maroc, de Bosnie-Herzégovine, de Tripoli, de Perse, par le jeu alternatif ou combiné des

intrigues du tsarisme russe et des ambitions de la monarchie autrichienne, la guerre a été déclarée dans les Balkans.

De cette guerre peut sortir à toute heure un conflit général. Le devoir de tous les prolétaires, de tous les partis de l'Internationale est plus grand et plus pressant que jamais. Il faut qu'à la lumière sinistre des événements, ils fassent comprendre aux plus réfractaires les causes profondes du régime d'insécurité, de brutalité et de rapine qui sévit sur le monde.

Il faut qu'ils hâtent de tout leur effort l'avènement du socialisme qui, seul, fera pénétrer un ordre durable et vrai dans les relations internationales livrées à l'anarchie capitaliste, aux convoitises financières, aux fureurs chauvines, aux sournoiseries diplomatiques et aux violences réactionnaires. Mais aussi, il faut que, dès maintenant, ils s'opposent de toute leur force à toute extension de la guerre, à toute intervention intéressée et égoïste qui l'élargirait. Que le prolétariat se dresse contre la politique de guerre par toute la force de son organisation, par toute son action de masse, qu'il crie par toutes ses voix, qu'il signifie par tous ses actes qu'il ne se laissera pas jeter à des conflits stupides et sanglants. C'est pour donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité possible et d'efficacité que le Bureau socialiste international a décidé la convocation, dans le plus bref délai, d'un congrès international extraordinaire. La meilleure préparation de ce congrès sera une agitation méthodique et intense de tous les groupements socialistes et ouvriers contre les fauteurs de conflits. Les heures prochaines seront pleines, sans doute, d'épreuves et de responsabilités pour le Parti socialiste et pour le prolétariat. Il saura les affronter avec le courage dont ont fait preuve nos camarades engagés au centre même du conflit. Mais que les gouvernants sachent bien qu'il y aurait sans doute péril pour eux aussi de jouer avec le feu. Ce n'est pas impunément qu'ils allumeraient dans toute l'Europe un formidable incendie.

A bas la guerre! Vive l'Internationale! [1]

Malgré sa convocation précipitée et tardive, le congrès de Bâle a réuni 555 délégués.

Le manifeste suivant y fut voté à l'unanimité, après les vibrants discours de tous les socialistes du monde:

L'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de

---

[1] Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung de Carl Grünberg, sixième année, Leipzig, Editions C. L. Hirschfeld, 1916, pp. 391-392.

Copenhague les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre:

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour les représentants dans les parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

» Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Plus que jamais les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles. D'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie, a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise. Elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage. D'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes. Les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres, sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national. La crise des Balkans, qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat. Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque. — C'est donc avec joie que le congrès constate la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre. Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme, chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat et a mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre toutes les fantaisies guerrières. Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée. La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne, qui serait la suite d'une guerre universelle, a été une garantie essentielle de paix. — Le congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière. — Les partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche. Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de

toutes les réformes, à créer en Turquie un désordre économique et politique et une surexcitation des passions nationales qui devaient conduire nécessairement à la révolte et à la guerre. Contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par la classe bourgeoise, les socialistes des Balkans ont dressé, avec un admirable courage, la revendication d'une fédération démocratique. Le congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude. Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre après la guerre pour empêcher que les résultats acquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par les dynasties, par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique avide d'expansion. Le congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp: les Turcs et les Albanais. Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toute violence faite au droit de ces peuples et d'affirmer, contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées, la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains. — Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie et de Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine ont le devoir de continuer de toute leur force leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie. C'est leur devoir de résister comme ils l'ont fait jusqu'ici à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des fruits de la guerre, à la transformer en une colonie autrichienne et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls. Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison de Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement. Les socialistes d'Autriche-Hongrie, comme les socialistes d'Italie, donneront une attention particulière à la question albanaise. Le congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que, sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes. Le congrès voit là non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore, dans un temps peu éloigné, une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante. Le congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leurs gouvernements d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence. Il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des relations pacifiques entre l'Autriche-

Hongrie et l'Italie. — C'est avec une grande joie que le congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes. Il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés. Le congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons innombrables aux peuples des Balkans, livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé. Quand donc maintenant le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir, sous un hypocrite prétexte et par une guerre sanglante, sa prépondérance dans les Balkans. Le congrès compte que le prolétariat des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ces voiles de mensonge, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toute entreprise, soit sur l'Arménie, soit sur Constantinople et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste. Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales. — Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre. En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si, entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine, une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans. — Si, dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie Mineure qui mènerait droit à la guerre universelle. Le congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand. Il salue les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime. Le congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne d'intensifier leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de

l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde. Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme. Il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie et il assurerait la paix universelle. Tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but. — Le congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure. Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat. Il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore, par des actions de guerre, la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix. Que les gouvernements sachent bien que, dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déclencher la guerre. Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution du peuple russe. Qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et a déchaîné des grèves formidables. — Ils seraient fous s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays. Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties, ou pour les combinaisons des traités secrets. Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe à des résolutions désespérées, ce sont eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux. L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme. Le congrès charge à cet effet le Bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, la communication et le lien entre les partis prolétariens de tous les pays. — Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples, menacés de toutes les horreurs de massacres énormes, de la famine et de la peste. — Le congrès fait appel à vous, prolétaires et socialistes de tous les pays pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix. Affirmez votre volonté sous toutes les formes et partout. Elevez de toute votre force votre protestation unanime dans les parlements; unissez-vous dans des manifestations et actions de masse; utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat mettent en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe

ouvrière résolue à la paix. Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre des masses le monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples. [1]

L'unanimité de façade n'avait pas été obtenue sans discussion. En particulier le « Manifeste » ne précisait aucun mode d'action concertée contre la guerre; la grève générale, en particulier, avait été éliminée du texte. Vaillant, en apportant au congrès l'accord de la délégation française, en précisa l'idée en ces termes:

Dans la commission qui a élaboré le manifeste, tous les membres ont déclaré qu'ils le voulaient animé du même esprit qui animait les résolutions du congrès national français. Il était, dans cette résolution, des termes auxquels beaucoup d'entre nous tenaient le plus, qui ne pourraient, sans danger ou inconvénient pour quelques sections, être admis dans le manifeste. Mais n'ont été exclues ni la pensée ni la volonté de la grève générale et de l'insurrection comme recours suprême contre la guerre. — La grève insurrectionnelle en Russie a été, en 1905, l'arme par excellence de la révolution. Elle recommence aujourd'hui et c'est par elle que déjà sont tenues en échec les intrigues et les entreprises belliqueuses du tsarisme. Mais le langage de l'Internationale ne peut être celui d'une section nationale. L'Internationale fait appel à l'action contre la guerre de toutes les sections nationales et elle fait confiance à chacune d'elles dans la certitude que chacune fera tout son devoir et agira dans la mesure de toutes les possibilités et de ses forces et de toute son énergie pour rendre la guerre impossible. — La section française saura ne démériter ni de son histoire ni de son esprit révolutionnaire. [2]

Jaurès l'avait déjà dit:

... Si, pour l'énorme diversité de toutes les éventualités, notre résolution ne prévoit pas de mode spécial d'action, elle n'en exclut aucun non plus. Elle donne un avertissement aux gouvernements et elle attire clairement leur attention sur le fait qu'ils créeraient facilement une situation révolutionnaire, oui, la plus révolutionnaire que l'on puisse imaginer. [3]

Le manifeste du congrès de Bâle n'était du reste que la confirmation, dans des conditions particulièrement tragiques, des résolutions votées antérieurement par les congrès socialistes internationaux. Dès

---

[1] Archiv Carl Grünberg, déjà cité, pp. 393-397.
[2] et [3], idem, p. 397.

sa création, la Ire Internationale s'inspira du mot d'ordre lancé par Marx et Engels, en 1847, à la fin du *Manifeste communiste:*

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

N'avaient-ils pas écrit, dans ce manifeste: *Les ouvriers n'ont pas de patrie.*

Déjà en 1867, lors de son deuxième congrès, à Lausanne, la Ire Internationale (l'Association internationale des travailleurs) avait condamné la guerre et préconisé « la formation d'une confédération d'Etats libres dans toute l'Europe »:

Considérant: que la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement des moyens d'existence, mais qu'elle l'astreint à verser le sang du travailleur; que la paix armée paralyse les forces productives, ne demande au travail que des œuvres inutiles et intimide la production en la plaçant sous le coup des menaces de guerre; que la paix, première condition du bien-être général, doit à son tour être consolidée par un nouvel ordre de choses qui ne connaîtra plus, dans la société, deux classes, dont l'une est exploitée par l'autre; que la guerre a pour cause première et principale le paupérisme et le manque d'équilibre économique; que pour arriver à supprimer la guerre, il ne suffit pas de licencier les armées, mais qu'il faut encore modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production.

Décide: d'adhérer pleinement et entièrement au congrès de la Paix qui se réunira le 9 septembre à Genève, s'il accepte la déclaration ci-dessus énoncée, de le soutenir énergiquement et de participer à tout ce qu'il pourrait entreprendre pour réaliser l'abolition des armées permanentes et le maintien de la paix, dans le but d'arriver le plus promptement possible à l'émancipation de la classe ouvrière et à son affranchissement du pouvoir et de l'influence du capital, ainsi qu'à la formation d'une confédération d'Etats libres dans toute l'Europe. [1]

Au congrès de Bruxelles, en 1868, l'Internationale affirmait:

Le congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Bruxelles, déclare protester avec la plus grande énergie contre la guerre. Il invite toutes les sections de l'association, chacune dans son pays respectif, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et tous les groupes d'ouvriers, quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple qui, aujourd'hui, ne pourrait être considérée que comme une guerre civile parce que, faite entre

---

[1] Archiv Carl Gründberg, déjà cité, p. 377.

producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens. Le congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. Le congrès compte assez sur l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre. [1]

Lors de la guerre franco-allemande de 1870, le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs et ses sections, particulièrement celles d'Allemagne et de France, dont les pays étaient en guerre, restèrent fidèles aux principes fixés dans les congrès. Le Conseil général rédigea deux adresses, la première le 28 juillet 1870, avant la défaite de Napoléon III à Sedan, par laquelle l'Internationale dénonce le Second Empire comme agresseur et considère la guerre de l'Allemagne comme une guerre défensive. Voici ce texte:

Aux membres de l'association en Europe et aux Etats-Unis

Dans l'adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, en novembre 1864, nous disions:

« Si l'émancipation des classes travailleuses requiert leur union et leur concours fraternels, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission tant qu'une politique étrangère qui poursuit des desseins criminels dresse les uns contre les autres les préjugés nationaux et dilapide dans des guerres de piraterie le sang et le bien du peuple ? »

Nous définissions la politique étrangère à laquelle se ralliait l'Internationale en ces termes:

« Les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus doivent s'imposer comme lois suprêmes dans le commerce des nations. »

Rien d'étonnant à ce que Louis Bonaparte, qui a usurpé son pouvoir en exploitant la lutte des classes en France et qui l'a perpétué par de périodiques guerres au-dehors, ait dès le début traité l'Internationale comme un dangereux ennemi. A la veille du plébiscite, il ordonna un raid contre les membres des comités administratifs de l'Association internationale des travailleurs à travers toute la France, à Paris, à Lyon, à Rouen, à Marseille, à Brest, etc... sous le prétexte que l'Internationale était une société secrète trempant dans un complot d'assassinat contre lui, prétexte dont la complète absurdité fut bientôt dévoilée par ses propres juges. Quel était le crime réel des sections françaises de l'Internationale? Elles avaient dit publiquement et haute-

---

[1] Idem, p. 378.

ment au peuple français que voter le plébiscite c'était voter pour le despotisme à l'intérieur et pour la guerre au-dehors. Ce fut effectivement leur œuvre si, dans toutes les grandes villes, dans tous les centres industriels de France, la classe ouvrière s'est levée comme un seul homme pour rejeter le plébiscite. Par malheur, la pesante ignorance des régions rurales fit pencher la balance. Les bourses, les cabinets, les classes dominantes et la presse d'Europe célébrèrent le plébiscite comme une victoire insigne de l'empereur français sur la classe ouvrière française; ce fut en réalité le signal de l'assassinat non d'un individu, mais de nations entières.

Le complot guerrier de juillet 1870 n'est qu'une édition corrigée du coup d'Etat de décembre 1851. A première vue, la chose parut si absurde que la France ne voulait pas la prendre réellement au sérieux. Elle croyait plutôt le député qui dénonçait les propos ministériels sur la guerre comme une simple manœuvre de spéculation boursière. Quand, le 15 juillet, la guerre fut officiellement annoncée au corps législatif, l'opposition entière refusa de voter les crédits provisoires; même Thiers la flétrit comme « détestable »; tous les journaux indépendants de Paris la condamnèrent et, chose curieuse, la presse de province se joignit à eux presque unanimement.

Cependant, les membres parisiens de l'Internationale s'étaient remis au travail. Dans le *Réveil* du 12 juillet, ils publièrent leur manifeste: « Aux travailleurs de tous pays », dont nous extrayons les passages suivants:

« Une fois encore — disaient-ils — sous prétexte d'équilibre européen et d'honneur national, des ambitions politiques menacent la paix du monde. Travailleurs français, allemands, espagnols, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre!... La guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie, ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle absurdité. En réponse aux acclamations belliqueuses de ceux qui s'exonèrent de l'impôt du sang ou qui trouvent dans les malheurs publics une source de spéculations nouvelles, nous protestons, nous qui voulons la paix, le travail, la liberté!... Frères d'Allemagne! Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme. Travailleurs de tous les pays! Quoi qu'il arrive de nos efforts communs, nous, membres de l'Association internationale des travailleurs, qui ne connaissons plus de frontières, nous vous adressons, comme un gage de solidarité indissoluble, les vœux et les saluts des travailleurs de France! »

Ce manifeste de notre section de Paris fut suivi de nombreuses adresses françaises analogues, dont nous ne pouvons citer ici que la déclaration de Neuilly-sur-Seine publiée dans la *Marseillaise* du 22 juillet:

« La guerre est-elle juste? La guerre est-elle nationale? Elle est dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie et des véritables

intérêts de la France, nous adhérons complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre! »

Ces protestations exprimaient les véritables sentiments des ouvriers français, comme le montra bientôt un incident caractéristique. Lorsque *la bande du 10 Décembre*, organisée primitivement sous la présidence de Louis Bonaparte, fut lâchée travestie en « blouses » dans les rues de Paris, pour y donner le spectacle des contorsions de la fièvre guerrière, les vrais ouvriers des faubourgs y répondirent par des manifestations en faveur de la paix si écrasantes que Piétri, le préfet de police, jugea bon de mettre fin sur-le-champ à toute cette politique de rue, en arguant que le fidèle peuple de Paris avait suffisamment donné cours à son patriotisme longtemps retenu et à son exubérant enthousiasme pour la guerre.

Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira, comme il a commencé, par une parodie. Mais n'oublions pas que ce sont les gouvernements et les classes dominantes de l'Europe qui ont permis à Louis Bonaparte de jouer pendant dix-huit ans la farce féroce de *l'Empire restauré.*

Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre? Qui a permis à Louis Bonaparte de lui faire la guerre? *La Prusse!* C'est Bismark qui a conspiré avec ce même Louis Bonaparte, afin d'écraser l'opposition populaire à l'intérieur, et d'annexer l'Allemagne à la dynastie des Hohenzollern. Si la bataille de Sadowa avait été perdue au lieu d'être gagnée, les bataillons français auraient inondé l'Allemagne comme alliés de la Prusse. Après sa victoire, la Prusse songea-t-elle, fût-ce un instant, à opposer une Allemagne libre à une France asservie? Tout au contraire. Conservant soigneusement toutes les beautés natives de son propre système, elle y ajouta de surcroît tous les trucs du Second Empire, son despotisme effectif et son démocratisme de carton, ses trompe-l'œil politiques et ses tripotages financiers, sa phraséologie ronflante et ses vils tours de passe-passe. Le régime bonapartiste qui, jusqu'alors, n'avait fleuri que sur une rive du Rhin, avait maintenant sa réplique sur l'autre. D'un tel état de choses, que pouvait-il résulter d'autre que la *guerre* ?

Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre. Toutes les misères qui se sont abattues sur l'Allemagne après les guerres dites de libération renaîtront avec une intensité nouvelle.

Les principes de l'Internationale sont toutefois trop largement répandus et trop fermement enracinés dans la classe ouvrière allemande pour que nous ayons à redouter une issue aussi triste. Les voix

des ouvriers français ont eu un écho en Allemagne. Un meeting ouvrier de masse, tenu à Brunswick, le 16 juillet, a exprimé son plein accord avec le manifeste de Paris, a rejeté toute idée d'antagonisme national contre la France et a voté des résolutions qui se terminent par ces mots:

« Nous sommes ennemis de toutes les guerres, mais par-dessus tout des guerres dynastiques. Avec une peine et une douleur profondes, nous sommes forcés de subir une guerre défensive comme un mal inévitable, mais nous appelons, en même temps, toute la classe ouvrière allemande à œuvrer pour rendre impossible le retour de cet immense malheur social en revendiquant pour les peuples eux-mêmes le pouvoir de décider de la paix ou de la guerre, et en les rendant ainsi maîtres de leurs propres destinées. »

A Chemnitz, un meeting de délégués, représentant 50 000 ouvriers saxons, a adopté à l'unanimité la résolution suivante:

« Au nom de la démocratie allemande, et spécialement des ouvriers du Parti social-démocrate, nous déclarons que la guerre actuelle est exclusivement dynastique... Nous sommes heureux de saisir la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Attentifs au mot d'ordre de l'Association internationale des travailleurs: *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* nous n'oublierons jamais que les ouvriers de *tous* les pays sont nos *amis* et les despotes de *tous* les pays nos *ennemis!* »

La section berlinoise de l'Internationale a aussi répondu au manifeste de Paris:

« Nous nous joignons solennellement à votre protestation... Solennellement nous promettons que ni le son de la trompette, ni le rugissement du canon, ni la victoire, ni la défaite ne nous détourneront du travail commun pour l'union des ouvriers de tous les pays. »

Nous souhaitons qu'il en soit ainsi.

A l'arrière-plan de cette guerre de suicide, la sinistre figure de la Russie est à l'affût. C'est un signe de mauvais augure que le signal de la guerre actuelle ait été donné au moment précis où le gouvernement russe avait terminé ses voies ferrées stratégiques et concentrait déjà des troupes en direction du Pruth. Quelles que soient les sympathies auxquelles les Allemands puissent à bon droit prétendre dans une guerre de défense contre l'agression bonapartiste, ils les perdraient aussitôt s'ils permettaient au Gouvernement allemand de faire appel au Cosaque et d'en accepter l'aide. Qu'ils se rappellent qu'après sa guerre d'indépendance contre Napoléon Ier, l'Allemagne resta pendant des dizaines d'années prosternée aux pieds du tsar.

La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Allemagne. Elle se sent profondément convaincue que, quelque tournure que prenne l'horrible guerre qui s'annonce, l'alliance des ouvriers de tous les pays finira par tuer la guerre. Tandis

que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. Il prouve qu'à l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société est en train de naître, dont la règle internationale sera la *Paix*, parce que, dans chaque nation, régnera le même principe: le *Travail!* Le pionnier de cette nouvelle société, c'est l'Association internationale des travailleurs.

Londres, 23 juillet 1870. [1]

La deuxième adresse, publiée le 9 septembre de la même année, après la défaite de Sedan, n'hésite pas à déclarer que la guerre de l'Allemagne est dirigée contre le peuple français et contre sa jeune République et qu'elle a le caractère d'une guerre de conquête. Elle la condamne:

Aux membres de l'association en Europe et aux Etats-Unis

Dans notre première adresse, du 23 juillet, nous disions:

« Le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira comme il a commencé, par une parodie. Mais n'oublions pas que ce sont les gouvernements et les classes dominantes d'Europe qui ont permis à Louis Bonaparte de jouer pendant dix-huit ans la farce féroce de *l'Empire restauré.* »

Ainsi, avant même que les opérations de guerre aient effectivement commencé, nous traitions la chimère bonapartiste comme une chose du passé.

Si nous ne nous trompions pas sur la vitalité du Second Empire, nous n'avions pas tort non plus de craindre que la guerre allemande puisse perdre « son caractère strictement défensif et dégénérer en une guerre contre le peuple français ». La guerre de défense s'est terminée, en fait, avec la reddition de Louis Bonaparte, la capitulation de Sedan et avec la proclamation de la République de Paris. Mais longtemps avant ces événements, au moment même où la pourriture profonde des armées impériales fut évidente, la camarilla militaire prussienne avait opté pour la conquête. Il y avait certes sur sa route un vilain obstacle: *les propres proclamations du roi Guillaume au début de la guerre.* Dans son discours du trône à la Diète de l'Allemagne du Nord, il avait solennellement déclaré qu'il faisait la guerre

---

[1] Œuvres complètes de Karl Marx, « La Guerre civile en France », 1871, Paris: Editions sociales 1953, pages 277 et suivantes.

à l'empereur des Français et non au peuple français. Le 11 août, il avait lancé un manifeste à la nation française, où il disait:

« L'empereur Napoléon a attaqué, par terre et par mer, la nation allemande, qui désirait et désire toujours vivre en paix avec le peuple français; j'ai assumé le commandement des armées allemandes *pour repousser cette agression,* et j'ai *été amené* par les *événements militaires à franchir les frontières de la France.* »

Non content d'affirmer le « caractère purement défensif » de la guerre en déclarant qu'il n'assumait le commandement des armées allemandes que *pour repousser l'agression,* il ajoutait qu'il avait été seulement amené « par les événements militaires » à franchir les frontières de la France. Une guerre défensive peut, certes, ne pas exclure des opérations offensives dictées par les « événements militaires ».

Ainsi ce roi très pieux s'était engagé devant la France et le monde à une guerre strictement défensive? Comment le délier de cet engagement solennel? Les metteurs en scène devaient le montrer cédant à contrecœur à l'injonction impérieuse de la nation allemande. Ils donnèrent sur-le-champ la consigne à la bourgeoisie libérale d'Allemagne, avec ses professeurs, ses capitalistes, ses conseillers municipaux et ses gens de plume. Cette bourgeoisie qui, dans ses luttes pour la liberté civique avait, de 1846 à 1870, donné un spectacle sans exemple d'irrésolution, d'incapacité et de couardise, se sentit, bien sûr, profondément ravie de faire son entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme allemand. Elle se donna des dehors d'indépendance civique et affecta d'imposer au gouvernement prussien... quoi donc ? Les plans secrets de ce gouvernement lui-même. Elle fit amende honorable pour sa foi persévérante et quasi religieuse en l'infaillibilité de Louis Bonaparte, en réclamant à grands cris le démembrement de la République française. Ecoutons un peu les allégations de ces intrépides patriotes!

Ils n'osent pas prétendre que le peuple d'Alsace-Lorraine brûle de se jeter dans les bras de l'Allemagne; bien au contraire. Pour la punir de son patriotisme français, Strasbourg, que domine une citadelle indépendante de la ville, a été six jours durant bombardée d'une manière absolument gratuite et barbare, à coups d'obus explosifs « allemands » qui l'incendièrent et tuèrent un grand nombre de ses habitants sans défense! Pourtant il fut un temps où le sol de ces provinces faisait partie de l'ancien Empire allemand. C'est pourquoi, paraît-il, le sol et les êtres humains qui y ont grandi doivent être confisqués comme propriété allemande imprescriptible. Si la carte d'Europe doit être remaniée avec cet esprit d'antiquaire, n'oublions surtout pas que l'Electeur de Brandebourg était, pour ses possessions prussiennes, le vassal de la République polonaise.

Les patriotes plus malins réclament toutefois l'Alsace et la Lorraine de langue allemande comme une « garantie matérielle » contre l'agres-

sion française. Comme cet argument méprisable a égaré bien des gens d'esprit faible, nous sommes dans l'obligation de nous y arrêter plus longuement.

Il n'y a pas de doute que la configuration générale de l'Alsace, comparée à celle de l'autre rive du Rhin, et la présence d'une grande place forte comme Strasbourg, à mi-route environ entre Bâle et Germersheim, favorisent beaucoup une invasion de l'Allemagne du Sud, tandis qu'elles opposent des difficultés particulières à une invasion de la France venant de l'Allemagne du Sud. Il n'y a, de plus, aucun doute que l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine de langue allemande donnerait à l'Allemagne du Sud une frontière beaucoup plus forte, d'autant plus qu'elle serait alors maîtresse de la crête des Vosges dans toute sa longueur et des forteresses qui en protègent les cols septentrionaux. Si Metz était annexée du même coup, la France serait momentanément privée de ses deux principales bases d'opérations contre l'Allemagne, mais cela ne l'empêcherait pas d'en construire de nouvelles à Nancy ou à Verdun. Tant que l'Allemagne possède Coblence, Mayence, Germersheim, Rastadt et Ulm, toutes bases d'opération contre la France, et pleinement utilisées dans cette guerre-ci, avec quelle apparence d'honnêteté peut-elle envier à la France Strasbourg et Metz, les deux seules forteresses de quelque importance qu'elle ait de ce côté?

De plus, Strasbourg ne menace l'Allemagne du Sud qu'autant que celle-ci est une puissance séparée de l'Allemagne du Nord. De 1792 à 1795, l'Allemagne du Sud n'a jamais été attaquée de ce côté-là, parce que la Prusse était sa partenaire dans la guerre contre la Révolution française; mais dès que la Prusse eut conclu une paix séparée en 1795, et abandonné le sud à lui-même, les invasions du sud de l'Allemagne, avec Strasbourg pour base, commencèrent et se poursuivirent jusqu'en 1809. En fait, une Allemagne *unie* peut toujours mettre Strasbourg et n'importe quelle armée française en Allemagne hors d'état de nuire, en concentrant toutes ses troupes, comme ce fut le cas dans la guerre actuelle, entre Sarrelouis et Landau, et en avançant ou en acceptant la bataille sur la ligne Mayence-Metz. Tant que le gros des troupes allemandes est posté là, toute armée française avançant de Strasbourg vers l'Allemagne du Sud serait prise à revers et verrait ses communications menacées. Si la campagne actuelle a prouvé quelque chose, c'est bien, somme toute, à quel point, d'Allemagne, il est facile d'attaquer la France.

Mais, en toute bonne foi, n'est-ce pas une absurdité et un anachronisme que de faire de considérations militaires le principe suivant lequel les frontières des nations doivent être fixées? Si cette règle devait prévaloir, l'Autriche aurait encore droit à Venise et à la ligne du Mincio, et la France à la ligne du Rhin, pour protéger Paris qui se trouve certainement plus exposée à une attaque du nord-est que Berlin

ne l'est à une attaque du sud-ouest. Si les frontières doivent être fixées suivant les intérêts militaires, il n'y aura pas de fin aux revendications territoriales, parce que toute ligne militaire est nécessairement défectueuse et peut être améliorée en annexant un peu plus de territoire; et, de plus, cette ligne ne peut jamais être fixée d'une manière définitive et équitable parce qu'elle est toujours imposée au vaincu par le vainqueur et, en conséquence, porte déjà en elle le germe de guerres nouvelles.

Telle est la leçon de toute l'histoire. Il en est des nations comme des individus. Pour leur enlever leurs possibilités d'attaque, il faut leur enlever tous leurs moyens de défense. Il ne faut pas seulement les prendre à la gorge, mais les mettre à mort. Si jamais vainqueur prit des « garanties matérielles » pour briser les forces d'une nation, ce fut Napoléon par le traité de Tilsit et la façon dont il exécuta ce traité contre la Prusse et le reste de l'Allemagne. Pourtant, quelques années plus tard, sa puissance gigantesque se brisa comme un roseau pourri devant le peuple allemand. Que sont les « garanties matérielles » que la Prusse, dans ses rêves les plus insensés, pourrait imposer ou oserait imposer à la France, comparées aux « garanties matérielles » que Napoléon Ier lui avait arrachées à elle-même? Le résultat n'en sera pas moins désastreux cette fois-ci. L'histoire mesurera ses sanctions non au nombre de kilomètres carrés arrachés à la France, mais à la grandeur du crime qui ose faire revivre, dans la seconde moitié du XIXe siècle, *la politique de conquête!*

Mais, disent les porte-parole du patriotisme teuton, on ne doit pas confondre Allemands et Français. Les Allemands sont un peuple essentiellement pacifique. Sous leur sage tutelle, la conquête même se transforme de cause d'une guerre future en un gage de paix perpétuelle. Bien sûr, ce ne sont pas les Allemands qui ont envahi la France en 1792, dans le sublime dessein d'abattre à la baïonnette la Révolution du XVIIIe siècle. N'est-ce pas l'Allemagne qui s'est souillé les mains en tenant sous le joug l'Italie, en opprimant la Hongrie, en démembrant la Pologne? Son système militaire actuel qui divise toute la population mâle valide en deux parts — l'une formant une armée permanente en service et l'autre formant une armée permanente en congé — toutes deux également tenues à une obéissance passive à des chefs de droit divin, un tel système militaire est, bien sûr, « une garantie matérielle » pour maintenir la paix et, par surcroît, le but dernier de la civilisation! En Allemagne, comme partout ailleurs, les adulateurs des puissants du jour empoisonnent l'esprit populaire par l'encens de louanges mensongères.

Indignés qu'ils prétendent être à la vue des forteresses françaises de Metz et de Strasbourg, ces patriotes allemands ne voient aucun mal au vaste système de fortifications moscovites à Varsovie, à Modlin et à Ivangorod. Alors qu'ils frémissent devant les horreurs de l'invasion

impériale, ils ferment les yeux devant l'infamie de la tutelle du tsarisme.

Tout comme en 1865 des promesses furent échangées entre Louis Bonaparte et Bismarck, de même en 1870 des promesses ont été échangées entre Gortchakov et Bismarck. Tout comme Louis Bonaparte se flattait que la guerre de 1866, du fait de l'épuisement réciproque de l'Autriche et de la Prusse, ferait de lui l'arbitre suprême de l'Allemagne, de même Alexandre se flattait que la guerre de 1870, du fait de l'épuisement réciproque de l'Allemagne et de la France, ferait de lui l'arbitre suprême de l'Ouest européen. Tout comme le Second Empire tenait la Confédération de l'Allemagne du Nord pour incompatible avec son existence, de même la Russie autocratique doit se considérer en péril du fait d'un empire allemand sous direction prussienne. Telle est la loi du vieux système politique. A l'intérieur de son domaine, le gain de l'un est la perte de l'autre. L'influence prépondérante du tsar sur l'Europe prend racine dans son autorité traditionnelle sur l'Allemagne. Au moment où en Russie même des forces sociales volcaniques menacent de secouer les bases les plus profondes de l'autocratie, le tsar pourrait-il supporter une telle perte de prestige à l'étranger? Déjà les journaux moscovites reprennent le langage des journaux bonapartistes après la guerre de 1866. Est-ce que les patriotes teutons croient réellement que paix et liberté sont garanties à l'Allemagne en jetant la France dans les bras de la Russie? Si la fortune des armes, l'arrogance du succès et les intrigues dynastiques conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français, il ne lui restera alors que deux partis possibles. Ou bien elle doit, à tout risque, devenir l'instrument *direct* de l'expansion russe, ou bien, après un court répit, elle devra se préparer à nouveau à une autre guerre « défensive », non pas une de ces guerres « localisées » d'invention nouvelle, mais une *guerre de races*, une guerre contre les races latines et slaves coalisées.

La classe ouvrière allemande a résolument donné son appui à la guerre, qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher, comme à une guerre pour l'indépendance allemande et la libération de l'Allemagne et de l'Europe du cauchemar oppressant du Second Empire. Ce sont les ouvriers allemands qui, unis aux travailleurs ruraux, ont fourni les nerfs et les muscles d'armées héroïques, laissant derrière eux leurs familles à demi-mortes de faim. Décimés par les batailles au dehors, ils seront décimés une fois de plus chez eux par la misère. A leur tour ils s'avancent et réclament maintenant des « garanties »: garantie que leurs immenses sacrifices n'ont pas été faits en vain, garantie qu'ils ont conquis la liberté, garantie que la victoire sur les armées bonapartistes ne sera pas, comme en 1815, convertie en défaite du peuple allemand; et, comme la première de ces garanties, ils réclament *une paix honorable* pour la France et *la reconnaissance de la République française.*

Le Comité central du Parti ouvrier socialdémocrate allemand a lancé, le 5 septembre, un manifeste insistant énergiquement sur ces garanties:

« Nous protestons, dit-il, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Et nous avons conscience de parler au nom de la classe ouvrière allemande. Dans l'intérêt commun de la France et de l'Allemagne, dans l'intérêt de la paix et de la liberté, dans l'intérêt de la civilisation occidentale contre la barbarie orientale, les ouvriers allemands ne toléreront pas sans dire mot l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... Nous nous tiendrons fidèlement aux côtés de nos camarades ouvriers de tous les pays pour la cause commune internationale du prolétariat. »

Malheureusement, nous ne pouvons compter sur la réussite immédiate. Si les ouvriers français n'ont pas pu, en pleine paix, arrêter l'agresseur, les ouvriers allemands ont-ils plus de chance d'arrêter le vainqueur au milieu du cliquetis des armes? Le manifeste des ouvriers allemands demande que Louis Bonaparte soit livré comme criminel de droit commun à la République française. Leurs gouvernants, au contraire, font déjà tous leurs efforts pour le réinstaller aux Tuileries comme l'homme le plus propre à ruiner la France. Quoi qu'il en soit, l'histoire montrera que la classe ouvrière allemande n'est pas faite d'une matière aussi malléable que la bourgeoisie allemande. Elle fera son devoir.

Comme elle, nous saluons l'avènement de la république en France; mais ce n'est pas sans éprouver des appréhensions qui, nous l'espérons, se révéleront sans fondement. Cette république n'a pas renversé le trône, mais simplement pris sa place laissée vacante. Elle a été proclamée non comme une conquête sociale, mais comme une mesure de défense nationale. Elle est dans les mains d'un gouvernement provisoire composé en partie d'orléanistes notoires, en partie de républicains bourgeois, sur quelques-uns desquels l'insurrection de juin 1848 a laissé son stigmate indélébile. La division du travail entre les membres de ce gouvernement ne présage rien de bon. Les orléanistes se sont saisis des positions fortes de l'armée et de la police, alors qu'aux républicains déclarés sont échus les ministères où l'on parle. Quelques-uns de leurs premiers actes montrent assez clairement qu'ils ont hérité de l'empire non seulement des ruines, mais aussi la peur de la classe ouvrière. Si, au nom de la république, on promet maintenant, avec des paroles excessives, des choses impossibles, n'est-ce pas par hasard qu'on finisse par réclamer un gouvernement « possible »? Aux yeux de certains bourgeois qui en ont assumé la charge, la république ne devrait-elle pas, par hasard, servir de transition à une restauration orléaniste?

La classe ouvrière française se trouve donc placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau

gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens; mais en même temps ils ne doivent pas se laisser entraîner par les *souvenirs* nationaux de 1792, comme les paysans français se sont laissé duper par les *souvenirs* nationaux du Premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République.

Les ouvriers anglais ont déjà pris des mesures pour vaincre, par une pression salutaire venant de l'extérieur, la répugnance de leur gouvernement à reconnaître la République française. L'atermoiement actuel du Gouvernement britannique a probablement pour but de racheter la guerre de 1792 contre les jacobins et contre son indécente hâte de jadis à sanctionner le *coup d'Etat*. Les ouvriers anglais réclament aussi de leur gouvernement qu'il s'oppose de tout son pouvoir au démembrement de la France, qu'une partie de la presse anglaise est assez impudente pour réclamer à grands cris. C'est la même presse qui, pendant vingt ans, a porté aux nues Louis Bonaparte comme la providence de l'Europe et a encouragé avec frénésie la révolte des négriers américains. Maintenant, comme alors, elle besogne pour le négrier.

Que les sections de l'*Association internationale des travailleurs* dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier, des seigneurs du sabre, de la terre et du capital.

Vive la République!

Londres, le 9 septembre 1870. [1]

Les représentants socialistes au Reichstag de l'Allemagne du Nord, Wilhelm Liebknecht et August Bebel, s'opposèrent avec beaucoup de courage à l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne et aux nouveaux crédits de guerre réclamés par le gouvernement.

Ils déposèrent une proposition de laquelle une citation doit être relevée ici:

---

[1] « La Guerre civile en France », déjà cité, pages 283 et suivantes.

Considérant que la guerre, menée après le 4 septembre en complète contradiction avec la parole donnée par le roi, n'est plus une guerre menée contre le gouvernement impérial et l'armée impériale, qui n'existent plus, mais une guerre contre le peuple français, non une guerre de défense, mais une guerre de conquête, non une guerre pour l'indépendance de l'Allemagne, mais une guerre pour l'oppression de la noble nation française... le Reichstag décide de rejeter les crédits de guerre demandés et demande au chancelier d'agir pour conclure le plus rapidement possible la paix avec la République française, en renonçant à toute annexion du territoire français. [1]

Cette proposition fut défendue, le 26 novembre 1870, par Bebel, dans le plus grand tumulte. Elle permit à Liebknecht d'affirmer encore:

Le crédit qu'on réclame de nous est destiné à réaliser l'annexion, ainsi que l'affirme le discours du trône. L'annexion, cependant, ne nous apportera pas la paix, mais la guerre. Après la conclusion de la paix, elle crée un danger de guerre permanent, elle renforce, en Allemagne, la dictature militaire. [1]

Cette proposition, mise aux voix, ne recueillit que cinq voix. Le 28 novembre, en troisième lecture, le président interdit à Liebknecht de parler et de répondre aux attaques des adversaires.

Lors de sa reconstitution à Paris, en 1889, l'Internationale engagea la lutte contre les armées permanentes et, prenant exemple sur la Suisse, préconisa l'armée de milices, le peuple en armes, pour la défense de la démocratie et de l'indépendance.

Le premier congrès de la IIe Internationale, réuni à Paris en 1889, affirmait:

Le congrès international ouvrier socialiste de Paris,
considérant: que l'armée permanente ou la forme armée au service de la classe régnante ou possédante est la négation de tout régime démocratique ou républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou oligarchique et capitaliste, un instrument de coups d'Etat réactionnaires et d'oppression sociale; que, résultat et cause du système de guerres agressives, danger constant de conflits internationaux, l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à l'organisation du peuple entier exercé, armé, non plus pour

---

[1] August Bebel, Aus meinem Leben, deuxième partie, Stuttgart 1920. Dietz Verlag, pages 194 et suivantes.

le pillage et la conquête, mais pour la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés; que l'armée permanente, cause incessante de guerre est, ainsi que l'histoire le démontre, incapable de défendre un pays contre les forces supérieures d'une coalition et que la défaite laisse le pays désarmé à la merci des vainqueurs, tandis que la nation préparée, organisée, armée, serait inaccessible à l'invasion; que l'armée permanente est la désorganisation de sa meilleure jeunesse, à la période d'apprentissage, d'études, de plus grande activité et d'action; qu'ainsi le travail, la science et l'art se trouvent stérilisés, arrêtés dans leur essor; le citoyen, l'individu, la famille atteints dans leur existence, dans leur développement; qu'au contraire, dans l'armée vraiment nationale, ou nation armée, le citoyen poursuit dans la vie nationale le développement de ses aptitudes, de ses facultés, exerce ses fonctions militaires comme un attribut nécessaire de sa qualité de citoyen; considérant: que l'armée permanente, par les charges incessamment accrues de la dette de guerre, par les impôts et les emprunts toujours aggravés qu'elle motive, est une cause de misère et de ruine. Répudie hautement les projets belliqueux entretenus par les gouvernants aux abois; affirme la paix comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière; et réclame, avec la suppression des armées permanentes, l'armement général du peuple sur les bases suivantes: l'armée nationale ou la nation armée formée de tous les citoyens valides, organisés par région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton ait son bataillon, composé de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans les vingt-quatre heures. A chacun son fusil et son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et de la sécurité nationale. Le congrès déclare, en outre, que la guerre, produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme. [1]

En 1891, à Bruxelles, l'Internationale s'engage plus nettement dans la lutte contre la guerre et ne parle plus d'armée nécessaire pour défendre la démocratie et l'indépendance.

Le congrès déclare que le militarisme qui pèse sur l'Europe est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente imposé à la société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte de classe qui en est la conséquence; affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples — quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient qu'être utopiques et impuissantes

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, pp. 379-380.

si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal; que seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive; que, par la suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre est d'entrer dans le Parti socialiste international, qui est le véritable et unique parti de la paix. En conséquence, le congrès, en présence de la situation chaque jour plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes dans les différents pays fait appel à tous les travailleurs pour protester par une agitation incessante contre toutes les velléités de guerre et contre les alliances qui les favorisent et, pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme; déclare que c'est le seul moyen de conjurer la catastrophe d'une guerre générale dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais; et entend, dans tous les cas, rejeter devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui pourrait survenir. [1]

A Zurich, en 1893, l'Internationale précise son action contre la guerre. Elle ne réclame plus la création d'armées de milices. Sans doute l'exemple de l'armée suisse l'a-t-il convaincue que le peuple en armes n'est pas la solution socialiste au militarisme et à la guerre. Elle affirme: « Les mandataires du parti ouvrier dans les assemblées délibérantes doivent *repousser tous les crédits militaires*. Ils doivent *réclamer le désarmement.* »

La position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du congrès de Bruxelles sur le militarisme. La démocratie socialiste internationale révolutionnaire, dans tous les pays, doit s'élever de toutes ses forces contre les appétits chauvins des classes dirigeantes, elle doit consolider toujours plus étroitement les liens de la solidarité entre les ouvriers de tous les pays; elle doit travailler sans relâche à vaincre le capitalisme qui divise l'humanité en deux grands camps ennemis et provoque les peuples les uns contre les autres. Avec la suppression de la domination des classes, la guerre disparaîtra également. La chute du capitalisme signifie la paix universelle. Les mandataires du parti ouvrier dans les assemblées délibérantes doivent repousser tous les crédits militaires; ils doivent sans cesse protester contre les armées permanentes et réclamer le désarmement. Tout le Parti socialiste doit prêter son appui à toutes les associations qui ont pour but la paix universelle. [2]

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 380.
[2] Idem, pp. 380-381.

En 1896, le congrès de Londres s'efforce de rendre la guerre impossible par l'institution d'un *tribunal arbitral international.* Le peuple doit être appelé à décider lui-même de la question de la guerre et de la paix si les gouvernements n'acceptent pas l'arbitrage, mais le congrès revient à la notion de « la nation armée »:

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde.

Elle réclame: 1. La suppression simultanée des armées permanentes et l'organisation de la nation armée; 2. L'institution d'un tribunal arbitral international dont les décisions sont souveraines; 3. La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au peuple pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la sentence arbitrale. Et elle proteste contre le système des traités secrets. Mais la classe prolétarienne ne pourra, en cette matière comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière, arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples. [1]

Le congrès de Paris, en 1900, renouvelle *le devoir, pour les députés, de voter contre tous les crédits militaires* et la nécessité de l'éducation et de l'agitation antimilitaristes.

Le congrès déclare qu'il y a lieu de redoubler, dans tous les pays, de zèle, d'énergie, de vigueur, dans la lutte quotidienne contre le militarisme, qu'il y a lieu surtout d'opposer à l'alliance de la bourgeoisie et des gouvernements impériaux l'alliance des prolétaires de tous les pays. Le congrès indique, comme moyens d'action: 1. Les différents partis socialistes sont engagés à poursuivre avec soin l'éducation et l'organisation de la jeunesse en vue de combattre le militarisme; 2. Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter contre toute dépense militaire et contre toute dépense pour la flotte et les expéditions militaires coloniales; 3. La Commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler, dans tous les cas d'importance internationale, un mouvement de protestation et d'agitation antimilitaristes uniforme et commun dans tous les pays. Le congrès proteste contre les soi-disant conférences de la paix, comme celle de La Haye qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du Transvaal. [2]

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 381.
[2] Idem, p. 381.

Mais c'est au congrès de Stuttgart, en 1907, que la IIe Internationale, au cours de longs débats, a cherché une solution au problème de la guerre. Une commission spéciale fut élue au congrès. Elle tint plusieurs séances au cours desquelles des discussions passionnées eurent lieu entre délégués français et allemands. Des thèses divergentes s'affrontèrent.

La délégation française était divisée, comme le Parti socialiste l'avait été à son quatrième congrès national, tenu à Nancy du 11 au 14 août 1907. A ce congrès, trois tendances fondamentales s'étaient affrontées.

Celle de Jules Guesdes considérait la propagande antimilitariste développée dans la classe ouvrière française comme un obstacle à la réalisation du socialisme. En conséquence, elle condamnait les moyens préconisés par cet antimilitarisme dupe ou complice (depuis la désertion et la grève militaire jusqu'à l'insurrection) qui ne font que compliquer et rendre difficiles la propagande et le recrutement socialistes, éloignant ainsi le moment où le prolétariat sera suffisamment organisé et fort pour en finir par la révolution sociale avec tout militarisme et toute guerre, et déclarait que la seule campagne contre le militarisme et pour la paix qui ne soit pas une utopie ou un péril est la campagne socialiste qui organise les travailleurs du monde entier pour la destruction du capitalisme et qu'en attendant c'est par la réduction du service militaire poursuivie internationalement, par le refus simultané de tout crédit pour la guerre, pour la marine et pour les colonies et par l'armement général du peuple substitué à l'armée permanente que pourront être conjurés, dans la mesure du possible, les conflits internationaux. [1]

La tendance d'Hervé s'attaquait au patriotisme et préconisait la grève militaire et l'insurrection comme réponse socialiste à toute déclaration de guerre:

Le congrès, considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les exploitent, que l'intérêt de classe des travailleurs est, sans diversion possible, la lutte contre le capitalisme international, répudie le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme mensongèrement l'existence d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays; affirme

[1] IVe congrès national tenu à Nancy. Compte rendu sténograpique, Paris 1907, au siège du Conseil national, p. 171.

que le devoir des socialistes de tous les pays est de ne se battre que pour instituer le régime collectiviste ou communiste et le défendre lorsqu'ils auront réussi à l'établir et, en présence des incidents diplomatiques qui, de divers côtés, menacent la paix de l'Europe, invite tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection. [1]

Le groupe Vaillant, appuyé par Jaurès, s'opposait à l'attitude expectative et passive de Guesdes devant la guerre et à l'extrémisme verbal d'Hervé:

Le congrès, confirmant les décisions des précédents congrès internationaux et du Bureau international considère la solidarité internationale des prolétaires et des socialistes de toutes les nations comme leur premier devoir; leur rappelle qu'au 1er Mai ils manifestent chaque année pour elle et pour sa première conséquence nécessaire, le maintien de la paix internationale; et les invite au moment où, en présence de la révolution russe naissante, du tsarisme aux abois et des impérialismes voisins songeant à le secourir; où, devant les entreprises de pirateries capitalistes et coloniales incessantes, le Bureau international et la Conférence interparlementaire ont dû, avec l'assentiment des partis socialistes de tous les pays, prendre les dispositions nécessaires pour réunir leurs délégués et les mettre à même, en cas de conflit international menaçant, de décider les mesures pour le prévenir et l'empêcher; les invite à rendre possible l'effet de ces décisions au moyen de l'organisation ouvrière socialiste nationale et internationale d'une action préparée, ordonnée et combinée, qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, et suivant les circonstances, en activité, toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du Parti socialiste pour la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection. [2]

La résolution d'Hervé ne recueillit que 41 voix et fut rejetée par 251 voix.

La résolution de Jules Guesdes recueillit 123 voix et fut repoussée par 175 voix.

Le congrès de Nancy accepta la résolution Vaillant—Jaurès par 169 voix contre 126.

---

[1] IVe congrès national, déjà cité, pp. 214-215.
[2] Idem, p. 185.

Le congrès de Nancy devait préparer le congrès international de Stuttgart.

Les trois projets français furent présentés et défendus à Stuttgart par leurs promoteurs.

Les socialdémocrates allemands opposaient à ces motions un seul projet de Bebel, ainsi conçu:

Les guerres entre Etats basés sur l'ordre économique capitaliste sont généralement des conséquences de leur concurrence rivale sur le marché mondial, car chaque Etat ne tend pas seulement à s'assurer l'usage de ses débouchés, mais encore à en acquérir de nouveaux, politique dans laquelle l'asservissement de peuples étrangers et la confiscation de leurs terres jouent le rôle principal. Les guerres sont favorisées par les préjugés d'un peuple contre un autre, préjugés que l'on cultive systématiquement chez les nations civilisées, dans l'intérêt des classes dominantes. Les guerres sont donc de l'essence du capitalisme; elles ne cesseront que lorsque l'ordre capitaliste sera supprimé ou lorsque la grandeur des sacrifices en hommes et en argent, exigés par le développement de la technique militaire, et la révolte provoquée par les armements auront poussé les peuples à renoncer à ce système. La classe ouvrière particulièrement, chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui, principalement, doit en faire les sacrifices matériels, est l'adversaire naturel des guerres, parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit: la création d'un nouvel ordre économique basé sur la conception socialiste et destiné à traduire en réalité la solidarité des peuples. C'est pourquoi le congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonismes nationaux, et de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique. Le congrès voit dans l'organisation démocratique du système de défense, comprenant tous les citoyens en état de porter les armes, une garantie réelle rendant impossibles les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux. Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs et leurs représentants parlementaires des pays concernés sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate, en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces, et, dans les cas où elle éclaterait quand même, de faire en sorte qu'elle prenne fin rapidement.[1]

---

[1] VIIe congrès socialiste international, pp. 114-115.

La commisison du congrès de Stuttgart était composée des délégués suivants:

Allemagne: Bebel, Vollmar, Dr Südekum, Herm. Sachse.

Angleterre: H. Russel Smart, A. Gossip, J. Gribble, A. Scheu.

Argentine: Jacques Joudelewsky, Achille Cambier, Manuel Ugarte.

Autriche: Victor Adler, Mathias Eldersch, Anton Schrammel, Leopold Winarsky.

Belgique: H. de Man, L. Troclet, L. Furnemont, E. Vandervelde.

Bohême: Emmanuel Skatula, Tusar Vlastimil, Dr Alfred Meissner, Anton Nemec.

Bulgarie: Janko Sakassoff, Vassil Kolarov, Sava Sabeff.

Danemark: P. Knudsen, K. M. Klausen, F. G. Borgbjerg, Harald Jensen.

Espagne: M. Garcia Cortes, R. Garcia Ormaechea.

Etats-Unis: Fred. V. Ball, Boris Reinstein, E. E. Carr, Hugo Pick.

France: Jules Guesdes, G. Hervé, J. Jaurès, E. Vaillant.

Hollande: J. H. Schaper, H. Roland-Holst.

Hongrie: D. Bokanyi, Sander Csizmadia, Jos. Sachse, Garbai.

Italie: A. Costa, E. Ferri, F. Weiss.

Norvège: C. Jeppesen.

Pologne: Ivan Mirski, Stefan Karski, Rosa Luxembourg, Wysocki.

Russie: N. Lénine, Z. Martoff, E. Aknouni, J. Bistrenin.

Suède: Hj Branting, G. Möller, F. W. Thorsson, B. Lidfors.

Suisse: K. Moor, Ph. Meister, J. Sigg, O. Lang.[1]

Après plusieurs jours de débats parfois violents, opposant Français et Allemands, les délégués allemands repoussèrent toute résolution prévoyant une action précise, en déclarant qu'elle mettrait en péril la puissante organisation du parti appuyée par plus de trois millions d'électeurs et soulignèrent leur solidarité avec leur nation, si elle était menacée. La commission se mit d'accord sur un texte de compromis élaboré par une sous-commission dont faisaient partie, pour l'Allemagne, Bebel et Vollmar; pour l'Angleterre, Scheu et Russel Smart; pour l'Autriche, Adler et Skatula; pour la France, Jaurès et Guesdes; pour l'Italie, Ferri et Costa; pour la Russie et la Pologne, Bistrenin

[1] Idem, pp. 105-106.

et Rosa Luxembourg; pour la Scandinavie, Branting; pour la Suisse, Sigg; Vendervelde en était le rapporteur.

Cette résolution, comme celle de Bâle, joua un rôle considérable dans la préparation des conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Le texte de Bebel fut pris comme base, mais amendé par une série de propositions de Rosa Luxembourg, de Lénine et de Martov, entre autres celle concernant une adjonction au dernier paragraphe.

Finalement, le texte présenté par Vandervelde fut accepté à l'unanimité par le congrès. Il a la teneur suivante:

Le congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut pas être séparée de l'ensemble de l'action contre le capitalisme. Les guerres entre Etats capitalistes sont en général les conséquences de leur concurrence sur le marché du monde, car chaque Etat ne tend pas seulement à s'assurer des débouchés, mais à en acquérir de nouveaux, principalement par l'asservissement des peuples étrangers et par la confiscation de leurs terres.

Ces guerres résultent de la concurrence incessante provoquée par les armements du militarisme qui est l'un des instruments principaux de la domination de la bourgeoisie et de l'asservissement économique et politique de la classe ouvrière. Les guerres sont favorisées par les préjugés nationalistes que l'on cultive systématiquement dans l'intérêt des classes dominantes, afin de détourner la masse prolétarienne de ses devoirs de classe et de ses devoirs de solidarité internationale. Elles sont donc de l'essence du capitalisme et ne cesseront que par la suppression du système capitaliste, ou bien, quand la grandeur des sacrifices en hommes et en argent exigée par le développement de la technique militaire et par la révolte provoquée par les armements auront poussé les peuples à renoncer à ce système. La classe ouvrière chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui, principalement, doit en supporter les sacrifices matériels, est l'adversaire naturel des guerres parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit: la création d'un nouvel ordre économique basé sur la conception socialiste destinée à traduire en réalité la solidarité des peuples. C'est pourquoi le congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs et de leurs mandataires dans les parlements de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer, en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonismes nationaux, de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique et aussi de s'appliquer à ce que la jeunesse prolétarienne soit élevée dans les idées socialistes de la

fraternité des peuples et éveillée systématiquement à la conscience de classe. Le congrès voit dans l'organisation démocratique d'un système de milice, destiné à remplacer les armées permanentes, une garantie réelle rendant impossibles les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux. L'Internationale ne peut pas enfermer d'avance dans des formules rigides l'action nécessairement diverse, selon les temps et les milieux, des divers partis nationaux, mais elle a le devoir d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre. En fait, depuis le congrès international de Bruxelles, le prolétariat, tout en poursuivant sa lutte incessante contre le militarisme par le refus des dépenses militaires et navales, par l'effort de démocratisation de l'armée, a recouru avec une vigueur et une efficacité croissantes aux moyens les plus variés pour prévenir les guerres ou pour y mettre un terme, ou pour faire servir à l'affranchissement de la classe ouvrière l'ébranlement communiqué par la guerre à toutes les couches sociales: ainsi notamment l'entente des trades unions anglaises et des syndicats ouvriers français après la crise de Fachoda pour assurer la paix et rétablir les bons rapports entre la France et l'Angleterre; l'action du Parti socialiste au Parlement français et au Parlement allemand dans la crise du Maroc; les manifestations populaires organisées à cet effet par les socialistes de France et d'Allemagne; l'action concertée des socialistes autrichiens et des socialistes italiens réunis à Trieste pour prévenir un conflit entre les deux Etats; l'intervention vigoureuse de la classe ouvrière de Suède pour empêcher une attaque contre la Norvège; enfin, les héroïques sacrifices et combats de masse des socialistes, des ouvriers et des paysans de Russie et de Pologne pour empêcher la guerre déchaînée par le tsarisme, pour y mettre un terme et pour faire jaillir de la crise la liberté des peuples de Russie et du prolétariat; tous ces efforts, donc, attestent la puissance croissante de la classe ouvrière et son souci croissant de maintenir la paix par d'énergiques interventions. L'action de la classe ouvrière sera d'autant plus efficace qu'une propagande incessante aura préparé les esprits à un vigoureux effort et que l'action des divers partis nationaux sera plus fortement stimulée et coordonnée par l'Internationale. Le congrès est convaincu, en outre, que sous la pression du prolétariat, la pratique sérieuse de l'arbitrage international se substituera, pour tous les litiges, aux pitoyables tentatives des gouvernements bourgeois, et qu'ainsi pourra être assuré aux peuples le bienfait du désarmement général qui permettra d'appliquer aux progrès de la civilisation les immenses ressources d'énergie et d'argent dévorées par les armements et par la guerre. Le congrès déclare: Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière, dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide du Bureau international du travail, force d'action et de coordination, de

faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et de la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. [1]

L'unanimité ne fut réalisée sur ce texte de compromis que pour donner l'impression, à l'extérieur, que l'Internationale socialiste était unie et décidée à s'opposer à la guerre. Cependant, quelques délégués ont fait des remarques qui en réduisent la portée. Bebel et les délégués allemands, Victor Adler et les délégués autrichiens ont souligné la nécessité, pour chaque pays, de garder son autonomie et de laisser à tous les partis la liberté d'action complète, d'après les circonstances.

Jean Sigg, délégué suisse, a insisté pour qu'on ne recommande pas la « nation armée » qui, en Suisse et en Scandinavie, serait un retour au militarisme. Jaurès, par contre, insistait sur la nécessité de coordonner internationalement les mouvements antimilitaristes. Le Suédois Branting ne comprenait pas les raisons pour lesquelles on indiquait à certains pays la nation armée comme acheminement vers le désarmement. L'Anglais Russel Smart regretta que, dans le texte, il soit encore question d'une armée de milice, et l'Américain Carr affirma: « A mon avis, le socialisme et l'armement du peuple sont des concepts inconciliables... C'est encore du militarisme; or nous voulons briser les armées... Il importe donc que nous votions une résolution exigeant le désarmement, combattant les tendances militaristes. » [2]

Il était nécessaire d'analyser les délibérations et les résolutions de ce congrès parce qu'il a démontré, malgré la résolution d'unanimité, qu'il n'y avait pas d'unité de vues entre les partis et que l'Internationale se contentait de belles déclarations, tandis que chaque parti réservait sa liberté d'action. Toutefois, on parlait encore d'actions contre les guerres et contre les gouvernements qui les déclenchent. Mais il apparaissait qu'une action internationale coordonnée était

---

[1] VII[e] congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu anlytique publié par le secrétariat du Bureau socialiste international, Bruxelles 1908, pages 421 et suivantes.
[2] VII[e] congrès international..., déjà cité, pp. 174-175.

impossible. D'autre part, les discussions avaient démontré que le nationalisme et le patriotisme étaient vivaces dans les sections de l'Internationale. On pouvait douter de leur internationalisme et de son efficacité contre la guerre.

En 1910, le congrès international de Copenhague vota une nouvelle résolution qui contient quelques propositions intéressantes, en particulier les principes de l'arbitrage obligatoire, du désarmement général, de la limitation des armements maritimes, de l'abolition de la diplomatie secrète et du refus des crédits militaires.

La résolution engageait le Bureau socialiste international à agir en cas de danger:

Le congrès constate que, dans les dernières années, malgré les congrès de la paix et les déclarations pacifistes des gouvernements, les armements ont été augmentés d'une façon considérable. En particulier la concurrence des armements maritimes, dont la dernière phase est la construction des dreadnoughts, entraîne non seulement un gaspillage insensé des deniers publics pour des buts stériles et est cause, par conséquent, du manque de ressources et de l'absence de dépenses pour les réformes sociales et pour la législation protectrice du travail; elle menace aussi d'épuiser matériellement toutes les nations par les charges intolérables des impôts indirects et tous les Etats par la ruine des finances publiques. En même temps ce sont ces armements précisément qui ont menacé encore dernièrement la paix du monde, comme ils en seront forcément la menace perpétuelle. En face de cette évolution, qui est un danger à la fois pour la civilisation humaine, pour la prospérité des peuples et pour l'existence des masses, le congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs et, en particulier, celles du congrès de Stuttgart, et rappelle: que les travailleurs de tous les pays n'ont entre eux ni démêlés ni désaccord de nature à provoquer une guerre; que les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des Etats capitalistes sur le marché du monde, et par le militarisme qui est un des instruments les plus puissants de la domination bourgeoise à l'intérieur pour l'asservissement économique et politique du prolétariat. Les guerres ne cesseront complètement qu'avec la disparition de la société capitaliste. La classe ouvrière, qui supporte les charges les plus lourdes de la guerre et a le plus à en souffrir est donc la plus intéressée à leur disparition. Le prolétariat socialiste organisé dans tous les pays est donc le seul garant sûr de la paix du monde. C'est pourquoi le congrès engage à nouveau les partis ouvriers à répandre la lumière sur les causes des guerres dans tout le prolétariat et en particulier dans la jeunesse, et

à éduquer cette dernière dans l'esprit de la fraternité des peuples. Le congrès, en maintenant, pour les représentants socialistes dans les parlements, l'obligation plusieurs fois déjà répétée de combattre de toutes leurs forces les armements et de refuser pour cette destination toute dépense financière, attend de ces députations: *a)* qu'elles réclament sans cesse la solution obligatoire de tous les conflits entre Etats par des cours d'arbitrage internationales; *b)* qu'elles renouvellent constamment les propositions tendant au désarmement général et, d'abord et avant tout, les propositions de conclure des conventions limitant les armements maritimes et d'abolir le droit de prise maritime; *c)* qu'elles réclament l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités existants et futurs entre gouvernements; *d)* qu'elles réclament avec insistance l'autonomie de tous les peuples et les défendent contre toute attaque belliqueuse et contre toute oppression. Le Bureau socialiste international aidera tous les groupes parlementaires socialistes dans la lutte contre le militarisme par l'envoi de documents et tendra à amener une action commune de ces groupes. Pour les cas de complications guerrières, le congrès confirme la motion antimilitariste du congrès de Stuttgart, qui dit:

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Afin d'assurer l'exécution de ces mesures, le congrès invite le Bureau socialiste international à faire, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés l'entente pour une action commune, afin d'empêcher la guerre. En tout cas où il y aurait menace de conflit entre deux ou plusieurs pays, s'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du BSI, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le BSI et la Commission interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux convenir. [1]

Lors de la guerre balkanique de 1912, les divers partis socialistes des Balkans, fidèles aux décisions des congrès, se sont opposés à leurs

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, pp. 384-385.

gouvernements et à la guerre en refusant les crédits de guerre. Le congrès de Bâle fut une nouvelle grande manifestation de solidarité internationale contre la guerre. Cependant, dans les coulisses, les mêmes incertitudes qu'à Stuttgart s'y sont manifestées, les social-démocrates allemands se refusant toujours à préciser l'action commune qui pourrait être entreprise. Cette incertitude dura jusqu'à la veille des déclarations de guerre de juillet et août 1914. Socialistes allemands et français ne purent se mettre d'accord, en juillet 1914, sur le refus simultané des crédits de guerre, alors que tous les congrès avaient décidé que les parlementaires socialistes s'opposeraient au vote des budgets militaires!

Les gouvernements n'étaient pas dupes des déclarations des congrès, des meetings et des manifestations contre la guerre. Tant que les socialistes, malgré leur internationalisme de façade, affirmaient leur fidélité à la nation et leur amour de la patrie dont ils entendaient défendre l'indépendance, ils ne craignaient aucune action de la classe ouvrière contre la mobilisation.

Bebel ne déclarait-il pas au congrès de Stuttgart:

> Hervé dit que la patrie est une patrie des classes dominantes et n'intéresse pas le prolétariat. On peut trouver une idée identique dans le *Manifeste communiste* où il est dit : « Le prolétariat n'a pas de patrie. » Mais les élèves de Marx et d'Engels ont déclaré qu'ils n'étaient plus de l'avis du *Manifeste* et ils ont pris une attitude positive au cours des dernières années dans les questions européennes qui ont un intérêt national. Nous ne combattons pas la patrie elle-même. La patrie appartient plus au prolétariat qu'aux classes dominantes. [1]

Pour le cas où des troubles seraient à redouter, les polices avaient dressé des listes de meneurs et de suspects à arrêter ou à supprimer lors de la mobilisation.

Les seules dupes de la propagande antimilitariste de l'Internationale étaient les socialistes eux-mêmes, les trois millions d'électeurs de la socialdémocratie allemande et le million de socialistes ayant soutenu le Parti socialiste français.

Au moment du congrès de Bâle, en 1912, de grands meetings avaient été organisés dans toutes les capitales d'Europe. J'étais alors étudiant

---

[1] VIIe congrès international, déjà cité, p. 116.

en théologie à la Faculté protestante de Paris. J'ai assisté au grand meeting du Pré-Saint-Gervais, que le Gouvernement français avait interdit dans la ville de Paris. Plus de cent mille ouvriers de Paris étaient venus acclamer Vandervelde, président de l'Internationale, et Scheidemann, représentant de la socialdémocratie allemande. Une formidable ovation fut faite à ce dernier lorsqu'il déclara: « Jamais les travailleurs allemands ne tireront contre leurs camarades de France! »

A Paris, dans des meetings publics, les anarchistes donnaient de véritables cours pour saboter la mobilisation.

Le peuple croyait à l'action conjointe des sections de l'Internationale. Les ouvriers russes, qui s'étaient insurgés lors de la guerre russo-japonaise, en 1905, accompagnaient leurs manifestations de grandes grèves. Des manifestations de rues avaient eu lieu, les derniers jours de juillet 1914, à Berlin, à Paris et dans les villes de province. Bref, si les gouvernements bourgeois s'avisaient de passer outre aux avertissements de l'Internationale, ils auraient à compter avec la résistance de la classe ouvrière unie de tous les pays.

On y croyait!

CHAPITRE II

Le reniement

La guerre éclata. Un archiduc autrichien, assassiné par un nationaliste bosniaque à Sarajevo, en fut le prétexte. Le Gouvernement autrichien lança, le 23 juillet 1914, un ultimatum déshonorant et inadmissible à la Serbie. Les relations diplomatiques entre les deux Etats furent rompues le 25 juillet, le 28 l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre à la Serbie.

Les 29 et 30 juillet, le Bureau socialiste international siégea d'urgence à Bruxelles. En vertu des alliances, les déclarations de guerre allaient se suivre en chaîne, en quelques heures, et entraîner la plus grande partie de l'Europe dans le conflit.

Moment décisif pour tenir les promesses faites, pour ne pas tromper l'espoir qu'avaient fait naître quarante années de résolutions et de manifestations contre la guerre. Qu'allait décider l'Internationale? La presse publia, le 30 juillet, le communiqué suivant sur la séance du Bureau socialiste international du 29:

L'assemblée a examiné la situation politique créée par les derniers événements et elle a entamé l'exposé et la discussion des rapports des délégués venant des pays où la guerre sévit ou menace de sévir. A l'unanimité il a été décidé de ne pas ajourner le congrès qui aurait dû se tenir à Vienne le 23 août, mais, au contraire, d'en rapprocher la date. Sur proposition des délégués allemands et avec la vive adhésion des délégués français, il a été décidé de réunir le congrès à Paris, le 9 août, de maintenir l'ordre du jour de Vienne et de mettre en tête l'examen de la question: la guerre et le prolétariat. [1]

---

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 405.

Le 31 juillet, la presse communiquait encore ce qui suit sur la séance du Bureau socialiste international du 30:

Le Bureau socialiste international a entendu, aujourd'hui, en sa séance du 30 juillet, les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mondiale, exposer la situation de leurs pays respectifs. — A l'unanimité, il fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe. — Les prolétaires allemands et français feront sur leurs gouvernements une pression plus énergique que jamais, afin que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France obtienne de la Russie qu'elle ne s'engage pas dans le conflit. Les prolétaires de Grande-Bretagne et d'Italie, de leur côté, appuieront ces efforts de toutes leurs forces. Le congrès, convoqué d'urgence à Paris, sera l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial. Le Bureau socialiste international félicite chaleureusement le prolétariat russe de son attitude révolutionnaire et l'invite à persévérer contre le tsarisme dans ses efforts héroïques qui constituent une des garanties les plus efficaces contre la menace de la guerre mondiale.[1]

Et c'est tout! Félicitations à ceux qui, au loin, agissent, mais en Allemagne, en France, une seule « action », les démarches des parlementaires auprès de leurs gouvernements.

Devant la masse des ouvriers réunis en meeting à Bruxelles, le 29 juillet au soir, les chefs de l'Internationale socialiste, Vandervelde, Haase, Morgari, Keir Hardie, Rubanovitch, Troelstra et Jaurès firent des discours qui entretenaient encore l'espoir. Haase, député au Reichstag, affirma:

L'Autriche seule est responsable de la guerre. L'Autriche semble compter sur l'Allemagne, mais les socialistes allemands déclarent que les traités secrets n'engagent pas le prolétariat. Le prolétariat allemand dit que l'Allemagne ne doit pas intervenir, même si la Russie intervient... Que nos ennemis prennent garde. Il se pourrait que les peuples, indignés de tant de misère et d'oppression, s'éveillent enfin et établissent la société socialiste. Hier, à Berlin, des milliers et des milliers de prolétaires ont protesté contre la guerre aux cris de « Vive la paix! A bas la guerre! »[2]

---

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 405.
[2] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 406.

Jaurès qui, quelques jours auparavant, dans un grand meeting à Lyon, avait dénoncé la responsabilité du Gouvernement français et dont le journal « L'Humanité » avait écrit, lors de l'élection de Poincaré à la présidence: « Poincaré, c'est la guerre! » affirmait:

Nous, socialistes français, notre devoir est simple: nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. Moi qui n'ai jamais hésité à assumer sur ma tête la haine de nos chauvins, par ma volonté obstinée et qui ne faillira jamais, de rapprochement franco-allemand, j'ai le droit de dire qu'à l'heure actuelle le Gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix. — Le Gouvernement français est le meilleur allié de paix de cet admirable Gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la conciliation. Et il donne à la Russie des conseils de prudence et de patience. — Quant à nous, c'est notre devoir d'insister pour qu'il parle avec force à la Russie de façon qu'elle s'abstienne. Mais si, par malheur, la Russie n'en tenait pas compte, notre devoir est de dire: nous ne connaissons qu'un traité, le traité qui nous lie à la race humaine.[1]

Vingt-quatre heures après avoir prononcé ce discours d'un étonnant et dangereux optimisme, Jaurès, l'infatigable artisan de la paix, était assassiné dans un petit restaurant de Paris par un jeune nationaliste fanatique que les excitations de la presse chauvine et revancharde avaient poussé au crime. Il ne fut, du reste, jugé qu'après la guerre, acquitté et les frais du procès furent mis à la charge de la veuve de Jaurès! Cependant, la lutte incessante qu'avait menée Jaurès, tour à tour au Quai-d'Orsay, au Bureau socialiste international, dans les manifestations et meetings publics et dans l'« Humanité » se poursuivait.

Le 1er août 1914, un délégué du Comité central de la socialdémocratie allemande, Hermann Muller, arrivait à Paris pour avoir avec les socialistes français un ultime entretien. Il apprit l'assassinat de Jaurès dans le train qui l'amenait à Paris. Son but était de renseigner les socialistes de France sur les intentions des socialistes allemands et de connaître l'opinion de ses camarades français.

Renaudel, qui avait succédé à Jaurès à la rédaction de l'« Humanité », écrivit, en février 1915, à propos de cette visite:

Muller affirma que la socialdémocratie allemande, *dans les votes des crédits au Reichstag, voterait contre* ou s'abstiendrait si les socia-

[1] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 406.

listes français s'abstenaient eux-mêmes. Certains d'entre nous firent remarquer à Muller que si la France était attaquée, envahie, pas un socialiste ne se soustrairait au vote des crédits. Muller déclara que la question de savoir qui était l'agresseur était une question théorique toujours difficile à vider. Ce qui restait, c'était le principe: ne pas voter les crédits militaires nécessaires à la guerre, et il répéta que deux courants seulement s'étaient manifestés parmi les socialistes allemands: ceux-ci voteraient contre ou, au plus, s'abstiendraient. [1]

Henri de Man, qui assista comme traducteur à cet entretien, confirma que Muller avait déclaré de la façon la plus formelle, et à plusieurs reprises, qu'un vote du groupe socialdémocrate en faveur des crédits de guerre ne se produirait certainement pas. « Je considère comme exclu qu'on vote les crédits de guerre » — furent ses propres termes... Muller déclara que, de l'avis des socialistes allemands, la distinction entre l'Etat agresseur et l'Etat agressé, que les socialistes allemands se plaisaient naguère à considérer comme essentielle, était devenue surannée. Le conflit actuel — dit-il — découle de causes générales qui se résument dans la notion de l'impérialisme capitaliste, et sa responsabilité retombe sur les classes dirigeantes de tous les pays intéressés... Il est désirable que les socialistes aient une attitude à peu près identique dans tous les pays, et, surtout, de part et d'autre des Vosges.

En somme — écrit Henri de Man — les déclarations de Muller laissaient cette impression fort nette: 1. Que la majorité du groupe socialdémocrate allemand était favorable au vote *contre* les crédits militaires; 2. Que si, malgré cela, les partisans de l'abstention devaient l'emporter, ce serait surtout pour sauvegarder l'unité d'action avec les socialistes français; 3. Que la seule hypothèse à ne pas envisager était celle d'un vote des socialistes allemands en faveur des crédits de guerre. [2]

Du côté français, au cours de ces ultimes pourparlers, une seule affirmation, selon Renaudel: si la France est attaquée, envahie, les socialistes voteront les crédits de guerre.

Ainsi, le 1er août 1914, ni les socialistes allemands ni les socialistes français ne songeaient plus à appeler les masses ouvrières à l'action

---

[1] L'« Humanité », (Paris) 26 février 1915.
[2] L'« Humanité », (Paris) 4 mars 1915.

contre la mobilisation et la guerre. Les manifestations de Berlin et de Paris, qui groupaient des centaines de milliers de travailleurs pleins d'espoir dans l'action de l'Internationale, sont restées un geste platonique, sans lendemain.

Considérant la guerre comme inévitable, socialistes allemands et français ne songeaient plus qu'à un geste symbolique des groupes parlementaires minoritaires lors du vote des crédits de guerre, geste qui, au mieux, devait se réduire à l'abstention des deux côtés des Vosges. Même ce geste de protestation, si timide fût-il, eût été un désaveu public à l'égard de la guerre. Il n'aurait pas passé inaperçu dans les tranchées, il aurait maintenu la foi.

Mais ce geste ne vint pas. A l'heure décisive, tous les socialistes considérèrent que leur patrie était attaquée et votèrent les crédits de guerre pour la défense du pays.

Le 4 août 1914, Hugo Haase, président du Parti socialdémocrate allemand, lut la déclaration suivante au Reichstag, au nom du groupe socialiste:

Nous sommes à une heure marquée par le destin. Les conséquences de la politique impérialiste qui a provoqué une surenchère incessante des armements et aggravé les antagonismes entre les peuples se sont abattues sur l'Europe comme un ouragan. La responsabilité en incombe aux champions de cette politique. Nous la répudions. La socialdémocratie a combattu de toutes ses forces cette inquiétante évolution. Jusqu'à la dernière minute, elle s'est efforcée, par de puissantes manifestations dans tous les pays, notamment en intime accord avec nos frères de France, d'assurer le maintien de la paix. Ses efforts furent vains.

Maintenant, nous nous trouvons devant cette réalité d'airain, la guerre. Nous sommes menacés des horreurs d'invasions ennemies. Nous n'avons plus à nous prononcer pour ou contre la guerre, mais sur les moyens nécessaires à la défense du pays.

Nous devons penser à ces millions d'hommes du peuple qui, sans qu'il y ait de leur faute, sont entraînés dans cette fatalité. Ce sont eux qui auront le plus à souffrir des dévastations de la guerre.

Nous pensons aussi aux mères qui doivent livrer leurs fils, aux femmes et aux enfants privés de leur soutien, menacés de l'effroi de la faim, qui tremblent pour le sort de ceux qui leur sont chers. Bientôt ils seront rejoints par des dizaines de milliers de blessés et de mutilés. Nous considérons comme un devoir sacré de les soutenir, d'alléger leur sort et d'adoucir cette immense misère.

Notre peuple et son avenir de liberté ont beaucoup, sinon tout, à redouter d'une victoire de ce despotisme russe qui s'est souillé du sang des meilleurs de ses sujets. Il faut écarter ce danger, sauvegarder la culture et l'indépendance de notre pays. C'est pourquoi nous faisons ce que nous avons toujours dit: à l'heure du danger, nous n'abandonnons pas la patrie. En cela, nous nous sentons en accord avec l'Internationale qui a toujours reconnu le droit de tous les peuples à l'indépendance nationale et à la légitime défense, comme elle a condamné toute guerre de conquête. Nous demandons qu'on mette fin à la guerre dès que la sécurité sera atteinte et que l'ennemi sera disposé à la paix, à une paix qui rende possible l'amitié avec les peuples voisins. Nous le demandons non seulement au nom de la solidarité internationale que nous avons toujours défendue, mais aussi dans l'intérêt du peuple allemand.

Nous espérons que la cruelle école de souffrances de la guerre éveillera l'horreur de la guerre chez des millions d'hommes qui seront ainsi gagnés à l'idéal du socialisme et de la paix entre les peuples.

C'est guidés par ces principes que nous approuvons les crédits de guerre. [1]

Cette déclaration avait été décidée dans la séance du groupe parlementaire, le 3 août, par 78 voix contre 14. Il s'agissait d'un crédit de guerre de 5 milliards de marks.

Que s'était-il passé dans cette séance historique qui devait avoir des conséquences désastreuses sur le mouvement socialiste international?

Kautzky a donné, en 1915, dans « Die Neue Zeit », de cette séance, un résumé dont nous tirons les quelques extraits suivants:

... Il était évident que le gouvernement recevrait les milliards qu'il demandait. Cette décision ne dépendait absolument pas du vote de notre groupe parlementaire. Par contre, notre vote impressionnerait profondément les masses ouvrières. Mais lesquelles? Cela n'était pas clair. Il était certes possible qu'elles considéreraient notre acceptation des crédits de guerre comme un reniement de nos vieux principes. Mais le contraire aussi était possible. On pouvait interpréter notre refus comme un acte d'indifférence à l'égard de défaites possibles et d'invasions ennemies avec leurs effroyables conséquences ou même comme le désir qu'il en soit ainsi. Ce n'était naturellement pas l'opinion de la minorité qui proposait le refus des crédits de guerre. La minorité pensait que le refus de cette responsabilité de la guerre avait pour

[1] « Vorwärts », 5 août 1914.

conséquence logique le refus des crédits de guerre. En acceptant les crédits, nous prenions, devant l'opinion publique, la responsabilité de la guerre, des buts et de la stratégie de guerre du gouvernement auquel notre parti avait jusqu'ici refusé toute confiance. En fait, on pouvait interpréter ainsi notre acceptation des crédits de guerre et considérer que, d'un jour à l'autre, nous avions changé notre politique en son contraire.

L'acceptation sans conditions des crédits de guerre fut décidée par le groupe à une grande majorité. [1]

Le ton de la presse socialiste allemande changea complètement. Voici un extrait de cette « littérature » belliciste « socialiste ». Le « Hamburger Echo », quotidien socialiste, écrivait le 4 août 1914:

La parole est aux armes!

L'incendie mondial se déchaîne. Ce que nous redoutions depuis longtemps, que nous combattions de toutes nos forces: *la guerre est là.* Dimanche elle a commencé contre la Russie. C'est aujourd'hui qu'elle sera déclenchée contre la France. Nous ne savons ce qui arrivera encore. Mais nous avons conscience que l'Allemagne doit rassembler toutes ses forces et le peuple allemand tous ses hommes, jusqu'au dernier, dans un combat sans merci pour son existence. Nous n'avons pu l'empêcher, il s'agit maintenant de *tenir!*

C'est contre l'armée du tsar qui menace de submerger notre pays qu'est dirigée notre première attaque. A l'Est, on se bat sur terre et sur mer. Les premiers soldats russes qui ont posé le pied sur notre sol ont été repoussés et des villes frontières russes, dans une offensive fulgurante, ont été occupées par les soldats allemands. Les vaisseaux allemands, en une fougueuse traversée, se sont hâtés vers les côtes russes, où ils combattent. Les dépêches qui, peut-être, arriveront encore, donneront des détails circonstanciés.

Et, maintenant, notre frontière occidentale est menacée. La France a attaqué. Ses troupes tentent une percée en Alsace-Lorraine, dans le sud de l'Allemagne et dans la province du Rhin.

Ce n'est pas le moment de discuter et de rechercher les raisons profondes de cette effroyable catastrophe. Nous sommes placés devant des réalités. Profondément tristes, nous prenons congé de la paix incertaine et fragile que nous avons connue. Profondément tristes, nous voyons la misère nous envahir, tandis que l'Europe est en proie à la furie guerrière accompagnée de ses incendies et de ses crimes. L'humanité dissimule son visage. Mais nous ne sommes plus libres de choisir. Nous devons nous jeter dans ce massacre effroyable, nous devons protéger notre patrie. Le front est à l'Orient et à l'Occident, contre les

[1] « Die Neue Zeit », 11 juin 1915, pp. 322-324.

hordes que le tsar lâche sur nous et contre ces Français que la soif de revanche a mués en instruments du despote russe. Et si le pire devait arriver, si d'autres ennemis encore surgissaient, il nous faudra serrer les dents et *nous défendre. Il n'y a pas d'autre alternative.*

Nous sommes innocents de cette catastrophe. Nous avons appelé à la paix et à l'entente. Il en est advenu autrement. *Maintenant, c'est le fer qui décide! Maintenant, c'est la force qui décide! Le peuple allemand doit se défendre!*

Encore un avertissement de dernière heure! Tous font montre d'une grave résolution. Les hommes appelés sous les drapeaux se présentent, tranquillement et les pauvres femmes avec leurs enfants supportent leur douleur en silence. On entend à peine un mot de haine contre ceux que l'armée est appelée à combattre. *Cela honore notre peuple. Ces soldats feront leur devoir;* fidèles et courageux, ils utiliseront leurs armes contre les guerriers envahisseurs. Mais ils resteront des hommes; ils n'oublieront pas qu'*ils ne doivent pas faire honte au nom de l'Allemagne* dans un combat qui peut décider du sort futur de l'*Europe culturelle.*

Toutes nos forces pour la défense! [1]

Les socialistes français furent semblables en tout point aux socialistes allemands. Le jour même où le groupe socialdémocrate allemand votait les crédits de guerre au Reichstag, l'« Humanité » publiait l'article suivant de P. Renaudel:

Après les provocations, les audacieuses violations du droit, voici la rupture. M. Schoen est parti en notifiant la déclaration de guerre. Aucun recours n'existe plus. Les Chambres, demain ou après-demain, auront à se prononcer en votant les crédits que leur demandera le gouvernement.

Ces crédits seront votés à l'unanimité.

Le germanisme impérialiste que dénonçait, il y a quelques jours, l'un des manifestes publiés par le Parti socialiste s'est montré dans toute sa brutalité et il semble que soit venue l'heure où l'Europe, sous peine de plier sous son joug, doit lui faire payer « l'abus qu'il fait de la force brutale ».

L'affaire de l'Autriche et de la Serbie n'apparaît plus guère que comme l'occasion attendue par l'Allemagne pour intervenir contre la France. Il faut se demander si, quand elle a commencé son action, l'Allemagne avait vraiment calculé toutes les chances. En tout cas, la déclaration de neutralité de l'Italie, l'intervention de l'Angleterre mobilisant, dès la nuit dernière, ses armées de terre et de mer pour fermer

[1] « Hamburger Echo », 4 août 1914.

la mer du Nord, la courageuse petite Belgique se jetant de tout son cœur à la défense de son sol, ce sont là des faits qui peuvent augmenter la confiance dans l'issue du formidable conflit qui commence.

L'Allemagne a dressé contre elle toute l'Europe. Attendons donc le jugement des armes en souhaitant qu'il nous soit favorable.

Et maintenant, il faut souhaiter que notre gouvernement réprime d'une façon implacable les désordres déshonorants qui ont abouti au pillage et au sac d'un certain nombre de magasins et de boutiques. Ces actes procèdent des mêmes excitations anciennes qui ont armé, il y a quatre jours, le bras de l'assassin.

Et nous, socialistes, rappelons-nous les paroles de nos orateurs à la Salle Wagram; venons puiser dans l'adieu que nous apporterons à Jaurès le courage que demandent les circonstances, le salut de la patrie et la foi dans l'Internationale qui, meurtrie, devra pourtant surgir plus vivante quand les horreurs de la guerre auront montré aux hommes du XXe siècle l'abominable cauchemar auquel il faudra enfin échapper.[1]

Le 4 août, la Chambre des députés française vota aussi les crédits et les mesures de guerre, *sans discussion et à l'unanimité.* La dépouille mortelle de Jaurès avait été inhumée quelques heures auparavant. Sur sa tombe, Vaillant, évoquant la grande figure du martyre de la paix, en faisait un héraut de guerre: « Il nous montrerait les luttes qui suivront la grande lutte qui commence et nous ferait sentir qu'après l'issue nous aurons encore à lutter contre l'esprit de réaction militariste auquel le vainqueur pourra être tenté de céder. Voilà ce qu'il nous dirait. Donc, fortifions-nous pour la lutte. Jurons de faire notre devoir jusqu'au bout, pour la Patrie, pour la République, pour la Révolution. »

Dubreuilh, secrétaire du parti, ajouta: « Jaurès a été vaincu dans cet effort (pour la paix). Nous avons été vaincus avec lui: c'est la guerre qui se dresse. Nous en affronterons sans peur les hasards et les périls. S'il était ici, il deviendrait le clairon de la bataille pour rallier, avec sa grande voix, toutes les forces vives du pays. Et il aurait, comme nous en défendant la France, la conviction de défendre le haut idéal de fraternité humaine de notre parti. »[2]

Jules Guesde et Marcel Sembat entrèrent au gouvernement d'Union sacrée. Albert Thomas, un peu plus tard, assura la production des armements.

Cette participation au gouvernement était si contraire à tout ce que

[1] L'« Humanité », 4 août 1914.
[2] Archiv Grünberg, déjà cité, p. 529.

le parti avait fait et dit auparavant que les autorités du parti se sont efforcées de la légitimer dans un manifeste public.[1] On y lit entre autres:

Le parti a fait de Jules Guesde et de Marcel Sembat ses délégués à la Défense nationale; s'il ne s'était agi que d'un remaniement ministériel, s'il ne s'était agi que d'adjoindre à l'ancien gouvernement quelques forces nouvelles, quelques-unes de ces forces intactes dont notre parti est si riche, bien plus, s'il s'était agi de l'ordinaire participation à un gouvernement bourgeois, le consentement de nos amis ni le nôtre n'auraient été obtenus. C'est de l'avenir de la nation, de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le parti n'a pas hésité.

Les socialistes sont entrés au gouvernement pour remplir une mission que la direction du parti définissait ainsi dans son manifeste:

Tout d'abord, ils obtiendront que la vérité soit dite au pays. Ils maintiendront et développeront son courage et sa volonté de vaincre en lui donnant confiance entière dans la sincérité gouvernementale. Ils poursuivront la levée en masse. Ils feront en sorte qu'aucune force, aucune bonne volonté ne demeurent inutilisées. Ils vérifieront les ressources d'équipement, d'approvisionnement et d'armement qui existent dans nos places. Ils s'efforceront de les multiplier. Ils rendront chaque jour plus intense, par la collaboration de toutes les forces disponibles, la production des munitions et des armes.

On ne peut capituler plus complètement devant le gouvernement et devant la guerre. On ne peut aller plus loin dans le reniement.

En Belgique, le grand Parti ouvrier belge prit la même attitude et le président de l'Internationale socialiste fut nommé ministre. En Autriche, dès la déclaration de guerre, ce fut un semblable ralliement à la défense de la patrie contre le tsarisme et le panslavisme.

L'Internationale est morte le 4 août 1914, tuée non par la guerre mais par le reniement des socialistes eux-mêmes. Ils se sont mis volontairement au service de la guerre. Ils ont appelé les travailleurs à faire confiance aux gouvernements dont ils avaient, quelques jours auparavant, condamné la politique belliqueuse et dénoncé la complicité dans le conflit menaçant. Ils ont sacrifié leurs principes, leur âme, leur conscience de classe pour sauvegarder leurs puissantes organisations, leur presse et leurs imprimeries et pour défendre la patrie en danger.

---

[1] L'« Humanité », 28 août 1914.

CHAPITRE III

Le réveil

Cependant, l'Internationale vivait encore dans les sections restées fidèles aux décisions des congrès contre la guerre. D'abord, les députés socialdémocrates à la Douma s'opposèrent, dans la séance du 8 août, aux crédits de guerre. Cinq d'entre eux, qui cherchèrent à organiser clandestinement l'action des masses ouvrières, bien que jouissant d'après la loi de l'immunité parlementaire, furent arrêtés avec six délégués d'organisations ayant pris part à une conférence aux environs de Petrograd, puis condamnés sous l'inculpation d'appartenance à une association criminelle et déportés en Sibérie.

Emile Vandervelde ayant adressé, au début de la guerre, aux socialistes russes, une lettre pour les encourager à soutenir leur gouvernement dans sa lutte contre le militarisme allemand, le Comité central du Parti socialdémocrate (bolchevik) répondit entre autres:

Le prolétariat russe ne veut en aucune façon agir en accord avec son gouvernement; il ne veut faire la trêve, quelle qu'elle soit, avec lui, même si elle était faite provisoirement, et lui apporter son concours d'une façon ou de l'autre. Il ne peut s'agir d'aucun loyalisme. Par contre, nous considérons la lutte la plus implacable contre lui comme urgente, ayant pour base nos revendications, réclamées et adoptées à l'unanimité par la classe ouvrière pendant la Révolution de 1905. Le but immédiat que nous poursuivons pendant la guerre, dans laquelle sont impliqués des millions de prolétaires et de paysans, est de nous opposer à toutes les misères que la guerre entraîne, moyennant l'extension et l'intensification des organisations de classe prolétariennes et des grandes masses de la démocratie et d'utiliser les crises créées

par la guerre en vue de réveiller la conscience du peuple et de faciliter de la sorte la prompte réalisation des problèmes de 1905. [1]

Cependant, le mouvement socialiste russe était loin d'être unanime. Le vieux militant marxiste Plekhanov, l'anarchiste Kropotkine, Kerensky avec la majorité du Parti socialiste révolutionnaire avaient pris la même attitude que les socialistes français, contre l'impérialisme allemand et le militarisme prussien et soutenaient la politique de guerre du gouvernement russe.

Le groupe des mencheviks de Petrograd, par exemple, répondit à Vandervelde, entre autres en ces termes:

Votre cause dans cette guerre est une juste cause, en tant qu'il s'agit de défense contre le danger de la politique agressive des junkers prussiens qui menace les libertés démocratiques et la lutte d'émancipation du prolétariat. La marche objective des événements fera entrer dans l'ordre du jour la question de l'existence de la citadelle du militarisme contemporain que représente la caste des junkers prussiens. La situation internationale devient compliquée par le fait que, outre le militarisme prussien, se trouve simultanément mêlée au conflit une autre force réactionnaire, le Gouvernement russe qui, se renforçant au cours de la guerre, peut, sous certaines conjonctures, devenir le centre des tendances réactionnaires dans la politique mondiale... Malgré cela et malgré l'impossibilité du prolétariat de jouer actuellement le rôle des prolétaires français, belges, anglais, car tout est supprimé en Russie, les organisations aussi bien que la presse ouvrière, tandis que les prisons sont combles, nous vous déclarons que, dans notre activité en Russie, *nous ne nous opposons pas* à la guerre, dans l'espoir que le conflit actuel sera terminé dans les intérêts du socialisme international. [2]

Et voici ce qu'écrivait encore l'anarchiste Kropotkine:

A l'heure actuelle, tout homme qui peut et veut faire quelque chose d'utile pour sauver la civilisation européenne, pour continuer la lutte en faveur de l'Internationale ouvrière, ne peut et ne doit faire qu'une chose: aider à écraser l'ennemi de nos aspirations les plus chères, le militarisme prussien et l'impérialisme allemand... Et voilà que cet Attila moderne lance sur l'Europe occidentale sa soldatesque bestiale. Notre devoir est d'opposer à cette attaque tous les moyens à notre

[1] Georges Karadjan: « La Guerre actuelle et le Socialisme », La Chaux-de-Fonds 1915, p. 91.

[2] Georges Karadjan, déjà cité, p. 91.

disposition. Les diplomates allemands se souviennent bien des enseignements de Bismark: « En même temps que la campagne militaire, mener une campagne diplomatique », c'est-à-dire une campagne de tromperies et de mensonges... On ne peut pas ne pas souhaiter l'écrasement complet et définitif de l'Allemagne militariste. On ne peut même pas demeurer neutre car, dans le cas actuel, la neutralité ne serait que la complicité en faveur de leur poing de fer. Les alliés vaincront; les droits des nationalités à leur libre développement seront reconnus: le principe fédératif trouvera son application dans la carte nouvelle de l'Europe. Et l'unité des forces de combat en face du danger commun portera des fruits. La cause est juste. Elle triomphera. [1]

A la séance de la Douma du 9 février 1915, la seconde depuis le début de la guerre, le député socialdémocrate Tchkeidze fit, au nom du groupe, la déclaration suivante:

Le 8 août de l'année passée, la Douma d'empire exprima sa pleine confiance à la bureaucratie irresponsable. A l'appel du gouvernement d'oublier les querelles intérieures, la Douma répondit même par le renoncement à toute idée de l'activité dans le sens de réformes à l'intérieur du pays. Seule la fraction socialdémocrate crut de son devoir de protester contre l'union de la Douma avec le gouvernement. La guerre de six mois permet de constater avec évidence que le groupe socialdémocrate avait raison. La catastrophe universelle déchaînée, conséquence *directe* de la politique militariste et impérialiste des classes régnantes, a jeté l'humanité dans un abîme d'horreurs et de misères inconnues dans l'histoire: sang versé à flots, des millions de blessés, de mutilés, de tués, des millions d'orphelins et de veuves, dévastation et destruction des forces productrices et des biens de culture, sauvagerie et résurrection, dans les centres mêmes de la civilisation humaine, de l'homme-bête, voilà les résultats de six mois.

Chez nous, en Russie, ces conséquences sont aggravées par la politique irresponsable de la bureaucratie et de tous ceux qui, ouvertement ou d'une façon tacite, la soutiennent. Après avoir demandé au peuple d'oublier toutes les dissensions intérieures, le gouvernement s'est efforcé, dès le début, de profiter de l'état créé par la guerre dans le pays pour renforcer ses anciennes positions. Il proclama les droits des nations à leur libre développement, l'affranchissement et l'union de la Pologne, la liberté des slaves méridionaux et, simultanément, il poursuivit sa politique traditionnelle d'oppression des peuples. L'excitation des bas instincts et des préjugés a été poussée à des proportions sans précédent.

Ce contraste criant entre la parole et l'action se manifeste le plus

[1] Georges Karadjan, déjà cité, p. 93.

clairement à l'égard du peuple juif. Des centaines de milliers de citoyens juifs de Russie ont été appelés avec les autres sous les armes, alors que ne s'affaiblit pas même une minute l'oppression à l'égard des soldats juifs blessés. Les serviteurs de la réaction ne s'en contentent pas; ils sèment obstinément et systématiquement de faux bruits et de la calomnie à l'égard du peuple juif. Cette politique a déjà abouti dans les contrées du champ de bataille à une abondante effusion de sang et à l'anéantissement de tous les biens de la paisible population juive. Pendant les poursuites de l'ennemi dans les régions de Batoum et de Kars, la population musulmane originaire, y compris les Géorgiens mahométans, sont exposés à l'expulsion en masse des frontières de Russie, ou bien à l'extermination.

La solution du problème national en Galicie s'effectue au moyen des procédés habituels de la russification violente de sa population, au moyen des persécutions de la religion, au moyen de la suppression de toutes les libertés dont les habitants de Galicie jouissaient jusqu'à présent irréprochablement. Une autonomie future de la Pologne a été proclamée, et, en même temps, on se prépare à porter une nouvelle atteinte aux droits du peuple de Finlande. La manifestation du chauvinisme à outrance a été utilisée dans le but de poursuivre des citoyens de Russie appartenant à la nation allemande.

Sous prétexte de maintenir le secret militaire, la censure préventive a été réinstituée, toute liberté de parole a été supprimée, la presse ukrainienne et allemande suspendue; quant à la presse ouvrière, il est superflu même d'en parler. Dans les autres pays, la guerre a provoqué la crise économique et financière et le chômage, dont souffre le plus péniblement le peuple, mais elle a été aussi la conséquence d'un fort accroissement de toutes les manifestations de l'activité sociale et de l'initiative d'entreprise d'Etat, d'une série de mesures pour secourir les sinistrés et les souffrants, tandis que chez nous, toute tentative de l'initiative sociale est réprimée dès sa naissance, sous le prétexte *hypocrite* de la défense nationale. Mais le coup le plus fort, comme toujours, a été porté à la classe ouvrière et à ses organisations. Tout ce qui a échappé à la réaction précédente est supprimé impitoyablement et toute tentative du prolétariat de lutter contre le chômage et contre les autres malheurs de la guerre est sapée immédiatement, alors qu'une large protection est accordée aux intérêts des entrepreneurs, profitant pleinement de l'état désorganisé de la classe ouvrière pour empirer les conditions de travail. La lutte contre la classe ouvrière a abouti à son extrême expression dans l'acte d'arrestation de cinq députés socialdémocrates, nos camarades. Au moment où des millions d'ouvriers expirent sur les champs de bataille, le gouvernement ne s'arrêta pas devant un tel procédé à l'égard des représentants de ces millions à la Douma. Je saisis la première occasion d'exprimer, au nom de la fraction socialdémocrate, notre protestation et notre

indignation contre une telle violation arbitraire des droits de la classe ouvrière et de ses représentants. Nous savons que la Douma maintiendra encore le silence et accordera de nouveau sans conditions, sans exigence de garanties quelconques, le vote de confiance au gouvernement. C'est pourquoi cet état de choses crée plus de responsabilité à la fraction socialdémocrate qui a déjà une fois condamné la politique de l'oubli de toutes les dissensions intérieures, de la trêve. La fraction socialdémocrate croit de son devoir de découvrir le sens du mot d'ordre du silence, d'indiquer que pour les uns il est une tentative de la restauration de l'ancien régime et, pour les autres, l'incapacité d'une lutte décisive pour la libération de la Russie.

La fraction socialdémocrate déclare aussi qu'elle s'associe aux vœux de la conférence socialiste, récemment réunie à Copenhague, soit de mettre fin rapidement à la guerre fratricide et d'entamer les négociations de paix européenne qui doit être l'expression de la volonté des peuples des pays belligérants et non pas de la volonté des diplomates irresponsables. C'est la paix conclue sur cette base seule qui peut prévenir la conquête des territoires étrangers, garantir l'indépendance et la liberté des peuples, la diminution des armements et l'introduction de la milice nationale, ainsi que l'arbitrage obligatoire pour les conflits internationaux. Et vous, vous êtes habitués à faire tout pour l'argent. [1]

Le Comité central du Parti socialdémocrate de Russie a publié, le 1er novembre 1914, dans son organe, le « Socialdémocrate », N° 33, une importante déclaration du parti. Lénine en est l'auteur. Cette déclaration exprime la position officielle des bolcheviks:

La guerre et la socialdémocratie russe [2]

La guerre européenne, préparée pendant des décennies par les gouvernements et les partis bourgeois de tous les pays est un fait. L'augmentation des armements, l'extrême aggravation de la lutte pour les marchés, due au développement récent de l'impérialisme des pays avancés, les intérêts dynastiques des monarchies retardataires de l'Europe orientale devaient inévitablement provoquer cette guerre; elle est déclenchée.

Annexions territoriales et asservissement des nations étrangères, extermination de la concurrence des nations industrielles, pillage de leurs richesses, détournement de l'attention des masses travailleuses

---

[1] Georges Karadjan, déjà cité, pp. 94, 95 et 96.

[2] W. I. Lénine, « Sämtliche Werke », tome XVIII 1914-1915, pp. 76 à 84, édition allemande.

des crises intérieures de Russie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'autres pays, division et abêtissement nationaliste de la classe ouvrière et anéantissement de son avant-garde dans le but d'affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat — c'est le seul contenu réel, l'importance et le sens de la guerre actuelle.

Le principal devoir de la socialdémocratie est de faire connaître ce réel sens de la guerre et de démasquer sans merci les mensonges, les sophismes et le pathos « patriotiques » répandus par les classes dominantes, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, pour légitimer leur guerre. Un groupe des nations en guerre est dirigé par la bourgeoisie allemande. Elle dupe la classe ouvrière et les masses travailleuses en prétendant faire la guerre pour défendre la patrie, la liberté et la culture, pour libérer les peuples opprimés par le tsarisme et pour détruire le tsarisme réactionnaire. Mais, en fait, c'est cette bourgeoisie qui, rampant devant les junkers prussiens avec Guillaume II à leur tête, fut la plus fidèle alliée du tsarisme et l'ennemie du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Russie. En réalité, quelle que soit l'issue de cette guerre, cette bourgeoisie alliée aux junkers fera tous les efforts pour soutenir, en Russie, la monarchie tsariste contre la révolution.

La bourgeoisie allemande a bel et bien entrepris une guerre de rapine contre la Serbie parce qu'elle veut asservir ce pays et étouffer la révolution nationale des Slaves du Sud; et, parallèlement, elle a jeté la masse principale de ses troupes contre les pays libres, la Belgique et la France, pour dévaliser ces riches concurrents. Tout en répandant dans le monde la légende de la guerre défensive dans laquelle elle serait entraînée, la bourgeoisie allemande choisit le moment le plus propice pour faire la guerre, utilisant les dernières inventions de la technique militaire, afin de prévenir les nouveaux armements déjà décidés par la Russie et la France.

L'autre groupe des nations en guerre est dirigé par la bourgeoisie anglaise et française qui dupe la classe ouvrière et les masses travailleuses, en prétendant qu'elle fait la guerre pour défendre la patrie, la liberté et la culture contre le militarisme et le despotisme allemands. En fait, cette bourgeoisie était déjà en train, à l'aide de ses milliards, de faire des troupes du tsarisme russe, la monarchie la plus réactionnaire et la plus barbare d'Europe, des mercenaires préparés à l'attaque contre l'Allemagne.

En réalité, le but de la guerre de la bourgeoisie anglaise et française n'est autre que l'annexion des colonies allemandes et l'écrasement de la nation concurrente, caractérisée par un rapide développement économique. Pour réaliser de tels buts généreux, les nations « progressistes » et démocratiques tendent la main au tsarisme barbare dans le but d'opprimer encore plus brutalement la Pologne, l'Ukraine, etc., et de juguler encore mieux la révolution russe.

Les deux groupes de pays en guerre sont égaux en rapines, en bestialités et en abominations guerrières. Mais pour tromper le prolétariat et pour détourner son attention de la seule véritable guerre de libération, la guerre civile contre la bourgeoisie de son propre pays et des pays « étrangers », la bourgeoisie de chaque pays s'efforce, par des phrases patriotiques, d'élever l'importance de sa propre guerre nationale et de faire croire qu'elle veut vaincre ses adversaires, non pour les piller et pour annexer leurs territoires, mais pour « libérer » tous les autres peuples, à l'exception du sien propre.

Cependant, plus le gouvernement et la bourgeoisie de tous les pays s'efforcent de détruire l'unité des ouvriers et de les exciter les uns contre les autres, plus fait rage le régime de l'état de guerre et de la censure militaire pour atteindre ces nobles buts (la censure s'exerce maintenant, pendant la guerre, beaucoup plus rigoureusement contre l'ennemi « intérieur » que contre l'ennemi extérieur), d'autant plus urgent est le devoir du prolétariat conscient de défendre son unité de classe, son internationalisme et ses convictions socialistes contre le chauvinisme déchaîné de la clique bourgeoise « patriotique » dans tous les pays. Si les ouvriers conscients renonçaient à accomplir ce devoir, ils renonceraient à leur émancipation, à leurs efforts de démocratisation, sans parler de leurs efforts socialistes.

C'est avec un sentiment de profonde amertume qu'on doit constater que les partis socialistes des pays les plus importants d'Europe n'ont pas accompli leur devoir et que l'attitude des chefs de ces partis, en particulier de ceux du parti allemand, confine à une véritable trahison de la cause du socialisme. A un moment des plus importants de la politique mondiale, la majorité des chefs de l'actuelle IIe Internationale (1889-1914) tente de substituer le nationalisme au socialisme. Ils sont responsables du fait que les partis ouvriers de ces pays ne se soient pas opposés à l'action criminelle de leurs gouvernements et qu'ils aient incité la classe ouvrière à aligner ses conceptions sur celles des gouvernements impérialistes. Les chefs de l'Internationale ont trahi le socialisme en acceptant les crédits de guerre, en répétant les mots d'ordre chauvins (« patriotiques ») de leur bourgeoisie, en légitimant et en défendant la guerre, en entrant dans les gouvernements bourgeois des pays en guerre, etc. Les chefs et les journaux socialistes les plus influents en Europe défendent des idées chauvines bourgeoises et libérales, aucunement les principes socialistes. La responsabilité de cette profanation du socialisme retombe en premier lieu sur les sociaux-démocrates allemands qui représentaient le parti le plus fort et le plus influent de la IIe Internationale. Mais l'attitude des socialistes français ne peut pas davantage se légitimer. Ils ont accepté des postes de ministres dans le gouvernement de cette bourgeoisie qui a trahi sa patrie en s'alliant à Bismark pour écraser la Commune.

Les socialdémocrates allemands et autrichiens essaient de légi-

timer l'appui qu'ils accordent à la guerre par l'illusion qu'elle est dirigée contre le tsarisme russe. Nous, socialdémocrates russes, déclarons que nous considérons une telle tentative de légitimation comme un pur et simple sophisme. Le mouvement révolutionnaire contre le tsarisme a pris dans notre pays, ces temps derniers de nouveau, des dimensions considérables. La classe ouvrière russe fut, pendant toute cette période, à la tête de ce mouvement. Les grèves politiques de l'année passée ralliaient des millions de travailleurs. Elles ont été conduites sous le mot d'ordre du renversement du tsarisme et de la revendication de la République démocratique. Encore à la veille de la guerre, Poincaré, le président de la République française, avait pu voir, lors de sa visite à Nicolas II, dans les rues de Petersbourg, les barricades érigées par les ouvriers russes. Le prolétariat russe ne reculait devant aucun sacrifice pour libérer l'humanité entière de la honte de la monarchie tsariste. Mais nous devons déclarer: si quelque chose est susceptible d'empêcher, dans certaines circonstances, la chute du tsarisme, si quelque chose est susceptible de soutenir le tsarisme dans sa lutte contre l'ensemble de la démocratie russe, c'est précisément la guerre actuelle qui met à la disposition du tsarisme, pour des buts réactionnaires, les coffres-forts de la bourgeoisie anglaise, française et russe. Et si quelque chose peut entraver la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe contre le tsarisme, c'est précisément l'attitude des chefs de la socialdémocratie allemande et autrichienne que la presse chauvine russe ne cesse de donner en exemple.

Même en admettant que le rapport des forces ait été à tel point défavorable à la socialdémocratie allemande, qu'il l'ait contrainte de renoncer à toute espèce d'action révolutionnaire, elle ne devait pas s'unir aux chauvins, elle ne devait pas prendre les mesures que les socialistes italiens ont, avec raison, dénoncées en affirmant: « Les chefs socialdémocrates allemands ont déshonoré le drapeau de l'Internationale socialiste! »

Notre parti, le Parti socialdémocrate ouvrier de Russie, a déjà fait d'énormes sacrifices et il en fera encore davantage pendant la guerre. Toute notre presse ouvrière légale est anéantie. La majorité des fédérations syndicales est fermée, une quantité de camarades sont arrêtés et bannis. Cependant, notre représentation au parlement — le groupe socialdémocrate ouvrier russe à la Douma d'empire — a considéré que son impérieux devoir était de ne pas voter en faveur des crédits de guerre. Il a même quitté la salle de la Douma pour rendre sa protestation plus énergique. Il a considéré que son devoir était de dénoncer comme impérialiste la politique des gouvernements européens. Malgré l'oppression décuplée du gouvernement tsariste, nos camarades ouvriers, en Russie, éditent déjà les premiers tracts illégaux contre la guerre, accomplissant ainsi leur devoir envers la démocratie et l'Internationale.

Tandis que les représentants de la socialdémocratie révolutionnaire, qui comprend la minorité du parti allemand et les meilleurs sociaux-démocrates des pays neutres, éprouvent un brûlant sentiment de honte devant cette banqueroute de la IIe Internationale; tandis qu'en Angleterre et en France des voix socialistes s'élèvent contre le chauvinisme de la majorité des partis socialistes, tandis que l'opportunisme, par exemple celui des « Sozialistischen Monatshefte » en Allemagne qui, depuis longtemps, représentent la tendance libérale-nationale, fête avec raison sa victoire sur le socialisme européen, le prolétariat ressent comme la pire injure l'attitude des éléments indécis ballotant entre l'opportunisme et la socialdémocratie révolutionnaire (comme le « centre » de la socialdémocratie allemande) qui s'efforcent de taire ou de masquer, par des phrases diplomatiques, la débâcle de la IIe Internationale.

Au contraire, il faut admettre ouvertement cette débâcle et comprendre ses causes, afin de créer la possibilité de former une nouvelle association socialiste plus solide, des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes se sont moqués des décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle qui avaient fait un devoir aux socialistes de tous les pays de combattre le chauvinisme dans quelque circonstance que ce soit de répondre à toute guerre commencée par la bourgeoisie et ses gouvernements par une propagande plus intense en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale. La banqueroute de la IIe Internationale est la banqueroute de l'opportunisme qui trouve sa base dans les conditions spéciales de la période historique (soi-disant « pacifique ») écoulée et qui, au cours des dernières années, avait en réalité dirigé l'Internationale. Les opportunistes ont préparé cette débâcle depuis longtemps

— en abandonnant la révolution socialiste pour la remplacer par le réformisme bourgeois;
— en abandonnant la lutte de classe avec sa transformation, dans certaines circonstances nécessaires, en guerre civile, pour prêcher la communauté de travail des classes;
— en prêchant le chauvinisme sous l'étiquette du patriotisme et de la défense nationale et en ignorant, ou reniant, le principe déjà énoncé dans le *Manifeste communiste,* selon lequel les ouvriers n'ont pas de patrie;
— en se fourvoyant, pour lutter contre le militarisme, dans une sentimentalité de petits bourgeois, au lieu d'admettre la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays;
— en transformant l'utilisation indispensable du parlementarisme bourgeois et de la légalité bourgeoise en fétiche de la légalité et en oubliant le devoir de créer des organisations et des formes d'agitation illégales dans les époques de crise. Le « complément » naturel

de l'opportunisme, la tendance anarcho-syndicaliste — pas moins bourgeoise et ennemie du point de vue prolétarien, c'est-à-dire marxiste — s'est manifestée au cours de la crise actuelle par une non moins ignominieuse répétition, pleine de suffisance, des slogans chauvins.

A l'heure actuelle, on ne peut accomplir les tâches du socialisme ni réaliser l'union internationale réelle des ouvriers sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans éclairer les masses sur l'inévitabilité de son fiasco.

La tâche de la socialdémocratie de chaque pays est avant tout de combattre le chauvinisme du pays lui-même. En Russie, ce chauvinisme a saisi complètement le libéralisme bourgeois (les cadets), en partie aussi les Narodniki, y compris les socialrévolutionnaires et les social-démocrates de droite. Il faut, en particulier, dénoncer l'attitude chauvine de gens comme J. Smirnov, P. Maslov et G. Plekhanov — attitude dont la presse « patriotique » bourgeoise s'empara aussitôt pour l'utiliser largement.

Dans l'actuelle situation, on ne peut pas dire, du point de vue du prolétariat international, de quel côté des deux groupes de nations en guerre, une défaite représenterait le moindre mal pour le socialisme. Pour nous, socialdémocrates russes, il ne peut pas y avoir de doute que la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare de tous les gouvernements, celui qui tient sous son joug les populations d'Europe et d'Asie les plus nombreuses, serait le moindre mal du point de vue de la classe ouvrière, des masses travailleuses de tous les peuples qui vivent en Russie.

Le slogan politique le plus actuel du socialisme européen doit être la création des Etats-Unis républicains d'Europe. Les socialistes, contrairement à la bourgeoisie disposée à tout « promettre », afin d'attirer le prolétariat dans le courant général du chauvinisme, feront comprendre aux ouvriers que ce slogan serait mensonger et insensé sans renversement révolutionnaire des monarchies allemande, autrichienne et russe.

En Russie, vu l'état arriéré considérable du pays, qui n'a pas encore accompli sa révolution bourgeoise, la socialdémocratie doit continuer comme auparavant à se donner pour tâche la réalisation des trois conditions d'une révolution démocratique: république démocratique (droits égaux et droit d'autodétermination de toutes les nations), confiscation de la grande propriété foncière et journée de huit heures. Mais, dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste. Ce mot d'ordre sera d'autant plus urgent que les charges rejetées sur les épaules du prolétariat seront plus lourdes, et que son rôle sera plus actif lors de la reconstruction de l'Europe après la barbarie « patriotique » moderne face aux conquêtes techniques gigantesques du grand capitalisme. Le fait que la bourgeoisie

fabrique les lois du temps de guerre pour faire taire complètement le prolétariat impose à ce dernier la tâche inéluctable de créer des formes illégales d'agitation et d'organisation. Que les opportunistes obtiennent la « protection » de leurs organisations légales au prix de la trahison de leurs convictions, les socialdémocrates révolutionnaires utiliseront l'éducation et les liaisons de la classe ouvrière pour créer des formes illégales de lutte pour le socialisme, correspondant à notre époque de crise et dans le but d'unir la classe ouvrière, non avec la bourgeoisie chauvine de son pays, mais avec les ouvriers de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'a pas disparu et ne disparaîtra pas. Les masses ouvrières vaincront tous les obstacles pour créer la nouvelle Internationale. L'actuel triomphe de l'opportunisme ne sera pas de longue durée. Plus la guerre exigera de victimes, plus les masses ouvrières comprendront clairement que les opportunistes ont trahi la cause ouvrière et mieux elles verront la nécessité de tourner leurs armes contre le gouvernement et contre la bourgeoisie de chaque pays.

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul slogan prolétarien juste, tel que l'expérience de la Commune le démontre, tel qu'il est consigné dans la résolution du congrès de Bâle (1912) et tel que toutes les conditions de la guerre impérialiste entre les pays bourgeois hautement développés l'imposent.

Si grandes que puissent paraître les difficultés de cette transformation à tel ou tel moment — jamais les socialistes ne renonceront à sa préparation systématique, opiniâtre et tenace, puisque la guerre est maintenant une réalité.

C'est seulement dans cette voie que le prolétariat sera en état de se libérer de sa dépendance à l'égard de la bourgeoisie chauvine et de faire des pas décisifs plus ou moins rapides et de diverses manières dans la voie de la libération réelle des peuples et dans celle du socialisme.

Vive la fraternisation internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays! Vive l'Internationale prolétarienne libérée de l'opportunisme!

Le Comité central
du Parti socialdémocrate ouvrier de Russie.

On remarquera que cette déclaration officielle contient déjà tout le programme d'action que Lénine et son parti s'efforceront de faire accepter par les socialistes restés fidèles à l'internationalisme et aux résolutions des congrès de l'Internationale: la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la lutte de la classe ouvrière contre son propre gouvernement, sa fraternisation malgré la guerre et la création d'une nouvelle Internationale épurée de l'opportunisme et

des opportunistes, ce qui signifiait la scission du mouvement ouvrier international. Cette ligne de conduite sera suivie avec une extraordinaire ténacité par les bolcheviks, ce qui ne manqua pas de faire une forte impression sur tous les adversaires de la guerre.

Il faut aussi souligner que le slogan proposé par Lénine aux socialistes européens était alors la création des Etats-Unis républicains d'Europe, après la liquidation des monarchies plus ou moins absolutistes d'Allemagne, d'Autriche et de Russie. Lénine ne mentionne pas la monarchie britannique ni de plus petites monarchies (scandinaves, italienne, balkaniques). On peut se demander pourquoi alors ne pas avoir parlé des Etats-Unis démocratiques d'Europe. Il y a là certainement une intention, car Lénine avait l'habitude d'une grande précision dans les formules qu'il employait, surtout lorsqu'il s'agissait d'un document officiel et historique du parti.

Pourtant, la question de la démocratie allait jouer, quelques années plus tard, un rôle plus important lors de la scission formelle de l'Internationale, en 1919, que celle de l'attitude chauvine des partis socialistes pendant la guerre. La lutte pour la démocratie contre la dictature du prolétariat sous sa forme bolchevique, puis stalinienne et contre le fascisme naissant allait rejeter au second plan la lutte contre le nationalisme. Cela fut d'autant plus facile que se développa en Russie une nouvelle forme de nationalisme chauvin et militariste.

Dans les Balkans, les socialistes serbes, bulgares et roumains, qui s'étaient déjà opposés à leurs gouvernements lors des guerres balkaniques, renouvelèrent leur opposition.

L'attitude du Parti socialiste serbe mérite d'être soulignée. L'Autriche-Hongrie, qui avait déjà soumis une partie des Slaves du Sud, la Slovénie et la Croatie, avait annexé, en 1907, la Bosnie-Herzégovine. Elle saisit l'attentat de Sarajevo comme prétexte pour déclarer la guerre à la Serbie. La Serbie était, avec la Belgique, le pays qui pouvait invoquer le cas de légitime défense contre l'agression par un Etat nettement impérialiste. La lettre de Donchau Popovitch, rédacteur du journal socialiste serbe et secrétaire du parti, est particulièrement émouvante par son attachement aux principes de l'Internationale:

Je me trouve à Nisch. C'est ici que, depuis le début de la guerre, paraît notre journal « Radénitchké Noviné », que je suis obligé de

rédiger seul, car Laptchévitch demeure, depuis le commencement de la guerre, à Skolpjé.

A peine avions-nous publié quelques numéros de notre journal, après la déclaration de guerre, que le gouvernement décidait de le supprimer. Mais, dès que la panique des premières semaines fut dissipée, nous en reprîmes la publication. Depuis le mois d'octobre, le journal a paru sans interruption jusqu'à ce jour.

Tu ne pourrais pas t'imaginer les conditions dans lesquelles on est obligé de travailler! Mais trois grandes impulsions soutiennent mes forces:

D'abord, c'est notre haut idéal socialiste qui nous appelle à une lutte acharnée et intransigeante contre la barbarie universelle de l'impérialisme capitaliste.

Ensuite, c'est la mort de mon meilleur ami, Toutsévitch, qui m'a causé une douleur plus profonde encore que celle que me fit éprouver la mort de mon frère bien-aimé, tombé également sur le champ de bataille. Toutsévitch était mon meilleur compagnon de travail et la force organisatrice la plus active de notre mouvement. Sa mort est une perte inexprimable pour notre mouvement et un deuil constant pour moi personnellement. Mais en même temps cette mort m'a donné un nouvel élan pour le labeur et la lutte, et après avoir passé la journée dans cette petite chambre, solitaire et sombre, quand je rentre chez moi, le soir, j'éprouve un soulagement à la pensée que j'ai réussi peut-être à faire avancer d'un pas encore la cause qui seule vengera la mort de mon malheureux et grand ami.

Ce qui, enfin, nous encourage à persévérer, c'est que notre travail porte des fruits. « Radénitchké Noviné » est lu dans tous les milieux et a une influence sérieuse. Actuellement, pendant la tuerie, alors que presque tous nos camarades sont soit sur le front, soit dans la tombe, « Radénitchké Noviné » a atteint un tirage qu'il n'a connu qu'aux meilleurs moments d'avant la guerre. Encore une preuve: la censure n'existe en ce moment que presque exclusivement à cause de « Radénitchké Noviné ». C'est maintenant le seul journal d'opposition en Serbie et l'état-major soulève presque chaque jour des protestations auprès du gouvernement au sujet de notre journal. Ce qui prouve en même temps que nous ne faisons aucune, absolument aucune concession aux raisonnements communs et aux tendances nationalistes et guerrières. Nous sommes, à ce sujet, tous, sans exception, solidaires depuis le premier jour de la guerre. Le jour même où la mobilisation fut décrétée, nous avons réuni notre Comité central, avec notre cher Toutsévitch, et, dans cette réunion, nous avons nettement établi notre position au point de vue des principes.

Pour nous, il était évident que, en ce qui concerne le conflit entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, notre pays se trouvait évidemment dans une position de défense. L'Autriche menait une politique de

conquête contre la Serbie bien avant que cette dernière soit devenue un Etat indépendant. Quant à l'attentat de Sarajevo, la faute en incombe sans doute à la Serbie officielle. De sorte que, formellement, une partie de la responsabilité de la provocation à la guerre retombe sur la Serbie. Mais, au fond, la Serbie défend sa vie, son indépendance, que l'Autriche menaçait sans cesse, même avant l'attentat de Sarajevo. Et si la socialdémocratie était en droit de voter quelque part pour la guerre, c'était bien certainement, en premier lieu, en Serbie.

Pour nous, cependant, le fait décisif fut que la guerre entre la Serbie et l'Autriche n'était qu'une petite partie d'un tout, rien d'autre que le prologue de la guerre européenne, universelle; et cette dernière — nous en étions profondément convaincus — ne pouvait avoir nul autre caractère qu'un caractère impérialiste nettement prononcé. En conséquence, nous — comme étant une partie de la grande Internationale socialiste et prolétarienne — nous avons estimé qu'il était de notre devoir impérieux de nous déclarer résolument contre la guerre. Nous ne voulions causer aucune dissonance dans l'attitude des sections de l'Internationale, et c'est justement par notre résolution que nous avons, malgré nous, provoqué cette dissonance, car, hélas! presque tous les autres partis socialistes ont voté pour cette guerre!

Ce fut pour nous un coup moral terrible, le coup le plus dur de notre vie de militants. Mais, malgré tout, cela ne nous a nullement fait chanceler; cela n'a pas ébranlé notre profonde conviction d'avoir agi dans le sens socialiste, uniquement socialiste. Les événements survenus plus tard n'ont fait que fortifier notre opinion sur cette guerre. Et, quelques mois après, nous avons appris, avec la plus profonde joie, qu'un certain nombre de socialistes parmi les meilleurs partageaient cette opinion qui était la nôtre...

Malheureusement, nous n'avons eu que trop raison. Cette guerre a anéanti la Serbie. Le pays décimé, c'est peu dire: c'est la moitié et la meilleure moitié de notre population qui est détruite. Aux pertes de la guerre s'en sont ajoutées d'autres, plus grandes encore, causées par la fièvre typhoïde et par d'autres épidémies qui, par suite de notre désorganisation administrative, de l'incurie et de la corruption bureaucratiques, ont fauché des victimes innombrables. Ce qu'il y avait de meilleur, de plus précieux en Serbie, n'existe plus. « La Grande Serbie n'aura pas de Serbes » — cette phrase est devenue maintenant chez nous une expression populaire. Le peuple est entièrement épuisé. Et tous aspirent à la paix. Lorsque, il y a trois mois, Laptchévitch prononçait à la Skouptchina un discours où il prêchait la paix et reprenait le projet socialiste d'une fédération balkanique, alors l'assemblée tout entière restait silencieuse; pas un seul des partis politiques n'a protesté contre ce vigoureux discours. On peut dire que, dans cette circonstance et à ce moment, notre parti exprimait non seulement la conviction profonde et le désir ardent des grandes masses souffrantes, mais

même les aspirations des cercles de la bourgeoisie gouvernante qui, dans sa politique chauvine, a éprouvé la désillusion la plus atroce.
Presque toutes les forces de notre pays, forces qui étaient mûres non seulement pour la guerre, mais aussi pour la révolution, sont actuellement anéanties et il nous semble que de tous les partis, c'est le nôtre qui a subi les pertes les plus lourdes. Après la guerre, notre parti aura sans doute avec lui de grandes masses. Mais il n'aura pas de militants: tous nos camarades courageux et d'une éducation profondément socialiste, qui avaient lutté pour la cause avec tant d'ardeur et de dévouement, et avec un tel succès, ne sont plus. Tous, avec leur Toutsévitch, ils dorment dans leurs tombes et nous n'entendrons plus leur voix... Quant à nous — ceux qui restent encore en vie — nous continuerons leur lutte malgré la blessure inguérissable de nos cœurs. [1]

Il y avait, en outre, les socialistes des pays neutres qui s'inquiétaient de la paralysie de l'Internationale et du vote des crédits de guerre dans la plupart des pays en guerre. Il y avait sans doute des nuances entre eux. Les uns, influencés par la propagande de la social-démocratie allemande, les autres, par la volonté de défense nationale des socialistes français et belges. Les Italiens, fermement décidés à empêcher l'entrée en guerre de l'Italie, dont le gouvernement n'avait pas considéré que les conditions de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie l'obligeassent à remplir ses devoirs d'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

L'Italie avait du reste des revendications territoriales envers l'Autriche: le Trentin et la région de Trieste. Le Parti socialiste italien était nettement hostile à l'entrée en guerre de l'Italie, bien qu'il ait été sollicité par les socialistes allemands qui lui avaient envoyé une délégation formée de Sudekum et de Fischer, et par les socialistes français qui lui avaient délégué Cachin. Le Parti socialiste italien n'hésita pas à exclure le rédacteur en chef de l'« Avanti », Mussolini, qui, après avoir pris une position nette contre la guerre, commença une active propagande pour l'entrée en guerre de l'Italie au côté de la France, et qui créa son journal d'opposition socialiste, « Popolo d'Italia », qui devint, après la guerre, le quotidien fasciste.

Malgré l'opposition du Parti socialiste, le Gouvernement italien déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, le 23 mai 1915. A la veille de

---

[1] Cité par Alfred Rosmer: « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre », tome I, « De l'Union sacrée à Zimmerwald », pp. 231-233.

cette décision et devant le danger menaçant, le Parti socialiste et la Confédération générale du travail avaient tenu, le 16 mai 1915, à Bologne, un congrès commun où la résolution suivante fut votée:

Le congrès des représentants du Parti socialiste, de la Confédération du travail et le groupe socialiste à la Chambre, à l'approche d'une décision qui peut entraîner le pays dans les plus atroces aventures:

sent le devoir de dénoncer l'impudente mystification qui — par la complicité de quelques journaux, d'une démocratie dégénérée et de la franc-maçonnerie — tend à couvrir les pouvoirs suprêmes du pays, dépeignant l'Italie comme favorable à la guerre;

confirme l'aversion inébranlable du prolétariat — inspiré par les intérêts nationaux et le suprême idéal socialiste — contre l'intervention de l'Italie;

et, conscient de l'énorme responsabilité qui pèse sur les organes du prolétariat devant l'histoire et de la nécessité de mettre jusqu'au dernier moment en évidence la réelle volonté du peuple, afin que le gouvernement, comme c'est son devoir constitutionnel, en tienne compte, surmontant les manifestations artificielles et les contrefaçons de l'opinion publique, approuve l'irrévocable décision du groupe parlementaire de voter contre toute demande de crédits de guerre;

invite tout le prolétariat à continuer avec vigueur, en cette veille anxieuse, son affirmation en faveur de la neutralité que le Parti socialiste a soutenue et soutient, et qui s'inspire des plus grands intérêts matériels et idéaux, sans aucun rapport avec une neutralité humiliante et intéressée;

demande à toutes les organisations économiques et politiques la convocation, pour la journée du 19, veille de la réouverture de la Chambre, de manifestations dans toute l'Italie, donnant à ces manifestations un caractère de dignité, de discipline imposante qui mettra la volonté réelle du pays en opposition avec les manifestations artificielles.

Ainsi, le Parti socialiste, les organes prolétariens et le groupe parlementaire socialiste, qui savent ne pouvoir être aujourd'hui les arbitres du monde capitaliste, affirment avoir fait pour eux, pour le pays et pour la civilisation, devant l'Italie et l'Internationale, leur devoir, ayant maintenu à l'écart leur responsabilité de celle des classes dirigeantes. [1]

Le 20 mai, à la Chambre, le groupe socialiste s'opposa énergiquement à l'entrée en guerre de l'Italie et, le 22 mai, il affirma son inébran-

[1] Georges Karadjan, déjà cité, p. 111.

lable décision de rester fidèle jusqu'au bout aux principes de l'Internationale.

Cependant, le réveil se produisit très tôt dans les partis qui s'étaient engagés à soutenir l'effort de guerre de leur gouvernement.

Dans la socialdémocratie allemande. Au sein de la minorité de quatorze députés qui avait voté contre les crédits de guerre à la séance du groupe du Reichstag, mais s'était soumise à la discipline en votant ces crédits contre sa conviction, le 4 août 1914, Karl Liebknecht s'insurgea, le 2 décembre 1914, contre la discipline du groupe et vota contre un nouveau crédit de guerre de 5 milliards de marks. Karl Liebknecht avait remis au président du Reichstag une déclaration expliquant son vote négatif. Le président refusa d'en donner lecture et de l'inscrire au procès-verbal du Reichstag. Liebknecht communiqua sa déclaration au journal socialiste hollandais « Het Volk », qui la publia. Elle fut ensuite répandue clandestinement en Allemagne par les groupes d'opposition, de plus en plus nombreux.

Voici cette déclaration:

Je motive ainsi qu'il suit mon vote sur le projet qui nous est soumis aujourd'hui:

Cette guerre, qu'aucun des peuples intéressés n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial et pour la domination politique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et banquier. Au point de vue de la surenchère des armements, c'est une guerre préventive provoquée solidairement par le parti de guerre allemand et autrichien dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la diplomatie secrète.

C'est aussi une entreprise de caractère bonapartiste tendant à démoraliser, à détruire le mouvement ouvrier grandissant. C'est ce qu'ont démontré, avec une clarté sans cesse accrue et malgré une cynique mise en scène, destinée à égarer les esprits, les événements des derniers mois.

Le mot d'ordre allemand: « Contre le tsarisme », tout comme le mot d'ordre anglais et français: « Contre le militarisme », ont servi de moyen pour mettre en mouvement les instincts les plus nobles, les traditions et les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine entre les peuples. Complice du tsarisme, l'Allemagne, jusqu'à présent pays modèle de la réaction politique, n'a aucune qualité pour jouer le rôle de libératrice des peuples. La libération du peuple russe,

comme du peuple allemand, doit être l'œuvre de ces peuples eux-mêmes.

Cette guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne. Son caractère historique et la succession des événements nous interdisent de nous fier à un gouvernement capitaliste quand il déclare que c'est pour la défense de la patrie qu'il demande des crédits.

Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés. Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.

Je consens aux crédits en tant qu'ils sont demandés pour les travaux capables de pallier la misère existante, bien que je les trouve notoirement insuffisants. J'approuve également tout ce qui est fait en faveur du sort si rude de nos frères sur les champs de bataille, en faveur des blessés et des malades pour lesquels j'éprouve la plus ardente compassion. Dans ce domaine encore, rien de ce que l'on pourra demander ne sera de trop à mes yeux.

En protestant contre la guerre, contre ses responsables et ses régisseurs, contre la politique capitaliste qui l'a provoquée, contre le but capitaliste qui est poursuivi, contre les plans annexionnistes, contre la violation de neutralité belge et luxembourgeoise, contre la dictature militaire, contre le manquement à leurs devoirs politiques et sociaux du gouvernement et des classes dominantes, je repousse les crédits militaires.

Karl Liebknecht. [1]

Cependant, Liebknecht n'avait pas attendu cette séance du Reichstag pour exprimer clairement son opposition à la politique belliqueuse du Comité central. Dès le mois de septembre 1914, il n'avait cessé d'envoyer des lettres au Comité central pour protester contre la complicité des socialistes avec le militarisme allemand. Il écrivait déjà le 26 septembre 1914:

On a tenté, et l'on tente encore, de déformer et de diffamer l'attitude de la minorité de notre groupe au Reichstag... Il n'est malheureusement pas possible maintenant d'expliquer complètement les raisons de cette attitude. Je veux seulement affirmer que, selon moi, le devoir

[1] Georges Karadjan, déjà cité, pp. 57-58.

du groupe allemand au Reichstag eût été de rejeter de la façon la plus énergique toute responsabilité pour cette guerre, provoquée par une politique que nous n'avons cessé de combattre, dont les classes dominantes d'Allemagne sont en grande partie complices et qui est une conséquence de l'évolution capitaliste-impérialiste que nous avons combattue dans son essence même. Seule la protestation la plus véhémente eût été ici nécessaire. En acceptant les crédits, le groupe socialiste du Reichstag, malgré toutes les réserves que contenait sa déclaration, a pris la responsabilité de cette guerre. La faute fut d'autant plus grande que l'exposé de notre gouvernement sur les causes immédiates de la guerre était inexact, qu'il s'agit d'une guerre préventive de l'Allemagne, qu'elle est, selon la volonté des milieux autorisés, une guerre de conquête, une guerre capitaliste d'expansion. Je n'ai pas besoin de souligner que toute annexion entraîne une nouvelle et continuelle menace et non une consolidation de la paix. Même du point de vue « très national », notre groupe a commis une faute monstrueuse. Par son vote favorable, il a détruit toutes les digues qui, à l'étranger, formaient un obstacle à la guerre et à la participation des masses populaires. Si notre groupe avait eu une autre attitude, la guerre n'aurait pas pu devenir aussi populaire en France, en Russie et en Angleterre. Sembat et Guesdes ne seraient pas entrés au ministère et les syndicats britanniques n'auraient pas participé activement au recrutement. En résumé, les ennemis de l'Allemagne ont été renforcés, à mon avis, considérablement par l'attitude de la socialdémocratie allemande. J'espère que maintenant encore, pendant la guerre, il sera possible de développer les forces qui s'opposent à la guerre ou qui l'affaiblissent pour sauver l'humanité et tous les peuples. C'est le devoir que chacun de nous, selon ses forces, doit accomplir. Je ne doute pas que vous êtes d'accord avec moi. [1]

Le 12 novembre, il écrivait au comité du groupe parlementaire:

Le « Vorwärts » de ce jour publie un communiqué émanant probablement de vous, concernant la prochaine session du Reichstag. Selon ce communiqué, il est prévu de liquider les objets à l'ordre du jour en deux séances conjointes, comme ce fut le cas le 4 août. De plus, le projet doit être discuté dans une « commission libre » dont les délibérations sont « strictement secrètes » et qui n'est pas accessible aux députés qui n'en sont pas membres. Ce communiqué, confirmé par les nouvelles des journaux bourgeois, donne l'impression que vous vous êtes déjà déclarés d'accord avec une telle procédure.

Je tiens à m'opposer dès maintenant à ce plan. Nous devons exiger

---

[1] Karl Liebknecht: « Klassenkampf gegen den Krieg ». A. Hoffmann Verlag, Berlin, pp. 18-19.

une discussion approfondie, nous donnant la possibilité d'exposer publiquement et de façon détaillée notre opinion sur la situation politique. Nous avons ici la possibilité de dire tout ce que la dictature militaire nous interdit d'exprimer dans la presse et dans les assemblées. Si nous laissons échapper cette occasion, on en concluera que la censure militaire n'a pas entravé la libre expression de notre opinion. Nous acceptons alors l'existence de l'état de siège et de son application et nous endossons la responsabilité de ce que nous pourrions rejeter sur la dictature militaire. Il faut, indépendamment de la question de l'acceptation, qu'à cette occasion nous soulignions la négligence des tâches sociales, le maintien des lois d'exception et du droit de vote, la partialité et l'essence de la politique d'union sacrée, que nous exprimions notre protestation socialiste contre la guerre, que nous dénoncions énergiquement son caractère, que nous protestions vigoureusement contre la violation de la neutralité belge et luxembourgeoise, que nous affirmions la solidarité internationale et que nous lancions un appel au prolétariat de tous les pays belligérants, pour la lutte en faveur de la cessation de la guerre. [1]

Au cours de la séance du groupe parlementaire qui discuta la proposition de voter, le 2 décembre, les nouveaux crédits demandés par le gouvernement, Liebknecht proposa que le groupe fasse la déclaration suivante:

C'est une guerre impérialiste, spécialement du côté allemand, dans le but de grandes conquêtes. Du point de vue de la course aux armements, c'est, dans le meilleur des cas, une guerre préventive provoquée par le parti de la guerre allemand et autrichien, dissimulé par un semi-absolutisme et par la diplomatie secrète, quand l'occasion lui parut propice, dès que le grand projet d'armement allemand eût été accepté et qu'un avantage technique eût été ainsi acquis. C'est aussi une entreprise bonapartiste, dans le but de détruire et de démoraliser le mouvement ouvrier révolutionnaire en développement rapide. L'attentat de Sarajevo fut choisi comme prétexte démagogique. L'ultimatum autrichien du 23 juillet à la Serbie signifiait la guerre, la guerre voulue. Tous les efforts en faveur de la paix qui suivirent n'étaient que décors et subterfuges diplomatiques, qu'ils fussent pris au sérieux ou non par certains des collaborateurs. Les quatre derniers mois l'ont prouvé avec une évidence croissante.

Cette guerre n'a pas été provoquée pour le bien du peuple allemand. Ce n'est pas une guerre de défense allemande, une guerre pour la liberté allemande. Ce n'est pas une guerre en faveur d'une plus

---

[1] Karl Liebknecht: « Klassenkampf gegen den Krieg », déjà cité, p. 34.

grande « culture » — les plus grands pays d'Europe possèdent une même « culture », se combattent précisément parce qu'ils ont la même « culture », la culture capitaliste. La guerre est conduite sous la bannière trompeuse d'une guerre de nationalités et de races, alors que, dans les deux camps, le mélange le plus bariolé de nationalités et de races fut mobilisé. Le slogan « contre le tsarisme » n'avait pour but que de mobiliser les instincts les plus nobles du peuple allemand et ses traditions révolutionnaires en faveur de la guerre, pour la haine entre les peuples. L'Allemagne fut jusqu'à présent la complice du tsarisme, l'Allemagne dont le gouvernement était prêt à aider militairement le tsar sanglant contre la grande révolution russe, l'Allemagne dans laquelle la masse du peuple est économiquement exploitée, politiquement opprimée, où les minorités nationales sont martyrisées par des lois d'exception, ne peut prétendre devenir la libératrice des peuples. La libération du peuple russe sera son affaire, comme la libération du peuple allemand ne peut être le résultat de tentatives de le rendre heureux, entreprises par d'autres Etats; elle doit résulter de ses propres efforts.

Pour mettre à exécution la régie éhontée avec laquelle la guerre fut provoquée, pour étouffer toute opposition, pour faire croire à l'unanimité chauvine du peuple allemand, l'état de siège fut proclamé, les libertés de presse et de réunion détruites, l'« union sacrée » imposée, laquelle, mal parée de quelques « concessions » sans importance, n'est qu'une périphrase pour exprimer la tranquillité politique d'un cimetière.

On mit d'autant moins d'énergie à soulager la terrible misère qui frappe la plus grande partie de la population. Même dans cette dure période, le gouvernement n'a pas pu se décider à prendre des mesures énergiques sans tenir compte de l'opposition de ceux qui, aujourd'hui comme toujours, placent leur intérêt personnel avant le bien des masses.

Nous protestons vigoureusement contre la façon de conduire la guerre.

La proclamation du principe « Nécessité ne connaît pas de loi » est la négation du droit des gens.

Nous protestons contre la violation de la neutralité luxembourgeoise et belge, cette rupture de traités solennellement conclus, contre l'agression frappant un peuple pacifique. Toutes les tentatives ultérieures de justification ont échoué.

Nous condamnons les cruautés envers la population civile dans les régions où sévit la guerre. La dévastation de localités entières, l'arrestation et l'exécution, comme otages, de personnes non impliquées dans le conflit, le massacre de personnes sans défense, sans égard à leur âge ni à leur sexe, comme représailles pour des actes désespérés de défense — tout cela légitime les accusations les plus graves. Les mêmes crimes commis par d'autres armées ne peuvent servir d'excuses.

Nous regrettons les insuffisances que l'on constate dans le ravitaillement des prisonniers de guerre dans tous les pays, l'Allemagne comprise. Nous exigeons que, dans cette question, de même que pour le traitement des ressortissants d'Etats ennemis, une réglementation internationale intervienne, dans un esprit d'humanité et sous le contrôle des neutres. Nous rejetons le principe de la vengeance.

Nous condamnons, en principe, et catégoriquement, toutes les annexions parce qu'elles violent le droit d'autodétermination des peuples et ne servent que des intérêts capitalistes. Toute paix consacrant des conquêtes, loin d'assurer la paix, inaugurera une ère de course accrue aux armements et sera grosse d'une nouvelle guerre.

Nous exprimons notre sympathie aux fils du peuple qui, sur le front, font un effort surhumain de bravoure, d'abnégation et de sacrifice. Nous sympathisons avec ceux qui sont de notre chair et de notre sang et pour lesquels, quand le temps sera venu, nous réclamerons inexorablement réparation. D'autant plus rejetons-nous cette guerre, et d'autant plus ressentons-nous à l'égard du peuple allemand et de toute l'humanité, à l'égard du prolétariat international qui, malgré tout, reste inébranlablement lié, le devoir de combattre de toutes nos forces ce massacre des peuples.

Nous réclamons une paix rapide qui n'humilie personne. Nous remercions nos amis des pays neutres de leur précieuse initiative dans cette direction et saluons les efforts de paix des puissances neutres, dont le rejet ne sert que la politique d'annexion et le capital des armements, intéressés à une guerre de longue durée.

Nous mettons en garde les gouvernements et les classes dominantes de tous les pays en guerre contre la poursuite de ce sanglant carnage et appelons les masses ouvrières de ces pays à y mettre un terme. Seule une paix fondée sur la solidarité internationale peut être durable.

Malgré tout, prolétaires de tous les pays, unissez-vous! C'est en élevant notre protestation contre la guerre, contre ses responsables et ses régisseurs, contre la politique capitaliste qui l'a provoquée, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité belge, contre l'inhumanité de la conduite de la guerre, contre la dictature militaire, contre l'oubli des devoirs politiques et sociaux dont les classes dominantes se rendent maintenant aussi coupables, que nous repoussons les crédits demandés. [1]

Dix-sept députés s'opposèrent, à la séance du groupe, au vote des crédits de guerre. Liebknecht seul vota contre au Reichstag.

Le lendemain de la séance du Reichstag, Liebknecht écrivait la lettre suivante au comité du groupe parlementaire, pour légitimer son geste d'indiscipline:

[1] Karl Liebknecht, déjà cité, pp. 36 à 38.

Chers camarades,

Lors du vote d'hier au Reichstag, je me suis trouvé dans un cas de force majeure. Le refus du projet s'imposait, à mon avis, en raison du programme du parti et des décisions des congrès internationaux. J'ai le devoir d'agir en conformité avec ce programme et ces décisions. Il m'a paru impossible de ne pas prendre part à la session et de ne pas voter, étant donné l'importance extraordinaire du projet. Je devais, en tant que député, exercer mon mandat en me prononçant sur ce projet. Toute autre attitude manifestant mon point de vue divergent de celui du groupe m'était tout aussi défendue qu'un vote négatif. Aucune autre voie ne m'était laissée de refuser la responsabilité de la néfaste décision du groupe, responsabilité qu'après un examen consciencieux et répété, je ne puis assumer en aucun cas.

Je me suis efforcé d'obtenir du groupe l'autorisation d'un vote différent du sien. Le groupe me l'a refusée, bien que le cas présent, tant par sa signification que par ses difficultés internes, soit un cas tout à fait unique. Le groupe n'était pas lié par la décision du congrès de 1876. Cette décision ne veut et ne peut doter le groupe de la compétence d'imposer, par le moyen de la discipline, des infractions aux décisions du parti. Or la décision du groupe est une infraction grave aux décisions de principe du parti.

Dans ce conflit de conscience, je devais subordonner le devoir de la discipline du groupe, si haut que je l'estime, au devoir de défendre le programme du parti. J'espère trouver chez les camarades du groupe et chez les autres de la compréhension pour mon attitude.

J'ai remis au président du Reichstag, selon copie ci-incluse, la motivation de mon vote, conformément au paragraphe 9 de l'ordre du jour. Je viens d'apprendre qu'il refuse de l'inclure au rapport sténographique. Je m'efforce d'obtenir qu'il y ait au moins, dans ce rapport, une mention relatant ce fait. [1]

Le geste de Liebknecht fut blâmé par le groupe parlementaire, qui envisagea même son exclusion, mais constata, à regret, que les statuts n'autorisaient pas le groupe à exclure l'un de ses membres. Cependant, dans les assemblées du parti, l'opposition à la politique de guerre de la majorité du groupe parlementaire grandissait à mesure que la guerre durait, semant la mort, la misère et inondant le monde de mutilés. Répondant à une mission de Sudekum dans les pays neutres, Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Franz Mehring et Clara Zetkin, membres du Comité central, faisaient parvenir à la presse socialiste des pays neutres la déclaration suivante:

[1] Karl Liebknecht, déjà cité, pp. 41-42.

Les camarades Dr Sudekum et Richard Fischer ont tenté de justifier, dans la presse des pays neutres (Suède, Italie et Suisse), d'après leur façon de voir, l'attitude adoptée par la socialdémocratie allemande dans la présente guerre. Nous nous voyons ainsi contraints de déclarer, dans les mêmes organes, que nous, et sans doute beaucoup d'autres socialistes allemands, avons sur la guerre actuelle ses causes, ses caractères et le rôle de la socialdémocratie, dans la situation présente, une opinion qui ne répond aucunement à celle des camarades Sudekum et Fischer. L'état de siège nous rend pour le moment impossible la défense publique de nos vues. [1]

Si les militants opposés à la majorité du groupe parlementaire ne pouvaient pas s'exprimer publiquement en Allemagne, ils réussirent à faire parvenir à l'étranger quelques informations permettant de constater le réveil de la conscience socialiste.

C'est dans le « Labour Leader », journal hebdomadaire de l'Independant Labour Party britannique, porte-parole de la minorité pacifiste du Labour Party, lui aussi entraîné dans la politique de guerre de son gouvernement, que Mehring et Rosa Luxembourg purent faire connaître leur opinion à l'étranger. Franz Mehring, l'historien et théoricien marxiste du Parti socialdémocrate allemand, écrivit au « Labour Leader »:

Pour un membre du Parti socialdémocrate allemand, c'est une tâche pénible d'écrire en ce moment sur la solidarité du mouvement ouvrier international. Il serait hypocrite de nier que la majorité de notre groupe parlementaire a infligé à cette solidarité la première et la plus profonde blessure, sinon peut-être la seule. Et l'on ne peut pas éluder ce fait par la niaise affirmation que l'Internationale n'est pas un instrument efficace en temps de guerre, mais essentiellement un instrument de paix. Autant dire que, dans un glaive, l'essentiel n'est pas la lame, mais la poignée.

Néanmoins, la lumière défavorable sous laquelle le Parti socialdémocrate allemand apparaît à ses partis frères d'autres pays est trompeuse.

Ce qui arrive aujourd'hui rappelle la situation des premières années de la loi d'exception contre les socialistes, époque où, comme maintenant, les chefs perdirent la tête, tandis que les simples militants se ressaisirent bientôt, ayant pour mot d'ordre: « Avec les chefs s'ils veulent agir, sans les chefs s'ils demeurent inactifs, malgré les chefs s'ils résistent. »

[1] Georges Karadjan, déjà cité, p. 55.

Déjà cet esprit fermente puissamment dans tous les grands centres du parti, en Allemagne — à Berlin, à Hambourg, à Leipzig, à Stuttgart — et le jour n'est pas loin où le retour à la paix et aux principes inébranlables de l'Internationale sera exigé par la classe ouvrière allemande, non simplement à coup de phrases creuses, mais avec la force véhémente d'une volonté retrempée dans des luttes d'un demi-siècle. [1]

Et Rosa Luxembourg déclarait dans le même journal:

L'Internationale ouvrière, sous les coups mortels des impérialistes, n'a pas justifié les espérances qu'on mettait en elle; elle s'est écroulée honteusement. Mais la plus grande honte de l'Internationale, c'est l'attitude de la section allemande au Reichstag, qui devait être à l'avant-garde de l'armée prolétarienne. Que les fautes commises dans le passé nous servent de leçon. [2]

Et encore:

Avec une joie mêlée d'amertume, tout socialiste allemand resté fidèle à l'Internationale doit saisir l'occasion d'envoyer un salut socialiste et fraternel aux camarades des pays étrangers.

Sous les coups meurtriers des groupes impérialistes, l'Internationale ouvrière, si récemment encore notre fierté et notre espérance, s'est honteusement effondrée et, le plus honteusement de toutes, la section allemande, dont le devoir était de marcher à la tête de l'armée du travail. Il est nécessaire de formuler cette amère vérité, non pour encourager un stérile espoir et la résignation, mais au contraire pour tirer des fautes commises dans le passé et des faits dont nous sommes témoins, des leçons précieuses pour l'avenir. Il serait fatal au développement du socialisme que les classes ouvrières des divers pays acceptent la théorie des hommes qui prétendent qu'il est naturel, et même inévitable, que les travailleurs des diverses nations s'entretuent durant la guerre, sur l'ordre de leurs classes dirigeantes, mais qu'une fois la guerre terminée, ces travailleurs recommencent à échanger des saluts fraternels, comme si rien ne s'était passé. Une Internationale qui accepterait l'effondrement actuel comme une possibilité normale pour l'avenir, ou qui, néanmoins, prétendrait l'ignorer, ne serait qu'une caricature du socialisme, un produit de l'hypocrisie, tout autant que la diplomatie des Etats capitalistes avec leurs alliances et leurs accords sur « les droits des peuples ». Non! L'horrible boucherie dont nous sommes témoins, ces orgies de l'impérialisme assassin accomplies sous

[1] Georges Karadjan, déjà cité, p. 60.
[2] Idem, p. 61.

les prétextes mensongers de « défense nationale », « défense de la culture », « guerre de libération », « droit des peuples » n'apportent en réalité que ruines aux villes et aux campagnes, déshonorent la culture, compriment la liberté et les droits des peuples. Elles sont une trahison certaine du socialisme.

Mais le socialisme international est trop fermement et trop profondément enraciné pour permettre que cet effondrement se prolonge dans l'avenir. Sur les ruines sanglantes de la civilisation que l'impérialisme aura entraînées, l'Internationale ressuscitera comme l'unique salut de l'humanité. Déjà après quelques mois de guerre, l'intoxication chauvine qui empoisonnait la classe ouvrière allemande est en train de se dissiper et, bien que les travailleurs aient été abandonnés par leurs leaders à cette grande heure historique, leur bon sens leur revient et chaque jour voit croître le nombre de ceux qui rougissent de colère et de honte à la pensée des faits qui se déroulent devant nous. Après la guerre, la classe ouvrière reviendra sous notre vieux drapeau du socialisme international, mais avec une résolution plus ardente de ne plus trahir, de le défendre victorieusement contre le monde capitaliste tout entier, contre ses intrigues criminelles, ses mensonges infâmes, ses misérables discours sur « la patrie » et « la liberté ».[1]

Cependant l'opposition, encouragée par le large écho qu'avait eu, parmi les ouvriers, le refus des crédits de guerre par Karl Liebknecht, organisait l'agitation dans le parti. Au cours de l'hiver 1914-1915, un nouvel appel était polycopié et largement répandu en Allemagne.

A mesure que l'opposition gagnait du terrain, elle précisait aussi sa politique. En mai 1915, lors de l'entrée en guerre de l'Italie, Karl Liebknecht écrivait un appel intitulé « l'ennemi principal est dans le pays même ». Cet appel se terminait ainsi:

... L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays! L'ennemi principal du peuple allemand est en Allemagne: l'impérialisme allemand, le parti allemand de la guerre, la diplomatie secrète allemande. C'est cet ennemi dans le pays même que le peuple allemand doit combattre, par une lutte politique, en collaborant avec le prolétariat des autres pays dont la lutte est dirigée aussi contre son propre impérialisme.

Nous ne faisons qu'un avec le peuple allemand, nous n'avons rien de commun avec les Tirpitz et les Falkenhayns, avec le gouvernement allemand responsable de l'oppression politique et de l'asservissement social. Rien pour ceux-là, tout pour le peuple allemand. Tout pour le

[1] Labour Leader du 31 décembre 1914. Cité par Rosmer. « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre », tome I, pp. 149-150.

prolétariat international, pour le prolétariat allemand, au nom de l'humanité écrasée.

Les ennemis de la classe ouvrière comptent sur l'oubli des masses. Faites en sorte qu'ils se trompent complètement. Ils spéculent sur la patience des masses. Mais nous lançons un fougueux appel:

Jusqu'à quand les aventuriers de l'impérialisme spéculeront-ils sur la patience du peuple? Assez de carnages! A bas les fauteurs de guerre des deux côtés de la frontière.

Mettez fin à l'assassinat des peuples! Prolétaires de tous les pays, suivez l'exemple de vos frères italiens! Unissez-vous pour la lutte de classe internationale contre les conspirateurs de la diplomatie secrète, contre l'impérialisme, contre la guerre, pour une paix pénétrée d'esprit socialiste!

Le principal ennemi est dans notre pays! [1]

En avril 1915, Rosa Luxembourg et Franz Mehring créaient une revue légale, « Die Internationale ». Elle fut aussitôt interdite par les autorités militaires et judiciaires. Rosa Luxembourg y formulait la tâche des socialistes dans cette claire antinomie:

Ou Bethmann-Hollweg [2] ou Liebknecht —
Ou l'impérialisme, ou le socialisme, comme Marx le comprenait.

Mais l'opposition grandissait aussi dans la classe ouvrière et les partis socialistes d'autres pays. En *Grande-Bretagne,* l'Independant Labour Party, avec Keir Hardie, Snowden, Bruce Glasier, Mac Donald et leur journal, le « Labour Leader », menaient la lutte pour la paix.

En *France,* l'opposition grandissait dans les milieux syndicalistes de la CGT. Mehrheim, Monatte, Rosmer, Bourderon organisaient la résistance, groupée autour de la « Vie ouvrière », dont Monatte était le rédacteur. Dans les syndicats, l'opposition s'appuyait sur le puissant syndicat des métaux dont Mehrheim était secrétaire. Cette opposition avait de solides liaisons avec les Russes émigrés en France, en particulier avec Trotsky, Losovsky et Martov. A l'« Humanité », Amédée Dunois et Daniel Renoult n'admettaient pas la politique du Comité directeur, mais étaient réduits au silence. Parmi les hommes de lettres, Romain Rolland publiait « Au-dessus de la Mêlée », écrit qui fut

[1] Karl Liebknecht, « Reden und Aufsätze, herausgegeben durch Hermann Gumperz », 1921, Verlag der Kommunistischen Internationale, Hamburg, p. 144.

[2] Alors chancelier de l'Empire.

recopié ou polycopié illégalement et répandu en France. Raymond Lefèvre et Marcel Martinet étaient liés au groupe de la « Vie ouvrière ». Puis vinrent les rejoindre Guilbeaux, avec sa revue « Demain », publiée à Genève, P.-J. Jouve, Vaillant-Couturier.

L'opposition de la Fédération des métaux a commencé au lendemain des funérailles de Jaurès, en août 1914, quand le secrétariat des métaux mit en garde le bureau et le comité confédéraux contre une collaboration étroite qui annihilerait l'indépendance de la CGT. C'est le 2 septembre 1914, dans une séance du Comité confédéral, que Lenoir, de la Fédération des métaux, rappela les principes de la CGT et déclara notamment que cette guerre n'était pas la guerre de la classe ouvrière.

Le conflit s'aggrava au sein de la CGT au reçu de l'invitation des socialistes scandinaves de participer à une réunion internationale à Copenhague. Le bureau confédéral déclina cette invitation en déclarant:

Etant donné les conditions d'investissement subies par la Belgique, le département du Nord et de l'Est de la France, le Comité confédéral déclare qu'il serait inopportun, en ce moment, de parler de paix, cette action pouvant avoir pour conséquence de susciter dans la classe ouvrière française deux courants d'opinion opposés. [1]

La Fédération des métaux, mise en minorité à ce sujet, envoya aux délégués du Comité confédéral, le 7 décembre 1914, la lettre suivante:

Dans sa séance du 6 décembre, le Comité confédéral a pris une décision repoussant toute réponse à la lettre de Copenhague. Au lendemain de ce vote, la presse nous apprenait combien la résolution de la Fédération des métaux reflétait la pensée ouvrière internationale; en plein accord avec cette même pensée, les représentants autorisés des travailleurs anglais remplissaient une mission en Amérique en faveur de la paix.

Mais, même si nous n'avions pas eu cette satisfaction, la Fédération des métaux — elle l'avait décidé pour le cas où sa proposition serait repoussée — aurait estimé ne plus pouvoir se taire ni rester sans préciser les raisons qui ont guidé ses délégués dans leur action au sein du comité depuis le début de la guerre.

Ce faisant, elle n'entend pas contester le vote émis, ni le droit pour le comité de prendre telle décision qui lui convient. Mais elle entend dégager sa responsabilité propre, d'abord à l'égard de la Fédération internationale des ouvriers sur métaux, de l'Internationale ensuite.

[1] Rosmer, « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre », tome I, p. 174.

Elle entend le faire d'autant plus nettement qu'elle pense qu'il lui sera nécessaire au sein de sa Fédération internationale, de demander des explications précises sur l'attitude prise, avant comme après la guerre, par les militants et par les organisations des ouvriers métallurgistes allemands.

La fédération estime qu'elle pourra exiger ces explications avec d'autant plus de dignité et de force qu'elle-même aura, en toutes circonstances, réglé son attitude sur les principes de notre Internationale et qu'elle les aura énergiquement défendus.

Ce droit moral supérieur, complet, irrécusable, qui devrait dominer toute la pensée, les actes des militants et des organisations ouvrières, la Fédération des métaux ne se le reconnaîtrait pas, après la guerre, si elle se taisait aujourd'hui devant le vote du dernier Comité confédéral. [1]

Monatte, après la séance du Comité confédéral, donna sa démission de membre du comité en signe de protestation.

Voici le texte de cette lettre de démission adressée aux organisations dont il était le représentant, tel que l'a publié Alfred Rosmer dans son ouvrage « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre — De l'Union sacrée à Zimmerwald ». [1]

Après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le Comité confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'avez confié.

Voici les raisons qui ont dicté ma détermination:

Au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que j'avais vu:

le Comité confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation, par son secrétaire général, d'une mission officielle de commissaire à la nation;

quelques semaines plus tard, la Commission confédérale envoyée à Bordeaux, consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement;

des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations tenir un langage digne de purs nationalistes.

Aujourd'hui, le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres.

Pour le Comité confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans

[1] Rosmer: « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre », « De l'Union sacrée à Zimmerwald », tome I, pages 177 et suivantes.

une manœuvre allemande, tout comme pour le « Temps » et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.

* * *

Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au comité d'une invitation à la conférence des socialistes des pays neutres, organisée à Copenhague, pour les 6 et 7 décembre, par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante:

« Que la CGT répondît en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivions cependant leurs efforts en faveur de la paix avec la plus profonde sympathie et que nous faisions des vœux pour le succès de la conférence de Copenhague.

Comment et par qui elle fut combattue? Par quels arguments? Il serait trop long de le dire ici; mais les procès-verbaux du Comité confédéral — 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre — vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le Comité confédéral se trouvait devant trois propositions: une première, de la Fédération du bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la CGT et du parti sur un texte commun de réponse; enfin, celle des métaux.

Le comité se prononça d'abord sur la proposition — à caractère préjudiciel — du bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions.

Il est hors de doute que la proposition des métaux aurait été écrasée, le 6 décembre, par une forte majorité.

* * *

Ainsi, une nouvelle fois, des appels de socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare:

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir (aux classes ouvrières) de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Ce devoir, Keir Hardie et l'*Independant Labour Party*, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir; ainsi que les deux partis socialistes russes; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur conférence de Lugano et le Parti socialiste américain par son initiative d'un congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht — et avec lui une minorité du Parti socialiste allemand — par sa protestation au Reichstag, le 2 décembre:

« Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquête — voilà, déclare-t-il, ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.

» Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix. »

* * *

Il est compréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme article de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissé gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle.

Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent: « Nous aurons la guerre avant la fin du septenat. »

Nous l'avons eue moins de deux ans après.

Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, une guerre capable de porter la liberté et la république à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel. Quelle illusion!

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajevo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a pré-

cipité notre pays dans le gouffre. L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux.

Le kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère.

Encore n'est-il pas établi que le Gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète — aux méfaits tant de fois dénoncés — ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.

* * *

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et, loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des Etats.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont les nôtres, qui sont notre raison d'être. Si on les croit fausses, qu'on le dise! Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique.

Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, CGT comme Parti socialiste, Union syndicale internationale comme Internationale socialiste, n'aient signé leur faillite.

Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice. Mais on pouvait encore se dire que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme. Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays et de l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce ne sont pas, en tout cas, les armées des Alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées, qui le peuvent.

C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône, que la CGT s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'avez confié.

Pierre Monatte,
délégué titulaire de l'Union du Gard,
délégué suppléant de l'Union du Rhône. [1]

[1] Alfred Rosmer, déjà cité, pages 177 et suivantes.

Le *Parti socialiste italien*, malgré l'entrée en guerre de l'Italie au côté de la France, resta fidèle aux résolutions de l'Internationale.

Les partis socialistes des pays neutres cherchèrent à recréer les liens internationaux que le reniement des grands partis socialistes avait brisés.

CHAPITRE IV

Les conférences préparatoires

C'est de Suisse et d'Italie qu'allait partir l'effort pour maintenir les relations internationales, en cherchant à faire agir le Bureau socialiste international transféré à La Haye, avec Camille Huysmans aidé d'un groupe de camarades hollandais. Le but était de réunir une conférence internationale de tous les partis, ou tout au moins une réunion des partis des Etats restés neutres.

Cet effort échoua parce que le Bureau socialiste international refusa d'organiser même une réunion des neutres. C'est alors que partit, de Suisse et d'Italie, l'initiative d'une *réunion de tous les socialistes opposés à la guerre et fidèles aux décisions de l'Internationale.* Il ne fut plus question de réunir seulement des partis ayant pris officiellement cette position dans les pays restés neutres et dans les pays belligérants, mais d'inviter à cette conférence aussi les groupes minoritaires hostiles à la guerre des divers pays en guerre. La différence était fondamentale.

Le premier effort tentait de redonner vie, de reconstituer la IIe Internationale en s'appuyant sur le Bureau socialiste international. Ayant échoué, les initiateurs abandonnèrent l'idée de reconstituer la IIe Internationale et s'orientèrent vers la constitution d'une nouvelle Internationale qui reprendrait à son compte la tradition antimilitariste de l'Internationale détruite le 4 août 1914 par les socialistes qui avaient voté les crédits de guerre et collaboré avec les gouvernements de guerre. La différence, on le voit, est fondamentale. La première tentative signifiait que la rupture qui s'était produite en août 1914 entre les divers partis socialistes en guerre les uns contre les autres, n'était pas essentielle et qu'elle pourrait, après la guerre, s'effacer entre partis ayant suivi une politique identique d'union sacrée. La véritable rupture

était cependant celle qui s'était produite en même temps entre les chauvins, partisans de l'Union sacrée, et les internationalistes opposés à la guerre et aux capitalistes qui l'avaient déclenchée.

Si l'effort pour une conférence internationale organisée par le Bureau socialiste international visait à rétablir le lien international entre partis socialistes, la convocation de tous les socialistes restés fidèles à la solidarité internationale et à la lutte de classe devait fatalement conduire à la scission de l'Internationale. Il est donc important, pour l'histoire de l'Internationale, d'étudier de plus près cette évolution et ses causes.

Deux camarades influents du Parti socialiste suisse s'adressèrent, dès le début de septembre 1914, au Comité directeur, alors à Zurich, pour lui demander d'intervenir en faveur d'une conférence internationale, afin de maintenir les liens entre socialistes des divers pays.

Le premier, *Ernst Nobs*, alors rédacteur au journal socialiste de Saint-Gall, plus tard rédacteur au « Volksrecht » de Zurich, membre du Gouvernement cantonal zurichois et, après la deuxième guerre mondiale, membre du Conseil fédéral et président de la Confédération suisse. Il écrivait à la direction du parti, le 3 septembre 1914:

Avec un grand regret, nous, les camarades qui ne vivons pas dans un Etat en guerre, voyons presque journellement que la presse socialiste des Etats en guerre — à l'exception de quelques journaux qui constituent une honorable exception — attaque directement les partis frères des pays ennemis, comme aussi certains camarades. Une telle attitude ne peut que rendre difficile une collaboration ultérieure dans l'Internationale, voire la rendre impossible.

Sans explications plus détaillées, je vous demande de prendre les mesures adéquates, car on peut déjà prévoir et constater qu'avec la durée de la guerre, l'exaspération réciproque ne diminue pas, mais, au contraire, augmente. Le Bureau socialiste international n'a actuellement plus d'influence; par contre l'initiative du parti socialiste d'un Etat tout à fait neutre pourrait retenir l'attention. Je désire donc que le Parti socialiste suisse s'adresse aux comités des partis socialistes de tous les Etats en guerre en leur demandant de s'abstenir en public et dans la presse de tout ce qui pourrait rendre plus difficile ou même impossible une collaboration future avec les camarades d'autres pays. [1]

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse. (Tous les documents des archives du Parti socialiste suisse sont en allemand. Ils ont été traduits par l'auteur.)

Le deuxième, *Otto Lang,* auteur du programme du Parti socialiste suisse de 1904, juge cantonal zurichois, écrivait:

Le Parti socialiste suisse ne devrait-il pas, en liaison avec les partis des autres pays neutres (Hollande, Danemark, Suède, Norvège) lancer un appel au parti italien, pour l'inviter à protester contre la participation de l'Italie à la guerre, en indiquant que l'Italie n'est nullement obligée d'entrer en guerre et que, par conséquent, on peut attendre que le parti italien observe les décisions de l'Internationale. Une telle démarche n'aura pas d'influence sur la grande masse, mais elle renforcera peut-être le sens de la responsabilité du groupe parlementaire italien et soutiendra ceux qui sont contre la guerre.[1]

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse s'occupa de ces lettres dans sa séance du 15 septembre 1914. Cette séance, après une longue discussion, fut le premier pas vers la convocation d'une conférence internationale. C'est pourquoi le procès-verbal analytique de cette séance est important, afin de connaître les intentions de ceux qui allaient devenir les artisans des conférences de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916) et de leurs décisions qui, aujourd'hui encore, ont des conséquences incalculables pour le mouvement socialiste international.

Greulich est en principe d'accord avec la proposition de Lang. Il juge cependant qu'il serait plus utile qu'une délégation du parti suisse prenne directement contact avec une délégation du parti italien, à Chiasso ou ailleurs. A cette conférence, les délégués des partis des deux pays devraient décider de s'adresser aux autres pays neutres pour les inviter à manifester ensemble contre la guerre. A cette conférence, il conviendrait de féliciter les camarades italiens pour leur attitude envers la guerre et d'affermir leur respect de la neutralité.

Pflüger est d'accord avec Greulich et préfère sa proposition à celle de Lang.

Sigg: Tous nous désirons ardemment la paix. Il me semble que la voie proposée par Lang n'est pas viable. Nous devons tenir compte des conditions de notre pays. A Bienne commencent les sympathies pour la France. En suivant le conseil de Lang, nous aurions les Romands contre nous. Nos camarades allemands, de leur côté, nous reprocheraient d'influencer les Italiens contre l'Allemagne. Seule la proposition de Greulich est acceptable, visant à une initiative générale. Je crains cependant que nous n'arrivions ainsi également trop tard.

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

Les nouvelles manifestations à Rome, à Milan, etc., indiquent que les jeux sont faits.

Rimathé est d'accord avec la proposition Greulich qui permettrait au moins que les socialistes donnent un signe de vie. Il ne cache cependant pas son scepticisme à l'égard du succès pratique de cette démarche. Après les expériences faites jusqu'à présent, il peut difficilement croire que les Etats neutres pourront actuellement enrayer la furie guerrière.

Platten est favorable à une conférence avec les camarades italiens et souligne l'attitude énergique de l'« Avanti » contre l'« Echo de Hambourg ». Si les camarades italiens sont incités à organiser des manifestations en faveur de la neutralité de l'Italie, il n'est pas douteux que les Allemands y verront un acte inamical.

Pflüger ne peut s'enthousiasmer ni pour la proposition Lang ni pour celle de Greulich. Jusqu'à ce que nous nous entendions avec les Etats neutres, selon la proposition Lang, trop de temps sera perdu. Si l'Italie veut entrer en guerre, elle l'aura fait depuis longtemps lorsque nous recevrons les réponses des Etats neutres. C'est peut-être cruel, mais on peut se demander si, actuellement, il serait souhaitable que la guerre cessât sans décision. Dans très peu de temps nous aurions une nouvelle guerre. Je ne suis pas d'accord avec les manifestations populaires suggérées par Greulich. Nous voulons exercer une pression morale sur le parti frère d'Italie pour qu'il ne prenne pas part à la guerre. Nous voulons donc discuter ouvertement et franchement avec lui.

Greulich répond à Pflüger et à Rimathé en soulignant qu'il n'est pas optimiste au point de croire que la guerre sera terminée par l'intervention des neutres que nous proposons. Ça n'a pas de sens d'écrire aux Italiens pour qu'ils protestent contre la guerre. Ils l'ont déjà fait. Ce sont les révisionnistes qui ont poussé à la guerre et qui y poussent encore. On attend généralement qu'une voix s'élève contre la continuation du massacre. Qui peut le faire, sinon nous? Je ne crois pas à une victoire de l'un ou de l'autre camp. L'hémorragie réciproque les affaiblira lentement.

Bachmann comprend les raisons qui ont incité Greulich à faire sa proposition. Concernant la neutralité de l'Italie, il est d'avis que, si un parti de la guerre fait pression sur le gouvernement, celui-ci devra abandonner sa neutralité et il n'est pas exclu que les grandes masses, sous un prétexte quelconque, soient entraînées comme cela s'est produit dans d'autres pays.

Sigg: Les camarades qui redoutent qu'une telle initiative ne provoque un échec des partis socialistes trahissent ainsi seulement combien ils se sont laissé influencer par les idées bourgeoises. La position que prendra l'Italie dans la guerre actuelle n'est pas indifférente. Si les Italiens entrent en guerre, il n'y a pas de doute que la Suisse aussi

sera entraînée. Les patries ont été créées. Nous ne sommes pas insensibles au fait que l'une ou l'autre disparaisse entièrement. De plus, si l'Allemagne, par exemple, était vaincue et complètement ruinée, l'effort populaire des prochaines décennies serait absorbé par la pensée de refaire une Allemagne grande et forte; ce ne serait pas une situation favorable pour nous, socialistes.

Pflüger comprend, de l'intervention de Sigg, qu'il s'agit de mettre les camarades italiens en garde contre l'entrée en guerre. Nous ne pouvons pas le faire sans blesser les camarades comme si nous ne croyions pas à la sincérité des décisions prises par eux jusqu'à présent.

Platten: Nous devrions donner à cette conférence davantage un caractère informatif.

Pflüger: Nous pouvons dire aux camarades italiens qu'en qualité de parti voisin appartenant aussi à un Etat neutre, nous avons pensé proposer une entrevue pour écarter d'abord les malentendus et pour discuter ensemble s'il ne serait pas opportun de faire une démarche auprès des autres Etats neutres, dans le but de faire une manifestation contre la continuation de la guerre, etc.

Il est décidé de suggérer à la direction du Parti socialiste italien l'organisation d'une telle conférence en lui laissant la possibilité de décider la date et le lieu de la rencontre.

Du côté suisse, les délégués suivants sont désignés: Greulich, Pflüger, Grimm, Albisser, Rimathé, Schenkel, Lang. La lettre sera adressée au camarade Mussolini, rédacteur en chef de l'« Avanti », à Milan. [1]

Ayant reçu la tâche de s'adresser au Parti socialiste italien, le secrétariat du parti s'adressa au rédacteur en chef de l'« Avanti », dont les articles hostiles à l'entrée en guerre de l'Italie et au vote des crédits de guerre avaient démontré qu'il avait les mêmes préoccupations que les socialistes suisses. Ce rédacteur n'était autre que Benito Mussolini, qui avait milité en Suisse parmi les ouvriers italiens émigrés pour raison de travail et qui était connu d'un grand nombre de socialistes suisses. La lettre suivante lui fut adressée:

Monsieur Mussolini
Rédacteur en chef de l'« Avanti », à Milan
Pour la direction du Parti socialiste italien,
à Rome

Chers camarades,

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse a pris, hier, la décision de prier instamment le parti frère d'Italie d'envoyer une délégation

[2] Archives du Parti socialiste suisse.

à Chiasso pour discuter avec une délégation du parti suisse les relations des deux pays neutres face à la guerre européenne.

Nous pensons qu'une conférence commune confidentielle serait utile aux deux partis. Tous nous sommes pleins de respect pour la nation italienne et pour notre parti frère d'Italie.

Au cas où vous seriez d'accord, nous vous prions de nous communiquer la date et le lieu convenant à vos délégués, à Chiasso, pour y rencontrer les nôtres et de nous indiquer quels camarades de votre parti nous feront l'honneur de nous rencontrer.

Nous vous prions de noter que nos délégués seront les conseillers nationaux Greulich et Pflüger (Zurich), Dr Schenkel (Winterthour) et Grimm (Berne), ensuite le secrétaire général Rimathé, de Zurich, et l'avocat Albisser, de Lucerne.

Camarades italiens, nous attendons votre accord avec impatience, dans l'intérêt de nos nations et pour la bonne cause que nous voulons servir tous.

Farternelle poignée de main!

Au nom du Comité directeur du Parti socialiste suisse:

Le vice-président:

Le secrétaire: [1]

Et Mussolini répondit aussitôt:

Milan, le 17 septembre 1914.

Chers camarades,

J'ai transmis — traduite — votre lettre à la Direction du parti, qui avait déjà pensé d'organiser la réunion que vous nous proposez. La Direction va vous répondre directement et elle fixera le jour de la réunion et le nom des camarades qui interviendront.

Nous désirons toutefois qu'il y ait aussi une représentation des minorités de la langue française et italienne.

A nous revoir à bientôt et cordiales salutations socialistes.

Mussolini. [1]

La conférence des deux partis fut très rapidement organisée. Elle eut lieu le 27 septembre 1914, à Lugano. Les participants étaient, du côté italien: Armuzzi, Balabanova, Defalco, Lazzari, Modigliani, Morgari, Musatti, Ratti, Serrati et Turati. Mussolini, désigné aussi par le parti italien, n'a pas pris part à la conférence. Du côté suisse y assistaient: Albisser, Ferri, Greulich, Grimm, Naine, Pflüger, Rimathé et Schenkel.

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

Hermann Greulich, fondateur et mentor du Parti socialiste suisse, salua la délégation italienne et exposa les buts poursuivis par les camarades suisses en convoquant cette conférence. Voici les parties essentielles du procès-verbal de cette conférence:

Greulich salue les camarades italiens et les félicite de leur attitude courageuse au cours de cette période difficile. Les conditions ont fortement empiré. Les socialistes suisses ont ressenti le besoin de rencontrer une fois leurs chers amis du Sud, de les voir face à face et de savoir si, eux au moins, sont restés fidèles. Nous désirons nous comprendre les uns les autres. Pour ce qui est de notre attitude dans cette période, nous ne voulons rien exiger de vous, de même que nous savons que vous n'exigez rien de nous. Bien plus, nous voulons supprimer les malentendus qui pourraient exister.

Le Bureau international est dispersé à tous les vents. C'est pourquoi nous désirons établir des contacts avec les pays neutres pour qu'à la fin des complications de la guerre, il soit possible de se réunir à nouveau.

Nous voulons aussi nous faire entendre à l'extérieur, faire entendre une protestation contre toutes les cruautés de la guerre actuelle. Nous voulons vous dire nos idées, ce que nous avons imaginé, mais nous voulons vous laisser la parole d'abord. Vous formulerez la protestation dans votre belle langue italienne; nous nous efforcerons de l'exprimer aussi bien que possible en allemand. Nous voulons vous demander s'il ne faut pas organiser un service de presse qui rétablisse le contact entre les camarades des divers pays.

Lazzari remercie Greulich de ses paroles de bienvenue et apporte le salut des camarades italiens. Notre première intention était d'organiser une réunion de délégués des partis socialistes de tous les pays. L'exécution de ce projet se heurta à des difficultés et nous avons saisi avec plaisir l'occasion que nous ont offerte les Suisses de l'actuelle rencontre. Au nom des Italiens, je déclare que nous sommes d'accord avec Greulich qu'un seul communiqué officiel soit publié sur la présente réunion. Nous l'avons aussi déjà envisagé. Nous sommes prêts à signer une éventuelle proclamation dès qu'un texte acceptable nous sera proposé.

Dès le début de la guerre, notre parti a pris position dans sa presse. Cette attitude a été confirmée par nos camarades. La tactique appliquée par les camarades italiens, qui consiste à garder une stricte intransigeance à l'égard de la guerre, sera maintenue aussi à l'avenir. Je voudrais seulement savoir de nos camarades suisses s'ils partagent notre opinion à ce sujet et comment ils se comporteraient au cas où la neutralité de leur pays serait violée. Des bruits nous sont parvenus qui prétendent que la neutralité de la Suisse ne peut pas être prise

très au sérieux. Et, à ce sujet, nous aimerions avoir des engagements.

Nous nous entendrons très facilement sur les autres points qui sont à l'ordre du jour de la présente réunion, tels que Greulich les a esquissés. En ce qui nous concerne, nous cherchons à éviter tout ce qui pourrait détourner l'Italie de la neutralité. Je voudrais aussi connaître, à ce sujet, vos intentions. Nous n'ignorons pas que votre position est plus difficile que la nôtre, parce que votre pays est un pays de passage. C'est pourquoi nous voudrions connaître vos vues et intentions à ce sujet. On a affirmé que l'Allemagne et l'Autriche pourraient éventuellement faire fi de la neutralité suisse. Ces craintes sont-elles fondées?

Nous saluons le fait qu'en ces temps on cherche à maintenir les relations internationales. Les camarades autrichiens, et aussi les camarades allemands ont demandé une réunion. Nous avons répondu au camarade Ellenbogen que nous ne pouvons pas accepter leur suggestion, afin de ne pas donner l'impression que nous faisons aux camarades autrichiens une position privilégiée. Nous avons eu des entretiens avec les camarades allemands. Sudekum a été chez nous. Je vous renvoie au procès-verbal de cette réunion, paru dans notre presse. Je tiens à souligner que les camarades français nous ont adressé de nombreuses lettres de remerciements.

Ferri: Je réponds à deux questions de Lazzari; d'abord celle concernant les divergences entre la Suisse et l'Italie, puis celle concernant l'attitude des camarades suisses au cas d'une violation de notre neutralité. Lazzari a fait allusion aux articles de l'« Avanti » à propos de l'exportation de blé. Selon l'« Avanti », on pourrait croire que la Suisse enverrait du blé à l'Allemagne. Cela constitue une injustice à notre égard. Dans les milieux bourgeois, la menace que l'« Avanti » a publiée en liaison avec ces rumeurs, relative à la possibilité que l'Italie provoque la famine en Suisse, a produit une impression pénible — moins chez les socialistes. La situation est la suivante: nous recevons du blé non seulement par l'Italie, mais aussi par la France, et l'on ne peut admettre que ce soit la France qui livre du blé à l'Allemagne par la Suisse. Il existe en Suisse une interdiction absolue d'exportation qui rend impossible toute exportation de blé. Notre attitude concernant la neutralité est déterminée par le fait que notre neutralité est autre que celle de l'Italie. L'Italie est restée neutre par une libre décision. La Suisse est liée à la neutralité par des traités. Au cas d'une violation de la neutralité suisse, les socialistes sont contraints de la défendre. Une telle attitude ne peut offenser aucune autre nation, ni provoquer une guerre. C'est pourquoi la défense de notre neutralité a un autre sens que celle d'un autre pays. La Suisse est un pays d'asile et veut rester un pays d'asile. Nous serions affectés si nous étions contraints de défendre la neutralité par les armes. Si la neutralité est violée ou si la guerre nous est déclarée, nous n'aurons plus le temps de

négocier. Nous nous efforcerons de défendre la neutralité jusqu'au dernier moment, même par des moyens qui ne sont pas socialistes. Le Parti socialiste suisse, dans ce cas difficile, n'abandonnerait pas la lutte de classe.

Lazzari considère que la question de l'exportation de blé en Allemagne est maintenant considérée comme liquidée, après la nette déclaration des camarades suisses. Mais il faut encore discuter la position neutre de la Suisse. Nous reconnaissons la situation différente des deux pays en ce qui concerne la neutralité. Les Italiens ont décidé de lutter en toutes circonstances pour le maintien de la neutralité. Ils ne reculeraient pas devant la grève générale si elle était violée. Je me demande si nous, socialistes, nous servons notre cause en entrant en lutte au cas où elle serait violée. Ferri a déclaré qu'en cas de violation de la neutralité, les socialistes suisses ne prendraient aucune mesure contre la guerre, mais, au contraire, prendraient les armes. Les socialistes ne doivent jamais prendre cette attitude-là. Il me paraît nécessaire de clarifier la position exposée par Ferri. Les socialistes suisses sont déjà prêts maintenant à prendre les armes. Nous, Italiens, nous ne sommes pas prêts à prendre part à la guerre, même au cas où l'Italie serait attaquée. La guerre défend toujours les intérêts du capital. Nous ne devons par conséquent, en aucun cas, collaborer à une telle lutte. Les socialistes ne peuvent faire autre chose que de rester complètement passifs dès que la guerre éclate.

Modigliani: Il y a un malentendu concernant les déclarations de Ferri. Ferri a dit qu'au cas où la Suisse serait attaquée, les socialistes seraient contraints de combattre, sans toutefois se déclarer d'accord avec cette guerre. Les Suisses adoptent donc la position des socialistes belges. Comme nous avons ratifié la conduite des camarades belges, nous pouvons aussi comprendre le point de vue des Suisses. La défense de ce pays neutre peut avoir pour effet de limiter la guerre. Les camarades italiens ont aussi souligné, à plusieurs reprises, qu'il est permis de se défendre contre une agression visant l'indépendance. Au cas où une violation de la neutralité serait l'acte du parti au pouvoir en Suisse, l'attitude du Parti socialiste serait totalement différente.

Turati: Nous sommes à un moment critique. Il est impossible de savoir de quels moyens nous disposons pour maintenir l'Internationale. En ce qui concerne particulièrement la neutralité des deux pays, je ne puis que souscrire aux déclarations de Modigliani. L'histoire de la guerre de 1870-1871 prouve l'exactitude de ses déclarations. Le fait que la Suisse dépense quotidiennement un million et demi pour l'occupation des frontières prouve que la Suisse a déjà engagé la lutte pour la neutralité. Le parti italien a exposé clairement son point de vue en faveur d'une neutralité absolue et contre toute espèce de guerre. Quelles que puissent devenir les nécessités historiques, nous, en tant que Parti socialiste, sommes contre la guerre. Bien des raisons sont,

chez nous, en faveur de la guerre. Nous sommes restés fermes contre tous et avons entièrement maintenu notre point de vue. De même que nous avons donné raison aux Belges, nous devons admettre, dans un cas semblable, l'attitude qu'adoptent les Suisses. Avec cela, les déclarations qui ont été faites devraient suffire. Des propositions pratiques seront à faire cet après-midi. Je ne crois pas qu'une résolution de protestation, telle qu'elle a été suggérée par le camarade Greulich dans son discours d'ouverture, puisse avoir un effet pratique quelconque.

Greulich: Je suis aussi d'accord de mettre fin aux déclarations, pour aborder la discussion des propositions pratiques. Il me faut cependant faire encore les remarques suivantes concernant le problème de la neutralité. Les partis dirigeants de Suisse ne peuvent, de leur côté, violer en aucun cas la neutralité. C'est une chose impensable. Chez nous, la neutralité de la Suisse sera défendue dans tous les cas. Nos camarades sont d'accord. Si la Suisse est attaquée, elle fera tout son possible pour rejeter l'agresseur au-delà des frontières. Si elle n'y arrive pas, la Suisse s'alliera au parti adverse de l'agresseur. Nous avons quelque chose à défendre en Suisse. La Suisse a prouvé que trois nations peuvent vivre ensemble et collaborer malgré la différence de langue, de race et de religion. Nous menons la lutte de classe aussi bien qu'en Italie.

. . . .

Naine adopte une autre attitude à l'égard de la neutralité suisse. Au début de cette guerre, il n'a voté en faveur des crédits et des pleins pouvoirs au Conseil fédéral qu'avec répugnance. Il considère la chose comme liquidée par cet acte. Dans tous les pays les bourgeois ont accordé sans autre les crédits de guerre et ont condamné les camarades qui faisaient opposition. Aujourd'hui, tous les pays prétendent se trouver dans la défensive. Les partis bourgeois ont cependant créé eux-mêmes les conditions qui les obligent à se défendre. Notre armée ne garantit qu'insuffisamment notre neutralité. Un incident de frontière pourrait suffire à nous engager dans la guerre. Nous ne pouvons même pas être sûrs que notre armée se limitera toujours à la défensive. Notre gouvernement pourrait aussi se trouver dans le cas d'engager l'armée d'un côté ou de l'autre. Je crois qu'en cas d'attaque nous ne pouvons pas prendre la responsabilité sur nous d'ouvrir les hostilités. Nos camarades de France et d'Allemagne ont eu tort de s'allier à leur gouvernement. Nous, socialistes, avons toujours été, jusqu'à présent, dans tous les pays, trop nationalistes. Quand la guerre éclate, personne ne peut dire celui qui est attaqué. Dans une démocratie, les intérêts de la langue et de la race sont à l'arrière-plan. C'est pourquoi nous devons tendre à une démocratie européenne et renoncer au point de vue

national, dans l'intérêt de la démocratie internationale généralisée. Seule la lutte des opprimés contre les oppresseurs peut conduire à cette démocratie internationale.

. . . .

Grimm: On a déjà souvent protesté contre la guerre. Nous n'avons pas besoin d'une protestation. Chaque nation veut aujourd'hui libérer les autres de leur joug. Celles qui ne sont pas encore libres veulent apporter la liberté aux autres. Il faut dire clairement que cela est impossible, que, dans la guerre actuelle, les ouvriers d'un pays assassinent les ouvriers de l'autre. Il faudrait relever le prestige de l'Internationale. Actuellement, partout, malheureusement, le nationalisme supplante l'internationalisme. Jusqu'à présent, nous n'avons fait que discuter ce que chaque pays ferait en cas de guerre. Nous devons aujourd'hui rechercher ce que l'Internationale, en général, peut faire. Une conférence internationale devrait créer une base d'opérations. L'Internationale doit montrer qu'elle existe encore et qu'elle est encore capable de vivre. Les efforts des représentants de tous les pays ou de leur majorité devraient tendre à cela... C'est pourquoi notre assemblée ne peut pas s'en charger. La résolution doit en tenir compte. Il faut nous en tenir à ce qui est réalisable. Il est aujourd'hui possible de réunir en un congrès les socialistes des pays neutres et éventuellement des pays belligérants. C'est ce congrès qui doit agir sur les gouvernements. Si les partis neutres peuvent se réunir, il faut tenter, ne serait-ce que par des relations personnelles, de réaliser une entente entre Allemands et Français pour faciliter la solution du problème dans l'avenir. Il faut créer un comité ayant la tâche de rapprocher les partis des pays neutres et des pays en guerre.

. . . .

Balabanova: En vérité, la déclaration proposée ne contient rien de nouveau. Mais la situation est telle que bien des choses, voulues par le parti, ont disparu de la mémoire des camarades. En partie, nos camarades ne savent même plus ce qu'est en réalité le socialisme. Il est en ce moment nécessaire de rafraîchir les idées socialistes, de montrer ce qu'est le socialisme, ce qu'il veut et ce qu'il doit être. C'est pourquoi ces idées doivent, en peu de mots, être, en cette occasion, rappelées aux camarades. Les socialistes de tous les pays croient qu'ils luttent actuellement pour la liberté et pour la cause du socialisme, les Allemands comme les Français. La convocation de cette conférence a été rendue publique contre la volonté des camarades italiens. Au point où en sont les choses, on veut savoir quelque chose. L'opinion publique réclame une information. La résolution doit répondre à cette attente.

. . . .

Turati pense qu'il faudrait rédiger une résolution dans le sens des propositions de Grimm. On ne peut plus ignorer l'opinion publique. Il faut donc lui donner quelque chose. C'est la première raison, mais pas la plus importante, en faveur de la résolution. L'esprit de la résolution proposée par Grimm est le même que celui du manifeste des Italiens. Nous sommes contre la guerre, contre le militarisme, mais nous ne pouvons proposer des solutions extrêmes. Il serait absurde de discuter pendant quatre heures sans aboutir à une entente. Nous voulons nous mettre d'accord sur une résolution de principe.

Lazzari: S'il n'est pas possible d'obtenir un accord en faveur d'une résolution dans la conférence d'aujourd'hui, il est préférable de ne rien faire du tout. Il est difficile de formuler une résolution dans la forme voulue sans porter atteinte aux principes du parti. Il est difficile de décider dans chaque cas s'il s'agit d'une guerre offensive ou défensive. Le Parti socialiste suisse a approuvé les crédits pour la mobilisation. Les Italiens ne l'ont pas fait. Lazzari considère que l'autre question est plus importante et de plus grande portée pratique. Les gouvernements neutres devraient être appelés à entreprendre des démarches pour mettre fin à la guerre. C'est la première question qu'il faut discuter. Il n'y a pas de danger dans cette voie que nous abandonnions nos principes. Nous restons bien plutôt sur la base de la résolution de Bâle qui exige que la guerre soit combattue par tous les moyens.

Naine: Nous ne pouvons nous séparer sans avoir adressé une déclaration au prolétariat; même si ces choses ont déjà été répétées cent fois au prolétariat, cela ne doit pas nous empêcher de les répéter toujours de nouveau. Nous avons foi en l'Internationale. Nous devons le dire nettement et clairement au prolétariat.

Modigliani est d'accord avec Naine. C'est peut-être la seule chose pratique et utile que nous puissions faire aujourd'hui. Nous ne savons ce que pourront donner d'autres actions. Le résultat auprès des gouvernements est des plus incertains. Mais nous pouvons exprimer avec toute la netteté voulue notre horreur de la guerre. Quand nous aurons rappelé à nos camarades des autres pays, aux belligérants aussi ce à quoi ils ont eux-mêmes cru et pourquoi ils ont combattu, nous aurons fait ce qui doit être fait. Si nous ne nous déclarons ni pour la France ni pour l'Allemagne, mais le plus énergiquement possible contre la guerre, nous aurons fait quelque chose pour la paix. Il faut publier une déclaration.

Defalco: Le siège de l'Internationale devrait être transféré dans un pays neutre. Les camarades des pays belligérants ont perdu les lignes directrices. Ils font figure d'accusés. Un futur grand congrès établira les responsabilités. Quel est le pays qui pourrait abriter l'Internationale? Ça ne peut être que la Suisse.

Turati: Nous commençons à nous rendre compte de la nécessité

d'une déclaration. La résolution Grimm peut bien être acceptée si elle subit encore, sur certains points, des modifications. Ce n'est pas à nous, et ce ne sera guère possible d'évaluer la responsabilité de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, etc. Mais, avec la résolution, la tâche de notre conférence n'est pas épuisée. Il faut encore faire quelque chose. Le transfert du Bureau international est une difficile affaire. Nous pourrions facilement donner l'impression que nous voulons enterrer un cadavre qui n'est pas encore mort. Les quelques camarades qui sont ici n'ont pas le droit de prendre une décision aussi lourde de conséquences. Ce que nous pouvons faire, c'est de dire à haute et intelligible voix: l'Internationale doit vivre! Nous appelons tous ceux qui ont encore foi en elle à la défendre et à la maintenir. Une action auprès des puissances neutres pourrait avoir un bon effet, d'abord par l'impression qu'elle ferait sur les bourgeois et ensuite pour consolider la conviction de nos camarades.

Vote sur la résolution Grimm: La résolution est lue en italien et en allemand, puis adoptée à l'unanimité sous réserve de mise au point rédactionnelle.

. . . .

Morgari propose à la fin de la réunion d'établir un Bureau international véritable, mais provisoire, qui aurait à prendre son activité immédiatement et qui aurait son siège en Suisse. Il faut prendre à ce sujet une décision distincte, indépendante de la résolution.

Rimathé ne pense pas que la réunion d'aujourd'hui ait la compétence de décider le transfert du Bureau international en Suisse et de remettre sans autre ses fonctions à une commission munie des mêmes compétences. Le Comité directeur ne serait en tout cas pas en mesure de proposer une telle décision à la conférence actuelle.

Balabanova souligne le fait que le transfert du Bureau international en Suisse par la présente conférence soulèverait très probablement les protestations des camarades belges et, peut-être, des autres camarades du bureau actuel. Il faut aussi avoir la délicatesse de ne pas prendre une décision qui serait offensante.

Grimm: Le comité dont il est question ne peut remplacer le Bureau international. Il doit uniquement avoir la tâche de transmettre la correspondance et de faire les démarches éventuelles pour une action d'unification, si cela est nécessaire, jusqu'au moment où le bureau fonctionnera de nouveau.

La proposition de Modigliani est acceptée:

« Les représentants des partis socialistes italien et suisse chargent le Comité directeur du Parti socialiste suisse de se mettre en rapport avec les membres du Bureau international actuel pour que le bureau reprenne ses fonctions le plus rapidement possible et s'efforce en tout

cas de réunir d'urgence les représentants des partis socialistes des pays neutres pour envisager la situation internationale et prendre les décisions nécessaires. »

Greulich souligne que la conférence ne peut se tenir qu'en Suisse. Le Comité directeur suisse en fixera le lieu et la date. [1]

L'appel de la conférence, adopté à l'unanimité, a la teneur suivante:

La catastrophe actuelle est la conséquence de la politique impérialiste des grandes puissances, conforme aux intérêts dynastiques dans les monarchies absolutistes.

La guerre européenne n'est pas une lutte pour élever la culture et libérer les peuples. Elle est une lutte des classes capitalistes, à la fois pour conquérir de nouveaux débouchés dans les pays étrangers et pour tenter l'écrasement criminel du mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie sociale dans leur propre pays.

La bourgeoisie allemande et autrichienne n'a aucun droit de légitimer sa guerre en prétendant lutter contre le tsarisme et pour la liberté de la culture nationale. En effet, les junkers prussiens, avec Guillaume II à leur tête et les gros industriels allemands ont mené une politique de soutien et de maintien du tsarisme maudit et les gouvernements d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont opprimé la culture de leurs peuples et entravé le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière.

Les bourgeois français et anglais n'ont aucun droit de prétendre défendre leur pays en luttant contre l'impérialisme allemand et pour la liberté des peuples. Leur but n'est pas la libération des peuples de l'oppression capitaliste et militaire. Par leur politique d'alliance avec la Russie tsariste, ils ont renforcé cette oppression et empêché le développement d'une plus haute culture.

Les véritables causes et le véritable caractère de la guerre actuelle sont obscurcis par l'ivresse chauvine intentionnellement développée dans tous les pays.

Diverses parties de la classe ouvrière ont aussi été entraînées par ce courant chauvin et croient, en participant à la guerre, servir l'émancipation du prolétariat des autres pays de la domination sanglante des gouvernements de ces pays-là. Mais aucune guerre ne peut avoir ce résultat. Les opprimés ne peuvent pas conquérir leur liberté en luttant au côté de leurs oppresseurs contre les classes opprimées d'autres pays.

Rappeler ces vieux principes de l'Internationale socialiste est aujourd'hui plus que jamais la tâche des socialistes des pays préservés des horreurs de la guerre qui a brisé les liaisons internationales des

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

ouvriers. C'est pourquoi les représentants soussignés des partis socialistes d'Italie et de Suisse considèrent que leur devoir est de lutter de toutes leurs forces contre une nouvelle extension de la guerre à d'autres pays et de stigmatiser comme un crime envers la population travailleuse et la culture toute tentative de précipiter de nouveaux peuples dans la guerre.

C'est dans cet esprit que les représentants des partis socialistes italien et suisse s'adressent aux partis socialistes des autres Etats. En créant les bases d'une action commune contre la continuation de l'effroyable massacre, de ceux qui ne participent pas à la guerre, mais en subissent les contrecoups, ils demandent aux partis socialistes des pays neutres d'exiger de leurs gouvernements d'entreprendre immédiatement des négociations diplomatiques avec les gouvernements des Etats en guerre, en vue de mettre fin rapidement au massacre des peuples.

Lugano, le 27 septembre 1914. [1]

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse discuta les résultats de la conférence de Lugano dans sa séance du 2 octobre. Il décida d'accepter les tâches qui lui avaient été confiées par la conférence. Le président Studer les résuma ainsi:

... se mettre en rapport avec les membres de l'actuel Bureau international pour qu'il reprenne le plus rapidement possible ses fonctions et, en tout cas, qu'il réunisse d'urgence les représentants des partis socialistes des pays neutres dans le but d'envisager la situation internationale et de prendre les décisions qu'elle implique. Ensuite, inviter les groupes parlementaires de tous les pays neutres à prendre, dans l'intérêt de la paix, l'initiative d'une action auprès des gouvernements des divers Etats, en vue de négociations diplomatiques, pour aboutir à l'accord des gouvernements des 80 millions d'Européens qui ne sont actuellement pas en guerre, pour les engager à influencer les gouvernements en guerre, afin que ceux-ci mettent fin au combat des grandes puissances et envisagent les bases d'une paix durable répondant aux désirs des peuples.

Dans cette séance, où il fut question de la conférence des socialistes des Etats neutres, Platten fit la proposition « d'inviter au moins quelques camarades des Etats belligérants à titre d'invités ». Cette proposition fut repoussée à une grosse majorité et il fut décidé de n'inviter

[1] « Berner Tagwacht », 28 septembre 1914.
[2] Archives du Parti socialiste suisse.

que les neutres et de ne se charger que des tâches confiées au parti suisse par la conférence de Lugano.

Les réponses reçues des divers partis concernant le transfert provisoire du Bureau socialiste international en Suisse furent décevantes. Le parti français voulait maintenir le bureau à Bruxelles, les partis allemand, norvégien et danois étaient favorables à un transfert à Amsterdam. Les menchéviks russes et le Parti socialiste autrichien étaient pour un transfert à Amsterdam ou en Suisse. Le parti hollandais, par son président, Troelstra, avait déjà pris contact avec Huysmans pour le transfert à Amsterdam. Le parti italien maintint la décision de Lugano de transférer le bureau en Suisse. Greulich fit rapport d'un entretien qu'il avait eu à Genève avec Jean Longuet et Edgar Milhaud. Longuet avait déclaré que les socialistes français ne prendraient pas part à un congrès où seraient présents les socialistes allemands qui ont voté les crédits de guerre.

Le 22 octobre, le Comité directeur du Parti socialiste suisse décida d'écrire aux Hollandais pour leur communiquer que les socialistes suisses étaient d'accord que le siège de l'Internationale soit transféré à Amsterdam et de leur laisser le soin de choisir le lieu du congrès, Amsterdam ou Copenhague, en leur conseillant de n'y inviter que les neutres.

Au milieu de novembre, le Parti socialiste danois communiqua qu'une conférence des socialistes scandinaves et hollandais aurait lieu le 6 décembre 1914 à Copenhague. Les Suisses et les Américains y étaient invités en qualité d'observateurs.

Le Parti socialiste suisse répondit qu'il jugeait nécessaire d'inviter aussi le Parti socialiste italien et de donner aux observateurs des droits égaux à ceux des autres partis. Le parti suisse ne participa pas à cette conférence qui ne put se réunir que les 17 et 18 janvier 1915. Elle vota les résolutions suivantes que la « Bataille syndicaliste » de Jouhaux considéra comme une « plaisanterie »:

Résolution I

La conférence constate que le capitalisme, sous sa forme impérialiste et se manifestant par l'accroissement constant des armements, par la pratique sans scrupule d'une politique d'agrandissement et par

l'action d'une diplomatie secrète irresponsable, a fini par amener le monde à la catastrophe actuelle, prévue et annoncée par la social-démocratie.

Au moment même où l'humanité entière est remplie d'horreur par les dévastations et les massacres que cette guerre a multipliés, la conférence désire exprimer la ferme et vigoureuse volonté de paix qui existe dans les populations représentées à la conférence.

La conférence considère que le but principal de sa réunion est de fortifier la volonté publique qui, dans tous les pays, sans doute, réclame la fin de la guerre par une paix durable.

Elle se tourne donc, dans ce but, vers tous les ouvriers socialdémocrates et particulièrement vers ceux qui appartiennent aux pays belligérants, en s'appuyant sur les principes de la solidarité internationale et sur les sentiments de justice du prolétariat, proclamés par tous les congrès internationaux. Ceux-ci ont été fixés au congrès de Copenhague, en 1910, dans la résolution contre la guerre, obligeant les élus parlementaires à travailler:

a) à l'établissement de l'arbitrage obligatoire entre nations;
b) à la réduction des armements en vue d'aboutir au désarmement général;
c) à l'abolition de l'action secrète de la diplomatie et à l'établissement de la responsabilité des parlements en matière de politique étrangère;
d) à la reconnaissance du libre arbitre des peuples et à encourager leurs efforts contre les entreprises guerrières et l'oppression par la violence.

La conférence considère comme un devoir pour tous les partis socialistes de travailler à l'avènement prochain de la paix et de s'appliquer sérieusement et aussi vigoureusement que possible à la recherche des conditions de paix qui ne renfermeront aucun germe de guerres nouvelles et qui pourront servir de base au désarmement général et à la démocratisation de la politique internationale.

La conférence proteste contre la violation du droit international au préjudice de la Belgique et exprime l'espoir que la socialdémocratie de tous les pays belligérants s'opposera énergiquement à toute annexion violente contraire au libre arbitre des peuples.

La conférence affirme donc à nouveau les principes de l'Internationale et invite le Bureau socialiste international à réunir, aussitôt qu'il le jugera convenable, et au plus tard au début des négociations relatives à la paix, un congrès des partis socialistes pour délibérer sur les exigences que ceux-ci auront à formuler quant aux conditions de paix. C'est là une mesure nécessaire pour éviter que les conditions de paix ne soient fixées sans la collaboration des travailleurs et contre leur volonté.

La conférence invite donc les ouvriers de tous les pays à réunir leurs efforts en vue d'une paix prochaine.

La guerre universelle, avec toutes ses horreurs, n'a été possible que parce que les capitalistes détiennent encore le pouvoir. La conférence invite en conséquence les ouvriers à faire tous leurs efforts pour la conquête du pouvoir politique, afin d'écraser l'impérialisme et pour que la socialdémocratie internationale puisse accomplir sa mission émancipatrice des peuples!

Résolution II

La conférence engage la socialdémocratie des pays neutres à demander, par l'intermédiaire de ses représentants ou par tout autre moyen convenable, aux gouvernements de ces pays de considérer, séparément ou en commun, la possibilité d'offrir, avec chance de succès, leurs bons offices de médiation aux gouvernements des pays belligérants, en vue d'une paix prochaine et durable.

Résolution III

La conférence, ayant appris que cinq membres de la Douma russe, réunis pour rédiger un rapport pour la présente conférence, ont été arrêtés à cause de cet acte, exprime sa sympathie à ces cinq membres de notre parti et proteste énergiquement contre un tel procédé à l'égard de représentants qualifiés de la classe ouvrière. [1]

Cependant des semaines passaient et la guerre et ses massacres continuaient. Le 18 février 1915, le camarade italien Morgari, chargé d'une mission auprès de tous les partis, prenait part à une séance du Comité directeur du Parti socialiste suisse. Le procès-verbal rapporte la discussion suivante:

Morgari: Nos efforts tendent à la reconstitution de l'Internationale. Le Bureau international devrait être transféré en Hollande ou en Suisse, avec la tâche de rassembler les documents concernant la guerre et de maintenir la liaison entre les divers partis. L'actuel bureau ne fonctionne pas. La volonté de paix ne trouve actuellement aucune compréhension de la part des belligérants. Pourtant les partis socialistes de tous les pays devraient s'unir sur un seul mot d'ordre de paix. Un congrès des partis des pays neutres devrait discuter de ces

---

[1] Georges Karadjan, déjà cité, pp. 118-119.

questions. Un autre problème pour ce congrès serait: comment empêcher une extension de la guerre.

Sigg: Si Morgari entre en relation avec le Bureau international, il devrait lui dire qu'on regrette son manque de travail. Le bureau n'a jusqu'à présent publié aucune déclaration, ni fait allusion à la possibilité d'un congrès de tous les partis. Morgari devrait lui dire que le désir du Comité directeur du parti suisse est qu'il fasse une enquête auprès des partis socialistes de tous les pays et que cela ne soit pas ajourné au moment de la conclusion de la paix.

Studer combat l'opinion des membres du Comité directeur qui jugent prématuré un congrès... Les camarades des pays neutres doivent tout d'abord s'entendre. Cette entente est facile. Nous, les neutres, déclarons : nous restons unis, *nous formons la nouvelle Internationale.* Alors les autres, avec le temps, adhéreront et se retrouveront... Le commencement de l'entente ne doit pas être renvoyé au moment de la conclusion de la paix. [1]

Le 22 février, le Comité directeur décida de soutenir la mission de Morgari, comme conséquence des décisions de Lugano. Morgari représentera aussi le Parti socialiste suisse, qui avait déjà décidé, en janvier, de ne plus payer de cotisations à l'Internationale pour l'année 1915.

Les démarches faites par le parti italien et le parti suisse pour obtenir la réunion du Bureau socialiste international et la convocation d'une conférence des socialistes de tous les Etats neutres n'eurent aucun succès. Le secrétariat international, transféré à La Haye, refusa de prendre aucune initiative pour faire respecter les décisions des congrès.

L'échange de correspondance entre le Parti socialiste suisse et le secrétaire de l'Internationale, Camille Huysmans, est caractéristique à cet égard; en date du 6 mars 1915, le Comité directeur du Parti socialiste suisse lui adressait la lettre suivante, signée de son secrétaire, Fritz Platten:

Le Parti socialiste suisse m'a chargé de vous communiquer que nous sommes d'accord avec votre proposition de transfert provisoire du secrétariat à La Haye. Nous nous permettons, à cette occasion, d'adresser quelques mots au bureau.

Comme vous le verrez par la lettre ci-jointe du parti suisse au camarade Morgari, secrétaire du parti italien, nous pensons que le moment est venu, pour le Bureau socialiste international, de déployer

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

une plus grande activité, dans le but de rassembler l'Internationale. Il nous semble qu'une séance élargie du bureau devrait être envisagée. Nous sommes d'avis que le socialisme ne peut pas rester plus longtemps passif devant les événements de la guerre, et qu'il faudrait réunir une conférence pour s'entendre, les partis socialistes dans les divers pays ne devant plus être, une fois encore, surpris par les événements et ne pas se montrer à la hauteur de la situation. Nous convenons volontiers que ce plan se heurte à de grosses difficultés et que peut-être une séance plénière du bureau est même impossible actuellement. Mais une conférence des partis des pays qui ne participent pas activement à la guerre jusqu'à présent nous paraît possible. Des tentatives de rassembler une telle conférence ont été faites par les Scandinaves, comme aussi par le parti suisse, malheureusement sans aboutir à un résultat satisfaisant — avant tout parce que la convocation à une conférence des neutres n'a pas été faite par une autorité reconnue, en partie peut-être aussi parce que des doutes existaient quant à l'impartialité de la conférence. Le fait que les efforts de réunir une telle conférence aient été faits en même temps par les Scandinaves et les Suisses a aussi été préjudiciable. Ainsi s'est créée une situation peu claire qui a nui aux réponses des partis sollicités. De notre côté, nous ne voulons pas prendre l'initiative, mais nous avons un grand espoir de succès si l'Exécutif du Bureau international, qui y est parfaitement autorisé, fait la convocation.

On juge de façon très diverse la valeur d'une conférence des neutres. Nous pensons qu'elle serait d'une importance qu'il ne faut pas sous-estimer, car elle signifierait la résurrection de la solidarité internationale; elle pourrait peut-être contribuer à renforcer la volonté de lutte des partis dans les pays dont les partis participeront vraisemblablement encore aux opérations de guerre.

Cher camarade Huysmans, vous comprenez bien que nous sommes exempts de tout jugement à l'égard d'un quelconque des partis frères et que tout notre effort tend à discuter des moyens efficaces pour empêcher que de nouveaux Etats soient entraînés dans la terrible guerre mondiale, et à voir comment on pourrait exercer une influence sur les camarades des pays belligérants, pour les unir maintenant sur un programme commun. La tentative de réunir les camarades français, anglais, allemands et autrichiens pour les engager à prendre une attitude commune à l'égard de la guerre nous a paru jusqu'à présent une utopie à rejeter, parce que la répercussion psychologique de la guerre et l'attitude des partis socialistes dans les divers pays sont telles qu'une entente réciproque nous paraissait totalement exclue. Nous ne pouvons admettre que les passions soient à tel point exacerbées qu'une réflexion sensée soit entièrement exclue. Mais nous constatons aussi que les gouvernements bourgeois réussissent à déployer une activité fébrile pour exciter l'opinion publique, mais ne cessent de penser aux condi-

tions de paix. Des contradictions qui pourraient conduire à un incendie mondial ne sont pas pour eux une raison de ne pas avoir en vue, constamment, un arrangement réciproque. Si la guerre actuelle, comme nous le jugeons probable, ne conduit pas à la destruction de l'un ou l'autre des partis en guerre, les capitalistes chercheront n'importe quelle solution au conflit, grâce à l'excellent instrument que sont pour eux leurs gouvernements. Il n'existe pas de conflits sérieux entre les prolétaires des divers pays. Ils ne manifestent actuellement leur esprit de sacrifice que parce qu'ils sont trompés et qu'ils considèrent la guerre du point de vue de la défense nationale; ils ne peuvent naturellement pas en déceler — du moins en ce qui concerne la masse — le vrai caractère. La paix ouvrira bien des yeux. Mais ce sera bien pire si les gens doivent alors se convaincre que le socialisme, avec ses chefs prestigieux, a été complètement aveugle devant les événements historiques. L'attitude du parti, dans les pays belligérants, nous a enlevé bien des illusions; mais nous espérons quand même qu'une entière défaillance du parti pourra être évitée si nos camarades contribuent, par leur attitude, à mettre fin à la guerre et à fixer les conditions de paix.

Cher camarade, ayez la bonté de nous communiquer, par écrit, l'opinion du Comité exécutif actuel sur toutes les questions posées. Nous vous assurons, camarade, que nous sommes toujours prêts à faire tout ce qui est susceptible de renouer les liens de l'internationalisme. [1]

A cette lettre du 6 mars 1915, le Bureau socialiste international ne répondit pas. C'est pourquoi le Comité directeur du parti suisse décida de convoquer le Comité central pour prendre lui-même une initiative. Le Comité central se réunit le 28 mars 1915. Après avoir entendu un rapport sur les démarches entreprises, il discuta de l'action à mener. Grimm s'exprima d'une façon très nette:

Nous ne devons pas oublier qu'il ne s'agit pas seulement d'une tâche du Comité directeur, mais d'un devoir de toute la classe ouvrière, des principes du socialisme. Plus la guerre dure, plus se détériorera aussi la situation dans chaque pays. Les camarades des pays neutres veulent et doivent respecter les décisions des congrès internationaux. Devons-nous peut-être nous laisser confondre par les femmes des pays en guerre qui commencent à manifester publiquement ? Devons-nous renier tout notre passé? Pensons aussi à la propagande dans les tranchées, aux manifestations de Noël. Les neutres doivent ensemble engager la lutte de classe quand les belligérants ne parlent que de tenir.

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

Je propose qu'une conférence des neutres soit immédiatement convoquée dans le but d'appliquer les décisions de Lugano. Si le Bureau international ne veut pas le faire, notre Comité directeur se mettra à la tâche.

Greulich ajouta:

La conférence des neutres doit être convoquée maintenant, sinon ce sera trop tard. L'Italie et la Roumanie le désirent ardemment.
En avant!

Le Comité central décida, par 16 voix contre 10, de proposer au Bureau socialiste international, à La Haye, de convoquer le Bureau international élargi au plus tard pour la fin d'avril. Si le Comité exécutif ne donnait pas suite à cette proposition, le Comité directeur du Parti socialiste suisse convoquera, à la fin d'avril, en Suisse, une conférence des partis socialistes des pays neutres. Les convocations, dans ce cas, seront faites directement.[1]

Le 29 mars, le Comité directeur du PSS écrivait de nouveau au Bureau socialiste international pour lui communiquer la décision du Comité central. Voici le texte de cette lettre:

Vous avez pris connaissance de notre volonté d'agir en faveur de la paix par l'envoi de la lettre d'accompagnement, datée du 26 février 1915, remise au camarade Morgari, secrétaire du groupe parlementaire italien, lettre que nous avons communiquée aux comités centraux des organisations adhérentes au Bureau socialiste international, et par notre lettre du 6 mars au camarade Huysmans. Nous avons souligné dans cette lettre que notre parti est prêt à accepter la convocation du Bureau international élargi, si une rencontre des représentants des partis est désirée.

Nous nous sommes vus contraints d'envisager à nouveau cette affaire par une lettre du camarade Rakovsky (Roumanie) et par la copie d'une lettre du Parti socialdémocrate ouvrier de Bulgarie adressée au Bureau socialiste international (18 mars 1915).

Le camarade Rakovsky exprime dans sa lettre son accord avec nos décisions et nos suggestions; il approuve la convocation d'une conférence des neutres et propose que cette conférence ait lieu en Suisse. Nous vous envoyons ci-joint copie de cette lettre.

Nous sommes d'accord avec la demande du Parti socialdémocrate ouvrier de Bulgarie, que le Bureau socialiste international prenne

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

énergiquement et résolument l'initiative, pour mettre fin à la guerre et pour réunir au plus vite l'Internationale divisée.

Morgari (Italie) demandait que la Suisse prenne l'initiative d'une conférence des neutres.

Nous avons discuté longuement les propositions concernant la voie à suivre. Dans notre lettre du 6 mars, nous vous avons exprimé notre avis, tout en vous laissant la liberté de choisir la voie appropriée.

Par les lettres de Roumanie et de Bulgarie, nous nous voyons contraints de vous faire une proposition.

Nous vous proposons:

Le Parti socialiste suisse demande instamment au Bureau socialiste international d'adresser une convocation aux délégués du Bureau socialiste international pour la fin d'avril. La séance devrait avoir lieu en Suisse pour permettre à tous les délégués d'y participer sans passer par un pays ennemi.

Nous ne voulons rien négliger qui puisse aboutir à une conférence convoquée par une autorité compétente. La séance du Comité central du 28 mars 1915 a chargé le Comité exécutif du Parti socialiste suisse de vous demander de réunir une séance du bureau sans consulter préalablement les divers partis pour savoir s'ils désirent une séance ou s'ils y participeront; il veut, en réalité, provoquer une décision du Comité exécutif sur une séance du bureau, ou, éventuellement, sur une conférence des pays neutres. Nous attendons votre réponse jusqu'au 7 avril.

Le secrétaire: *Robert Platten.* [1]

A cette proposition formelle, Troelstra répondit par télégramme, en date du 31 mars, en ces termes:

La Haye (Sgravenhage) — Faehndrich — Wiedingstrasse 42, Zurich.

Votre lettre du 6 mars restée sans réponse à cause de l'absence de Huysmans. Notre comité occupé depuis longtemps à réunir les partis. Se heurte jusqu'ici à l'opposition des Français. Vous demandons de ne pas contrecarrer notre action. Considérons conférence des neutres inopportune. Vous laissons cependant agir selon votre idée. Désirable en tout cas demander aussi l'opinion des belligérants. Morgari n'a pas été ici.

Troelstra. [1]

C'est tout ce que le Bureau socialiste international eut à répondre aux nombreuses propositions de réunir une séance du bureau. Devant

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

cette carence complète et devant cette évidente mauvaise volonté du bureau à répondre aux lettres et propositions qui lui étaient faites, le Comité directeur constata, le 22 avril, que le bureau n'avait pas répondu à sa proposition et décida de convoquer lui-même tous les neutres à une conférence, le 30 mai, à Zurich.

Greulich proposa comme sujet de la conférence « l'action des partis socialistes des Etats neutres pour la paix ».

Le 26 avril, le Comité directeur du Parti socialiste suisse envoyait aux partis socialistes des Etats neutres l'invitation suivante:

Chers camarades,

Depuis que la guerre a éclaté, nous nous sommes constamment efforcés d'obtenir une entente entre les nations belligérantes. Au début de la guerre, une conférence a eu lieu à Lugano, à laquelle les camarades italiens et suisses étaient représentés. On parvint, à cette occasion, à éliminer tous les malentendus entre les camarades de ces deux pays. En même temps, l'attitude de ces deux partis pour l'avenir fut fixée dans une résolution. Du point de vue international, cette conférence ne fut pas sans importance. Si la conférence que nous préparons pour les partis des pays neutres parvenait à des résultats analogues et réussissait à obtenir une attitude précise par les partis des divers pays, une partie des résolutions des congrès socialistes internationaux de Stuttgart et de Bâle serait respectée et ainsi un service inappréciable serait rendu au prolétariat et à l'Internationale socialiste. Plus les partis des pays neutres seront représentés et plus considérable sera l'importance de la conférence.

Cette conférence aura lieu le 30 mai 1915, à Zurich.

Nous invitons les partis socialistes de tous les pays neutres à y envoyer des délégués. Les délégations se font conformément au règlement du Bureau socialiste international. Le mode de représentation et de votation sera fixé comme d'habitude. Nous adressons cette invitation aux camarades de tous les pays neutres en les priant de ne se faire aucun souci sur le but de cette réunion qui a lieu sur le désir ardent des partis frères d'Italie, de Roumanie et de Bulgarie.

Le Comité central du parti a chargé le Comité directeur du Parti socialiste suisse de prier le Bureau socialiste international à La Haye de convoquer, si possible tout de suite, une séance du bureau élargi. Nous avons déclaré que si, pour n'importe quelle raison, notre demande ne pouvait être acceptée, nous nous permettrions de convoquer nous-mêmes une conférence des pays neutres. Le Bureau socialiste international à La Haye n'a pas été en état, dans le délai de dix jours que nous lui avions donné par télégramme, de nous donner réponse.

Nous pouvons communiquer aux partis frères que les camarades

d'Italie, de Roumanie et de Bulgarie ont promis leur participation. Il est très probable que les Etats-Unis se feront représenter aussi. Une conférence bien fréquentée des pays neutres sera d'une grande importance.

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse a décidé de ne soumettre à la discussion que le sujet suivant: l'action des partis socialistes des pays neutres pour la paix.

Prière d'envoyer les suggestions et propositions des partis frères au secrétariat suisse, Wiedingstrasse 42, Zurich 3. — Télégrammes: Faehndrich-Zurich.

Salutations empressées.

Le vice-président: *Le secrétaire:* [1]

Le 17 mai, le Comité directeur du Parti socialiste suisse envoyait la lettre suivante au secrétaire de l'Internationale socialiste, pour souligner que cette conférence était convoquée dans le cadre de l'Internationale:

Au Bureau socialiste international à La Haye.

Cher camarade Huysmans,

Nous n'avons pas encore reçu de réponse à notre télégramme et à notre lettre du 29 mars. Nous ne savons comment interpréter ce silence et nous désirons beaucoup que vous nous informiez après coup des discussions suscitées par notre télégramme et par notre lettre. Un télégramme du camarade Troelstra, daté du 31 mars, répondait à notre lettre du 6 mars. Il nous communiquait que la convocation du Bureau socialiste international élargi était impossible à cause de l'opposition des camarades français et que nous étions libres de prendre l'initiative de convoquer une conférence des neutres. La copie de votre lettre au camarade Dubreuilh, secrétaire du parti français, nous a bien orientés sur la position du Comité exécutif, mais nous désirerions cependant que vous répondiez à nos lettres du 6 et du 29 mars.

Nous avons convoqué, par lettre du 26 avril, les partis des pays neutres à une conférence fixée au 30 mai à Zurich. Les partis d'Italie, de Roumanie et de Bulgarie avaient déjà donné leur accord pour cette conférence avant le 26 avril et nous espérons parvenir à convaincre les autres pays neutres d'y participer. Si vous n'y voyez pas d'inconvénients, nous serions heureux que vous encouragiez les partis de Suède, de Norvège, du Danemark et de Hollande à participer à cette conférence.

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

Le parti italien, par son attitude courageuse, a lutté avec succès contre les interventionnistes italiens et il nous paraît important de fortifier le parti italien dans son attitude par une résolution de la conférence. Notre initiative est conforme aux décisions des congrès internationaux de Stuttgart et de Copenhague et nous espérons que la réunion des neutres aura aussi une forte répercussion sur les camarades des pays en guerre.

Nous vous prions de surmonter vos réserves formelles et de collaborer avec nous à la réussite de la conférence en recommandant aux partis frères des pays neutres d'y participer. [1]

Le Parti socialiste suisse, soucieux de rester dans le cadre de l'Internationale, avait tenu tous les partis affiliés au courant de ses efforts. Le Parti socialiste italien ayant décidé d'envoyer le camarade Morgari en mission auprès des partis des Etats belligérants et des Etats neutres, le Parti socialiste suisse confia à Morgari le mandat de parler aussi en son nom et envoya, le 26 février, la lettre suivante à tous les partis affiliés au Bureau socialiste international:

Chers camarades,

Soucieux de remplir les devoirs imposés par les décisions des congrès socialistes internationaux selon lesquelles notre parti est tenu de faire tout ce qui lui paraîtrait opportun pour réduire la durée de la guerre et pour défendre énergiquement les intérêts ouvriers, le Comité directeur du parti suisse s'efforce, depuis la déclaration de la guerre, de maintenir ses relations internationales avec les partis des pays neutres et de développer d'une manière encore plus cordiale et réciproque les rapports amicaux qui l'unissent aux partis frères. C'est avec regret que nous constatons que les partis des pays belligérants ont complètement interrompu leurs relations et ne peuvent se décider à prêter la main à un rapprochement. Nous croyons accomplir un acte de pure solidarité prolétarienne en ne cessant pas les tentatives de transformer la situation actuelle. Au début de la guerre déjà, nous nous sommes efforcés de maintenir d'étroites relations avec notre organisation voisine, le parti italien. Un congrès a eu lieu à Lugano et il en résulta une entente complète entre les camarades italiens et nous. Nous nous appliquons à rechercher toutes les possibilités de resserrer les liens entre les partis des pays neutres. Nous nous efforçons également d'obtenir un rapprochement entre les partis des pays belligérants, afin de pouvoir agir en commun pour la réalisation d'une paix prochaine et, peut-être, de formuler aussi les revendications socialistes

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

lors de la conclusion de la paix. Pour diverses raisons, les communications par lettre ne paraissent pas conduire au but désiré; c'est pourquoi nous sommes parfaitement d'accord que le parti italien charge le camarade *Morgari*, membre du comité du parti italien et secrétaire du groupe parlementaire italien, de rendre visite aux partis frères des Etats européens, afin d'apprendre sur quelle base nos efforts pourraient être couronnés de succès. Au cours de pourparlers avec le camarade Morgari, le Comité directeur suisse a discuté mûrement la mission du camarade Morgari et est tombé d'accord avec le parti italien sur les points que voici:

1. Le moment est venu de tenir un congrès des pays neutres et de charger le camarade Morgari d'en assurer la réussite. Quant à l'ordre du jour et au lieu du congrès, le camarade Morgari prendra en considération les vœux des partis frères.
2. Si la convocation du Bureau socialiste international élargi était désirée et qu'une délégation des partis des pays belligérants puisse être obtenue, nos vœux seraient ainsi exaucés.
3. Notre parti participerait aussi de toutes ses forces à la réalisation d'une rencontre spéciale des camarades des pays belligérants.

Chers camarades, nous savons bien que nos efforts rencontreront des difficultés; malgré cela, convaincus de servir la cause du prolétariat, nous croyons qu'il n'est pas impossible d'organiser de telles rencontres, dont il ne faut pas déprécier l'importance.

Nous accompagnons la mission de Morgari de vœux ardents et souhaitons que son voyage soit couronné de succès.

Au nom du Parti socialiste suisse:

Le président: *Dr Studer.*

Le secrétaire: *Fritz Platten.*[1]

Le parti suisse reçut du Parti socialiste français une réponse qui démontre sa grande responsabilité dans la paralysie du Bureau socialiste international. Dubreuilh, secrétaire de la SFIO, écrivait le 15 avril 1915:

Citoyen Faehndrich, secrétaire du Parti socialiste suisse,

Notre Commission administrative permanente, à la séance du lundi 12 avril, a pris connaissance de la circulaire du Bureau socialiste international et du télégramme du citoyen Troelstra que vous nous aviez communiqués, comme à toutes les autres sections de l'Internationale sans doute, à la date du 30 mars.

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

A la suite de son examen, la commission a pris un ordre du jour adressé au Comité exécutif du Bureau socialiste international et dont il a été décidé que je vous enverrais également copie.

Voici le texte de cet ordre du jour:

« Par une décision du Parti socialiste suisse, la Commission administrative permanente a été saisie de nouvelles propositions tendant à une convocation du Bureau socialiste international ou à une réunion des sections socialistes des pays neutres.

» La Commission administrative permanente représentant un parti dont la nation est belligérante n'a rien à dire quant à une réunion des sections des pays neutres. Par contre, elle estime de son devoir de vous rappeler qu'elle s'est prononcée déjà et continue à se prononcer contre une réunion, en ce moment, du Bureau socialiste international qui, dans l'état présent des choses, irait à l'encontre même du but que se proposent les initiateurs les mieux intentionnés.

» Elle s'élève en outre contre les suggestions à cet égard de la section suisse qui engage le Comité exécutif du Bureau socialiste international à convoquer d'office une réunion de ce dernier, sans consultation préalable des sections intéressées et sans leur acceptation. Une convocation de cette sorte serait sans valeur, puisque faite en violation du règlement qui prévoit qu'aucune réunion ne peut avoir lieu sans l'assentiment formel de toutes les sections appelées par avance à se prononcer.

» Nous sommes donc assurés que le Comité exécutif du Bureau socialiste international ne s'est pas associé et ne s'associera pas à une convocation dans ces conditions. »

Recevez, cher citoyen, nos fraternelles salutations.

(signé) *Louis Dubreuilh,* secrétaire. [1]

La convocation lancée par le parti suisse à tous les partis socialistes des Etats neutres en vue d'une conférence des neutres ne trouva aucun écho. A l'exception des partis roumain, bulgare et italien qui avaient promis leur participation, les réponses furent négatives, en particulier celles des partis scandinaves et du parti hollandais qui s'étaient déjà réunis à Copenhague en janvier, et qui déclinèrent l'invitation. La raison de leur refus est identique. La voici, exprimée clairement dans la réponse du Parti ouvrier norvégien:

Des délégués de notre parti ont aussi participé à une conférence à Copenhague dont le but était le même et où les revendications en faveur de la paix admises par tous les socialistes ont été formulées.

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.

La conférence de Copenhague s'est prononcée pour que le Comité exécutif du Bureau socialiste international convoque une conférence socialiste de paix quand les circonstances le permettront.

Nous estimons que nous devons nous en tenir à cette décision et que nous ne pouvons pas participer à une conférence, sinon à celle qui sera convoquée par le Bureau socialiste international.[1]

Le Parti socialiste des Etats-Unis demandait le renvoi de la conférence et le parti italien annonçait que la situation très grave de l'Italie — le gouvernement avait décidé l'entrée en guerre de l'Italie — l'empêchait d'envoyer une délégation à la conférence de Zurich.

D'autre part, la réponse de Camille Huysmans, dont le Comité directeur prit connaissance dans sa séance du 14 mai, était nettement négative.

En ce qui concerne la réunion du bureau, nous sommes toujours d'avis que nous ne pouvons pas décider définitivement de l'opportunité d'une telle réunion avant que nous ayons reçu et entendu au moins séparément les délégations des partis affiliés des pays en guerre. Tant que la France maintient son point de vue à ce sujet, il me paraît que le Comité exécutif ne peut pas convoquer le bureau...

... De même, nous sommes d'avis que le Comité exécutif peut difficilement convoquer une conférence des neutres. Sans doute, le secrétaire pourrait participer en qualité d'invité à une telle réunion, comme il a pris part à la conférence de Londres[2] et comme il eût désiré participer à la conférence de Copenhague. Mais l'Exécutif peut-il organiser des conférences de quelques partis pendant un conflit intéressant la totalité des organisations affiliées? Nous préférons renvoyer notre action à plus tard.

Devant cette situation, le Comité directeur du Parti socialiste suisse convoqua une séance du Comité central en lui proposant de renoncer à la mission qu'il avait acceptée à Lugano, soit pour la convocation du Bureau de l'Internationale, soit pour la réunion d'une conférence des partis des Etats neutres. La fidélité à l'Internationale aboutissait à l'inaction.

Le Parti socialiste suisse avait cependant préparé un projet de résolution pour la conférence de Zurich, qui reflète sa position à ce moment:

---

[1] Archives du Parti socialiste suisse.
[2] Conférence des socialistes des Etats belligérants de l'Entente.

Projet de résolution pour la conférence internationale des neutres

I

La conférence des partis des pays neutres affiliés au Bureau socialiste international, réunie à Zurich le 30 mai 1915 et jours suivants, maintient la décision des congrès internationaux de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle (1912).

(Suit la citation déjà mentionnée de ces congrès.)

II

En conséquence, la conférence considère que le devoir des partis socialistes des pays neutres est:

1. De lutter par tous les moyens pour que leurs pays maintiennent leur neutralité;

2. D'inviter leurs gouvernements, par leurs députés aux parlements ou par des délégations spéciales, d'entreprendre des démarches communes avec les autres gouvernements neutres pour inciter les pays en guerre à suspendre prochainement les hostilités et à engager des pourparlers de paix;

3. De réclamer la participation des gouvernements neutres aux pourparlers de paix, afin de défendre leurs intérêts propres et d'exercer leurs bons offices en vue de l'entente entre les gouvernements en guerre.

III

La conférence adresse aux partis des pays en guerre un fraternel avertissement:

— de lutter par tous les moyens efficaces en faveur d'une fin rapide de l'effroyable bain de sang, en réclamant un armistice et l'ouverture de négociations de paix;
— d'oublier les faiblesses et les fautes des partis frères des autres pays et de se rapprocher. L'avenir immédiat et les démarches en faveur de la paix rendent plus nécessaire que jamais une entente fraternelle et un effort commun pour que la paix ne soit pas seulement un armistice avec de nouveaux effroyables sacrifices en faveur de nouveaux armements.

IV

La conférence considère que les principes suivants constituent la *base d'une paix durable*:

1. *Aucune annexion violente de territoires.* Si un Etat revendique un territoire occupé ou une compensation territoriale, la population

de ce territoire sera consultée. Elle devra se prononcer par une votation populaire libre et secrète sur les deux questions suivantes:
— Voulez-vous former un Etat indépendant?
— Voulez-vous adhérer à... (tel ou tel) Etat?

Au cas où les deux questions seraient acceptées, la plus grande majorité décide.

2. *Création des Etats-Unis d'Europe,* une confédération d'Etats avec une administration commune des affaires étrangères, un gouvernement fédéral et un parlement. *Interdiction de toute alliance séparée, ententes et accords secrets,* en particulier *de tout traité secret.* Garantie des droits et libertés politiques et du droit de coalition des ouvriers. Autonomie administrative de toutes les nationalités. Abolition de toutes les barrières douanières entre les Etats. Libre accès des personnes et des marchandises à la mer. Neutralisation des détroits. Interdiction du droit de prise. Organisation d'une cour de justice suprême pour résoudre définitivement tous les conflits entre Etats et pour sauvegarder les libertés des citoyens.

3. *Désarmement général* après avoir fixé des contingents déterminés en soldats, en matériel de guerre et en vaisseaux de guerre pour chaque Etat. *Interdiction des armées permanentes.* Armées de milices avec un temps réduit de service militaire et exécution de grands travaux d'intérêt international. Raser toutes les fortifications à l'intérieur de la confédération d'Etats. Monopole de la fabrication des armes, du matériel de guerre et des munitions réservé à la confédération d'Etats.

4. *Monopole du système bancaire pour le financement d'entreprises dans le pays et à l'étranger.* Monopole de cette banque pour l'émission des billets de banque. Caisse d'amortissement des dettes pour libérer le sol de tous les pays et pour amortir toutes les dettes d'Etat.

5. *Remise des colonies et protectorats extraeuropéens à la confédération d'Etats jusqu'au moment où leurs peuples déclareront leur indépendance* dans des votations populaires libres et générales. Tous les membres de la confédération d'Etats jouiront d'un droit égal de commerce et de circulation dans ces pays jusqu'à leur indépendance.

6. *Traités de réciprocité avec les Etats extraeuropéens* pour l'établissement, l'égalité des droits devant la loi, l'industrie et le trafic. Organisation d'un *tribunal arbitral mondial* pour trancher définitivement *tous* les conflits entre ces Etats et les Etats-Unis d'Europe.

La conférence adresse à tous les partis frères son salut fraternel et espère les voir très prochainement fraternellement unis pour restaurer l'Internationale en vue d'un effort commun. [1]

---

[1] Archives du PSS.

Le Comité central du Parti socialiste suisse, réuni le 22 mai, ne put que prendre acte de l'échec de ses tentatives et décida d'abandonner ses efforts.

Grimm et la gauche du parti, avec le président Studer, le secrétaire Fritz Platten et le rédacteur Vogel, de Berne, ne voulaient pas abandonner l'effort. Les nouvelles des pays en guerre démontraient que partout des minorités grandissantes luttaient contre la guerre et contre la politique d'union sacrée, pour les principes de l'Internationale. Il fallait réunir tous ces camarades pour une lutte commune contre la guerre. Grimm en fit la proposition au Comité central du 22 mai:

La tentative d'aboutir à une entente entre les partis officiels de l'Internationale devait nécessairement échouer parce que les socialistes gouvernementaux ont abandonné la lutte de classe. Une entente avec eux n'est par conséquent ni désirable ni possible. Il faut s'efforcer de convoquer en Suisse une conférence des groupes d'opposition des divers Etats en guerre, pour assurer à ces groupes le plus complet appui.

Greulich s'opposa à cette idée:
Le parti — dit-il — ne peut convoquer des groupes d'opposition. On ne peut le faire que par une initiative privée. La prochaine réunion de l'Internationale, si elle doit être importante, ne peut se faire par groupes, mais doit être réalisée par une entente avec les partis frères.

Pflüger communiqua que l'on a appris que Grimm aurait fait aux Italiens une nouvelle proposition concernant une conférence des socialistes opposés à la guerre, mais que le parti italien n'aurait pas pris position.

Sigg s'opposa à la proposition de Grimm.

Grimm: En ce qui concerne mes pourparlers avec les camarades italiens, je puis dire que le camarade Morgari est venu me voir à Berne. Il avait la tâche d'envisager s'il était possible d'organiser une conférence des groupes d'opposition. Le Bureau socialiste international est aujourd'hui l'otage des Français. Morgari a eu, à Paris, un entretien avec les camarades russes et polonais et en Italie avec les membres du Comité central. Tous sont d'accord pour convoquer en temps opportun une conférence des partis et des groupes d'opposition en Suisse. En ce qui concerne l'Internationale, on peut avoir telle ou telle opinion. D'une déclaration du camarade Rakovski, il ressort que la socialdémocratie, si elle accomplissait son devoir fixé par les congrès

de Stuttgart, de Copenhague, etc., pourrait contribuer largement à mettre fin à la guerre. Il a déclaré que la guerre balkanique a pris fin au moment où les socialistes ont fait grève dans les tranchées et proclamé l'idée de la lutte de classe.[1]

Le Comité central du parti suisse n'accepta pas la proposition de Grimm et, par conséquent, ne prit pas une part directe à la préparation de la conférence de Zimmerwald. Par contre, le Parti socialiste italien, dont le pays était entré en guerre et qui n'avait plus d'intérêt à une conférence des pays des Etats neutres, mais bien davantage à une réunion des socialistes restés, dans tous les pays, fidèles à l'internationalisme et luttant dans leur pays contre la guerre et contre l'union sacrée, prit l'initiative de réunir une telle conférence en Suisse. Grimm avait non seulement maintenu d'étroites relations avec Morgari et avec les socialistes italiens, il avait encore fait un voyage à Paris en janvier 1915 et pris des contacts avec le groupe d'opposition en France réuni autour de la « Vie ouvrière » et les groupes russes et polonais de Paris rassemblés autour du journal russe « Naché Slovo ».

Berne devenait le centre de la vie internationale. Il existait, dans le Parti socialiste suisse, une rivalité entre Zurich, où se trouvait la vieille garde du parti, avec Greulich, et Berne, où une génération plus jeune et remuante était influencée par Robert Grimm, rédacteur du quotidien du parti, la « Berner Tagwacht ».

Cependant, avant que ne soit convoquée la conférence de Zimmerwald, deux conférences internationales eurent lieu à Berne, la conférence des Femmes socialistes et celle des Jeunesses socialistes. Elles ont démontré que l'opposition à la politique de guerre grandissait dans tous les pays et que cette opposition cherchait à renouer les liaisons internationales détruites par la guerre et à concentrer une action commune contre la guerre et pour une renaissance de l'Internationale.

C'est Clara Zetkin, en Allemagne, secrétaire internationale des Femmes socialistes, qui s'efforça, en collaboration avec Henriette Roland-Holst, en Hollande, et avec les femmes socialistes de ce pays, de renouer les relations socialistes internationales. Les lettres reçues d'Autriche, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et de France permet-

---

[1] Procès-verbaux du Comité central du PSS.

taient de constater que les femmes étaient moins contaminées par le virus nationaliste que les hommes et qu'elles n'avaient pas perdu l'esprit de solidarité qui les animait avant la guerre.

Clara Zetkin convoqua une conférence des Femmes socialistes à Berne. Elle eut lieu les 25, 26 et 27 mars 1915. Vingt-huit déléguées de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Russie, d'Italie, de Hollande, de Pologne et de Suisse étaient présentes. Seule une Française était parmi elles: Louise Saumoneau. La conférence admit une résolution que la délégation russe, bolchévique, refusa cependant de voter, en quittant la conférence. Pour les Russes, la résolution n'était pas assez nette dans la condamnation des socialistes qui avaient voté les crédits de guerre et dans la nécessité de constituer une nouvelle Internationale.

La résolution votée par cette conférence affirme ce qui suit:

La cause de la guerre actuelle est le capitalisme impérialiste. Elle a été amenée par la concurrence économique des classes gouvernantes et exploitrices des différents pays qui luttent pour étendre leur exploitation et leur domination au-delà des frontières de chaque nation, cherchant en même temps de consolider à jamais, par ce moyen, leur pouvoir sur les peuples de leur propre pays.

De plus, les intérêts de la finance internationale et des fournisseurs de l'armée créent la convoitise de la guerre et contribuent ainsi à la faire déclarer.

C'est l'histoire seule qui dira la part de responsabilité des gouvernements et de la diplomatie de chacun des grands pays.

Cette guerre mondiale, qui dure depuis huit mois, a détruit d'immenses richesses, des trésors de culture et de civilisation. Elle a amoncelé des hécatombes de vies humaines et foulé aux pieds ou déshonoré les meilleures conquêtes et les idéals les plus élevés de l'humanité.

A son début, elle brisa le droit des peuples, ce qui amena, pour la petite Belgique neutre, la plus affreuse des catastrophes.

Elle menace maintenant d'épuiser complètement tous les peuples en guerre et de détruire toutes les forces socialistes, l'expression du développement futur de ces pays.

Cette guerre est surtout en complète contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière des pays belligérants et aussi des pays neutres.

Sous le couvert du mot d'ordre faux et trompeur de « devoir patriotique » pour la défense des intérêts de la patrie, la guerre prend le bien et la vie des travailleurs et fait que leur dévouement, leur énergie, leur ardeur infatigable dans la lutte sont dépensés pour les intérêts capitalistes. C'est ainsi que les meilleures forces de la classe ouvrière sont mises au service des classes gouvernantes.

Ce même mot d'ordre unit les prolétaires des pays belligérants avec leurs exploiteurs et maîtres, en même temps qu'il les désunit internationalement d'avec leurs frères d'au-delà des frontières.

La guerre substitue à la « lutte de classe » pour l'amélioration du sort des travailleurs et leur libération future, l'union des classes, le « bloc national » et à la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays la désunion internationale et le fratricide.

Elle sépare les peuples, non seulement par les fleuves de sang qui coulent des champs de bataille, mais aussi par le déchaînement des haines hideuses, des calomnies, des accusations que soulève et entretient un misérable et bas chauvinisme, déshonneur et honte de toutes les nations.

La guerre mondiale paralyse et corrompt « la lutte de classe » du prolétariat à l'intérieur de chaque pays et rend difficile, sinon impossible le mouvement national contre l'ennemi mortel: le régime capitaliste. Elle lie et enchaîne la classe ouvrière, l'arrête dans l'accomplissement de sa grande mission historique: la libération du prolétariat par le commun effort du prolétariat du monde entier.

Pour toutes ces raisons, la conférence internationale des Femmes socialistes déclare la guerre à la guerre.

Elle veut qu'il soit immédiatement mis fin aux horreurs des tueries entre les peuples. Elle veut une paix sans annexion, sans conquête, reconnaissant le droit à l'autonomie de toutes les nationalités, si petites soient-elles et sans conditions humiliantes ou insupportables pour aucun des pays belligérants.

Une paix telle qu'elle établira les conditions nécessaires pour que le prolétariat se détourne du nationalisme bourgeois, que les partis socialistes et les organisations ouvrières puissent reprendre en toute liberté la « lutte de classe », s'unir en phalanges serrées, en pleine conscience de leur but, autour du drapeau rouge du socialisme international.

La conférence internationale des Femmes socialistes est convaincue que seule la volonté inébranlable des masses ouvrières des pays belligérants, soutenue fermement par la solidarité active des socialistes et des prolétaires des pays neutres, pourra mettre fin à cette guerre.

C'est le devoir le plus sacré des femmes socialistes que de prendre courageusement l'initiative de cette lutte, de la mener avec dévouement et avec tous les sacrifices qu'elle exigera. Il faut que, par leurs efforts, le désir de paix né des souffrances de la guerre, surtout chez les femmes prolétaires, se transforme en une volonté consciente et agissante.

La conférence engage les femmes socialistes et ouvrières à ne pas perdre un seul instant, à ne point laisser une seule occasion pour proclamer leur volonté de paix. Et, sans craindre ni les obstacles, ni les dangers, ni les persécutions, à recourir à tous les moyens pour

affirmer, avec leur volonté de paix, leur sentiment de solidarité internationale.

. . . .

L'action des femmes socialistes doit être le précurseur de l'action générale des masses ouvrières pour terminer la lutte fratricide. Elle doit être un fait important pour la reconstitution de l'Internationale ouvrière et socialiste. [1]

La conférence lança aussi un émouvant appel aux femmes des pays en guerre.

La conférence de la Jeunesse socialiste internationale n'a pas eu la même importance numérique. Elle ne réunit que quatorze délégués de dix pays: Allemagne, Pologne, Hollande, Russie, Bulgarie, Italie, Norvège, Suède, Danemark et Suisse. On remarquera l'absence des délégués français, anglais et autrichiens. D'autre part, une partie des délégués étaient des émigrés résidant en Suisse.

Son importance fut cependant plus grande que cette faible participation ne permettait de le supposer. C'est que la guerre menaçait surtout la jeunesse et que la création d'un secrétariat international, à Zurich, dont le très remuant et dynamique Willi Münzenberg prit la tête, encouragea l'action antimilitariste des jeunes qui prit rapidement de l'ampleur. La jeunesse n'était pas corrompue par les compromissions du parlementarisme et cherchait, par-delà les frontières et les nationalismes, ce qui pouvait l'unir contre la guerre.

Le « Bureau der internationalen Verbindung sozialistischer Jugendorganisationen », à Zurich, publia, dès le 1er septembre 1915, une revue trimestrielle, « Jugend-Internationale », avec trois éditions: en allemand (10 000 exemplaires), en italien (10 000 exemplaires) et en scandinave (30 000 exemplaires). Elle créait un lien précieux entre les divers groupes de jeunesse. Le premier numéro contient l'appel suivant:

A la jeunesse socialiste de tous les pays

Amis, camarades! Dans tous les pays une partie des socialistes s'efforce vigoureusement de mettre fin à la plus épouvantable de toutes

[1] Georges Karadjian: « La guerre actuelle et le socialisme », La Chaux-de-Fonds 1915, pages 126 et suivantes.

les guerres en reprenant la lutte de classe. Une partie des camarades *allemands* s'efforcent inlassablement et dans les conditions les plus difficiles de réaliser ce but. Nous nous souvenons encore tous des luttes héroïques de nos camarades *italiens* contre la guerre, des luttes qui comptent parmi les actes les plus importants de tout le mouvement prolétarien. Maintenant déjà le prolétariat italien se prépare, grâce à sa puissance et à sa cohésion, à rendre plus difficile, voire totalement impossible, le massacre de ses fils. Des camarades fidèles à leurs principes agissent et travaillent en France, en Russie, en Pologne, en Autriche, en Grande-Bretagne, en Serbie et dans tous les autres pays, afin de réaliser l'entente entre les peuples et la fraternité humaine.

Camarades! Jeunes socialistes! Les gouvernements réactionnaires de sang, soutenus par les chefs ouvriers social-patriotes, pour la honte du prolétariat, essaient par tous les moyens les plus brutaux d'empêcher les luttes héroïques de nos camarades et d'étouffer dans les prisons leurs appels à la paix. En Allemagne comme en Italie, en Russie comme en France, nos camarades et amis ont été emprisonnés. Les gouvernements de tous les pays rivalisent aujourd'hui dans le meurtre de leurs fils et pour abattre tout effort de paix. Innombrables sont les victimes que nos camarades sacrifient sur l'autel de la liberté. La situation actuelle exige une aide et un soutien urgents et rapides à nos camarades en lutte pour empêcher les gouvernements de vaincre et de noyer dans une mer de sang les derniers restes d'humanité et de liberté, malgré le courage et les sacrifices de nos amis.

C'est à vous, camarades, jeunes socialistes de tous les pays, d'apporter cette aide aux amis gravement menacés. Vous qui, par la conférence de Pâques 1915, à Berne, et par le maintien des relations mutuelles avez prouvé que les idées généreuses et libératrices de la fraternité socialiste internationale sont restées bien vivantes dans vos esprits et dans vos cœurs, vous devez maintenant entrer dans la lutte révolutionnaire pour la paix et la liberté.

Nous vous appelons partout et dans tous les pays à soutenir efficacement et de toutes vos forces toutes les actions révolutionnaires et les luttes de classe.

Collaborez comme orateurs aux séances et assemblées, répandez tracts et journaux incitant à des actions de lutte de classe internationales; sans relâche faites de l'agitation de bouche à oreille auprès de vos collègues de travail, de vos amis, de vos parents. Les gouvernements de tous les pays et la presse servile tentent de cacher les efforts de paix et l'activité révolutionnaire de nos camarades et de précipiter les peuples dans un vertige toujours plus grand de haine et de colère aveugles, par des mensonges et de fausses nouvelles. Camarades, déchirez partout ce tissu de mensonges. Vous, amis d'Italie, de France, de Russie et d'Angleterre, racontez ce qu'une partie de vos camarades allemands et autrichiens font pour la paix. Et vous, camarades d'Alle-

magne et d'Autriche, dites dans vos pays quelles luttes pleines de sacrifices mènent pour la paix les ouvriers d'Italie, de Russie, de France, d'Angleterre et des autres pays. Camarades! La situation de notre classe est grave, mais elle n'est pas sans espoir. La reprise d'une lutte de classe énergique, par la majorité des ouvriers socialistes ayant un but clair, permet d'envisager la possibilité d'une victoire. *L'heure de l'action a sonné.* Une deuxième campagne d'hiver augmentera considérablement les souffrances et la misère des masses ouvrières dans tous les pays. La base pour un soulèvement révolutionnaire existe. Semons!

Les jeunes socialistes doivent devenir, dans tous les pays, l'avant-garde des combattants révolutionnaires de la paix. Nous voulons nous consacrer sans réserves à la lutte d'émancipation prolétarienne. *Il vaut cent fois mieux mourir dans les prisons comme victimes de la lutte révolutionnaire que de tomber sur le champ de bataille en lutte contre nos camarades d'autres pays, pour la soif de profit de nos ennemis.*

Jamais les conférences bourgeoises pour la paix n'empêcheront les guerres, même si elles le voulaient et étaient bien préparées. Seule la puissance du prolétariat et son action révolutionnaire pourront arrêter la course aux profits et à la soif de sang des exploiteurs.

Camarades! Organisations des jeunes socialistes de tous les pays! Nous vous appelons à proclamer par de puissantes manifestations dans tous les pays votre volonté inébranlable d'agir infatigablement contre le militarisme et pour le socialisme. *Le même jour, le 3 octobre 1915, nous voulons nous unir.* Les camarades de Copenhague, de Christiania, de Stockholm, de Paris et de Berlin doivent savoir qu'à l'heure même où ils manifestent pour la paix et le socialisme, leurs amis d'Amsterdam, de Vienne, de Bucarest, de Rome et d'autres villes en font autant.

Nous adressons un pressant appel à tous les partis socialistes et aux syndicats de tous les pays pour qu'ils soutiennent énergiquement, par une participation massive, l'action des jeunes.

Nous attendons surtout une forte participation des femmes et des mères des jeunes gens condamnés à la boucherie.

Debout, jeunes socialistes de tous les pays. Que vos idées s'expriment et que vos actes suivent vos paroles!

Vive l'Internationale de la jeune génération ouvrière qui apportera aux peuples la paix et la liberté. Vive la lutte contre l'assassinat des peuples. Vive la lutte pour le plus haut idéal de l'humanité, le socialisme. [1]

---

[1] Traduit de l'édition allemande de « Jugend-Internationale », N° 1, 1er septembre 1915.

La « Jugend-Internationale » publia des articles de Lénine, Radek, Zinoviev, Alexandra Kollontaï, Balabanova, Rühle, Robert Danneberg, Charles Rappoport, Olaussen, M. Bronski, Van Ravenstein.

Le bureau provisoire élu à la conférence de Pâques 1915 se réunit en février 1916. En faisaient partie, avec le secrétaire Willi Münzenberg, Olaussen (Norvège), Christiansen (Danemark), Schweide (Italie) et un jeune socialiste d'Allemagne. Assistaient à la séance les Suisses Mimiola et J. Herzog.

CHAPITRE V

La Conférence de Zimmerwald

Les documents qui précèdent démontrent que les partis socialistes suisse et italien avaient pour but unique de réclamer du Bureau socialiste international qu'il développât une activité plus grande pour maintenir le lien entre les partis et pour faire respecter et appliquer les décisions des congrès socialistes internationaux. Si le secrétariat international ne pouvait pas, ou ne voulait pas convoquer une séance plénière du bureau, il était instamment invité à réunir une conférence des partis socialistes des Etats neutres, non pour les opposer à ceux des Etats belligérants, mais pour coordonner et unir leurs efforts en faveur de la paix. Les partis socialistes qui ont appuyé l'initiative du parti suisse ne visaient pas à la scission de l'Internationale, mais à sa réanimation.

Tout au plus peut-on voir dans la création d'un secrétariat de liaison de l'Internationale des Jeunesses socialistes à Zurich le premier pas vers une rupture.

Mais le refus du secrétariat socialiste international de réunir une séance du bureau ou une conférence des partis des Etats neutres, sa passivité et sa complète soumission à la volonté du Parti socialiste français allaient avoir pour effet une rupture grosse de conséquence.

Cette évolution vers la scission fut favorisée par l'entrée en guerre de l'Italie. Le Parti socialiste italien, qui avait été l'un des promoteurs de la conférence des neutres, ayant, contre sa volonté, passé dans le groupe des partis des Etats belligérants, avait intérêt à rencontrer des groupes socialistes d'opposition à la guerre des pays belligérants, avec des partis restés fidèles aux décisions de l'Internationale, en Russie et dans les Balkans.

D'autre part, le mécontentement grandissait en Allemagne, en France, en Angleterre. Les groupes d'opposition s'y organisaient et avaient commencé à publier des tracts illégaux et des journaux ou revues: « Die Internationale », en Allemagne, la « Vie ouvrière » et « Naché Slovo », en France, le « New Leader » en Grande-Bretagne. Ils cherchaient à établir des contacts pour coordonner leur action.

L'effort qui avait échoué sur le plan des organes officiels de l'Internationale allait s'orienter dans une autre direction, celle de la réunion de tous les socialistes fidèles aux décisions des congrès internationaux, opposés à la guerre et à la carence complète du Bureau socialiste international. On ne ferait plus appel seulement aux partis officiels mais à tous — partis officiels et groupes d'opposition — décidés à lutter contre la guerre et contre la politique d'union sacrée des socialistes officiels.

Le Comité central du Parti socialiste suisse, découragé par l'échec de huit mois d'efforts, n'avait pas accepté la proposition de Robert Grimm, pressentant qu'elle conduirait à une scission de l'Internationale et de ses sections. Il avait cependant autorisé ses membres à poursuivre individuellement la voie indiquée par Grimm et déjà suivie par les femmes et par les jeunes socialistes.

A. L'organisation

Robert Grimm a publié ses souvenirs concernant l'organisation de la conférence de Zimmerwald. Nous en reproduisons ici la partie essentielle:

Les efforts en faveur de la paix ne pouvaient cependant dépendre de la situation effective des armées combattantes. Dans les pays en guerre, il fallait, idéologiquement, ou bien admettre la guerre jusqu'à ses conséquences extrêmes, ou bien remplir son devoir de socialiste. Cette dernière attitude impliquait, idéologiquement, une action commune et simultanée dans tous les pays en guerre.

Mais il était trop tard pour agir ainsi. Les partis socialistes engagés dans la guerre ne pouvaient plus reculer. Ils étaient obligés de suivre le chemin sur lequel ils s'étaient engagés.

Ils y étaient d'autant plus contraints qu'une opposition commençait à poindre dans différents pays, au fur et à mesure que la guerre s'étendait. Cette opposition ne groupa au début que de petites et modestes minorités. Il s'agissait de les réunir avec précaution.

Les rangs de l'opposition n'étaient formés, du moins en partie, que d'éléments guidés par le sentiment. Les adversaires réfléchis de la guerre, conscients des causes de la conflagration mondiale, se comptaient sur les doigts de la main. Il convenait donc d'agir dans deux directions. L'action vivante des adversaires de la guerre devait prendre racine dans tous les pays. Un vaste rassemblement international ne pouvait être réalisé que si l'on traçait une ligne de lutte contre la guerre, aussi uniforme que possible.

Il s'agissait de créer cette base. Si minime et si insignifiant que puisse paraître aujourd'hui le contenu définitif du manifeste de Zimmerwald en regard de la tâche historique énorme qui se posait au prolétariat, il n'en reste pas moins qu'il fallut discuter durant des mois pour trouver une base commune.

Le comité du parti italien avait pris l'initiative de convoquer une conférence préparatoire formée de sept membres. Elle s'était réunie à Berne, en juillet 1915, et avait fixé les premières directives pour la conférence projetée, dont la tâche n'était pas de créer une nouvelle Internationale. Les efforts devaient tendre à provoquer une action internationale en faveur de la paix. On se basa sur le besoin d'une lutte immédiate et l'on parvint à créer une sorte de front unique en dépit de la diversité des tendances et des points de vue politiques.

La conférence devait rester secrète par égard pour les représentants des pays en guerre. En qualité d'organisateur de la conférence, j'en avais reçu l'ordre strict de la conférence préparatoire. C'est pourquoi l'invitation à la conférence ne faisait pas mention du lieu où elle devait se tenir. Je fis savoir simplement que le premier rendez-vous était Berne. Personne n'en savait davantage. Ces instructions très rudimentaires s'imposaient déjà à cause de la présence à Berne de nombreux diplomates, de leurs agents et d'un essaim d'espions.

Kroupskaia, la femme de Lénine, fait erreur quand elle écrit, dans ses mémoires, que Lénine s'est rendu à Zimmerwald déjà avant la conférence. C'était impossible puisque, en dehors de moi, personne n'avait connaissance du lieu de la réunion.

La population même de Zimmerwald n'avait pas la moindre idée de ce qu'étaient ces gens réunis dans le village, ni de ce qu'ils venaient y faire. Ils ne le surent que plus tard, quand les résolutions de la conférence furent publiées et une fois que les participants furent depuis longtemps déjà retournés chez eux. Il est vrai que les citoyens de Zimmerwald protestèrent alors véhémentement contre « l'abus » consistant dans la réunion d'une conférence internationale dans leur commune, qui aurait jeté le discrédit sur son nom.

Mon choix s'était porté sur Zimmerwald parce que, en dehors de toute voie de communication et à deux heures seulement de Berne, l'endroit se prêtait au camouflage. Il s'y trouvait en outre une pension tranquille, offrant les possibilités nécessaires de nourriture et de logis.

Un certain nombre de participants durent, il est vrai, loger dans un dortoir commun et se contenter de couvertures de laine fournies par l'asile des pauvres de Kühlewil, situé non loin de là.

Je fixai le lieu de rendez-vous des participants (ils étaient quarante-deux) à l'Eigerplatz, à Berne. De là nous nous transportâmes en chars à bancs à travers des prairies et des forêts verdoyantes et romantiques jusque sur les hauteurs de Längenberg; pendant ce temps, j'évinçai toutes les questions qui m'étaient posées sur le but de notre voyage. Nous arrivâmes, après maints détours, dans le site idyllique de Zimmerwald, avec son panorama admirable sur les Alpes bernoises et fribourgeoises. Pour éviter toute fuite, je fis bloquer le courrier, qui ne fut expédié de Berne que quelques jours après la clôture de la conférence.

Toutes ces précautions s'imposaient pour éviter que les participants des pays en guerre ne fussent arrêtés par la police en rentrant chez eux.

Les mesures que j'avais prises se sont avérées judicieuses. Pendant les jours où se tint la conférence (du 5 au 8 septembre 1915), le secret sur le but et le caractère de la conférence fut entièrement gardé. Malgré les débats, où l'on élevait parfois la voix, aucun son ne sortit des locaux de réunion. Dans le village, on parlait des « touristes » distingués qu'abritait Zimmerwald qui, ensuite, propagèrent son nom à travers le monde et jusque dans les tranchées.

La conférence désigna un bureau dénommé « Commission socialiste internationale de Berne ». Elle se composait d'O. Morgari, député à la Chambre italienne, et de deux conseillers nationaux suisses, Charles Naine et Robert Grimm. Angelica Balabanova avait été désignée comme traductrice.

On voyait, dans les rangs des participants, les députés allemands Georges Ledebour et Adolf Hoffmann, ce dernier connu sous le sobriquet de « Zehn-Gebote Hoffmann » (Hoffmann des dix commandements), les députés italiens G. Modigliani et Constantino Lazzari; A. Bourderon et E. Merrheim, de France; de Scandinavie, Zeta Höglund et Ture Nerman; de Hollande, Henriette Roland-Holst, les Suisses Naine et Grimm. Parmi les Russes: Lénine (bolchévik), Paul Axelrod (menchevik), M. Broboff (socialiste révolutionnaire). Il y avait en outre des Polonais, St. Lapinsky, A. Warski et Cz. Hanezki, un Roumain, C. Rakovsky, et un Bulgare, Wassil Kolarov.

Tous ces délégués ont signé de leur nom, à la fin de la conférence, le « Manifeste de Zimmerwald ». Cet appel remua un peu le monde et remplit d'espoir la classe ouvrière internationale, pour autant qu'elle comptait encore sur la paix et était restée fidèle à la foi socialiste.

Parmi les autres participants, je cite encore Léon Trotski, plus tard collaborateur intime de Lénine et organisateur émérite de l'armée révolutionnaire russe; Martov, théoricien de valeur des menchéviks,

Fritz Platten, secrétaire du Parti socialiste suisse, qui se comptait parmi les bolchéviks; Gregori Zinoviev, qui passait pour être le porte-parole docile de son maître, puis Radek, journaliste très versé dans les questions coloniales, mais sans caractère transcendant, et, enfin, Jean Bersine, Letton, qui, en 1918, fut le premier à représenter l'Union soviétique en Suisse.

La conférence de Zimmerwald ne se composait donc pas de socialistes de même tendance. Dès le début, les bolchéviks firent bande à part. Ils restèrent en minorité sur tous les points qu'ils présentèrent, mais durent se rallier à la majorité pour sauvegarder l'unité de ce premier appel à la classe ouvrière internationale.

La lecture d'une déclaration des représentants allemands et français ouvrit des débats parfois douloureux. Lénine et son groupe ne voulaient pas d'une simple déclaration idéologique de lutte contre la guerre. La tâche de la conférence — disaient-ils — était d'expliquer aux masses que la lutte contre la guerre doit être reliée à la nécessité de la révolution sociale. Partant de leur analyse de l'impérialisme, les léninistes croyaient à la révolution mondiale imminente, précipitée par la guerre. Ce faisant, ils songeaient moins à la Russie qu'aux pays capitalistes dont le développement industriel avait été favorisé par la haute finance.

La majorité de la conférence ne partageait pas ce point de vue. Une discussion théorique sur l'opinion de la minorité n'eût certes pas manqué d'intérêt, mais c'eût été dépasser le but fixé à la conférence. Etant donné la divergence des points de vue, tout le travail de la conférence risquait d'en souffrir. La conférence ne pouvait davantage se faire l'instrument d'une seule tendance politique. Le mot d'ordre devait être de rassembler toutes les forces désireuses de lutter contre la guerre, contre la politique « jusqu'auboutiste » et pour le retour à la solidarité internationale.

La conférence décida de lancer un appel dans ce sens, appel que je rédigeai avec Trotski dans un jardin ombragé de Zimmerwald. Jamais les participants à la conférence de Zimmerwald n'oublieront le moment où, après les débats opiniâtres et parfois passionnés entre les opinions divergentes, le moment du vote arriva. Il apporta l'unanimité sans une seule abstention. Même les bolchéviks se déclarèrent d'accord, non sans émettre des réserves, comme ils en ont l'habitude.

Il va de soi qu'il ne fallait pas surestimer cette entente réalisée sur le texte de l'appel. On savait que, derrière cette unité — les bolchéviks ne manquèrent d'ailleurs pas de le laisser entendre — se dissimulaient des menaces de scission. C'était néanmoins la première fois que, depuis la déclaration de guerre, un groupe de socialistes — bien qu'il s'agît, il est vrai, d'une petite minorité — ébranlés par l'écroulement de l'Internationale et auquel le massacre des peuples répugnait, prenait résolument l'initiative de lancer un appel à la paix.

Il espérait ainsi avoir donné, en plein carnage, un signal dont le sens serait compris par les travailleurs conscients. [1]

B. Les délégations

Le « Bulletin officiel » [2] de la Commission socialiste internationale élue à la conférence de Zimmerwald a donné, dans son premier numéro, les détails suivants sur les délégations:

La conférence a pu être fixée au 5 septembre 1915 et jours suivants. La vérification des mandats accusa les délégations suivantes, dont les noms seront indiqués dans un compte rendu détaillé qui sera publié ultérieurement:

Allemagne: La délégation représentait les divers groupes d'opposition; vu son attitude à l'égard de la guerre, le parti officiel n'a pas été invité.

France: Ici également il a fallu faire abstraction d'inviter le parti officiel qui est entraîné dans la voie de la politique gouvernementale. Toutefois, des membres du parti et de la CGT étaient présents. La Fédération des ouvriers métallurgistes a envoyé une représentation officielle, de même la minorité de la CGT.

Italie: La délégation représentait le parti officiel et le groupe du Parlement.

Angleterre: Une délégation officielle de l'Independant Labour Party était assurée. Le parti s'est déclaré d'accord avec le but de la conférence, de même une partie du British Socialist Party. La délégation de l'ILP, composée des camarades *Jowett* et *Bruce Glasier*, membres du Bureau socialiste international, ont été empêchés au voyage par le Gouvernement britannique. La veille de la conférence est arrivé le télégramme suivant: « Impossible d'obtenir les passeports. Saluts chaleureux, Jowett et Glasier. »

Russie: Délégation officielle du Comité central et du Comité d'organisation du Parti ouvrier socialdémocrate russe, de même du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire. En plus, une délégation de la socialdémocratie lettone et du « Bund ».

Pologne: Un délégué officiel de chacune des trois organisations socialistes de la Pologne russe et de Lithuanie, se plaçant sur le terrain de la lutte de classe.

---

[1] Article de Robert Grimm dans le journal du syndicat suisse des services publics VPOD (traduction française publiée par la revue « Socialisme démocratique », Genève).

[2] Commission socialiste internationale à Berne, Bulletin N° 1.

Roumanie: Délégation officielle du Parti socialiste.

Bulgarie: Délégation officielle du Parti ouvrier socialiste de Bulgarie (Engherzige) et de sa fraction parlementaire.

Les délégations roumaine et bulgare représentaient en même temps la fédération socialiste interbalkanique.

Suède et Norvège: Délégation officielle de la Sozialdemokratiska Ungdomsförbundet.

Hollande: Délégation officielle du groupe « De Internationale ».

Suisse: Délégations personnelles, le Comité directeur du parti suisse ayant laissé toute latitude aux camarades d'y assister.

D'après les souvenirs publiés par Robert Grimm et par le délégué suédois Ture Nerman, qui nomment encore d'autres délégués, on peut établir la liste suivante des présents:

Allemagne: Adolf Hoffmann, Georg Ledebour, Ernst Meyer, A. Thalheimer et sa sœur.

France: Meerheim et Bourderon.

Italie: Morgari, Modigliani, Lazzari, Balabanova.

Russie: bolchéviks: Lénine, Zinoviev, Radek, Bersine; *menchéviks:* Axelrod et Martov; *socialistes révolutionnaires:* A. Bobrov, *Naché Slovo:* Trotski.

Pologne: St. Lapinsky.

Balkans: Rakovski, Vassil Kolarov.

Scandinavie: Z. Höglund, Ture Nerman.

Hollande: Henriette Roland-Holst.

Suisse: Robert Grimm, Charles Naine, Fritz Platten.

Ture Nerman nomme encore Julian Borchardt parmi la fraction de gauche, sans indiquer sa nationalité, et la déclaration des bolchéviks est encore signée de Winter, probablement un pseudonyme.

C. Le communiqué officiel

Le communiqué de presse publié après la conférence résume les faits qui ont conduit à la convocation de la conférence, les débats et les décisions prises, parmi lesquelles la constitution d'une commission socialiste internationale qui allait prendre la place du Bureau socialiste international, paralysé à La Haye.

Préliminaires

Du 5 au 8 septembre 1915 a eu lieu à Zimmerwald (Suisse) une conférence socialiste internationale, depuis le commencement de la guerre la première réunion générale des socialistes internationaux.

La guerre a détruit subitement les relations internationales du prolétariat. Cela n'était pas seulement une interruption superficielle des anciennes relations. Les partis socialistes et les organisations ouvrières des divers pays ont quitté non seulement le terrain de la lutte de classe, mais aussi celui de la solidarité internationale. Aujourd'hui encore les tendances nationalistes prévalent. Les antagonismes nationaux, qui déterminaient avant la guerre la politique des gouvernements bourgeois et qui toujours étaient combattus par le prolétariat, se sont emparés de la classe ouvrière dès le commencement de la guerre. Cet antagonisme nouveau s'accentua encore par l'attitude de la presse ouvrière qui, dans divers pays, se mit au service des gouvernants. En soutenant leur politique de guerre, souvent même leurs buts de guerre et leurs intentions de conquête, elle prêchait comme un nouvel évangile social la solidarité nationale avec les oppresseurs en remplacement de la solidarité internationale du prolétariat.

Dans ces circonstances, le Bureau socialiste international ne pouvait plus suffire à ses tâches. Les relations normales entre lui et les partis affiliés ont cessé. Le Bureau ne mène plus qu'une existence d'apparence.

Pour rétablir les relations internationales et amener, conformément aux décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle une action commune contre la guerre et pour la paix, les partis socialistes des pays neutres ont fait des tentatives réitérées.

Dans ce sens a eu lieu au mois de septembre 1914, à Lugano, une conférence socialiste italo-suisse. Au Comité directeur du parti suisse a été confié le mandat de rétablir, sur la base des décisions des congrès internationaux, les relations avec les partis des pays belligérants et neutres. Entre-temps, le camarade hollandais Troelstra a entrepris un voyage, afin d'influencer dans un sens analogue les comités directeurs des partis. Mais ses efforts n'aboutirent qu'au transfert du Bureau socialiste international de Bruxelles à La Haye, cependant sans avoir l'effet d'un travail commun des partis socialistes. Encore pendant le voyage de Troelstra, les socialistes américains ont lancé une invitation à un congrès international qui aurait dû avoir lieu à Washington. Les camarades américains ont offert de se charger des frais du congrès et des délégations. Le plan échoua, le congrès n'eut pas lieu. Au mois de janvier de cette année siégeait à Copenhague une conférence des socialistes des pays neutres du nord. Elle se limita à établir un programme général pour la paix, sans se prononcer sur les conditions préliminaires de sa réalisation. Plus tard, des efforts privés et officieux

ont été faits auprès du Bureau socialiste international pour le rétablissement des relations internationales. Mais la conférence des socialistes des pays alliés à Londres, ainsi que la conférence socialiste de la Duplice à Vienne ont prouvé que ses efforts étaient restés vains et que de nouvelles tentatives n'auraient guère un autre résultat. Cette opinion fut confirmée lorsque le Comité directeur du Parti socialiste suisse invita le Bureau socialiste international à convoquer, à plus bref délai, une séance du bureau avec l'assistance de représentants des divers pays. Cette démarche également resta sans résultat et échoua devant le refus du parti français de donner son assentiment à cette invitation. Ensuite, le Comité directeur du parti suisse, agissant toujours d'accord avec la direction du parti italien, invita les partis socialistes des pays neutres à une réunion qui aurait dû avoir lieu le 30 mai à Zurich. La plupart des partis invités ne répondirent ou pas du tout, ou négativement.

On constata que tous les efforts faits pour le rétablissement des relations socialistes internationales n'aboutissaient à aucun résultat, qu'une action commune des partis socialistes, voire même la simple tentative d'un échange de vues, n'était pas possible aussi longtemps que quelques partis officiels se placent sur le terrain du patriotisme et de la politique de guerre de leurs gouvernements. Dans ces conditions, tout effort ultérieur de réunir les représentants des partis socialistes officiels était inutile. Contrairement à la théorie, la pratique donnait la preuve qu'il est impossible d'être en même temps nationaliste et internationaliste, que, pratiquement, il faut choisir entre l'un et l'autre. Ainsi, on a renoncé à d'autres tentatives, soit avec ou sans la collaboration du Bureau socialiste international, pour réunir les partis affiliés à ce bureau et dans l'intention de se livrer à un travail commun et d'exécuter les décisions solennellement sanctionnées par les congrès antérieurs.

En se basant sur ces faits et expériences, le Comité directeur du parti italien, réuni le 15 mai 1915 à Bologne, d'accord avec des socialistes d'autres pays et à l'appui du rapport du citoyen Morgari, qui avait conféré avec des camarades des pays belligérants et neutres, a décidé de prendre l'initiative de convoquer une conférence internationale. Des invitations furent adressées à tous les partis, organisations ouvrières ou groupes, dont on savait qu'ils respectaient les anciens principes et résolutions de l'Internationale ouvrière et desquels on pouvait supposer qu'ils seraient prêts à dénoncer la politique de la trêve nationale et à collaborer à une action commune simultanée des socialistes des divers pays contre la guerre sur la base de la lutte de classe prolétarienne. En se ralliant aux décisions du Comité directeur du parti italien, des délibérations entre socialistes suisses et italiens ont eu lieu, aboutissant tout d'abord à une réunion préliminaire le 11 juillet 1915, à Berne. A cette réunion, on fixa les lignes de conduite

de la conférence projetée. On tombait d'accord que la conférence à convoquer n'aurait nullement comme but la création d'une nouvelle Internationale, mais la tâche serait plutôt de rassembler le prolétariat pour une action de paix commune, de créer un centre d'action et d'essayer de ramener la classe ouvrière à sa mission historique. On décida d'envoyer les invitations selon les conditions établies par le Comité directeur du Parti socialiste italien.

Les délibérations

Diverses lettres de félicitations, entre autres d'un membre du Reichstag allemand n'ayant pu assister à la conférence pour des raisons particulières, sont parvenues. Après les affaires formelles, la conférence a entendu les rapports de situation des divers pays. Les délégués des pays belligérants renseignèrent principalement sur les conditions du parti et du mouvement ouvrier, survenues depuis le commencement de la guerre. Ils dépeignirent les événements constituant la rupture des relations internationales et exprimèrent à l'unanimité leur opinion que la guerre impérialiste ne peut être envisagée comme une méthode de lutte de classe, mais que la lutte pour la paix ne promettait du succès que si elle est menée sur une base internationale. Dans cette lutte, les intérêts du prolétariat ne peuvent être sauvegardés que par une action commune de la classe ouvrière de tous les pays belligérants, soutenue activement par les socialistes des Etats neutres. Les ouvriers socialistes de tous les pays saluent la conférence de ce jour et le prolétariat des pays belligérants, d'autant plus que tous les efforts faits dans ce sens ont échoué jusqu'à présent et vu que le refus du parti d'un pays de chercher une entente internationale pendant la guerre servait toujours de prétexte à justifier la politique outrancière dans l'autre pays. Toutefois, l'intérêt de la classe ouvrière exige la cessation immédiate de la guerre, qui est contraire aux besoins les plus élémentaires des peuples et a dévoilé toujours davantage son caractère de guerre impérialiste de conquête.

Une discussion sur ces comptes rendus, dont nous donnons ici le contenu en grands traits seulement, n'a pas eu lieu. On était d'avis qu'il ne pouvait pas être question d'une discussion approfondie sur la tactique poursuivie par les divers partis.

A part les rapports généraux sur la situation, *l'action du prolétariat pour la paix* constituait l'objet principal à l'ordre du jour. A ce sujet, une déclaration collective était présentée par les délégations française et allemande. Ainsi avait déjà été fait un bon pas en avant et pour la réussite de la conférence. Toute action de paix prolétarienne aurait été vaine sans une entente entre les délégués d'Allemagne et de France, c'est-à-dire des deux pays dont les partis socialistes sont séparés nationalement par l'antagonisme de leurs gouvernements. C'est en applaudis-

sant que la conférence prit connaissance de cette déclaration, dont voici la teneur:

Déclaration commune des socialistes et des syndicalistes franco-allemands

Après un an de carnage, le caractère nettement impérialiste de cette guerre s'est de plus en plus affirmé; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'union sacrée constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, qui lui ont donné l'apparence d'une lutte de races, de défense des droits et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

Aujourd'hui les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires; ces prétentions, si elles se réalisaient seraient, des causes de guerres futures.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de réaliser les devoirs affirmés dans les résolutions des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague, de Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre qui, déjà, a causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi nous socialistes et syndicalistes français et allemands, nous affirmons *que cette guerre n'est pas notre guerre,* que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la Belgique, solennellement garantie par les conventions internationales admises par tous les Etats belligérants. Nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégrité et son indépendance.

Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation. Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein le germe d'une nouvelle guerre. Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissipera les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun.

Une telle paix n'est possible, à nos yeux, qu'en condamnant toute

idée, toute violation des droits et des libertés d'un peuple. L'occupation de pays entiers ou de provinces ne peut aboutir à une annexion.

Nous disons donc: pas d'annexions effectives ou masquées. Pas d'incorporations économiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés. Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé.

Nous prenons l'engagement formel d'agir inlassablement dans ce sens dans nos pays respectifs, pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernements la cessation de cette tuerie.

En dénonçant l'union sacrée, en restant fermement attachés à la lutte de classe qui servit de base à la constitution de l'Internationale socialiste, nous, socialistes et syndicalistes français et allemands, puiserons la fermeté de lutter parmi nos nationaux contre cette affreuse calamité et pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité.

Pour la délégation française:
A. Merrheim, A. Bourderon.

Pour la délégation allemande:
Adolf Hoffmann, Georges Ledebour.

Le manifeste

La délégation du Comité national polonais, le Comité central russe, les Lettons, les Suédois et les Norvégiens soumirent un projet de résolution devant fixer le point de vue de principe de la conférence. L'exposé des motifs à cette résolution disait qu'un manifeste de paix ne serait guère possible sans une déclaration de principe à l'égard de la guerre mondiale et de la débâcle de l'Internationale, qu'il fallait être au clair sur les conditions et l'objectif de cette action de paix. La lutte pour la paix n'est possible qu'après la dénonciation de la politique outrancière bourgeoise. Cette lutte, dans son essence et ses moyens, devra être d'un caractère révolutionnaire. Une action de paix ne devra pas se borner simplement au but de la paix. Par suite des antagonismes sociaux très prononcés, l'action de paix se transformera en une lutte pour le socialisme. La seconde tâche de la socialdémocratie serait donc de déterminer l'essence de l'action de paix par le mode de propagande. Les dangers de l'impérialisme ne peuvent être enrayés à l'intérieur de la société bourgeoise; partant, la lutte pour la paix devra être en même temps la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

En face de cette conception, plusieurs participants objectèrent qu'une discussion de principe et la fixation d'un programme général dépasseraient le but de la conférence proposé par ses organisateurs et en raison duquel la participation des divers pays a été consentie.

Bien qu'une nouvelle orientation de la politique socialiste internationale fût importante, cela ne pourrait être la tâche de cette conférence. Il fallait éviter jalousement toute apparence que cette conférence voulait amener une scission et créer une nouvelle Internationale. C'est précisément ce qui arriverait si l'on adoptait la résolution présentée, qui propose en outre des moyens de lutte devant être écartés complètement de la discussion de ce jour. La conférence ne doit pas devenir l'instrument d'une tendance quelconque, mais plutôt chercher à déclencher une action de paix du prolétariat international, à laquelle pourront collaborer tous les éléments ayant une conception socialiste, combattant la trêve nationale et agissant pour une cessation rapide des hostilités sans égard à la situation militaire dans les divers pays. Il ne fallait donc pas chercher à semer la discorde, mais à amener la concorde. Pour ce but, une résolution n'était donc nullement nécessaire. Ce qui était urgent avant tout, c'était un manifeste au prolétariat d'Europe, indiquant clairement les faits et qui appellerait la classe ouvrière à une action unie, à la reprise de la lutte de classe. Dans ce sens, un projet a déjà été élaboré par des camarades qui ont aussi préparé le projet de résolution.

Tacitement, la conférence se décida pour le manifeste. Au cours de la discussion, deux autres projets furent encore présentés. Tous les trois projets ont été renvoyés à une commission qui présenta ensuite à la conférence un projet définitif lequel, après quelques modifications insignifiantes, fut accepté avec enthousiasme et à l'unanimité. Les auteurs du projet de résolution votèrent également pour le projet de la commission en déclarant qu'ils auraient aimé faire ressortir davantage certains faits et circonscrire plus clairement les moyens de lutte, mais, puisqu'il s'agissait d'un appel à la lutte, ils combattraient coude à coude avec les autres parties de l'Internationale pour collaborer à l'union et à l'action commune.

Sur le désir des délégations française et allemande, il a été décidé de faire signer le manifeste personnellement par la délégation de chaque pays. On faisait ressortir que ceux qui voulaient combattre pour la paix aujourd'hui, travailler pour l'idéal du socialisme et le rétablissement des relations internationales du prolétariat devaient aussi avoir le courage de se faire connaître en public par leur nom et par leur personne, ainsi que d'assumer la responsabilité pour les décisions prises. Ainsi seulement la classe ouvrière pourra regagner de la confiance et se déclarer prête à reprendre la lutte. Cette proposition fut approuvée à l'unanimité.

Naturellement l'action de paix du prolétariat n'est pas épuisée par la publication d'un manifeste de la part de ses représentants. Par une collaboration ininterrompue, allant sans cesse en augmentant, de toutes les forces prolétariennes, il sera possible de gagner l'influence nécessaire pour forcer les gouvernants à cesser ces horribles massacres

entre les peuples. Le Bureau socialiste international serait l'instance prédestinée pour favoriser l'action de paix du prolétariat, ainsi que pour établir et maintenir les relations nécessaires entre les partis socialistes. Mais, en ce moment, ce bureau n'est pas à même de remplir cette tâche. Tant que cela n'est pas le cas, il faut créer une autre instance pour remplir cette mission. La conférence a donc pris la décision d'instituer provisoirement une

Commission socialiste internationale

et Berne a été désigné comme son siège. Ont été nommés membres de cette commission: O. Morgari, député italien, les conseillers nationaux Charles Naine et Robert Grimm, ainsi que la camarade Angelica Balabanova, comme traductrice intermédiaire. La commission installera à Berne un secrétariat provisoire qui servira d'intermédiaire entre les divers partis et renseignera les organisations affiliées sur les événements survenant et sur le cours de l'action de paix; dans ce but elle publiera un bulletin paraissant périodiquement. Ce secrétariat ne devra se substituer en aucune manière au Bureau socialiste international; il sera dissout aussitôt que ce dernier pourra remplir à nouveau sa mission.

L'unanimité témoignée par la conférence dans toutes les décisions mentionnées jusqu'ici se manifesta d'une manière aussi cordiale pour l'adresse de sympathie ci-après, formulée par le bureau sur la proposition de la délégation française:

Adresse de sympathie

La conférence socialiste internationale envoie l'expression de sa sympathie la plus profonde aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, à tous les millions d'êtres humains qui se débattent dans des souffrances inouïes, victimes d'horreurs sans précédent dans l'histoire, immolés à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste.

La conférence salue la mémoire du grand socialiste Jean Jaurès, première victime de la guerre, tombé comme martyr dans sa lutte contre le chauvinisme et pour la paix, et les militants socialistes Toutsovitch et Catanesi qui ont expiré sur les sanglants champs de bataille.

La conférence envoie l'expression de son ardente et fraternelle sympathie aux membres de la Douma exilés en Sibérie, qui continuent la glorieuse tradition révolutionnaire russe; aux camarades Liebknecht et Monatte qui, dans leur pays, ont mené courageusement la lutte contre la trêve nationale; à Clara Zetkin et Rosa Luxembourg, emprisonnées à cause de leur foi socialiste; aux camarades de toutes

les nationalités poursuivis ou emprisonnés pour avoir lutté contre la guerre.

La conférence s'engage solennellement à honorer les vivants et les morts en suivant l'exemple de ces courageux camarades, en travaillant sans trêve pour éveiller l'esprit révolutionnaire dans les masses du prolétariat international et à les unir dans la lutte contre la guerre fratricide et contre la société capitaliste.

Après une durée de quatre jours prirent fin ces délibérations pleines d'entente, animées de l'esprit d'une ferme volonté et d'une solidarité fraternelle. Après des remerciements adressés aux camarades Angelica Balabanova et Roland-Holst ayant fonctionné comme secrétaires et traductrices d'une façon magistrale, la conférence a été close le mercredi, dans la nuit. Les participants se quittèrent en se promettant de vouloir poursuivre énergiquement l'œuvre commencée, de travailler avec ténacité à la consolidation des liens de solidarité internationale, ayant tous la conscience que cette conférence a été le premier pas nécessaire au rétablissement des relations internationales et de l'action socialiste internationale. [1]

D. Le manifeste

Après de longues et vives discussions, la conférence adopta à l'unanimité, le texte d'un appel aux prolétaires d'Europe, dont voici la teneur:

Prolétaires d'Europe!

La guerre dure depuis plus d'une année. Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes sont mutilés pour le reste de leur existence. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation, produit du travail de plusieurs générations, s'est effondrée. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui sur tout ce qui était l'orgueil de l'humanité.

Quelle que soit la vérité sur les responsabilités immédiates de la guerre qui a créé ce chaos, *celle-ci est le produit de l'impérialisme*, c'est-à-dire le résultat des efforts des classes capitalistes de chaque nation pour satisfaire leur avidité au gain par l'accaparement du travail humain et des richesse naturelles du monde entier. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient dans cette guerre de remanier, par le fer et par le sang, la carte mondiale,

---

[1] Bulletin N° 1 de la Commission socialiste internationale à Berne, 21 septembre 1915, pages 4 et suivantes.

dans leur intérêt d'exploitation. Il en résulte que des populations entières, telles que celles de la Belgique, de la Pologne, des Etats balkaniques, de l'Arménie, etc., sont menacées de servir d'enjeu dans la politique des compensations et d'être morcelées ou annexées en partie ou en totalité.

Les motifs de cette guerre, au fur et à mesure de son développement, apparaissent dans toute leur ignominie. Les voiles qui, aux yeux des peuples, ont caché le caractère de cette catastrophe mondiale, se déchirent les uns après les autres. Les capitalistes qui tirent, du sang versé par le prolétariat, les plus grands profits, affirment, dans chaque pays, que la guerre sert à la défense de la patrie, de la démocratie et à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. En fait, cette guerre sème la ruine et la dévastation et fait en même temps disparaître nos libertés et l'indépendance des peuples. De nouvelles chaînes, de nouveaux fardeaux en seront la conséquence, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui les supportera.

Au lieu de l'augmentation du bien-être, promis au début de la guerre, nous voyons un accroissement de la misère par le chômage, la cherté de la vie, les privations, les maladies et les épidémies. Les dépenses de la guerre, en épuisant les ressources des pays, empêchent tout progrès dans la voie des réformes sociales et mettent en danger celles conquises jusqu'à présent.

Civilisation méconnue, crise économique, réaction politique, voilà les résultats tangibles de cette cruelle guerre.

De cette façon, la guerre dévoile le vrai caractère du capitalisme moderne et démontre qu'il est inconciliable, non seulement avec les intérêts des travailleurs, non seulement avec les exigences du progrès, mais encore avec les besoins les plus élémentaires de l'existence humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposent du sort des peuples: les gouvernements monarchiques aussi bien que les gouvernements républicains, la diplomatie secrète, les forces occultes patronales (syndicats, cartels, trusts), les partis bourgeois, la presse, l'Eglise — toutes — portent la responsabilité de cette guerre qui a son origine dans le régime capitaliste et qui a été déchaînée au profit des classes possédantes.

Travailleurs!

Vous, hier encore les exploités, vous les opprimés, vous les méprisés, la guerre déclarée, quand il fallut vous envoyer au massacre et à la mort, la bourgeoisie vous a réclamés comme ses frères et camarades. Et maintenant que le capitalisme vous a saignés, décimés, humiliés, les classes dominantes exigent que vous fassiez l'abandon de vos intérêts, que vous renonciez à vos revendications et que vous abdiquiez votre idéal socialiste et international. Bref, on veut que vous vous

soumettiez comme des serfs à ce que l'on a nommé l'« Union sacrée ». On vous enlève toute possibilité de manifester vos sentiments, vos opinions, vos douleurs. On vous empêche de présenter et de défendre vos revendications. La presse est muselée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds. C'est le règne de la dictature militaire.

Nous ne pouvons et nous ne devons rester plus longtemps indifférents envers cet état de choses menaçant tout l'avenir de l'Europe et de l'humanité. Pendant des dizaines d'années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme. A leurs congrès nationaux et internationaux ses représentants constataient avec une inquiétude de plus en plus croissante le danger de guerre, conséquence de l'impérialisme. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la route que devait suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu dès le commencement de la guerre les devoirs qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné le prolétariat à abandonner la lutte de classe, c'est-à-dire le seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dominantes les crédits de guerre. Ils se sont mis au service de leur gouvernement et ont tenté, par leur presse et par des émissaires, de gagner à la politique de leurs gouvernants les pays neutres. Ils ont envoyé dans les gouvernements bourgeois des ministres socialistes en qualité d'otage pour le maintien de l'Union sacrée. Et par cela même, ils ont accepté devant la classe ouvrière de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et en tant que représentation officielle des socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international a complètement failli à sa tâche.

Ces faits ont été des causes pour lesquelles la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé les forces et les moyens pour entreprendre une lutte efficace et simultanée dans tous les pays, contre la guerre.

Dans cette situation intolérable, nous, les représentants des partis socialistes, des syndicats et de leurs minorités: nous, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec la classe des exploiteurs, nous qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les rapports internationaux entre les prolétariats des divers pays, rappeler à la classe ouvrière son devoir envers elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est en même temps la lutte pour la liberté et la fraternité des peuples et pour le socialisme. Il s'agit d'engager une action pour

une paix sans annexions et sans indemnités de guerre. Cette paix n'est possible qu'en condamnant même l'idée d'une violation des droits et des libertés des peuples. L'occupation de pays entiers ou de provinces ne peut aboutir à une annexion. Pas d'annexions effectives ou masquées. Pas d'incorporations économiques forcées, imposées qui deviennent encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés. Reconnaissance aux peuples du droit de disposer d'eux-mêmes.

Prolétaires!

Depuis le commencement de la guerre, vous avez mis toutes vos forces, votre courage, votre endurance au service des classes possédantes pour vous entretuer les uns les autres. A présent il s'agit, en restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, de marcher pour notre propre cause, pour la cause sacrée du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

Il est du devoir des socialistes dans les pays belligérants de mener cette lutte avec ardeur et énergie, et il est du devoir des socialistes des pays neutres de soutenir par tous les moyens efficaces leurs frères dans ce combat contre la barbarie sanglante.

Il ne s'est jamais présenté dans l'histoire une tâche plus noble et plus urgente à remplir. Il n'y a pas d'efforts et de sacrifices trop grands pour la réalisation de ce but: le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et estropiés, à vous tous, victimes de la guerre, nous disons: par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Au nom de la Conférence socialiste internationale.

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.

Pour la délégation allemande:
Georges Ledebour, Adolphe Hoffmann.
Pour la délégation française:
A. Bourderon, A. Merrheim.
Pour la délégation italienne:
G. E. Modigliani, Constantino Lazzari.
Pour la délégation russe:
N. Lénine, Paul Axelrod, M. Bobroff.
Pour la délégation polonaise:
St. Lapinski, A. Warski, Cz. Hanecki.

Pour la Fédération socialiste interbalkanique:
Au nom de la délégation roumaine:
C. Rakovski.
Au nom de la délégation bulgare:
Wassil Kolarov.
Pour la délégation suédoise et norvégienne:
Z. Höglund, Ture Nerman.
Pour la délégation hollandaise:
H. Roland-Holst.
Pour la délégation suisse:
Robert Grimm, Charles Naine. [1]

Ce texte était un compromis entre diverses tendances divergentes et même contradictoires des opposants à la guerre réunis à Zimmerwald. Georges Ledebour et Adolphe Hoffmann représentaient un courant différent de celui de Liebknecht, Mehring, Rosa Luxembourg et Clara Zetkin. La délégation russe, pour laquelle Lénine, Axelrod et Bobroff signèrent le manifeste, comprenait les représentants de trois partis, bolchévik, menchévik et socialiste révolutionnaire dont les conceptions sur la guerre et surtout sur la tactique à suivre pour y mettre fin, étaient fort différentes, voire opposées. Zimmerwald groupait des pacifistes opposés à toutes les guerres et des révolutionnaires qui voulaient transformer la guerre impérialiste en guerre civile et qui déjà faisaient une distinction entre les guerres justes et les guerres injustes. Dans l'action contre la guerre, les conceptions différentes s'exprimaient par des attitudes fort diverses. En Suisse, par exemple, la Jeunesse socialiste de Suisse allemande travaillait à la conquête de l'armée, encourageait donc les jeunes à entrer dans l'armée pour la gagner à la révolution, alors qu'en Suisse romande les jeunes socialistes faisaient de la propagande pour le refus du service militaire, peut-être parce qu'il avaient vu à quel résultat avait abouti en France la *conquête de l'armée* préconisée par Hervé devenu en 1914 l'un des plus acharnés jusqu'auboutistes. Un certain nombre d'entre eux étaient en prison comme réfractaires.

Les révolutionnaires avaient fait de grandes concessions pour admettre le texte du manifeste de Zimmerwald qu'ils jugeaient insuffi-

---

[1] Bulletin N° 1 de la Commission socialiste internationale à Berne, 21 septembre 1915, pp. 2-3.

sant et pour réaliser une unanimité de façade, face aux socialpatriotes.

Quelques-uns remettaient, après le vote, la déclaration suivante:

Le manifeste accepté par la conférence ne nous satisfait pas complètement. Il ne contient pas de caractéristique de l'opportunisme déclaré ou de celui qui se cache derrière des phrases radicales — de cet opportunisme qui non seulement porte la principale responsabilité de la débâcle de l'Internationale, mais qui veut éterniser cette débâcle. Le manifeste ne contient aucune caractéristique claire des moyens de combattre la guerre.

Nous continuerons, dans la presse socialiste et dans les réunions de l'Internationale, à défendre une attitude marxiste résolue devant les problèmes que l'époque de l'impérialisme pose au prolétariat.

Nous acceptons le manifeste parce que nous le concevons comme un appel à la lutte et que, dans cette lutte, nous voulons marcher la main dans la main avec les autres groupes de l'Internationale.

Nous prions de joindre cette déclaration au rapport officiel.

N. Lénine, G. Zinoviev, Radek, Nerman, Höglund et Winter.

E. La gauche de Zimmerwald

Bien que la gauche révolutionnaire ait accepté et signé le texte du manifeste de Zimmerwald, elle eut des conciliabules pour se grouper en fraction, déjà à Berne avant le départ pour Zimmerwald.

Un des participants à la conférence, Ture Nerman, représentant de la Jeunesse socialiste suédoise, fit allusion à ces réunions séparées de la gauche, et présidées par Lénine, dans des souvenirs publiés par la « Berner Tagwacht » du 5 septembre 1935:

Lorsque la paix mondiale s'effondra, en août 1914, l'Internationale aussi s'écroula. Les belles phrases des congrès internationaux — la dernière fois à Bâle, en automne 1912 — qui demandaient de répondre à la guerre par la révolution, s'étaient envolées et l'Union sacrée avec les capitalistes narcotisa au nom de la « patrie » tous les sentiments internationalistes. Beaucoup de socialistes partirent en guerre sous les bannières nationales pour se massacrer les uns les autres et pour lutter pour le bien du capitalisme, l'ennemi commun.

Mais tous les partis socialistes et tous les socialistes ne se sont pas tus. Les partis ouvriers de Russie, d'Italie, de Suisse restèrent fidèles à leur idéal. Comme aussi d'autres groupes isolés dans divers pays.

Les socialistes italiens et suisses, aussitôt après la déclaration de guerre, commencèrent, en septembre 1914, à collaborer et se lièrent rapidement aux émigrants russes, c'est-à-dire aux bolchéviks groupés autour de Lénine. Leur but était le rétablissement de la collaboration prolétarienne internationale. On ne voulait aucunement créer une nouvelle Internationale et on écrivit lettres sur lettres au Bureau socialiste international de Bruxelles. Mais les membres du Bureau étaient engagés dans les gouvernements d'union sacrée et ne voulaient rien entreprendre. Il fallait donc réunir une conférence sans les partis officiels des pays en guerre.

Cette réunion ne réussit qu'en automne 1915, après que l'Italien Morgari et le Suisse Robert Grimm eurent fait une intense préparation et organisé une conférence préparatoire le 11 juillet 1915, à Berne.

Après cette conférence, l'opposition du parti suédois reçut la convocation très confidentielle à une première conférence internationale en Suisse. On décida que Z. Höglund (aujourd'hui député socialiste et mandataire de l'Etat, chef du Parti communiste de Suède jusqu'en 1924) et moi-même serions délégués comme représentants du mouvement de la Jeunesse socialiste de Norvège et de Suède. Les passeports furent accordés pour des études en Suisse et à la fin du mois d'août, Höglund et moi nous débarquions à Sassnitz. Höglund qui était député au Reichstag l'avait fait imprimer sur sa carte de visite, ce qui fit impression sur les douaniers militaires allemands. Il passa ainsi presque sans formalités. Les officiers s'inclinèrent devant le rédacteur de la « Sturmglocke » (journal socialiste de gauche pendant la guerre en Suède).

Moi par contre, avec mon titre universitaire modeste de candidat en philosophie, je fus fouillé jusqu'à la chemise et même dessous. Nous restâmes quelques jours à Berlin et y rencontrâmes le socialiste d'opposition Julien Borchardt (Karl Liebknecht avait été mobilisé, sans quoi nous aurions essayé de prendre contact avec lui). Nous arrivions à Berne le 5 septembre.

Lénine organise la gauche de Zimmerwald

A la gare de Berne déjà, les Suédois étaient reçus par les bolchéviks russes et le soir même nous tenions une réunion dans la chambre de Zinoviev avec Lénine, Zinoviev, Radek, Bersine (futur secrétaire du Comintern), le Suisse Platten et quelques autres. Nous décidâmes une attitude radicale commune. Pour nous, Suédois, ce n'était pas autrement dangereux; notre radicalisme était sans risque, mais notre sincère opinion était aussi qu'on ne pouvait pas être assez dur quand il s'agissait de lutter contre la guerre. Lénine était pour nous le chef tout naturel.

Le jour suivant, le 6 septembre, nous avons tenu, à la Maison du Peuple de Berne une conférence préliminaire. Puis nous partions en fiacre jusque dans les montagnes bernoises. Où étions-nous ? Grimm

fut questionné par tous pour savoir où nous nous trouvions. Il refusa systématiquement de répondre. Enfin nous arrivâmes dans le petit village de Zimmerwald, une simple station climatique à 853 m. d'altitude. Nous fûmes logés à raison de quarante personnes venant d'une douzaine de pays dans un petit hôtel, la pension Beau-Séjour. Les deux Scandinaves reçurent une mansarde avec une vue splendide sur les montagnes.

Trois journées historiques

Ainsi commença la conférence de trois jours qui devait devenir historique. On sentait déjà alors qu'on participait à quelque chose d'extraordinaire. On entendit d'abord les rapports des pays en guerre, sur le travail révolutionnaire illégal, sur les révolutionnaires fusillés, les objecteurs de conscience, etc. Puis eut lieu le débat sur les mots d'ordre et les moyens de réveiller les masses ouvrières de l'ivresse patriotique. Ce n'est pas ici le lieu de détailler les souvenirs de ces journées. Qu'il me suffise de dire que les Allemands et les Français formaient l'aile droite, les Allemands Adolphe Hoffmann et Georges Ledebour et les Français Merrheim et Bourderon. Les menchéviks Axelrod et Martov étaient aussi à droite. Le centre était formé des Italiens, Morgari, Modigliani, Lazzari, des Suisses Grimm et Naine (Grimm présidait), du Russe Trotski et du Roumain Rakovski. Les partisans du centre qui se rapprochaient de la gauche étaient les Thalheimer, frère et sœur, Ernest Meyer, la Hollandaise Roland-Holst et Angelica Balabanova.

La gauche était composée de Lénine, Zinoviev. Radek, Julien Borchardt et Fritz Platten, avec les deux Suédois.

Malheureusement Liebknecht avait dû faire connaître qu'il était empêché, étant mobilisé. Mais son message, qui fut lu, déchaîna un grand enthousiasme.

Le moment le plus sensationnel des journées de Zimmerwald fut à la fin, le vote du manifeste. Tout était clair, acceptation unanime, il ne manquait qu'une signature, celle de Morgari, de l'Italien qui avait convoqué la conférence. Il était le seul un peu partialement ami de l'Entente. Plusieurs s'efforcèrent de le faire changer d'attitude, mais cela paraissait impossible. Finalement il n'y eut plus qu'une solution, accepter le manifeste sans Morgari. Mais quand le moment solennel arriva — quand le premier mot de l'Internationale vivante à l'humanité pendant la guerre mondiale devait être dit — tous, y compris Morgari, furent entraînés dans un même élan. Transports de joie sans fin. Modigliani, enthousiaste, qui venait de blâmer son compatriote, s'élança vers lui et l'embrassa et, tandis que les canons tonnaient dans le reste de l'Europe, nous avons chanté l'Internationale dans toutes les langues des nations présentes. Seul restait un oppositionnel qu'on

n'avait pas pu convaincre. Revêche, assis dans un coin de la salle enfumée, Tchernov, le révolutionnaire russe, se taisait et ne participait pas à l'euphorie générale. Mais personne ne faisait attention à lui et on n'entendit plus parler de lui dans l'histoire mondiale.

Les suites de Zimmerwald

La conférence de Zimmerwald devait rester secrète jusqu'à ce que tous les participants eussent passé la frontière de leur pays et fussent en sécurité. Mais le 9 septembre déjà la conférence était connue de la presse mondiale.

Il est difficile de résumer l'importance de Zimmerwald. Le centre avait encore vaincu à Zimmerwald, certes avec de vigoureuses protestations contre la guerre, mais la conférence n'avait donné aucun mot d'ordre révolutionnaire. La gauche léniniste avait obtenu un tiers des voix. En quittant la conférence, dans un restaurant, Lénine créa la « Gauche zimmerwaldienne » en faveur de laquelle les organisations de jeunesse scandinaves promirent une aide financière. L'évolution se poursuivit. Le temps travaillait pour la gauche. A la conférence de Kienthal, réunie du 25 avril au 1er mai 1916, la gauche de Lénine avait déjà la majorité. Il en fut de même à la troisième conférence, à Stockholm, du 5 au 18 septembre 1917, après la victoire de la première révolution russe, au moment où la victoire des bolchéviks était proche.

Une commission socialiste internationale fut créée au cours de cette action zimmerwaldienne, à Berne d'abord, puis à Stockholm avec Angelica Balabanova et trois adjoints suédois (Carleson, Höglund et Nerman). De cette commission sortit, en 1919, l'Internationale communiste. Zimmerwald avait été une tentative de rassembler les socialistes divisés par la guerre et l'Union sacrée. Elle réussit alors et ouvrit la voie à la première vague révolutionnaire. [1]

La gauche s'était mise d'accord pour présenter à la conférence un projet de résolution et un projet d'appel qui furent rejetés à une grosse majorité par les participants.

Voici ces textes, qui ont acquis par la suite une importance historique considérable. Ils ont été présentés par le Comité central du Parti socialdémocrate ouvrier de Russie, le Comité national de la socialdémocratie Russe-Pologne et Lithuanie, le Comité central de la socialdémocratie de Lettonie, la Fédération des Jeunesses socialistes de Suède et de Norvège, un représentant des socialdémocrates révolutionnaires d'Allemagne et un délégué suisse (Platten).

---

[1] « Berner Tagwacht », 5 septembre 1935.

Projet de résolution:

La guerre qui depuis plus d'un an dévaste l'Europe est une *guerre impérialiste*, pour l'exploitation économique de nouveaux marchés, pour la conquête de sources de matières premières, pour le placement des capitaux. La guerre est un produit du développement économique qui unit par des liens économiques le monde entier et laisse en même temps subsister les groupes capitalistes constitués en unités nationales, divisés par l'antagonisme de leurs intérêts.

En s'efforçant de dissimuler le vrai caractère de la guerre, la bourgeoisie et les gouvernements qui prétendent qu'il s'agit d'une guerre pour l'indépendance, d'une guerre qui leur a été imposée, ne font qu'induire en erreur le prolétariat, puisque en réalité la guerre a précisément pour but l'oppression de peuples et de pays étrangers. Il en est de même quant aux légendes qui attribuent à cette guerre le rôle de la défense de la démocratie, tandis que l'impérialisme signifie la domination la plus brutale du grand capitalisme et de la réaction politique.

Ce n'est que par l'organisation socialiste de la production, qui à son tour résoudra les contradictions engendrées par la phase actuelle du capitalisme, que l'impérialisme pourra être surmonté, les conditions objectives pour cette transformation sont déjà mûres.

Lorsque la guerre éclata, la majorité des dirigeants du mouvement ouvrier n'opposèrent pas la solution socialiste — cette unique solution — à l'impérialisme. Entraînés par le nationalisme, minés par l'opportunisme, ils livrèrent au moment de la guerre le prolétariat à l'impérialisme, reniant ainsi les principes du socialisme, c'est-à-dire la vraie lutte pour les intérêts du prolétariat.

Le social-patriotisme qui a été accepté en Allemagne aussi bien par la majorité franchement patriotique de ceux qui avant la guerre avaient été les dirigeants socialistes du mouvement, que par le centre du parti aux allures oppositionnelles se groupant autour de Kautsky et qui, en France et en Autriche, est professé par la majorité, en Angleterre et en Russie par une partie des dirigeants (Hyndman, les Fabiens, les dirigeants et membres des Trades-Unions, Plekhanoff, Rubanovitch et le groupe Nacha Sarja en Russie) est plus dangereux pour le prolétariat que les apôtres bourgeois de l'impérialisme, car, abusant du drapeau socialiste, le social-impérialisme peut induire en erreur la classe ouvrière. La lutte la plus intransigeante contre le social-impérialisme est la première condition pour la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et pour la reconstruction de l'Internationale.

Il est du devoir des partis socialistes et des minorités oppositionnelles au sein des partis devenus social-patriotes, d'appeler les masses ouvrières à la lutte révolutionnaire contre les gouvernements impérialistes, pour la conquête du pouvoir politique, en vue de l'organisation

socialiste de la société. Sans renoncer à la lutte pour les revendications immédiates du prolétariat, réforme qui est à même d'augmenter la force du prolétariat, sans renoncer à aucun des moyens d'organisation et d'agitation des masses, la socialdémocratie révolutionnaire a au contraire le devoir de profiter de toutes les luttes, de toutes les réformes revendiquées par notre programme minimum pour intensifier la crise sociale et politique du capitalisme, pour la transformer en une attaque contre les bases mêmes du capitalisme. Cette lutte étant menée au nom du socialisme, elle rendra les masses ouvrières hostiles à toute tentative de faire opprimer un peuple par un autre — tentative qui consiste dans la conservation de la domination d'une nation sur les autres, dans l'aspiration aux annexions — cette même lutte pour le socialisme rendra les masses inaccessibles à la propagande de la solidarité nationale au moyen de laquelle les prolétaires ont été entraînés sur les champs de massacre.

C'est par *la lutte contre la guerre mondiale*, c'est pour *accélérer la fin du massacre des peuples que cette lutte doit être inaugurée*. Cette lutte exige la sortie des socialistes des ministères, elle impose aux représentants de la classe ouvrière le devoir de dénoncer le caractère capitaliste-antisocialiste de la guerre des tribunes des parlements, dans les journaux et, là où cela ne peut se faire dans la presse légale, de recourir à la presse illégale, de lutter de la manière la plus énergique contre le social-patriotisme, de profiter de tout mouvement des masses provoqué par la guerre (misère, grandes défaites), pour organiser des manifestations dans les rues contre les gouvernements, de faire de la propagande de solidarité internationale dans les tranchées, d'encourager les grèves économiques et de les transformer, si les circonstances y sont favorables, en des grèves politiques. Guerre civile et non pas union sacrée, voilà notre devise. Contrairement à l'illusion qu'on crée en admettant qu'il est possible de créer les bases d'une paix durable, le commencement du désarmement par des décisions des gouvernements ou des diplomaties, les socialdémocrates ont le devoir de toujours répéter aux masses que ce n'est que la révolution sociale qui pourra réaliser la paix durable et la libération de l'humanité. [1]

Projet de manifeste

La guerre dure depuis plus d'un an. Des millions de cadavres recouvrent les champs de bataille, des millions d'estropiés seront jusqu'à leur mort une charge pour eux-mêmes et pour la société. Effroyables sont les dévastations causées par la guerre et le poids des impôts qu'elle laissera derrière elle.

---

[1] Bulletin N° 2 de la Commission socialiste internationale à Berne, 27 décembre 1915, p. 13.

Les capitalistes de tous les pays qui réalisent d'immenses profits de guerre avec le sang versé par les prolétaires réclament des masses populaires qu'elles *tiennent bon.* Ils affirment que la guerre est nécessaire *à la défense de la patrie, de la démocratie de tous les pays. Ils mentent!*

Les capitalistes d'aucun pays ne sont entrés en guerre parce que leur pays était menacé dans son indépendance ou parce qu'ils voulaient libérer quelque peuple. Ils ont conduit les masses à l'abattoir parce qu'ils voulaient soumettre des peuples à l'exploitation et à l'oppression. Ils n'ont pu se mettre d'accord pour se répartir les peuples d'Asie et d'Afrique encore indépendants, ils se suspectaient les uns les autres de vouloir se dérober les proies déjà conquises.

Les masses populaires ne sont pas saignées dans le vaste abattoir qu'est devenue l'Europe pour leur propre liberté ou pour la libération d'autres peuples. Cette guerre apportera de nouvelles charges et de nouvelles chaînes au prolétariat d'Europe et aux peuples d'Asie et d'Afrique.

C'est pourquoi il ne s'agit pas de persévérer dans cette guerre criminelle, mais au contraire de rassembler toutes les forces pour y mettre fin. L'heure a déjà sonné de le faire. Le premier pas dans cette lutte consiste à réclamer des *députés socialistes* que vous avez envoyés siéger dans les parlements pour combattre le capitalisme, le militarisme et l'exploitation du peuple, qu'ils fassent leur devoir. Que ceux qui — à l'exception des députés russes, serbes et italiens et des députés Liebknecht et Rühle — ont jusqu'ici foulé aux pieds leurs devoirs en aidant la bourgeoisie dans sa guerre de rapine, ou bien déposent leurs mandats, ou bien utilisent la tribune parlementaire pour démontrer au peuple le caractère de la guerre, aident la classe ouvrière hors du Parlement à engager la lutte: *refus des crédits de guerre, sortie des ministères en France, en Belgique et en Angleterre,* c'est la première revendication.

Mais cela ne suffit pas. Les députés ne peuvent pas vous sauver de l'animal déchaîné, de la guerre mondiale qui se repaît de votre sang. *Vous devez vous-mêmes intervenir.* Vous devez utiliser toutes vos organisations et tous vos journaux pour réveiller les masses populaires les plus vastes qui gémissent sous le poids de la guerre, pour les soulever contre la guerre. Vous devez descendre *dans la rue* et crier aux gouvernants: *Assez d'assassinats!* Si les gouvernants restent sourds à votre appel, les masses populaires mécontentes et abusées l'entendront et se joindront à vous pour participer à la lutte.

Il s'agit de réclamer impétueusement la fin de la guerre. Il faut *élever la voix* contre l'oppression d'un peuple par un autre, contre la mise en pièces des nations, que tout gouvernement capitaliste exécutera, s'il est victorieux et peut dicter les conditions de paix aux autres. Car si nous laissons aux capitalistes la liberté de dicter la paix comme

ils ont décidé la guerre sans consulter les masses populaires, de nouvelles conquêtes non seulement renforceront la poigne de la police et la *réaction* dans les pays vainqueurs, mais encore *sèmeront les graines de nouvelles guerres encore plus terrifiantes.*

Le but que la classe ouvrière de tous les pays en guerre doit poursuivre est *le renversement du gouvernement bourgeois,* car on ne mettra fin à l'oppression d'un peuple par un autre et à la guerre que si le pouvoir de décider de la vie et de la mort des peuples est arraché au capital. Seuls les peuples libérés de la détresse et de la misère, de la domination du capital, seront capables de régler leurs relations réciproques sans guerre, amicalement, par l'entente.

Le but que nous nous fixons est grand, et grands seront aussi vos efforts et vos sacrifices pour l'atteindre. Longue est la voie qui vous conduit à la victoire. Les moyens de pression pacifiques ne suffiront pas pour que l'ennemi capitule. C'est seulement si vous êtes décidés à consacrer à votre propre délivrance, luttant contre le capital, une partie des sacrifices incalculables que vous faites au profit du capital, sur les champs de bataille, que vous réussirez à mettre fin à la guerre, à poser les bases réelles d'une paix durable et de vous transformer d'esclaves du capital en hommes libres. Ne vous laissez pas éloigner de la lutte énergique par les discours trompeurs de la bourgeoisie et des partis socialistes qui la soutiennent; ne vous contentez pas de soupirer après la paix. Sans la volonté de lutter envers et contre tout, de vous engager pour la cause, corps et âme, le capital gaspillera votre sang et vos biens, tant qu'il lui plaira. Dans tous les pays le nombre des ouvriers qui pensent comme nous augmente de jour en jour. C'est en leur nom que nous, représentants de divers pays, nous nous sommes réunis pour vous adresser cet appel à la lutte. Nous voulons la conduire en nous soutenant les uns les autres, car aucun conflit ne nous sépare. Les ouvriers révolutionnaires de chaque pays considéreront comme un point d'honneur d'être, dans cette lutte, un exemple d'énergie, de sacrifice pour les autres. Pas d'attente inquiète pour voir ce que font les autres, mais donner l'exemple pour les entraîner, c'est la voie qui conduit à la création d'une Internationale qui mettra fin à la guerre et au capitalisme. [1]

La gauche publia aussi, après la conférence, une revue théorique, « Vorbote », éditeurs Anton Pannekoek et Henriette Roland-Holst; administrateur Fritz Platten, Zurich; imprimerie Unionsdruckerei de Berne. Le premier numéro parut en janvier 1916 avec des articles de

---

[1] Traduit de « Internationale Flugblätter (I. F.) » N° 1, novembre 1915: « Die Zimmerwalder Linke über die Aufgabe der Arbeiterklasse, Zurich », p. 7.

Pannekoek, Lénine, Karl Radek, Gregori Zinoviev. Le deuxième numéro parut en avril 1916 avec la collaboration d'Henriette Roland-Holst, Karl Radek, Anton Pannekoek, David Wynkoop, Paul Brenner, Gregori Zinoviev et Hermann Gorter.

La gauche zimmerwaldienne édita aussi un certain nombre de tracts pour faire connaître son point de vue.

Karl Liebknecht, mobilisé, avait envoyé à la conférence de Zimmerwald la lettre suivante qui prouve qu'il était d'accord avec les thèses de la gauche zimmerwaldienne:

A la conférence de Zimmerwald.

Chers camarades,

Excusez ces quelques lignes hâtives. Je suis prisonnier du militarisme et enchaîné par lui. Je ne puis donc pas venir à vous. Mon cœur, mon cerveau, tout mon être est auprès de vous.

Vous avez deux tâches importantes: un devoir difficile et rude et un enthousiasme, un espoir sacrés et exaltants.

Un règlement de comptes, un règlement de comptes sans pitié avec les transfuges et les déserteurs de l'Internationale en Allemagne, en Angleterre, en France et ailleurs.

Entente réciproque, encouragement et animation des fidèles décidés à ne pas reculer d'un pied devant l'impérialisme international, même s'ils doivent en tomber victimes. Et mettre de l'ordre dans les rangs de ceux qui sont décidés à persévérer, à persévérer et à lutter de pied ferme sur le sol du socialisme international.

Il faut clarifier succinctement les principes de notre attitude à l'égard de la guerre mondiale, comme un aspect spécial des principes de notre attitude envers la société capitaliste. Succinctement, je l'espère! Parce que nous sommes tous, vous êtes tous d'accord, nous devons être d'accord.

Il faut avant tout tirer les conséquences tactiques de ces principes. Inexorablement, pour tous les pays!

Guerre civile, non moins sacrée! Appliquer la solidarité internationale du prolétariat contre l'harmonie des classes pseudo-nationales, pseudo-patriotiques, lutte de classe internationale pour la paix, pour la révolution sociale. Il faut fixer la façon dont il faut lutter. Les forces à disposition ne pourront obtenir les succès possibles que par une collaboration, une action combinée de pays à pays, s'amplifiant mutuellement. Les amis de chaque pays ont en main les espoirs et l'avenir des amis de chaque autre pays. Vous, socialistes français, je vous en supplie, ne vous laissez pas prendre aux phrases sur l'unité nationale — vous êtes ici invulnérables! Mais aussi à celles beaucoup plus dan-

gereuses de l'unanimité du parti. Toute protestation contre cette unité, toute manifestation de votre rejet de la politique gouvernementale, toute affirmation courageuse de votre fidélité à la lutte de classe, de votre solidarité avec nous en faveur de la volonté prolétarienne de paix renforce notre esprit de lutte et décuple nos forces pour agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat du monde, pour sa libération économique et politique, pour sa libération des chaînes du capitalisme, mais aussi des fers du tsarisme, des junkers, du militarisme, du militarisme qui n'est pas international; pour lutter en Allemagne en faveur de l'émancipation politique et sociale du peuple allemand, contre la puissance et la convoitise de l'impérialisme allemand, pour une paix prochaine qui rétablira la malheureuse Belgique dans la liberté et l'indépendance et rendra la France au peuple français.

Frères de France! Nous connaissons les difficultés spéciales de votre situation tragique et nous saignons avec vous comme avec toutes les masses et les peuples martyrisés et lapidés. Votre malheur est notre malheur à nous qui savons que notre douleur est votre douleur. Que notre lutte soit votre lutte. Aidez-nous comme nous jurons de vous aider.

La nouvelle Internationale sera construite. Elle s'élèvera sur les ruines de l'ancienne, sur de nouveaux fondements plus solides. Vous, amis, socialistes de tous les pays, posez aujourd'hui la pierre angulaire de l'édifice de l'avenir. Jugez inexorablement les faux socialistes! Faites avancer vigoureusement les hésitants et les indécis dans tous les pays. La grandeur du but vous élèvera au-dessus des étroitesses et des petitesses quotidiennes, au-dessus de la misère de ces journées effroyables!

Vive la paix des peuples de l'avenir! Vive l'antimilitarisme! Vive le socialisme révolutionnaire international, libérateur des peuples!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! [1]

---

[1] Traduit de Karl Liebknecht, « Ausgewählte Reden, Briefe und Aufsätze », Dietz Verlag, Berlin 1952, pages 315 et suivantes.

CHAPITRE VI

De Zimmerwald à Kienthal

La conférence de Zimmerwald a eu un très grand écho dans le monde, tout particulièrement dans le mouvement ouvrier international. Les partis socialistes ont été contraints de prendre position, les uns pour combattre le mouvement zimmerwaldien qui encourageait les groupes d'opposition, les autres pour s'associer à son effort et pour adhérer à la Commission socialiste internationale.

Le Bulletin N° 2 de la Commission socialiste internationale (CSI) du 27 décembre 1915 donne un aperçu de l'effort accompli pour faire connaître les décisions de la conférence de Zimmerwald dans le monde et des réactions que cette conférence a suscitées. Voici un extrait du rapport de la commission, daté du 22 novembre 1915:

Les 24-26 septembre, la CSI adressa une circulaire spéciale à tous les partis affiliés au Bureau socialiste international de Bruxelles en les informant de la conférence socialiste de Zimmerwald et de ses décisions. Ce n'est que le Comité directeur du parti *danois* qui nous a répondu officiellement en désapprouvant notre conférence et ses délibérations. Nous reproduisons le texte de cette protestation. La colère de la direction du parti danois se dirige surtout contre la CSI, mais la protestation n'a aucune raison d'être, puisque notre commission ne prétend certes pas passer pour quelque chose de plus qu'elle n'est en réalité: la représentante des partis et des groupes qui y sont affiliés.

La majorité du Comité directeur du parti suisse répond d'une façon analogue, tout en employant une forme moins rude; la minorité du Comité directeur a été d'un avis contraire à celui de la majorité. Le congrès du parti suisse qui a eu lieu les 20 et 21 novembre à Aarau s'est prononcé sur les déclarations de la majorité et de la minorité et, par 330 voix contre 51, a voté son adhésion à la CSI, accompagnée de la décision de lui verser 300 fr.

Les comités directeurs des partis de l'*Allemagne* et de la *France* ont, comme c'était du reste à prévoir, désapprouvé la conférence. Bien que ces partis soient divisés actuellement par de grands antagonismes, leur attitude envers la guerre et la soi-disant défense de la patrie est identique. Le Comité directeur du parti allemand précisa son point de vue dans une circulaire interne du parti, tandis que le Comité directeur du Parti socialiste français publia une déclaration dans l'« Humanité ». Nous publions les deux documents.

Un congrès du parti *roumain* confirma les décisions de Zimmerwald, approuvant le mandat du camarade Rakovski. D'autres adhésions nous sont parvenues de l'*Italie*, de la *Bulgarie* (étroits) et de la part du Comité directeur du parti *portugais*. Le *Socialist Labor Party* et le *Socialist Party de l'Amérique* nous ont aussi fait parvenir leur adhésion.

D'après les rapports reçus jusqu'à maintenant, les organisations officielles suivantes ont adhéré à la CSI et en même temps aux délibérations de Zimmerwald:

1. Le Parti socialiste d'*Italie*.
2. Le Parti socialiste de la *Suisse*.
3. Le *British Socialist Party*.
4. L'*Independant Labour Party*.
5. Le Parti socialiste de la *Roumanie*.
6. Le Parti socialdémocrate *russe* (Comité central), bolchévik.
7. Le Parti socialdémocrate *russe* (Comité d'organisation), menchévik.
8. Le Parti des socialistes révolutionnaires de la *Russie*.
9. L'Union générale des ouvriers israélites de la *Lithuanie*, de la *Pologne* et de la *Russie*.
10. Les trois *partis socialistes polonais* (Comité général, Comité national et Comité central du Parti socialiste polonais).
11. Le Parti socialdémocrate de la *Bulgarie*.
12. Le Parti socialdémocrate du *Portugal*.
13. La Fédération socialiste de Salonique.
14. La Jeunesse socialiste de la *Suède* et de la *Norvège*.
15. Le *Socialist Labor Party de l'Amérique*.
16. Le *Socialist Party de l'Amérique*.

En outre une série de groupes de divers pays, notamment des fédérations du Parti socialiste français ont adhéré à la CSI. Dans d'autres pays, le travail d'organisation est en marche. Nous tâcherons de donner un aperçu de ce travail. [1]

Voici la réaction des partis socialistes les plus importants.

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, N° 2, p. 1.

Le Parti socialdémocrate allemand. — Son Comité directeur adressa aux comités régionaux la circulaire suivante:

Berlin, 2 octobre 1915

Camarades! Du 5 au 8 septembre a eu lieu à Zimmerwald près de Berne une réunion des socialistes de divers pays. Les membres de cette réunion crurent servir les intérêts du prolétariat dans ce grave moment en adressant dans un long manifeste toute sorte de reproches aux organisations des divers pays.

La conférence eut pour résultat la fondation d'une soi-disant commission socialiste internationale, en opposition au Bureau socialiste de La Haye. Il suffit de constater qu'à Zimmerwald n'ont pas été représentés les partis socialistes de la France, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Autriche, du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Hollande, de la Suisse, des Etats-Unis de l'Amérique, etc.; il suffit de constater ceci pour prouver que la conférence de Zimmerwald ne peut avoir aucune portée.

En notre qualité de *représentants autorisés* du Parti socialiste de l'Allemagne, nous rappelons encore une fois expressément que:

1. *Tout* le Parti socialiste allemand est animé du même *désir de la paix.*
2. Les organes directeurs du Parti socialiste de l'Allemagne *ont fait* tout ce qui était en leur pouvoir et continueront à le faire pour *hâter la conclusion de la paix.*
3. Les efforts des organes directeurs du P. S. de l'Allemagne n'ont malheureusement pas trouvé un accueil favorable à l'étranger.
4. Il va de soi que ce ne peut être que la tâche des directions compétentes des partis d'entrer en négociation avec les partis des autres pays.

La participation *individuelle* des camarades allemands aux soi-disant conférences internationales ne peut que rendre plus difficile le renouement des relations internationales, puisqu'elles éveillent *l'apparence* qu'une *petite minorité seulement du parti allemand aspire à la paix.* C'est tout juste le contraire; les *organes compétents* ont à maintes reprises manifesté publiquement au nom du parti tout entier le désir de la paix et l'hostilité envers tout projet d'annexion.

Selon les délibérations de Zimmerwald, le texte du manifeste devrait être envoyé à toutes les organisations politiques et syndicales afin que celles-ci envoient leur *adhésion* à la commission créée en Suisse. Nous *espérons* que nos organisations *ne suivront pas* cette incitation, l'unité du parti, si nécessaire, ne pourrait certes pas en tirer profit. Nous déclinons toute responsabilité pour tout ce qui concerne la conférence de Zimmerwald.

En outre, nous attirons l'attention sur un *appel* que le bureau de la Fédération internationale de la Jeunesse socialiste, récemment fondé en Suisse, a adressé à la jeunesse socialiste de tous les pays, où il est dit entre autres: « Le terrain pour une rébellion internationale est donné, semons. »

Il est du devoir de toutes nos organisations de mettre en garde surtout les camarades qui se vouent au mouvement de la jeunesse, contre toute expression irréfléchie.

Les camarades peuvent être sûrs que les organes directeurs du parti font — *dans les limites imposées par l'état de guerre* — tout ce qui, selon leur conviction, correspond aux intérêts du prolétariat. Les organes directeurs du parti seront d'autant plus à même d'accomplir leurs tâches difficiles que le parti tout entier les appuiera par son unité et repoussera les conseils des conseillers irresponsables. [1]

Le Parti socialiste français. — La Commission administrative permanente du Parti socialiste français adopta l'ordre du jour suivant:

En présence des efforts faits par deux citoyens pour porter dans la Fédération de la Seine une propagande basée sur les résolutions d'une réunion tenue en Suisse, à Zimmerwald, où ils s'étaient rendus, sans aucun mandat du parti, pour y conférencer sur la question de la paix avec d'autres socialistes de pays neutres ou belligérants, pour la plupart eux-mêmes sans mandat;

la CAP rappelle qu'elle s'est refusée à participer à cette réunion comme aux réunions de même ordre organisées depuis le début de la guerre.

En conformité avec les décisions du Conseil national des 14 et 15 juillet, elle affirme de nouveau qu'une paix durable ne peut être obtenue que par la victoire des alliés et la ruine de l'impérialisme militariste allemand, que toute autre paix, toute paix prématurée ne serait qu'une trêve ou une capitulation.

Le Conseil national a dit et la CAP répète avec lui que « la lutte imposée aux alliés par les dirigeants de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du militarisme allemand afin que soit donnée au monde la grande et nécessaire leçon d'une entreprise d'hégémonie brisée par la résistance des peuples libres ».

La CAP invite donc toutes les fédérations et leurs sections à éviter même l'apparence d'une participation quelconque à une propagande contraire aux intérêts de la défense nationale et à l'organisation nationale et internationale du socialisme qu'on prétend consolider. [2]

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale, N° 2, pp. 4-5.
[2] Idem, p. 5.

Le Parti socialiste danois adressa aux directions des autres partis socialistes la lettre suivante:

Le Comité directeur du Parti socialiste danois a envoyé au mois d'octobre aux comités directeurs des partis socialistes des autres pays la circulaire suivante:

« Le Comité directeur du parti danois, qui n'a d'aucune façon été informé de la préparation de la conférence de Zimmerwald, vient de recevoir le rapport sur les décisions qui y ont été prises.

» Notre Comité directeur déclare qu'il ne peut se faire représenter par la soi-disant « Commission internationale » qui est le résultat de ladite conférence, comme il n'entend pas non plus se conformer aux décisions de cette commission. Nous protestons contre cette ingérence dans l'organisation du socialisme international et protestons contre le fait que des personnes qui ne sont pas déléguées par les partis auxquels elles appartiennent, se donnent les allures de représentants des dirigeants de la socialdémocratie internationale. Le parti danois n'a chargé les camarades élus à Zimmerwald d'aucune fonction, c'est pourquoi nous protestons contre l'attitude de ces camarades, s'ils prétendent agir au nom de la socialdémocratie internationale.

» Nous sommes d'avis que tous les différends doivent être réglés par les partis *nationaux* et ensuite par l'*organisation internationale* régulièrement constituée, et non pas par des conférences convoquées au hasard ou par des commissions élues occasionnellement, dépourvues de responsabilités.

» En sa qualité de membre de la socialdémocratie internationale, le Parti socialiste danois entend continuer à se conformer aux délibérations des congrès internationaux dans son œuvre en faveur de la paix durable. [1]

Le journal du *Parti socialiste hollandais,* « Het Volk », ayant publié une déclaration contre la conférence de Zimmerwald, la Commission socialiste internationale lui adressa la déclaration suivante:

Dans une déclaration des camarades Vliegen et van Kol, publiée par le « Het Volk », ces camarades affirment que la conférence internationale de Zimmerwald a été composée de délégués de petits groupes réunis au hasard, aucunement autorisés à constituer une commission socialiste internationale. Le même numéro du journal hollandais contient l'affirmation que le manifeste adopté par la Conférence socialiste internationale n'implique pas le devoir, pour le prolétariat français et anglais, de cesser à appuyer leurs gouvernements.

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, N° 2, p. 12.

Contrairement à ces assertions, nous constatons que *c'est le Comité directeur du Parti socialiste italien* qui a pris l'initiative de la conférence. Selon les décisions du Comité directeur du PSI les invitations à la conférence furent envoyées à tous les partis, à toutes les organisations ouvrières ou aux fractions des uns et des autres dont on savait qu'ils seraient disposés à engager *immédiatement* la lutte contre la trêve des partis et dont on était sûr qu'ils seraient disposés à se rallier à une action simultanée contre la guerre, action menée par les socialistes de tous les pays, basée sur la lutte des classes. A l'invitation ainsi conçue, les organisations de onze pays se firent représenter à la conférence. Les délégués de sept pays étaient envoyés à la conférence par les partis officiels, tandis que le reste des représentants prenaient part à la conférence en qualité de délégués de minorités organisées. Il est donc évident que la conférence n'a pas été composée d'éléments réunis par le hasard.

Les partis représentés officiellement à Zimmerwald avaient à un moment donné consenti au transfert du Bureau socialiste international de Bruxelles à La Haye. Ils croyaient que ce transfert aurait été immédiatement suivi de la reprise des relations internationales du prolétariat, ayant pour but l'inauguration d'une action prolétarienne en faveur de la paix. C'est dans ce sens que les comités directeurs des partis socialistes de l'Italie, de la Suisse, de la Roumanie et de la Bulgarie firent des démarches réitérées. L'annuaire du parti suisse de l'année 1914 contient des documents qui en sont la preuve. *Ce n'est que lorsque toutes ces tentatives échouèrent* que le Comité directeur du Parti socialiste italien prit l'initiative de la convocation de la conférence, au cours de laquelle on décida l'institution de la Commission socialiste internationale.

Ladite commission ne fait nullement concurrence au Bureau socialiste international. Elle n'a qu'un caractère provisoire et sera dissoute au moment même où le Bureau socialiste international initiera, *conformément aux délibérations de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, la lutte contre la guerre.*

En ce qui concerne le *manifeste*, l'affirmation que nous venons de citer se base évidemment sur un malentendu. *Tous* les membres de la conférence ont été de l'avis unanime que l'action internationale du prolétariat en faveur de la paix ne peut dépendre des conditions militaires des différents pays. La critique exercée par le manifeste à l'égard des partis socialistes des pays belligérants, la condamnation générale de l'union sacrée, de la votation des crédits, du ministérialisme, toute cette critique aurait été absurde si la conférence considérait que l'appui accordé par la classe ouvrière aux gouvernements pourrait être justifié par les conditions militaires des différents pays ou par les aspirations du mouvement ouvrier ou du socialisme. Si la conférence s'était placée à ce point de vue, elle aurait par cela même

renoncé à une action unitaire du prolétariat international en faveur de la paix. S'il en était ainsi, l'Internationale devrait ou rester inactive jusqu'au moment où la situation militaire sera modifiée, ou bien elle devrait appuyer la politique fratricide d'une classe ouvrière contre l'autre selon les conditions militaires des différents pays ou selon leur culpabilité extérieure. Une telle attitude serait en contradiction avec les décisions de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, et surtout avec les décisions solennelles de Bâle, acceptées à l'unanimité: ... si la guerre devait néanmoins éclater, il serait du devoir de tâcher d'y mettre fin le plus vite possible et de faire tous les efforts pour profiter de la crise économique et politique de la guerre pour agiter les masses et accélérer ainsi l'abolition de la domination de la classe capitaliste.

De même le passus sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ne peut être interprété comme admission de l'appui aux gouvernements de pays belligérants. L'autonomie des peuples ne peut être réalisée dans une société basée sur la division des classes. Ce n'est que le socialisme qui peut garantir aux peuples leur autonomie et leur indépendance. *C'est pourquoi la lutte pour l'autonomie des peuples ne peut être que la lutte pour le socialisme.* Cette lutte n'étant admise par aucun gouvernement bourgeois, ceux-ci ne peuvent donc être appuyés par les socialistes.

C'est en ce sens que les délégués allemands et français se sont refusés de faire dépendre leur action pour la paix des conditions militaires du moment et c'est précisément pour cette raison qu'ils ont voté pour le manifeste. [1]

Le Comité directeur du *Parti socialiste italien,* initiateur de la conférence, vota l'ordre du jour suivant:

Le Comité directeur du PSI se réjouit vivement de la résurrection du mouvement international que le résultat des travaux de Zimmerwald a prouvée d'une façon admirable, puisque, à cette conférence, les liens de fraternité et de solidarité qui unissent les ouvriers de tous les pays contre les gestes de la bourgeoisie capitaliste et impérialiste, au-dessus de toute rancune chauvine, ont été renoués.

Le Comité directeur approuve entièrement le manifeste lancé par les représentants des différentes nationalités réunis à la conférence et s'engage à conformer son attitude et celle de tout le parti aux décisions de la conférence de Zimmerwald.

C'est pourquoi, prenant connaissance des travaux de la CSI fidèle aux traditions du socialisme international et de la lutte de classe du prolétariat, le Comité directeur s'engage à appuyer ladite commission

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale, N° 2, pp. 1-2.

par la collaboration des membres du parti et par des moyens financiers dont le Comité directeur pourra disposer et *décide* en même temps de répandre par tous les moyens et partout, *même en face de l'hostilité du gouvernement*, le manifeste de Zimmerwald qui convie les ouvriers de tous les pays à la lutte contre la guerre.

Le Comité directeur invite toutes les sections, la presse du parti, le groupe parlementaire, les représentants du parti dans les conseils communaux, dans les assemblées provinciales, les organisations ouvrières socialistes et les camarades socialistes en général, à se conformer aux décisions de la conférence internationale et les encourage à déployer une activité énergique, animée d'esprit internationaliste, afin que le mouvement en faveur d'une paix qui détruise la haine entre les nations et établisse des relations cordiales entre les peuples, devienne assez fort pour imposer à tous les gouvernements la fin de la boucherie humaine. [1]

Le *Parti socialiste roumain* soumit les résultats de la conférence de Zimmerwald à un congrès qui décida:

Le quatrième *congrès* du Parti socialiste de la *Roumanie* s'associe aux décisions de la conférence de Zimmerwald contre la guerre et pour le triomphe du socialisme international et promet à la CSI de Berne son appui moral et matériel. [2]

Le *Parti socialiste suisse*, qui avait collaboré officiellement avec le Parti socialiste italien, jusqu'au mois de mai 1915, à l'organisation d'une conférence des neutres et qui abandonna la lutte au moment où la question de réunir les groupes d'opposition fut posée, n'avait pas été officiellement invité à la conférence de Zimmerwald. La majorité du Comité directeur désapprouva l'initiative prise par son secrétaire, Platten, avec Robert Grimm et Charles Naine. Mais le congrès du parti, réuni à Aarau, les 20 et 21 novembre 1915, discuta la question et désavoua la majorité du Comité directeur et du Comité central, par 330 voix contre 51. Il vota la résolution suivante:

Le congrès du parti salue la conférence de Zimmerwald, approuve ses décisions et décide *d'appuyer autant que possible, moralement et financièrement, l'action lancée par la conférence.*

Le PSS envoie à tous les camarades qui, dans les pays belligérants, sont demeurés fidèles aux principes de l'Internationale et de la lutte de classe, l'expression de sa sympathie.

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale, N° 2, p. 5.
[2] Idem, p. 10.

Il réclame une paix basée sur les principes de la résolution de Zimmerwald, mais considère que cette paix ne doit pas être établie par la continuation de la guerre, mais bien seulement par une action révolutionnaire de la classe ouvrière...[1]

Déjà le 3 octobre 1915, des meetings avaient lieu dans toutes les grandes localités de Suisse, convoqués par le Parti socialiste suisse, l'Union syndicale suisse, le Syndicat suisse des ouvrières, l'organisation des Jeunesses socialistes suisses et par le Parti socialiste italien en Suisse, meetings au cours desquels fut votée la résolution suivante:

La guerre à laquelle les nations de l'Europe se livrent depuis quatorze mois est une guerre purement impérialiste. Les gouvernements capitalistes cachent le vrai caractère de cette lutte effroyable en faisant croire aux peuples qu'ils se battent pour leur indépendance nationale.

Les causes primordiales de la guerre actuelle sont tout autres; il faut les voir en premier lieu *dans la soif de profit du grand capital et l'ambition toujours plus grande des gouvernements impérialistes.*

Des millions d'êtres humains ont été assassinés; des millions d'autres sont horriblement mutilés; des villes et des villages sont détruits; des régions entières sont dévastées et les pertes subies par les détériorations d'œuvres d'art paraissent irréparables.

Une misère inexprimable règne partout!

Plus de cent milliards de francs sont déjà gaspillés pour cette œuvre de destruction. Les pays et les peuples s'appauvrissent chaque jour davantage.

La boucherie et la destruction folle ne sont possibles que parce que les peuples ignorent le vrai caractère de la guerre et obéissent *à la parole mensongère des grands de ce monde.* Certains socialistes aveuglés parlent encore de « tenir jusqu'à l'épuisement ou jusqu'à la victoire complète », attendant de cette fin le renforcement de la démocratie et du mouvement ouvrier.

Ils se trompent ! L'idéal du prolétariat n'a aucun rapport avec les buts de la guerre; celle-ci ne peut apporter aux prolétaires qu'une *exploitation plus intense, des charges d'impôts plus lourdes et une réaction plus prononcée encore.*

En protestant contre la continuation de la guerre, nous engageons les partis socialistes des pays belligérants à exiger la paix! Aux courageux lutteurs qui, dès les débuts de la guerre, ont osé s'opposer à leurs gouvernements, nous adressons notre admiration et notre sympathie pour avoir sauvegardé l'honneur de l'Internationale prolétarienne.

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale, N° 2, p. 10.

Nous protestons contre l'excitation chauvine et déclarons que les intérêts des travailleurs ne sont nullement identiques aux prétendus intérêts et honneurs de la nation. *La tâche essentielle du prolétariat est de lutter contre l'ennemi dans son propre pays.*

L'assemblée salue et appuie les efforts de l'*Internationale de la jeunesse socialiste* tendant à opposer à l'éducation bourgeoise de la jeunesse pour le militarisme et le patriotisme, une propagande intense en faveur de la paix universelle et de la solidarité internationale. L'assemblée affirme sa solidarité à la jeunesse socialiste de tous les pays.

L'*Internationale des femmes socialistes* soutient courageusement la lutte contre la guerre, malgré les persécutions dont elle est victime.

Camarades socialistes, hommes ou femmes! Nous ne devons nous laisser diviser ni par des différences de métiers ou de sexe, ni par des préjugés de race ou de nationalité. Unis avec les militants de tous les pays, nous crions: Vive l'union fraternelle des prolétaires de tous les pays! Luttons ensemble pour la libération politique et sociale! Vive la nouvelle Internationale du prolétariat! [1]

La conférence de Zimmerwald eut pour effet primordial de catalyser les groupes d'opposition à la guerre à l'intérieur du mouvement ouvrier international, partis et syndicats. Tous ces groupes avaient trouvé à Zimmerwald un dénominateur commun, la force et la confiance qui donnent l'assurance de n'être pas seul à lutter contre le courant et le conformisme étouffant du temps de guerre.

Partout les « Zimmerwaldiens » développèrent une très active propagande pour faire connaître le manifeste et les principes de la conférence. Dans la plupart des pays en guerre, ces textes durent être publiés ou répartis illégalement. Mais ce caractère clandestin favorisa leur lecture et leur diffusion.

Un autre effet de la conférence fut d'encourager et de hâter l'organisation de l'opposition. En France, les lecteurs de la « Vie Ouvrière » et de « Naché Slovo » formèrent, le 7 novembre 1915, le « Comité pour la reprise des relations internationales ». Merrheim avait, le jour précédent, défini ainsi le rôle de ce comité:

Comme suite à la conférence de Zimmerwald, nous avons convoqué pour demain matin, à la Bourse du Travail, les syndiqués hostiles à la nouvelle attitude de la majorité confédérale, pour les informer sur la conférence et préparer la formation d'un comité de syndiqués et de

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale, N° 2, pp. 10-11.

membres du Parti socialiste, chargé de mener l'action nécessaire pour la défense des l'internationalisme prolétarien.[1]

En Allemagne, les socialistes partisans de Liebknecht, groupés autour de la revue « Internationale » se réunirent en une conférence nationale, le 1er janvier 1916 et le 27 janvier commença la publication régulière des « Lettres de Spartacus ». Dès lors ce groupe s'intitula *Groupe Spartacus,* plus tard *Spartakusbund.*

Les partisans de Ledebour n'avaient pas été invités à la conférence du 1er janvier 1916. Ledebour avait eu, à la conférence de Zimmerwald, une vive altercation avec Lénine, parce qu'il refusait de prendre l'engagement de voter, comme Liebknecht, contre les crédits de guerre. Il avait une attitude équivoque.

Cependant la conférence de Zimmerwald, l'agitation et l'organisation qu'elle avait suscitées exerçaient aussi une influence sur les indécis. Dans la séance du groupe socialiste du Reichstag, le 13 novembre 1915, quarante-quatre députés votaient contre les crédits de guerre et soixante-six pour.

A la séance du Reichstag du 23 décembre 1915, vingt députés socialistes votèrent contre les crédits et vingt-deux s'abstinrent.

En France, le premier vote contre les crédits de guerre eut lieu le 25 juin 1916, donc après la conférence de Kienthal. Les députés socialistes Blanc, Brizon et Raffin-Dugens, les trois pèlerins de Kienthal, avaient été convaincus.

Quant à la Russie, le démocrate Milioukov, qui fut quelque temps chef du gouvernement après la Révolution russe de février 1917, déclarait:

> Déjà en 1916, l'idée de Zimmerwald s'était largement répandue parmi les masses ouvrières de toutes les puissances belligérantes. En 1917 elle se trouva être le ressort le plus puissant de la révolution russe. [2]

On ne peut rendre un plus grand hommage à la conférence de Zimmerwald.

Inutile de dire que la grande presse des pays en guerre la dénonçait comme une manœuvre sournoise de l'ennemi, quand elle ne pouvait pas la passer sous silence.

---

[1] Cité par Rosmer, déjà cité, tome II, p. 22.
[2] Idem, p. 21.

La conférence de Zimmerwald eut aussi l'heureux effet d'unir dans la même lutte militants socialistes et syndicalistes, en France en particulier où le syndicalisme avait toujours souligné son indépendance à l'égard du parti, mais aussi en Italie où la Confédération générale du travail adhéra à la Commission socialiste internationale issue de la conférence de Zimmerwald.

Il s'opérait aussi une différenciation parmi les partisans de Zimmerwald. La gauche zimmerwaldienne s'organisait et développait dans les groupes d'opposition ses idées propres. Elle visait à la création d'une nouvelle Internationale, c'est-à-dire à la scission du mouvement ouvrier.

Les représentants du Parti socialdémocrate russe, Comité central — la fraction bolchévique — en particulier ont salué la conférence de Zimmerwald comme la première pierre angulaire de la IIIe Internationale.

Lénine écrivait le 11 octobre 1915:

« C'est un fait que le manifeste constitue *un pas en avant* vers la lutte réelle contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission...

» ... Une paix entre les *tendances* du socialchauvinisme, du kautskyanisme et du marxisme révolutionnaire international qui s'éloignent toujours davantage les unes des autres, est-elle objectivement possible ? *Nous ne le croyons pas.* » [1]

Zinoviev était encore plus net. Il écrivait, à la même date:

« La vie est de notre côté. L'évolution objective des événements agira d'elle-même. Messieurs les socialchauvins et Messieurs les centristes démontreront par leur attitude aux internationalistes hésitants la justesse de la tactique intransigeante que nous avons proposée.

» Prenons par exemple seulement la question de la IIIe Internationale. Les organisateurs de la conférence, les représentants de sa majorité ont déclaré et déclarent encore qu'ils ne veulent pas créer une IIIe Internationale. « Avanti » (l'organe des Italiens) et la « Berner Tagwacht » (l'organe de R. Grimm) cherchent à prouver que la *Commission socialiste internationale* nommée par la conférence n'a nullement le but de remplacer l'ancien Bureau socialiste international et doit même contribuer à sa renaissance. Mais les événements ont leur logique. Nous verrons comment les partis socialchauvins se comporteront à l'égard de la Commission socialiste internationale.

[1] N. Lénine — G. Zinoviev, « Contre le Courant » (édition allemande, p. 280).

» L'évolution objective des événements, le développement de la lutte des tendances ont déjà provoqué ceci, que, malgré le désir des organisateurs, leur alliance avec les centristes n'a pas eu lieu. La même évolution des événements démontrera que, contre le désir des représentants de la majorité de la conférence, celle-ci deviendra la pierre angulaire de la IIIe Internationale. C'est dans cette direction que les marxistes continueront patiemment à travailler, sans faire de concessions de principes, mais aussi sans s'isoler du mouvement réel. Le temps viendra où tous les socialistes sincères proclameront avec nous: *La IIe Internationale est morte, contaminée par l'opportunisme. Vive la IIIe Internationale, libérée de l'opportunisme !* »[1]

Mais les bolchéviks n'étaient pas les seuls à préconiser, en 1915 déjà, la création de la IIIe Internationale. Le *Groupe Spartakus* allemand partageait leurs vues.

Dans les thèses de Rosa Luxembourg acceptées à la conférence des groupes Spartakus, le 1er janvier 1916, une partie importante est consacrée à l'Internationale. Après avoir analysé la situation créée par la guerre, ces thèses affirment:

Le but socialiste final ne sera atteint par le prolétariat international que s'il fait front sur toute la ligne contre l'impérialisme et s'il proclame le mot d'ordre « Guerre à la guerre! » en développant, dans sa politique quotidienne, toute sa force et le plus grand courage.

Dans ce but, la principale tâche du socialisme aujourd'hui doit tendre à rassembler le prolétariat de tous les pays en une puissance révolutionnaire active, pour en faire le facteur décisif de la vie politique, au moyen d'une forte organisation internationale ayant une même idée de ses intérêts et une même capacité d'action politique dans la paix comme dans la guerre. L'histoire le lui impose.

La IIe Internationale a été brisée par la guerre. Son insuffisance a été démontrée par son incapacité d'élever un véritable barrage contre la dispersion nationale en temps de guerre et de réaliser une tactique et une action communes du prolétariat dans tous les pays.

Vu la trahison des représentants officiels des partis socialistes des pays les plus importants envers les buts et les intérêts de la classe ouvrière, vu leur passage du terrain de l'Internationale prolétarienne à celui de la politique impérialiste bourgeoise, c'est une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale qui prenne en main la direction et la coordination de la lutte de classe contre l'impérialisme, dans tous les pays. [2]

[1] N. Lénine — G. Zinoviev, « Contre le Courant » (édition allemande, p. 287).
[2] Traduit de « Spartakus im Krieg ». Dokumente. Gesammelt und eingeteilt von Ernst Meyer, Berlin 1927, pp. 110-111.

Dans l'introduction au premier numéro de la revue de la gauche zimmerwaldienne, « Vorbote », il est déclaré:

Entre ceux qui ont fait du socialisme un instrument de l'impérialisme et ceux qui veulent en faire un instrument de la révolution aucune unité organique ne sera plus possible...

...La création de la IIIe Internationale ne sera possible que par la rupture avec le socialpatriotisme. En reconnaissant cela, nous nous plaçons sur le même terrain que la gauche zimmerwaldienne. Notre revue veut, par un travail théorique, soutenir le but que ce groupe de socialistes internationaux a fixé à son action politique pratique; par la lutte la plus vigoureuse contre le socialpatriotisme et par la démonstration inexorable des insuffisances du vieux socialisme révisionniste et radical, préparer la nouvelle Internationale. Le prolétariat prendra confiance dans la nouvelle lutte et dans le nouveau socialisme en découvrant la faiblesse et la fausseté des conceptions théoriques dont il expérimente cruellement la faillite. [1]

---

[1] Traduit de « Vorbote », N° 1, pp. 6-7.

CHAPITRE VII

La Conférence de Kienthal

Le 10 février 1916 déjà, la Commission socialiste internationale convoquait une nouvelle conférence pour le début d'avril 1916.

La raison de cette convocation fut exposée par la commission aux partis et groupes affiliés, au moyen de la circulaire suivante:

Chers camarades,

En septembre 1915, à Zimmerwald, des délégués d'organisations et de groupes socialistes ont fait le premier pas pratique pour le rétablissement des liens du prolétariat international sur la base de la solidarité de classe, d'une solidarité qui ne connaît pas de frontières et qui unit les travailleurs dans la lutte pour le socialisme, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

Le manifeste de Zimmerwald a trouvé un profond écho dans les cœurs et dans les cerveaux des prolétaires du monde. Des partis officiels, ou parties de ceux-ci, des organisations syndicales, socialistes, des associations de femmes et de Jeunesse socialiste, de nombreuses personnes individuellement ont adhéré chaleureusement à l'action tracée par la conférence de Zimmerwald pour la reprise de la lutte de classe et de la guerre contre la guerre.

Dans les pays belligérants aussi bien que dans les pays neutres se produit un mouvement plus ou moins prononcé de protestation contre la guerre. Des centaines et centaines de réunions d'ouvriers ont eu lieu soit en Allemagne, soit en France, en Angleterre, en Italie, en Russie, dans les pays balkaniques, etc. Des congrès et des conférences, des partis officiels et, en Italie même certaines administrations publiques ont approuvé la ligne de conduite du manifeste de Zimmerwald. C'est ainsi que notre appel a servi de signe de ralliement, de renouveau spirituel pour le prolétariat international et socialiste.

Depuis la conférence de Zimmerwald, la situation internationale s'est encore aggravée, les victimes dans les Etats belligérants aug-

mentent de jour en jour, en même temps que la cherté de la vie et la misère, favorisées par une spéculation effrontée protégée par une corruption toujours croissante, menacent la force vitale des peuples.

Tandis que l'accumulation des charges et des sacrifices grandit toujours, la guerre gagne encore en extension. La Bulgarie a été entraînée dans le cercle des pays belligérants. La Grèce a vu violer sa neutralité après celle de la Belgique et du Luxembourg. Le mensonge du soi-disant droit des peuples a été démasqué, ce droit a été foulé aux pieds par tous les gouvernements. Et déjà nous voyons surgir de nouvelles perspectives de guerre. L'antagonisme des intérêts capitalistes impérialistes menace d'entraîner dans la catastrophe la Suède et la Roumanie, tandis que le capitalisme américain, tout en contribuant à prolonger la guerre par ses spéculations effrontées, déploie une activité fiévreuse en poussant les Etats-Unis vers ces mêmes armements qui ont creusé l'abîme où s'engloutissent tant de cadavres humains...

Cette situation prouve encore une fois et avec la plus grande évidence que le capitalisme moderne est inconciliable, non seulement avec les intérêts de la classe ouvrière, non seulement avec les exigences du développement historique, mais avec les besoins élémentaires de toute communauté humaine. En effet, les événements ont démontré qu'aucune nation opprimée ne peut obtenir sa liberté et son indépendance des gouvernements capitalistes et par des guerres de conquête impérialiste. Comme le prouve l'exemple des Etats balkaniques et tout particulièrement le sort tragique de la Serbie et de l'Arménie, les petits Etats et les nations opprimées ne sont que des pions sur l'échiquier impérialiste de la haute finance. Après s'en être servi, on les sacrifiera tout aussi bien que la classe ouvrière sur l'autel des intérêts capitalistes.

Dans ces conditions, chaque défaite et chaque victoire signifient dans la guerre actuelle une défaite du socialisme et de la démocratie. Sauf le cas d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat international, la guerre, quelle que soit sa fin — défaite ou victoire— n'aura pour résultat que le renouvellement du militarisme, l'augmentation de la soif de conquête impérialiste, le renforcement des antagonismes internationaux et des rivalités nationales qu'on prétendait éliminer par cette guerre. La guerre a provoqué, à l'intérieur de tout Etat, une réaction inouïe, toujours croissante, un affaiblissement du contrôle exercé par l'opinion publique et l'opposition. Les parlements, dans tous les pays, sont ainsi devenus les instruments dociles du militarisme.

Les masses ouvrières elles-mêmes se rendent instinctivement compte du sort que la guerre leur prépare, se lèvent spontanément contre les auteurs de la guerre et ses conséquences. En Allemagne, des millions de femmes et d'hommes ont manifesté à plusieurs reprises, aussi bien à Berlin qu'en province, contre la cherté de la vie, en réclamant la fin immédiate de la guerre. En Angleterre, les masses ouvrières

protestent avec une énergie toujours plus forte contre les partisans du service militaire obligatoire. En Russie, plus de cent mille ouvriers votent contre la participation de leurs délégués aux comités de mobilisation industrielle et se refusent ainsi à partager, de près ou de loin, la responsabilité de la guerre. En même temps éclatent des grèves politiques à Saint-Petersbourg, à Moscou, à Kharkov, à Nijni-Novgorod, auxquelles participent des centaines de milliers de prolétaires, affirmant ainsi la volonté du prolétariat russe de ne pas adhérer à l'union sacrée et de continuer sa lutte libératrice contre le tsarisme. Même dans les tranchées, où des manifestations de camaraderie spontanées entre les soldats des armées ennemies ne sont pas rares, la volonté de protester contre la guerre s'affirme. Dans tous les pays belligérants, les peuples commencent à ne plus croire aux légendes de la guerre libératrice et commencent à se rendre compte que la soi-disant défense nationale n'est en réalité qu'un moyen pour asservir les masses à l'impérialisme.

Obligés à tenir compte du mécontentement croissant des masses organisées, les états-majors de ceux des partis socialistes qui ont accepté leur part de responsabilité dans la guerre actuelle, pour apaiser l'impatience des masses, ont eu recours à quelques vains gestes. Se basant sur une politique de réconciliation de classes et sur l'Union sacrée, ces gestes n'ont servi qu'à renforcer davantage la soumission volontaire du prolétariat aux classes gouvernantes et à prolonger la guerre.

En Allemagne, pour entraver l'opposition de la classe ouvrière à la politique « de la guerre à outrance », la majorité des dirigeants socialistes ont pris prétexte d'une interpellation sur la paix pour exprimer leur confiance dans la politique de guerre et dans les intentions pacifiques du gouvernement. Ils l'ont fait après les déclarations du gouvernement qui ne laissent pas de doute sur les plans d'annexion contre la Belgique, la Pologne, etc. En face de la misère croissante et de la cherté de la vie, les représentants de la majorité du parti et des syndicats n'ont rien trouvé de mieux que de prêcher à la classe ouvrière la modération, l'économie et l'abstention de toutes les revendications de classe.

En France, aux masses populaires désirant ardemment la paix, le parti officiel a répondu par des phrases vides sur les conditions de paix durable dont ils ont confié la réalisation aux diplomates de l'impérialisme. Le congrès de ce parti confirma la proclamation de « l'Union sacrée », la nécessité de voter les crédits de guerre et de continuer à laisser leurs chefs comme otages dans le ministère bourgeois. Il inaugura la lutte à outrance contre la propagande de la minorité socialiste qui mène courageusement la guerre à la guerre.

La majorité des socialistes autrichiens et anglais reste sur ce même terrain du socialisme patriotique. Même une petite minorité de social-démocrates et de socialistes révolutionnaires russes ont conclu un pacte nationaliste avec le tsarisme.

Qu'a fait pendant ce temps le Bureau socialiste international ? Déjà à Zimmerwald, on a dû constater qu'il a complètement failli aux devoirs qui lui étaient imposés par les décisions des congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle. Son inactivité prolongée, aussi bien que la récente déclaration de son secrétaire au congrès socialiste de Hollande prouvent qu'il n'a guère l'intention de changer d'attitude. Au nom de la commission exécutive du Bureau socialiste, son secrétaire a tenté de faire croire qu'on peut, en même temps, prêcher la soi-disant défense nationale, à savoir l'appui au gouvernement bourgeois-capitaliste, et maintenir une Internationale « plus vivante que jamais ». C'est faux et cela ne conduit qu'à duper les masses.

En luttant d'un commun accord avec la bourgeoisie de son pays contre l'impérialisme d'un autre pays, le prolétariat fortifie son plus grand ennemi: sa propre classe dirigeante. Il travaille ainsi à sa misère et à la destruction du prolétariat des autres pays belligérants. L'Internationale ne peut exister si ses sections accordent à leur gouvernement les instruments destinés à massacrer le prolétariat des autres pays. Elle ne peut exister si certaines de ses sections étouffent l'esprit de combativité des masses, elle ne peut subsister en formulant et en adressant aux gouvernements des vœux pieux pour la paix future, si ces vœux ne sont pas soutenus par une volonté consciente, par l'esprit de classe et par l'internationalisme.

Toute tentative de ressusciter l'Internationale par une amnistie réciproque des chefs socialistes compromis persistant dans leur attitude de solidarité avec les gouvernements et les classes capitalistes ne peut être en réalité que dirigée contre le socialisme et aura pour effet de briser le réveil révolutionnaire de la classe ouvrière.

En temps de paix comme en temps de guerre l'action du prolétariat de tous les pays doit combattre d'une façon commune l'impérialisme et la guerre. L'action parlementaire et syndicale, aussi bien que toute l'activité de la classe ouvrière doit être subordonnée à ce but. Le prolétariat de tous les pays doit accentuer à l'extrême son opposition à la bourgeoisie et placer au premier plan la solidarité d'intérêts et la communion d'idées du prolétariat de tous les pays. La tâche principale du socialisme doit être aujourd'hui de réunir le prolétariat international en une force révolutionnaire agissante, liée en temps de paix comme en temps de guerre par la communauté des conceptions, des intérêts et des devoirs. La classe ouvrière doit devenir un facteur décisif de la vie politique. C'est là sa mission historique.

La nécessité de se soumettre à ce principe de discipline doit passer avant tout autre devoir. Celui qui enfreint cette règle se met en opposition directe avec le prolétariat socialiste; et les sections nationales de l'Internationale qui manquent à leur devoir à cet égard délient par là-même leurs membres de toute obligation envers elles.

Dans les luttes contre l'impérialisme et contre la guerre, l'effort décisif ne peut être accompli que par les masses de tous les pays. Maintenant que les conséquences toujours plus funestes de la catastrophe s'abattent sur elles de tout leur énorme poids autant dans les pays bélligérants que dans les pays neutres, le prolétariat doit enfin organiser sa résistance. Il doit réveiller sa conscience de classe et, sans tenir compte de la situation stratégique, demander à ses députés le rejet des crédits de guerre, la sortie des socialistes des ministères et défendre à ses représentants toute participation volontaire aux organisations qui servent à la défense nationale. Il doit rompre l'Union sacrée et la remplacer par la lutte ouverte, économique et politique contre les classes dirigeantes et leurs gouvernements.

Les ouvriers conscients de tous les pays doivent dévoiler le caractère vrai de la guerre et de la politique de guerre à outrance dans les réunions privées et dans les assemblées de leurs organisations syndicales et politiques. Ils doivent s'efforcer d'agir sur les masses indifférentes ou infectées de nationalisme, ainsi que sur l'opinion publique en général, par la distribution d'écrits appropriés et par la propagande orale.

Dès que cette agitation aura atteint un certain développement, elle devra être intensifiée par des manifestations populaires et même des grèves en faveur d'augmentations de salaires, contre le renchérissement de la vie et pour une paix immédiate. Cette agitation qui doit être conduite en conservant un contact étroit entre les ouvriers de tous les pays, est conforme aux décisions solennelles des congrès de l'Internationale ouvrière qui furent tenus à Stuttgart, à Copenhague, à Bâle et au mot d'ordre qui y fut adopté à l'unanimité, à savoir:

« ... Si une guerre devait éclater, il serait du devoir du prolétariat de faire tous ses efforts pour l'abréger et de profiter de la crise économique et politique pour hâter la chute du capitalisme. »

En conséquence, nous invitons tous les partis, organisations et groupes qui adhèrent à la CSI à agir sans trêve ni repos. Leur activité sera d'autant plus féconde qu'ils conserveront un contact étroit avec les ouvriers qui mènent la même lutte dans les autres pays. Cela ne peut se produire que si ces groupes ont soin de renseigner régulièrement la CSI sur ce qui se passe dans leur pays. La commission, de son côté, informera les organisations économiques et politiques qui adhèrent aux principes de Zimmerwald de la façon dont la lutte contre la guerre est menée partout. De cette façon, elle reliera en un faisceau international tous les efforts prolétariens.

D'accord avec les représentants des organisations affiliées, la CSI à Berne préparera une deuxième conférence socialiste internationale pour continuer l'œuvre de Zimmerwald.

Nous demandons que l'ordre du jour de cette deuxième conférence soit déjà discuté dans les organisations et dans les assemblées afin

d'en assurer le succès et de propager dans les masses le mouvement initié en septembre 1915.

Nous vous envoyons nos saluts socialistes.

Berne, février 1916.

Au nom de la conférence de Zimmerwald
la CSI à Berne.[1]

La convocation avec l'ordre du jour était ainsi libellée:

D'un commun accord avec des représentants des partis, des organisations et des groupes affiliés, la Commission socialiste internationale de Berne, en exécution des décisions prises à Zimmerwald, convoque une *seconde conférence socialiste internationale*. La conférence aura lieu au plus tard au commencement du mois d'avril 1916, dans une ville de la Hollande qui sera désignée ultérieurement. Les travaux de la conférence procéderont selon l'ordre du jour suivant:

1. Election du Bureau et de la Commission pour la vérification des mandats;
2. Règlement;
3. Rapport sur l'activité de la Commission socialiste internationale de Berne;
4. Rapports des délégués;
5. *La lutte pour hâter la fin de la guerre;*
6. *L'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix;*
7. *Agitation et propagande;*
   a) action parlementaire;
   b) action des masses;
8. *La question de la convocation du Bureau socialiste international à La Haye;*
9. Divers.

La date exacte de la conférence ainsi que l'endroit où elle aura lieu seront communiqués directement à ceux qui auront avisé la CSI de leur participation à la conférence. Les camarades sont priés de se mettre en communication au plus vite avec la CSI.

Quant à l'admission à la conférence, elle sera subordonnée aux conditions suivantes:

1. Seront admis seulement les représentants des organisations politiques et syndicales et les adhérents individuels qui se placent sur le terrain des décisions de la Conférence de Zimmerwald.

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, N° 3, pp. 2-3.

2. Pour les pays dont les partis officiels et les syndicats adhèrent à la CSI ne seront admis que les délégués désignés par les organisations susmentionnées.

3. Pour les pays dont les partis officiels n'adhèrent pas à la CSI ne seront admis que les délégués des organisations qui:

a) déploient dans leur pays une activité orale ou écrite conforme aux décisions de Zimmerwald;

b) peuvent présenter à la CSI des preuves de leur activité.

4. Des délégations individuelles ne sont admises qu'exceptionnellement et avec voix consultative.

5. En cas de contestation de la validité des mandats, la décision définitive sera soumise à une commission de neuf membres — y compris les quatre membres de la CSI — qui décidera après s'être mise au courant de la situation.

6. La conférence décidera selon quelle proportion on votera.

Les partis, les organisations et les groupes affiliés sont priés de faire parvenir à la CSI de Berne les rapports destinés à la conférence, au plus tard pour la fin du mois de mars 1916. Les motions concernant l'ordre du jour provisoire doivent être envoyées à la CSI à la même époque. Il serait à désirer que ces motions puissent être imprimées.

Pour contribuer aux frais de la conférence, tous ceux qui désireront y prendre part devront verser la somme de dix francs avant le commencement de la conférence.

Espérant que la conférence enregistrera une nombreuse participation, nous invitons les organisations à discuter les problèmes mis à l'ordre du jour de ladite conférence.

Salutations socialistes.

Berne, 10 février 1916.

La Commission socialiste internationale de Berne. [1]

Le lieu de la conférence, indiqué en Hollande, n'était qu'une feinte pour dérouter les recherches de la police et des espions, dont le nombre grandissait avec l'inquiétude des gouvernements.

La préparation

Robert Grimm donne de la préparation de cette seconde conférence qui lui était confiée, les détails suivants dans ses souvenirs:

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, N° 3, p. 1.

On ne saurait méconnaître les difficultés que le mouvement de Zimmerwald devait rencontrer dans la plupart des pays. L'écho qu'il trouva sur le plan international fut d'autant plus remarquable. Il annonçait l'avènement d'une nouvelle ère de l'histoire universelle; à l'idéologie du passé s'opposait celle de l'époque née avec la guerre mondiale.

La Commission socialiste internationale chercha à établir un contact étroit entre les partis et les groupes affiliés. Elle publia un bulletin périodique paraissant en trois langues. Elle créa une commission élargie chargée d'examiner les questions importantes de politique internationale.

Mais elle ne bénéficiait pas de l'autorité dont avait joui la conférence. La convocation d'une deuxième conférence s'imposait, cela d'autant plus que les divergences de vues sur la voie à suivre dans l'action pour la paix subsistaient et se trouvaient encore accrues par suite de l'évolution des opérations militaires.

La délégation russe surtout était divisée. Les adhérents bolchévistes du mouvement zimmerwaldien avaient créé un groupe la « gauche zimmerwaldienne » dont le chef était Lénine qui, à ce moment, vivait encore en Suisse comme émigré. Il fonda à Zurich un club de discussion dans l'intention d'organiser des échanges de vues avec les camarades zurichois.

Cette tentative ne semble pas avoir eu le succès escompté. Kroupskaia, la femme de Lénine, en fait, dans ses mémoires, la description que voici: « On se réunissait dans le petit café « Zum Adler », non loin de notre appartement. La première fois, une quarantaine de personnes y vinrent. Lénine parla de la situation et s'exprima d'une façon très tranchante. Bien que tous les participants fussent des internationalistes, les Suisses furent très irrités de cette façon cavalière de poser les problèmes. Je me souviens d'une intervention d'un représentant de la jeunesse suisse qui conseilla de ne pas se briser la tête contre les murs! La fréquentation de nos assemblées diminua peu à peu. La quatrième fois il n'y eut plus que des Russes et des Polonais qui sortirent quelques boutades, puis rentrèrent chez eux. »

Cette expérience n'empêcha pas la gauche zimmerwaldienne de persévérer dans ses efforts. Sans succès auprès des Suisses, elle bombardait d'autant plus la Commission socialiste internationale de ses thèses et résolutions. Une clarification devenait nécessaire. La commission convoqua alors la seconde « Conférence de Zimmerwald » du 24 au 30 avril 1916, à Kienthal.

Les préparatifs de cette conférence furent faits par moi-même, de la même façon que pour la première. Le lieu et la date devaient être tenus secrets à tout prix, la surveillance des internationalistes dans les pays en guerre ayant été renforcée. Pour distraire l'attention, il fut annoncé que la conférence se tiendrait en Hollande, alors qu'elle devait se réunir dans l'Oberland bernois. A nouveau, aucun des participants

n'avait eu connaissance du but du voyage, pas plus que les habitants de Kienthal n'avaient la moindre idée de ce qu'était cette rencontre, qui apparaissait à l'extérieur comme une manifestation touristique.

Cette fois-ci, 45 participants assistèrent à la conférence, soit 17 d'Allemagne, 4 de France, 1 d'Angleterre, 8 d'Italie, 8 de Russie, 5 de Pologne, 1 de Serbie, 1 du Portugal; en outre 5 de Suisse, 1 de l'Organisation internationale de la jeunesse et 4 membres de la CSI.

L'assemblée plénière fut précédée d'une conférence préliminaire chargée de préparer les débats. Les opinions s'y montrèrent profondément divisées, et pas seulement sur la question de la paix.

Les bolchéviks formulèrent leur point de vue dans une longue déclaration. La paix qui mettrait fin à la guerre ne pourrait qu'enregistrer les déplacements de forces résultant de la guerre. Une guerre impérialiste ne peut aboutir à une paix démocratique. Une telle paix ne peut être que la conséquence d'une suite de révolutions.

Le mot d'ordre de Zimmerwald « paix sans annexions » égare les masses — disaient les bolchéviks. On ne peut affirmer que toute incorporation d'un nouveau territoire constitue une agression — ajoutaient-ils, non sans pressentir peut-être les visées sur les Etats baltes et la Pologne. « L'incorporation d'un pays par la force des armes ne constitue pas nécessairement une annexion, car le socialisme ne peut condamner en principe les guerres faites dans l'intérêt de la majorité de la population... Tout programme de paix est une hyprocrisie s'il n'est pas soutenu dans le peuple par une propagande montrant la nécessité de la révolution et encourageant l'activité révolutionnaire (protestations, fraternisation dans les tranchées, grèves, manifestations, lettres des combattants à leurs familles les invitant à ne pas souscrire aux emprunts de guerre). »

Ces mots d'ordre et d'autres encore révèlent les buts et les tendances de l'aile bolchévique. Elle entendait renforcer la propagande en vue de la révolution mondiale, dont la survenance ne faisait pour elle aucun doute.

La majorité de la conférence de Kienthal ne put accepter les propositions des bolchéviks. Tout en admettant certaines considérations théoriques sur le caractère de la guerre, elle exprima des doutes sur la possibilité de mesures pratiques immédiates contre la guerre. Elle considéra que, tant que le socialisme n'avait pas réalisé la liberté et l'égalité des peuples, il fallait se prononcer contre toute violation de l'intégrité des nations et notamment des petites nations. Elle réclama la protection des minorités nationales et l'autonomie des peuples sur la base de la démocratie intégrale.

Il fallait réprouver, au même titre que les annexions, les indemnités de guerre perçues au profit des puissances impérialistes. Le fardeau des indemnités finirait par retomber, dans chaque pays, sur le dos de la classe ouvrière. Il fallait tendre à reporter, non pas d'un peuple

sur l'autre, les conséquences économiques de la guerre, mais à faire retomber sur les possédants le poids de la dette publique.

La majorité de la conférence — à laquelle les bolchéviks se rallièrent finalement pour des raisons de tactique, afin de réaliser l'unité, de façade tout au moins — dut tenir compte de la situation de fait. C'est ainsi seulement que la conférence put prendre une décision unanime.

Dans l'ensemble, la résolution de Kienthal marque un progrès sur celle de Zimmerwald. En toute logique, elle s'oriente dans la même voie et va plus loin, en tenant compte du développement de la situation issue de la guerre.

Cette résolution ne devait être qu'une ligne directrice et rien de plus. Une décision de congrès ne suffit pas à provoquer une action des masses. Mais, quand le processus de clarification et de fermentation commence, il ne faut pas l'abandonner à lui-même. C'est alors qu'il incombe aux socialistes de prendre les devants, de montrer aux masses le vrai but et la voie praticable. Ils doivent s'efforcer d'analyser et de diriger le développement historique.

Inspirée de cette conception socialiste, la conférence publia un « appel aux peuples qu'on ruine et qu'on massacre ». Elle se déclara d'autre part opposée à la politique erronée du Bureau socialiste international transféré de Bruxelles à La Haye et qui était aux mains des socialistes de l'Entente, favorables à la guerre.

Plus rapidement que n'osaient l'espérer même les plus optimistes, les mots d'ordre généraux lancés par Zimmerwald et Kienthal acquirent une importance historique. Paix sans annexions, paix sans indemnités de guerre, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devinrent un mot d'ordre qui n'était plus seulement, comme en 1915, celui d'une minorité de combattants socialistes. La formule zimmerwaldienne prit, dans les discussions publiques sur la paix, une place de plus en plus importante, quelle que fût l'interprétation qu'on lui donnât. On parlait de la « paix zimmerwaldienne » et l'on ne pouvait ignorer ses postulats.

Deux causes surtout étaient à l'origine de cette situation.

Au fur et à mesure qu'elle durait, la guerre s'engageait dans une impasse. Les gouvernements ne savaient plus comment s'y prendre. Les espoirs et les promesses faites aux peuples ne se réalisaient pas, même dans les pays vainqueurs. Dans tous les Etats en guerre, ce n'était que destructions et anéantissement. Ainsi que les événements le démontrèrent par la suite, la réconciliation des peuples resta une chimère.

A tout cela s'ajouta encore l'événement le plus marquant de l'histoire, la Révolution russe. Elle se produisit sans qu'on l'ait prévue comme une donnée du problème. Elle entraîna l'arrêt des opérations militaires sur tout le front est et anéantit les buts de guerre que le tsarisme avait faits siens. La tempête de la révolution balaya la monarchie russe.

Milioukov, représentant et chef idéologique du libéralisme russe, se fit en Europe occidentale le porte-parole des rêves impérialistes et réclama de sa propre nation qu'elle continuât la guerre. Il dut quitter, tête basse, la tribune de la politique ministérielle. Le Conseil des ouvriers et soldats de Petersbourg, qui était alors dans son plein épanouissement, adopta et prêcha les principes de Zimmerwald et de Kienthal.

Mais la résolution de Kienthal ne contenait pas qu'un appel à la paix et à la lutte contre la guerre. Elle prévoyait la période d'après-guerre.

« La guerre — disait-elle — est issue des antagonismes capitalistes; elle n'élimine pas les causes des conflits futurs. Elle renforce le capitalisme et suscite de nouveaux antagonismes. Il s'ensuit un accroissement de la réaction économique et politique, de nouveaux armements et le danger de nouvelles conflagrations mondiales. »

Apparemment, c'était de la théorie pure. Quelques-uns seulement tendirent l'oreille, quelques-uns seulement y crurent. Bien des personnes font fi de la théorie. Mais celles-là ignorent généralement aussi la pratique. A défaut de quoi elles apprendraient combien la théorie est parfois clairvoyante et se trouve ensuite confirmée par la pratique.

C'est ce qui s'est produit. Pendant les années qui suivirent, le développement de l'histoire confirma l'exactitude de ces constatations théoriques.

On conclut, à la fin de la guerre, les accords d'armistice qui portaient déjà en eux le germe de nouvelles guerres. Puis, pour sceller une paix durable, on fonda, sous le mot d'ordre « Plus jamais de guerre », la Société des Nations. Dans d'innombrables séances et conférences, elle s'efforça d'acquérir une autorité qu'elle ne trouva jamais.

Le 27 août 1928, le secrétaire d'Etat américain, Kellog, obtint la conclusion, à Paris, d'un accord international qui devait empêcher la guerre pour tous les temps. Bien que les signataires de ce pacte fussent l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Pologne et la Tchécoslovaquie et que bon nombre d'autres pays, comme l'Union soviétique, y eussent adhéré, cette mise de la guerre hors la loi n'a empêché ni la guerre d'Abyssinie, ni la deuxième guerre mondiale, ni la guerre de Corée, ni les combats meurtriers dans les colonies.

Zimmerwald et Kienthal avaient eu raison. [1]

De son côté, la Commission socialiste internationale publia dans son bulletin N° 3 le texte suivant concernant la préparation de la conférence de Kienthal:

---

[1] « VPOD », journal des travailleurs des Services publics, Zurich. Paru en français dans « Socialisme démocratique », Genève N° 14-15.

Pour préparer la seconde conférence internationale et pour s'entendre sur quelques autres questions internationales, a eu lieu, au commencement du mois de février, à Berne, une réunion de représentants de partis socialistes, d'organisations et de groupes de divers pays avec les membres de la Commission internationale créée par la conférence de Zimmerwald. Les camarades qui ont participé à la réunion avaient été délégués par leurs organisations à la commission élargie. Pourtant il n'a pas été possible de réunir l'assemblée plénière de la commission élargie, plusieurs de ses membres ayant été empêchés (impossibilité de se procurer des passeports, etc.) de se rendre à la réunion. C'est pourquoi la réunion n'eut qu'un caractère purement consultatif. Pour pouvoir s'entendre sur certaines questions, quelques membres du Bureau de la jeunesse socialiste prirent part à la première séance.

Les rapports présentés par les délégués de divers pays prouvent que le manifeste de Zimmerwald a trouvé un accueil enthousiaste dans les masses ouvrières. A l'adhésion des partis, des organisations et des groupes énumérés dans le numéro 2 du bulletin, dont une partie se sont déclarés en faveur des décisions de Zimmerwald, tandis que d'autres ont adhéré directement à la CSI, s'est ajoutée l'adhésion d'autres organisations importantes et de groupes.

Naturellement, l'organisation se développe bien moins rapidement en temps de guerre qu'en temps de paix, d'autant moins que dans les pays dont la majorité socialiste est pour le jusqu'au-boutisme on a doublement à lutter pour faire admettre les décisions de Zimmerwald, étant donné qu'il s'agit de vaincre deux espèces d'obstacles: ceux qu'opposent les organes de l'Etat et ceux qui émanent des partis socialistes officiels.

La réunion s'occupa surtout de la préparation de la seconde conférence. Le but auquel aspiraient tous ceux qui y ont pris part est celui de substituer toujours plus à l'action individuelle une action des masses et de leurs organisations. Ce n'est que lorsque les masses manifesteront par l'action leur volonté de faire triompher la paix, ce n'est qu'alors que les classes dirigeantes seront obligées de se rendre à leur volonté. C'est là le but auquel doivent viser les travaux de la seconde conférence et c'est dans ce sens qu'on s'est décidé pour une circulaire que la CSI fera parvenir aux organisations affiliées, afin de la répandre parmi les ouvriers.

La conférence elle-même doit être préparée et réalisée conformément aux décisions de Zimmerwald. Ce n'est pas à l'abandon des organisations par les ouvriers qu'elle aspire. C'est au-dedans des organisations et des fédérations qu'il s'agit de travailler pour le renouveau moral du prolétariat, pour donner à l'Internationale ouvrière un caractère socialiste qui puisse triompher du nationalisme et du chauvinisme et rendre possible une action unifiée du prolétariat en temps de paix et en temps de guerre. C'est en partant de cette considération que

l'ordre du jour de la prochaine conférence a été fixé. Ses points les plus importants seront:

la lutte contre la guerre, l'attitude de la classe ouvrière face aux questions de la paix, la propagande et l'agitation pour les principes approuvés par la conférence de Zimmerwald, tant au point de vue de l'action parlementaire qu'au point de vue de l'action des masses, et enfin la question de la réunion du Bureau socialiste de La Haye.

Les débats sur ces points doivent servir à éclaircir et à préciser les idées, ce qui est absolument nécessaire pour coordonner la lutte pour la paix et pour la rendre victorieuse. Le fait que les membres de la réunion en question n'envisagent pas d'une manière identique les conditions dans les différents pays et la tâche immédiate du prolétariat prouve combien il est nécessaire de s'entendre, tandis que le fait que la réunion se soit mise d'accord sur la tâche de la prochaine conférence prouve que l'Internationale, qui est en train de s'éveiller, est animée du ferme désir de déployer une activité utile. C'est là la preuve qui se dégage des débats qui ont eu lieu à Berne du 5 au 9 février. Ils ont sensiblement contribué à éclaircir plusieurs questions et nous autorisent à espérer que la seconde conférence pourra faire un travail utile. [1]

Les trois numéros du bulletin officiel publiés depuis la conférence de Zimmerwald contiennent une foule de rapports, de renseignements et de documents sur l'activité déployée depuis la conférence de Zimmerwald par les divers groupes rattachés à la commission. Toute cette documentation montre le réveil des masses ouvrières, mais aussi la répression grandissante, tant des gouvernements que des partis socialistes officiels contre l'opposition. C'est de leurs prisons que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg enrichissent de leurs écrits la propagande illégale du groupe « Spartakus ».

En Suède, restée neutre, le député Höglund et deux autres membres du mouvement de la Jeunesse socialiste, le Dr Heden et Oljelund, furent arrêtés en mai 1916 et condamnés, Höglund à trois ans, Oljelund à un an et demi et Heden à un an de travaux forcés, pour trahison. Ils avaient fait de l'agitation en faveur de la grève générale contre la guerre.

Les divers groupes se préoccupaient aussi des conditions de paix, afin de créer une situation internationale qui ne permette plus de nouvelles guerres.

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, No 3, 29 février 1916, p. 4.

Voici le compte rendu officiel de la conférence de Kienthal publié par le bulletin N° 5:

Invités par la Commission socialiste internationale à Berne, instituée lors de la conférence de Zimmerwald, en septembre 1915, les représentants des organisations et des groupes adhérant à cette commission se sont rencontrés à une deuxième conférence internationale socialiste. Cette conférence a eu lieu du 24 au 30 avril 1916 à Kienthal (Suisse).

La Commission socialiste internationale, d'un commun accord avec les représentants de nombreuses organisations adhérentes, avait déjà expliqué dans une circulaire, en février 1916, la nécessité d'une nouvelle réunion des partis, des minorités et des groupes qui se posent sur le terrain des principes contenus dans le manifeste de Zimmerwald, pour se concerter sur la position à prendre en face des événements survenus depuis la première conférence. « La tâche principale du socialisme » — dit la circulaire susmentionnée — « doit être aujourd'hui de réunir le prolétariat international en une force révolutionnaire agissante, liée en temps de paix comme en temps de guerre par la communauté des conceptions, des intérêts, des devoirs ».

Partant de la constatation que les événements survenus depuis la conférence de Zimmerwald ont confirmé la justesse des postulats théoriques et pratiques qui y ont été formulés, après avoir stigmatisé l'attitude des majorités des partis socialistes qui ont adhéré à l'union sacrée et par cela même entravé le mouvement du prolétariat en prolongeant la guerre et en aggravant les conditions générales des classes ouvrières et après avoir attiré l'attention sur l'attitude passive du Bureau socialiste international, la CSI soumit aux organisations adhérentes un ordre du jour pour une deuxième conférence internationale en fixant comme suit les conditions d'admission. (Voir conditions déjà citées dans la lettre de convocation à la conférence.)

Les rapports publiés dans le bulletin aussi bien que les nouvelles publiées par les journaux sur les partis socialistes des pays belligérants prouvent suffisamment que la conférence de Zimmerwald et son manifeste ont trouvé un profond écho. L'orientation que le prolétariat est en train de prendre, après que le cauchemar provoqué par la guerre et par l'attitude des instances nationales et internationales du socialisme se soit dissipé, rend toujours plus urgente une action du prolétariat de tous les pays, guidé par les principes du socialisme international. Que la communauté des intérêts et de l'idéal du prolétariat de tous les pays, loin d'être annulée par la guerre, ait été au contraire rendue plus évidente par le caractère impérialiste du conflit actuel des peuples, a été prouvé avant tout par l'action développée par le prolétariat des différents pays belligérants, guidée par les mêmes principes, aspirant au même but. La conférence de Zimmerwald, le

manifeste qui y a été signé, la déclaration franco-allemande qui y a été faite, les décisions qui y ont été prises, ce sont là les preuves de l'entente théorique et pratique des classes ouvrières des différents pays. La signification de l'action de Zimmerwald — si modeste soit-elle — consiste dans le fait qu'elle a réveillé la conscience des devoirs internationaux et révolutionnaires du prolétariat, conscience qui était sur le point de s'évanouir. Les adhérents de l'action de Zimmerwald et les participants à ses conférences n'ont jamais douté que les réunions internationales ne sauraient seules ramener à la vie et à l'action l'Internationale prolétarienne. L'Internationale doit naître dans les divers pays de la conscience socialiste et de son application pratique, elle ne peut devenir active, atteindre une puissance politique par des résolutions de congrès. Tout en tenant compte du fait que la conscience socialiste est déterminée par le développement historique, on ne pouvait pourtant pas attendre avec le groupement international des forces restées fidèles au socialisme que la conscience socialiste soit mûre dans tous les pays et chez tous les ouvriers. La conscience internationale du socialisme ne peut pas s'affirmer d'un seul coup, elle aussi doit se développer et être développée par les ouvriers eux-mêmes. C'est cette considération qui a rendu nécessaire la convocation de la conférence au mois de septembre. Mais on ne devait pas en rester là. Après le premier effort tendant à réunir les forces de l'Internationale, après Zimmerwald qui est devenu un symbole de ce ralliement, il a fallu préciser davantage l'action du prolétariat international, et ceci à deux points de vue. Au point de vue positif, il a fallu tracer un programme d'action pour le prolétariat, au point de vue négatif, il a fallu préciser et souligner les raisons de la profonde hostilité du prolétariat envers les « solutions » que les pacifistes et les pseudo-socialistes s'acharnent à donner au problème mondial.

Les délégations

Vu les nombreux obstacles et les grandes difficultés que les délégués des pays belligérants doivent surmonter pour pouvoir participer à une conférence internationale, le nombre des camarades qui ont pris part à la seconde conférence internationale peut être considéré comme très satisfaisant; si tous les camarades qui y furent délégués avaient pu y participer, le nombre des organisations représentées et celui des délégués aurait été augmenté de plus d'un tiers. Les représentants d'Angleterre, d'Autriche, de Roumanie, de Bulgarie, de Suède, de Norvège et de Hollande ont été empêchés de prendre part à la conférence à la suite de difficultés de passeports que les gouvernements des pays belligérants leur ont faites; les délégations allemande et française ont été diminuées de moitié environ par refus de passeports et par d'autres mesures politiques.

Ont été représentés les pays suivants:

Allemagne: Les groupes « l'Internationale », « l'Opposition dans l'organisation » et l'organisation locale d'une ville du Nord. En tout sept délégués.

France: A la suite de l'impossibilité de se procurer les passeports, les minorités du parti et des syndicats adhérant à Zimmerwald et qui sont représentées par le « Comité pour la reprise des relations internationales » durent se limiter à déclarer par écrit leur adhésion à la deuxième conférence et à toutes ses décisions. La Fédération nationale des syndicats des instituteurs de France se trouva dans le même cas. Par contre, quatre camarades de France, parmi lesquels trois députés de la Chambre, assistaient à titre personnel à la conférence.

Angleterre: Le gouvernement anglais refusa, comme pour la première conférence, de délivrer des passeports aux délégués nommés par l'Independant Labour Party et par le British Socialist Party. Les deux partis envoyèrent des télégrammes de sympathie. Un membre de l'ILP assista à la séance en qualité d'hôte.

Italie: Délégation officielle du parti et du groupe socialiste à la Chambre, en tout huit délégués.

Russie: Délégation officielle du Parti des socialistes révolutionnaires (internationalistes), du Comité central et du Comité d'organisation du Parti ouvrier socialdémocrate de Russie et de la socialdémocratie de la Lithuanie. Nombre total: huit délégués.

Hollande: Radek.

Pologne: Délégation officielle du Comité national et du Comité central de la socialdémocratie de la Pologne russe et de Lithuanie, ainsi que du Parti socialiste polonais (Lewitza); en tout cinq délégués.

Serbie: Le Parti socialdémocrate ouvrier de Serbie a été représenté par un membre de la Skouptchina.

Portugal: Un délégué du Parti socialiste portugais.

Suisse: Représentation officielle du Parti socialiste par cinq délégués.

En outre fut représenté par un délégué le secrétariat de la Jeunesse socialiste internationale et furent présents les membres de la CSI à Berne, de sorte que le nombre total des participants se monta à quarante-quatre.

Après la conférence, le Comité central du Parti ouvrier socialdémocrate de Bulgarie fit savoir que ses deux délégués n'avaient pu franchir la frontière autrichienne et il déclara son adhésion aux résolutions prises. L'Union des ouvriers juifs de Lithuanie, de Pologne et de Russie fut également empêchée d'envoyer un délégué. Elle fit parvenir une lettre dans laquelle elle saluait chaleureusement la deuxième conférence socialiste internationale.

Les débats

L'ordre du jour fut accepté par la conférence sans grandes modifications. Pour pouvoir suffisamment discuter les autres questions à l'ordre du jour, on décida de limiter et d'abréger autant que possible les rapports des divers pays, étant donné que le bulletin de la CSI avait déjà publié des comptes rendus assez détaillés du mouvement socialiste dans les divers pays. C'est pourquoi la conférence décida que seules les délégations allemande et française présenteraient un rapport sur ce qui s'était passé dans le mouvement de leur pays depuis Zimmerwald. Les délégués de ces deux pays ont donné de bonnes nouvelles sur l'augmentation des forces de l'opposition socialiste; partout les événements ont conduit à établir une ligne de démarcation très nette entre les social-patriotes et les internationalistes. En Allemagne, une scission s'est opérée au sein du groupe parlementaire et certaines organisations socialistes ont décidé de ne plus verser leurs cotisations au Comité central parce qu'il n'est guère possible de soutenir une institution qui déploie une action contraire aux principes et aux décisions du parti et qu'on ne peut guère fournir des moyens qui seraient employés pour lutter contre l'opposition internationaliste. Quant à la France, la séance du Conseil général qui a eu lieu au mois d'avril constitue un progrès évident en comparaison du congrès de décembre 1915. Tandis qu'au congrès de décembre 1915 il fut encore possible de faire voter, presque à l'unanimité, un ordre du jour tendant à faire appuyer la politique du gouvernement, au mois d'avril, un tiers des mandataires se prononça en faveur de la reprise immédiate des relations internationales. On comprend que, en Allemagne comme en France et dans d'autres pays, le mouvement soit en train de se former et de se préciser, ce qui, du reste, résulte très clairement des rapports des divers pays.

C'est surtout des points 5 et 6 de l'ordre du jour (l'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix, la lutte pour hâter la fin de la guerre) que la conférence s'est occupée.

En ce qui concerne l'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix, la résolution qui fut votée à ce sujet à l'unanimité, fut élaborée dans une commission qui a consacré beaucoup de travail et de zèle à l'étude de ce difficile problème. Trois projets de résolution avaient été soumis à la commission: le premier de ces projets émanait de la gauche zimmerwaldienne, le second du groupe de l'Internationale d'Allemagne et le troisième d'un membre de la CSI. La plupart des membres de la conférence furent d'avis qu'il était nécessaire de préciser, dans une résolution, l'attitude du prolétariat face aux problèmes de la paix, tandis qu'une petite minorité croyait qu'on pouvait englober dans cette résolution toutes les questions concernant l'action internationale et les directives pour la reconstruction de

l'Internationale. La majorité fut d'avis qu'il était nécessaire de préciser les décisions prises à Zimmerwald, étant donné qu'elles avaient été l'objet de critiques et d'interprétations erronées. Certains socialpatriotes, par exemple, voulaient se servir des décisions de Zimmerwald pour justifier l'appui socialiste aux gouvernements des pays de l'Entente. D'un autre côté, on objectait que le manifeste de Zimmerwald, par son postulat de paix sans annexions, tendait à conserver le statu quo ante, tel qu'il avait existé avant le mois d'août 1914. D'autres encore prétendaient que la classe ouvrière aurait pu exercer une influence sur les conditions de la paix future en se limitant à formuler des propositions de paix plus ou moins habiles, en renonçant à une action immédiate contre la guerre.

Les membres de la conférence furent unanimes sur la nécessité de répudier, de la façon la plus énergique, cette conception qui n'a rien de socialiste et tend à détourner le prolétariat de sa lutte pour le socialisme. Ce n'est pas en croisant les bras, en se contentant de voter des résolutions plus ou moins habiles, en faisant des projets et des propositions, que la classe ouvrière pourra écarter le danger de nouvelles guerres. Si la classe ouvrière ne combat pas pour ses revendications, en temps de paix comme en temps de guerre, elle ne pourra exercer aucune influence sur le traité de paix. Toutes les belles phrases sur une paix durable que les gouvernements capitalistes et leur diplomatie seraient censés réaliser ne sont autre chose que des tentatives de tromper le prolétariat et ne tendent, somme toute, qu'à sacrifier les meilleures forces de la classe ouvrière sur l'abattoir de l'impérialisme.

Cette question de principe ayant été envisagée d'une façon identique par tous les membres de la conférence, la discussion qui a eu lieu dans la commission n'eut pour objet que les questions pratiques, la question de savoir si et dans quelle mesure la réduction des armements, les tribunaux d'arbitrage obligatoire pouvaient diminuer le danger d'une nouvelle guerre. C'est sur ce point qu'il y eut divergences d'idées entre la grande majorité et une petite minorité des délégués. La majorité niait l'efficacité des mesures susmentionnées que la minorité ne croyait pouvoir rejeter sans autre. On se décida à soumettre la question à la conférence. Le manque de temps empêcha une ample discussion au sein de la conférence. C'est pourquoi, au moment du vote, plusieurs délégués, tout en votant la résolution — elle fut adoptée à l'unanimité — firent des réserves sur certains points de la résolution, les uns parce qu'elle n'allait pas assez loin, les autres parce qu'elle semblait trop pessimiste dans certains détails.

La seconde question, celle de la convocation du Bureau socialiste de La Haye, fut de même discutée avec ampleur. Dans cette question

aussi, tous les délégués ont manifesté leur accord de principe. On fut unanime dans la critique la plus sévère à l'égard de l'attitude du Comité exécutif du Bureau socialiste international aussi bien que dans la constatation des causes qui avaient déterminé sa faillite et dans la constatation du fait que le Bureau socialiste international était devenu un otage des gouvernements impérialistes des pays de l'Entente. Cette fois encore, comme dans le cas précédent, une divergence d'opinion se manifesta exclusivement quant aux conclusions pratiques que les adhérents à Zimmerwald devaient tirer des constatations communes. Les uns disaient que les partisans de l'action de Zimmerwald ne devaient pas participer à une éventuelle séance du bureau et qu'il fallait laisser à l'état-major du social-patriotisme le soin de démontrer sa totale incapacité de fonctionner et l'état pitoyable auquel il s'était réduit. D'autres camarades étaient d'avis que, tout en ne demandant pas la convocation du Bureau socialiste international, il fallait pourtant, si la convocation devait avoir lieu, prendre part à la séance pour critiquer de la façon la plus ample et la plus sévère les social-patriotes, pour démontrer au prolétariat mondial combien le socialisme a été trahi par le social-patriotisme et pour dénoncer le vrai caractère du social-patriotisme et ses conséquences funestes. D'autres camarades enfin, tout en partageant absolument la façon de juger et de condamner le comité exécutif, étaient d'avis que c'est précisément pour cela qu'il fallait exiger la convocation du Bureau socialiste international. Ces camarades croyaient en plus que l'opposition internationaliste pouvait devenir majorité au sein du Bureau socialiste international et que l'Internationale socialiste pourrait être ainsi acquise aux principes fixés dans les décisions de Zimmerwald. Après une ample discussion, les délégués se mirent d'accord sur le vote d'une résolution qui reflète tous les courants qui s'étaient manifestés. La résolution adoptée à l'unanimité contient une critique très sévère de l'attitude du Bureau socialiste international pendant la guerre; elle combat non moins énergiquement toute tentative de dissimuler le réel état de choses par une paix séparée entre les social-patriotes et signale en même temps l'attitude que les partis adhérant à Zimmerwald devront observer si la commission élargie de la CSI devait recommander aux partis affiliés de prendre part à une séance du Bureau socialiste international. La majorité des délégués souligna à maintes reprises que, malgré les profondes et irréductibles divergences qui existent au sein des partis nationaux, comme au sein de la IIe Internationale, il ne peut s'agir en aucun cas de l'intention de décréter ou de créer artificiellement une nouvelle Internationale. Celle-ci ne peut se former que dans la lutte constante et intense de la classe ouvrière contre ses ennemis de classe, moyennant l'épuration de la conception socialiste, et ne peut certes pas être décidée par une conférence.

S'il était nécessaire de prendre position sur les deux questions principales, il n'était pas moins important d'adresser à nouveau un appel aux masses. Dans une proclamation, dont le texte fut également admis à l'unanimité, il fut donné une analyse de la situation créée par la guerre; cette analyse est rédigée de telle façon que la conséquence logique qui en découle pour la classe ouvrière s'impose d'elle-même. Une commission en élabora les lignes directrices ainsi que la forme et la conférence l'approuva sans sensibles modifications.

Dans l'intervalle des discussions sur les trois questions mentionnées, la conférence prit connaissance du rapport financier de la CSI en renvoyant la discussion du rapport sur l'activité de la CSI aux débats sur l'action parlementaire et sur la rédaction définitive des résolutions et de l'appel, débats renvoyés eux-mêmes à la CSI élargie. Les comptes de la CSI pour la période du 6 septembre 1915 au 20 avril 1916 se présentent comme suit:

Recettes	Fr. 5209,73
Dépenses	» 4517,35
Solde actif	» 692,38

Les partis et groupes affiliés ont payé en cotisations 3478 fr. 30, les dons de diverses organisations locales et de particuliers se sont montés à 1553 fr. 65. Les dépenses comprennent: 2950 fr. 90 pour frais d'impression (bulletin, etc.), 988 fr. 50 pour frais de bureau, ports et frais généraux et 299 fr. 25 pour l'organisation de la première conférence. Constatons à cette occasion que les membres de la CSI ne touchent aucune rémunération pour leur travail, y compris les travaux de traduction. Les comptes ont été contrôlés et ratifiés par la conférence.

La conférence chargea encore la CSI de la rédaction d'une déclaration générale de sympathie dont voici la teneur:

« La deuxième conférence socialiste internationale exprime sa plus chaude sympathie et ses sentiments de solidarité à tous les pionniers fidèles et courageux qui, au milieu de la sanglante catastrophe mondiale, tiennent haut le drapeau du socialisme et, malgré toutes les théories d'union sacrée et de réconciliation sociale, rejettent tout armistice dans la lutte contre le capitalisme.

» La conférence, saluant tous ces courageux lutteurs pour la liberté, le droit et la paix, exprime en même temps son indignation enflammée et sa plus vive protestation contre les mesures réactionnaires et les persécutions inouïes dirigées contre nos camarades en Allemagne comme en Russie, en Angleterre comme en France et même en Suède, pays neutre.

» La conférence attire l'attention des ouvriers de tous les pays, d'une part sur la rage de la réaction qui contredit de flagrante façon

la légende de la « guerre de libération » et, d'autre part, elle leur signale l'attitude exemplaire et réconfortante des socialistes révolutionnaires qui, avec une énergie égale, mènent la lutte contre le « patriotisme socialiste », ses théories confuses, hypocrites et contre la politique des gouvernements.

» Elle salue les représentantes des femmes socialistes d'Allemagne et de France qu'on vient de remettre en liberté et dont l'emprisonnement n'a fait que rehausser l'influence qu'elles ont sur les masses,

» flétrit les persécutions des juifs par le Gouvernement russe soutenu par la bourgeoisie « libérale » qui, selon un système éprouvé, s'efforce de se venger sur les juifs du mécontentement des masses et des défaites militaires,

» exhorte tous les partis, organisations et minorités adhérant à l'action de Zimmerwald à suivre l'exemple des camarades persécutés, à attiser l'esprit de mécontentement et de protestation des masses, à les éclairer dans le sens du socialisme révolutionnaire, afin que les étincelles et les tisons de la révolte se confondent en une puissante flamme de protestation active des masses et que le prolétariat international, conformément à sa mission historique, accélère l'accomplissement de sa tâche et amène la chute du capitalisme qui seule peut libérer les peuples. »

La commission élargie

Après la conférence de Kienthal eut lieu à Berne, le 2 mai, une réunion de la commission élargie à laquelle participèrent les membres de la CIS et un délégué de chaque organisation et de chaque parti qui avaient été représentés à la conférence. La commission élargie régla plusieurs questions administratives, rédigea définitivement les textes des décisions prises par la conférence et s'occupa de l'action parlementaire. A ce propos, plusieurs propositions tendant à une action parlementaire simultanée ont été soumises à l'approbation des organisations adhérentes.

Une discussion très animée, se basant sur les décisions prises par la conférence à l'égard du Bureau socialiste international, a éclaté au sujet de la conférence des partis socialistes des pays neutres. Le résultat de la discussion fut communiqué par la CSI aux partis socialistes des pays neutres moyennant la circulaire suivante en date du 12 mai 1916:

« Aux partis des pays neutres affiliés à la CSI.

» Camarades, dans son appel du 1er mai 1916, le Bureau socialiste international de La Haye invite les partis socialistes sans exception à examiner à bref délai l'ensemble des problèmes politiques qui, à leur avis, devraient trouver une solution dans les termes de la paix. C'est pour traiter ces questions que, selon la communication du Bureau

socialiste international, les partis ouvriers et socialistes des pays neutres, ont été invités pour le 26 juin à une conférence préparatoire à La Haye.

» Conformément à la décision de la seconde conférence de Zimmerwald, la CSI élargie s'est occupée de l'attitude des partis adhérant à Zimmerwald en face de cette conférence préparatoire. Deux opinions ont été manifestées à cet égard. Tandis qu'une partie des membres de la commission élargie croyait qu'on devrait recommander aux partis des pays neutres de prendre part à la conférence et les y inviter directement, les autres camarades étaient d'avis qu'il fallait laisser la décision aux camarades eux-mêmes. Les premiers étaient d'avis qu'il faut profiter de toutes les occasions pour montrer à la classe ouvrière les causes de la faillite de l'Internationale et pour enrayer les projets des social-patriotes, tandis que les seconds estimaient qu'une démonstration de ce genre ne pourrait guère mener à quelque chose et que la conférence projetée ne pouvait servir qu'à créer de la confusion et à dévier la classe ouvrière de ses vraies aspirations.

» Aucune décision ne fut prise à ce sujet; ainsi c'est aux partis en question de décider s'ils entendent se faire représenter à La Haye. Par contre, les membres de la CSI élargie déclarent unanimement que si les délégués des partis affiliés à notre CSI devaient se rendre à La Haye, il serait de leur devoir d'agir conformément aux décisions des conférences de Zimmerwald. Ci-joint les résolutions qui ont été votées sur l'attitude du Bureau socialiste international et sur les questions de la paix dont devra s'occuper la réunion de La Haye. Il faut en tout cas que les questions concernant la paix y soient envisagées du point de vue de l'action de Zimmerwald, ne fût-ce éventuellement que sous forme d'une motion de la minorité qui devrait être publiée ensuite et pourrait ainsi sensiblement contribuer à la propagande de nos idées. »

C'est là le résultat de huit jours de travail intense; c'est maintenant aux partis et aux groupes affiliés, c'est aux masses elles-mêmes de développer et d'exécuter ce que la première et la seconde conférences ont suggéré et fixé pour la reprise des relations internationales, c'est aux partis et aux groupes affiliés, c'est aux masses de se préparer à la formidable lutte qu'ils devront mener pendant et après la guerre contre leurs ennemis acharnés. [1]

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, N° 5, 10 juillet 1916, pp. 5 à 8.

Les résolutions

L'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix

Comme résultat des délibérations de la seconde conférence socialiste internationale à Kienthal (du 24 au 30 avril 1916) la résolution suivante concernant l'attitude du prolétariat face aux problèmes de la paix a été adoptée à l'unanimité en votation finale:

I

1. La guerre actuelle est la conséquence des antagonismes impérialistes résultant du développement du régime capitaliste. Les forces impérialistes s'emploient à exploiter dans leur intérêt les problèmes de nationalité demeurés sans solution, les aspirations dynastiques et tout ce qui survit du passé féodal. Le vrai but de la guerre est de provoquer une nouvelle répartition des possessions coloniales et de soumettre les pays en retard dans leur développement économique à l'empire de la haute finance.

2. La guerre ne pouvant supprimer ni le régime capitaliste ni ses manifestations impérialistes ne peut non plus éliminer les causes des guerres futures. Elle renforce l'oligarchie financière, elle est incapable de résoudre les anciens problèmes de nationalité et de mettre fin à la lutte pour l'hégémonie mondiale. Elle complique au contraire tous ces problèmes et crée de nouveaux antagonismes qui augmentent encore la réaction économique et politique, provoquent de nouveaux armements et multiplient les germes de guerres futures.

3. C'est pourquoi en affirmant que la guerre se propose une paix durable, les gouvernements et leurs agents bourgeois social-nationalistes ne tiennent pas compte des conditions nécessaires à la réalisation de ce but ou faussent sciemment la vérité. Dans un régime capitaliste, les annexions, les alliances économiques et politiques des Etats impérialistes, pas plus que les tribunaux d'arbitrage obligatoire, les limitations des armements et ce que l'on appelle la démocratisation de la politique étrangère, ne peuvent assurer une paix durable.

4. Les annexions réalisées par la violence excitent la haine parmi les peuples, produisent de nouvelles causes de frictions et de heurts. Les alliances politiques et les coalitions des puissances impérialistes sont un moyen propre à prolonger, à étendre la guerre économique en provoquant des conflagrations mondiales toujours plus graves.

5. Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire suppo-

sent l'existence de sanctions efficaces généralement reconnues, l'existence d'une force matérielle capable d'équilibrer les intérêts antagonistes des Etats et d'imposer à ceux-ci son autorité. Mais de telles sanctions et une telle autorité n'existent pas et le développement capitaliste qui aggrave encore les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions ne nous donne aucun espoir sur l'avènement d'une telle puissance médiatrice. Le véritable contrôle démocratique de la politique étrangère suppose une démocratisation complète de l'Etat moderne; le prolétariat trouverait en lui une arme utilisable dans sa lutte contre l'impérialisme, mais jamais un moyen décisif susceptible de transformer la diplomatie en un instrument de paix.

6. C'est pour cela que la classe ouvrière doit repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes qui remplacent de vieilles illusions par de nouvelles. Ils leurrent ainsi les masses en les détournant du chemin de la lutte de classe et en faisant le jeu de la politique jusqu'au-boutiste.

II

7. Si le régime capitaliste est incapable d'assurer une paix durable, seul le socialisme créera les conditions nécessaires à sa réalisation.

En effet, en abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine en même temps que l'exploitation des masses par les classes possédantes, l'oppression des peuples et, par le fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est en somme que la lutte pour la réalisation du socialisme.

8. Chaque fois que la classe ouvrière renonce à la lutte de classe en se solidarisant avec ses exploiteurs, en subordonnant ses aspirations à celles des gouvernements et des classes dirigeantes, elle s'éloigne de son but: la réalisation de la paix durable. Dans ce cas, la classe ouvrière confie aux classes capitalistes et aux gouvernements bourgeois une tâche qu'elle seule peut mener à bonne fin; pire encore, elle livre à l'abattoir de la guerre ses meilleures forces et voue ainsi à la destruction les éléments les plus sains et les plus capables qui, en temps de guerre comme en temps de paix, devraient être appelés en premier lieu à la lutte pour le socialisme.

III

9. Conformément aux décisions des congrès internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle, l'attitude du prolétariat à l'égard de la guerre ne saurait être déterminée par la situation militaire ou straté-

gique des pays belligérants. Le devoir vital du prolétariat est donc de demander dès maintenant l'armistice immédiat pour entamer les pourparlers de paix.

10. Selon que cet appel trouvera un écho dans les rangs du prolétariat international, suscitant une action vigoureuse, dont le but est le renversement de la domination capitaliste, la classe ouvrière réussira à hâter la fin de la guerre et à influer sur les conditions de la paix. Si la classe ouvrière ne suit pas cet appel, les conditions de la paix future seront fixées par les gouvernements, les diplomaties, les classes dirigeantes, sans aucun égard aux peuples.

11. Dans la lutte révolutionnaire des masses pour les aspirations socialistes et pour la libération de l'humanité du fléau militariste, le prolétariat doit en même temps s'opposer à toutes les velléités annexionnistes. Le prolétariat ne considère pas la configuration politique du monde, telle qu'elle était avant la guerre, comme répondant aux intérêts des peuples; mais il s'oppose à tout remaniement arbitraire des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait constituer des Etats mutilés pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage. Le socialisme lui-même tend à supprimer toute oppression nationale, par l'union politique et économique des peuples sur des bases démocratiques — union irréalisable dans le cadre de la société capitaliste. Mais ce sont précisément les annexions — quelle qu'en soit la forme — qui rendent cette tâche difficile, lorsqu'en démembrant les peuples, en les écartelant et en les incorporant aux grands Etats impérialistes, on rend plus pénibles les conditions de la lutte prolétarienne.

12. Tant que le socialisme ne réalise pas la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples, le constant devoir du prolétariat est de lutter résolument contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard des peuples plus faibles, pour obtenir par la lutte de classe leur autonomie sur une base entièrement démocratique, ainsi que la protection des minorités nationales.

13. Les indemnités de guerre exigées par les puissances impérialistes ne sont pas conciliables avec les intérêts du prolétariat. De même que les classes dominantes de chaque pays cherchent à faire peser les frais de guerre sur les épaules de leur propre classe ouvrière, elles tenteront aussi de rejeter le poids des indemnités de guerre sur le prolétariat des pays vaincus. Cet état de choses nuirait aussi bien aux travailleurs du pays vainqueur, car l'aggravation des charges économiques et sociales de la classe ouvrière d'un pays aurait sa répercussion inévitable sur celle des autres pays et rendrait plus difficiles les conditions de la lutte de classe internationale. L'action du prolétariat d'un pays ne consiste pas à rejeter les charges économiques et financières résultant de la guerre sur les ouvriers d'un autre pays,

mais à les faire peser sur les possédants de tous les pays, par l'abolition de la dette publique.

14. La lutte contre la guerre et l'impérialisme, conséquence des souffrances et des sacrifices des peuples, s'intensifiera de plus en plus par suite des malheurs causés par les fléaux de l'époque impérialiste. Le socialisme développera et dirigera le mouvement des masses contre la cherté de la vie, pour les revendications agraires des travailleurs-paysans, contre le chômage, les nouveaux impôts et la réaction politique jusqu'à ce qu'il aboutisse à la lutte internationale pour le triomphe final du prolétariat.

Le Bureau socialiste international et la guerre

La seconde conférence internationale socialiste de Zimmerwald (tenue du 24 au 30 avril 1916) a voté à l'unanimité la résolution suivante au sujet de l'attitude du Bureau socialiste international vis-à-vis de la guerre:

I

Considérant que le comité du Bureau socialiste international (BSI) a gravement manqué à son devoir, le plus nettement et le plus explicitement établi par les résolutions des congrès internationaux, en se refusant obstinément de convoquer la séance plénière du bureau, malgré les instances répétées des différentes sections nationales;

que, de cette manière, le Comité exécutif n'a non seulement rien fait pour remédier à la crise profonde traversée par l'Internationale, mais au contraire l'a approfondie en se faisant le complice du reniement des principes, de la politique de la soi-disant défense nationale et de l'union sacrée qui a réduit l'Internationale à l'état de dispersion et d'impuissance honteuse;

que cette complicité du Comité exécutif a trouvé son expression la plus frappante dans le fait que son président a cru pouvoir cumuler en sa personne la qualité d'un ministre d'Etat en guerre avec celle de président du BSI en abaissant par là l'organe central de l'Internationale ouvrière au rôle indigne d'un instrument servile, d'un otage d'une des coalitions impérialistes;

considérant que ce n'est qu'après vingt mois de guerre, devant l'indignation croissante dans les masses se libérant du cauchemar chauviniste, que le Comité exécutif s'est avisé de la nécessité de convoquer le bureau;

considérant que cette tentative est accompagnée de la sanction donnée d'avance à la lutte fratricide des peuples, justifiée par la soi-disant défense nationale;

que le Comité exécutif, tout en accordant l'absolution à tous ceux qui ont abandonné le drapeau socialiste, s'acharne en même temps à combattre les éléments révolutionnaires de l'Internationale qui se sont retrouvés dans la mêlée et se sont tendu les mains pour inaugurer la lutte contre la guerre impérialiste;

que, de la sorte, cette tentative de renouveler les relations entre les sections nationales revêt le caractère d'une paix séparée entre les social-nationalistes;

qu'étant donné les contacts totalement contraires aux principes du socialisme qui se sont établis pendant la guerre dans la plupart des pays belligérants entre les gouvernements et les dirigeants du socialisme nationaliste, il est à craindre que le Comité exécutif du BSI dans certaines conditions, puisse convoquer le bureau à un moment où cette convocation pourrait répondre aux intérêts politiques des deux coalitions impérialistes ou de l'une d'elles;

la seconde conférence socialiste internationale de Zimmerwald

invite les sections affiliées à la Commission socialiste internationale de Berne à suivre avec une attention soutenue les démarches du Comité exécutif;

exprime sa profonde conviction que l'Internationale ne pourra se relever comme véritable puissance politique de la débâcle qu'au fur et à mesure que le prolétariat mondial, se libérant des influences impérialistes et chauvines, reprendra la voie de la lutte sociale et de l'action des masses.

Pour le cas où la séance plénière du bureau serait convoquée, les délégués des partis adhérant à Zimmerwald devront dénoncer les intentions réelles des représentants du socialisme nationaliste tendant à détourner le prolétariat de ses buts et opposer à cette duperie coalisée les principes fondamentaux sur la base desquels l'opposition internationaliste s'est constituée dans tous les pays.

II

Si le Comité exécutif du BSI décide de convoquer une réunion du bureau, la CSI de Berne devra tâcher de convoquer la commission élargie pour se concerter au sujet d'une attitude identique de tous les zimmerwaldiens.

III

La conférence reconnaît le droit des sections socialistes nationales adhérant à Zimmerwald de demander la convocation du BSI. [1]

---

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale, Nº 5, 10 juillet 1916, pp. 3 et 4.

Le manifeste

Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Deux ans de guerre mondiale! Deux ans de ruines! Deux ans de massacres! Deux ans de réaction!

Qui donc est responsable ? Où sont donc — derrière ceux qui, au dernier moment, ont allumé l'incendie — ceux qui l'ont voulu et préparé depuis un quart de siècle ?

Ils sont parmi les privilégiés!

Lorsque, au mois de septembre 1915, au-dessus de la mêlée, au milieu des passions guerrières déchaînées, nous, socialistes des pays belligérants et neutres, réunis fraternellement à Zimmerwald pour sauver l'honneur du socialisme et dégager sa responsabilité, nous disions déjà dans notre manifeste: « Les institutions du régime capitaliste qui disposent du sort des peuples — les gouvernements (monarchiques ou républicains), la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise — sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit. »

C'est pourquoi « chaque peuple — comme l'a dit Jaurès avant sa mort — a paru à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main ».

* * *

Après avoir couché dans la tombe des millions d'hommes, désolé des millions de familles, fait des millions de veuves et d'orphelins, après avoir accumulé ruines sur ruines et détruit irrémédiablement une partie de la civilisation, cette guerre criminelle s'est immobilisée.

Malgré les hécatombes sur tous les fronts, pas de résultats décisifs. Pour faire seulement vaciller ces fronts, il faudrait que les gouvernements sacrifient encore des millions d'hommes.

Ni vainqueurs, ni vaincus, ou plutôt tous vaincus, c'est-à-dire tous saignés, tous ruinés, tous épuisés — tel sera le bilan de cette folie guerrière. Les classes dirigeantes peuvent ainsi constater la vanité de leurs rêves de domination impérialiste.

Ainsi est-il de nouveau démontré que seuls ont bien servi leur pays ceux des socialistes qui, malgré les persécutions et les calomnies, se sont opposés dans ces circonstances au délire nationaliste en réclamant la paix immédiate et sans annexions.

Que vos voix, nombreuses, crient avec les nôtres: A bas la guerre! Vive la paix!

Travailleurs des villes et des champs!

Vos gouvernements, les cliques impérialistes et leurs journaux vous disent qu'il faut « tenir jusqu'au bout » pour libérer les peuples opprimés. C'est une des plus grandes fourberies imaginées par nos maîtres pour la guerre. Le vrai but de cette boucherie mondiale est, pour les uns, de s'assurer la possession du butin qu'ils ont rassemblé pendant des siècles et au cours d'autres guerres; pour les autres, d'aboutir à un nouveau partage du monde afin d'augmenter leur lot en annexant des territoires, en écartelant des peuples, en les rabaissant au niveau des parias.

Vos gouvernements et leurs journaux vous disent qu'il faut continuer la guerre pour tuer le militarisme.

Ils vous trompent. Le militarisme d'un peuple ne peut être ruiné que par ce peuple lui-même. Et le militarisme devra être ruiné dans tous les pays.

Vos gouvernements et leurs journaux vous disent encore qu'il faut prolonger la guerre pour qu'elle soit « la dernière guerre ».

Ils vous trompent toujours. Jamais la guerre n'a tué la guerre. Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de « revanche », la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence.

De sorte que vos maîtres, en vous sacrifiant, vous enferment dans un cercle infernal.

De ce cercle, les illusions du pacifisme bourgeois seront impuissantes de vous sortir.

Il n'y a qu'un moyen définitif d'empêcher les guerres futures: c'est la conquête du gouvernement et de la propriété capitaliste par les peuples eux-mêmes.

La paix « durable » sera le fruit du socialisme triomphant.

Prolétaires!

Regardez autour de vous. Quels sont ceux qui parlent de continuer la guerre « jusqu'au bout », jusqu'à la « victoire » ?

Ce sont ces auteurs responsables, les journaux alimentés aux fonds secrets, les fournisseurs des armées et tous les profiteurs de la guerre; les social-nationalistes, les perroquets des formules guerrières gouvernementales; les réactionnaires qui se réjouissent en secret de voir tomber sur les champs de bataille ceux qui menaçaient hier leurs privilèges usurpés, c'est-à-dire les socialistes, les ouvriers syndicalistes et ces paysans qui semaient le blé rouge à travers les campagnes.

Voilà le parti de ceux qui veulent prolonger la guerre.

A lui les forces gouvernementales, à lui les journaux menteurs, empoisonneurs des peuples, à lui la liberté de propagande pour la continuation des massacres et des ruines.

Et à vous, les victimes, le droit de vous taire et de souffrir, l'état de siège, la censure, la prison, la menace, le bâillon.

* * *

Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas notre guerre et cependant c'est vous qui en êtes en masse les victimes.

Dans la tranchée, à la pointe des batailles, exposés à la mort, voilà les paysans et les salariés. A l'arrière, à l'abri, voici la plupart des riches et leurs valets « embusqués ».

Pour eux, la guerre c'est la mort des autres.

Et ils en profitent pour continuer et même accentuer contre vous leur lutte de classe, tandis qu'à vous ils prêchent l'union sacrée. Ils descendent même jusqu'à exploiter vos misères et vos souffrances pour essayer de vous faire trahir vos devoirs de classe et de tuer en vous l'espérance socialiste.

L'injustice sociale et le système des classes sont encore plus visibles dans la guerre que dans la paix.

Dans la paix, le régime capitaliste ne dérobe au travailleur que son bien-être; dans la guerre, il lui prend tout, puisqu'il lui prend la vie.

Assez de morts! Assez de souffrances!

* * *

Assez de ruines aussi!

Car c'est encore sur vous, peuples travailleurs, que tombent et tomberont ces ruines.

Aujourd'hui des centaines de milliards sont jetés au gouffre de la guerre et perdus ainsi pour le bien-être des peuples, pour les œuvres de civilisation, pour les réformes sociales qui auraient amélioré votre sort, favorisé l'instruction et atténué la misère.

Demain, de lourds impôts s'appesantiront sur vos épaules courbées.

Assez payé de votre travail, de votre argent, de votre existence! Luttez pour imposer immédiatement la paix sans annexions.

* * *

Que dans tous les pays belligérants, les femmes et les hommes des usines et des champs se dressent contre la guerre et ses conséquences, contre la misère et les privations, contre le chômage et la cherté de la vie! Qu'ils élèvent la voix pour le rétablissement des libertés confisquées, pour les lois ouvrières et pour les revendications agraires des travailleurs des champs.

Que les prolétaires des pays neutres viennent en aide aux socialistes des pays belligérants dans la lutte difficile qu'ils mènent contre la guerre; qu'ils s'opposent de toutes leurs forces à l'extension de la guerre.

Que les socialistes de tous les pays agissent conformément aux décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquelles c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour faire cesser promptement la guerre.

En conséquence, exercez contre la guerre le maximum de pression possible sur vos élus, sur vos parlements, sur vos gouvernements.

Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.

Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale.

Réclamez un armistice immédiat! Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre!

Courage! N'oubliez pas que, malgré tout, vous êtes encore le nombre et que vous pourriez être la force.

Que dans tous les pays les gouvernements sentent grandir en vous la haine de la guerre et la volonté de revanches sociales, et l'heure de la paix sera avancée.

A bas la guerre!

Vive la paix! — la paix immédiate et sans annexions.

Vive le socialisme international!

1er Mai 1916.

La seconde conférence socialiste internationale de Zimmerwald.[1]

Il est intéressant de connaître les commentaires de la gauche zimmerwaldienne, publiés dans le numéro 2 de « Vorbote » par G. Zinoviev. Il y écrit entre autres:

Au centre de tous les débats de la conférence fut posée la *question de l'attitude à observer à l'égard du Bureau socialiste international* à La Haye. C'était le nœud gordien de tous les problèmes fixés à l'ordre du jour. Ici se déchaînèrent toutes les passions. Chacun comprenait que la question de la deuxième et de la troisième Internationales était débattue.

D'un côté, une position très claire et décidée. La gauche zimmerwaldienne déclarait que les social-patriotes et les partisans de Kautzky de tous les pays se mettent d'accord pour restaurer le BSI social-patriote en faillite. Notre tâche est de démontrer aux masses la nécessité d'une scission, d'une séparation des social-patriotes qui, dans tous les pays, ont trahi le socialisme. Actuellement les Scheidemann et Sudekum ne peuvent pas encore s'entendre avec les Renaudel et les Plekhanov. Les uns sont les serviteurs des impérialistes austro-allemands, les autres sont les vassaux de l'impérialisme de la triple Entente. Mais

[1] Bulletin de la conférence socialiste internationale à Berne, Nº 5, 10 juillet 1916, pp. 1 et 2.

ils sont tous sur le même terrain et devront inévitablement s'unir contre les internationalistes de tous les pays. Ils s'amnistieront mutuellement et concluеront un pacte contre le socialisme révolutionnaire. Dans la situation actuelle, ces gens ne peuvent pas encore « se saluer » publiquement. Mais quand ils se rencontreront plus tard, « tout s'arrangera bien ». Le premier pas que ces messieurs feront ensemble en complète harmonie sera d'étrangler l'opposition internationaliste dans tous les pays. Les chefs social-patriotes de tous les pays forment une espèce de trust. Ce n'est que provisoirement qu'ils sont brouillés.

La convocation, maintenant, du Bureau socialiste international, alors que les Vandervelde, Guesdes et Thomas sont ministres, et les Scheidemann et Ebert les aides de Bethmann-Hollweg, serait une misérable comédie et une duperie des masses ouvrières. Notre devoir est de démasquer cette comédie et de stigmatiser cette duperie, non pas de l'encourager.

C'est pourquoi il est impossible que notre tâche soit la reconstitution du vieux Bureau socialiste international où les bonnes vieilles connaissances, les Renaudel, Huysmans, Scheidemann, Adler, Branting et Troelstra, et non l'opposition, donnent le ton.

La convocation du Bureau socialiste international (BSI) a échoué momentanément parce que le ministère français, pour des raisons diplomatiques, ne le voulait pas encore. Le Comité exécutif du Bureau socialiste international est devenu l'instrument de l'oligarchie financière française. Mais le moment viendra où les trafiquants du Comité exécutif considéreront qu'il est utile de ressusciter le BSI. Une séance du BSI aura lieu alors avec la bénédiction des Henderson, Thomas, Sembat, Vandervelde. Que ferons-nous alors ?

Notre réponse: dans ce cas, nous ne voulons pas nous lier les mains. Nous pourrons aussi, éventuellement, participer à une séance dans le but de clouer au pilori les social-patriotes de tous les pays. Cette question ne se pose pas aujourd'hui. Nous aurons encore la possibilité d'en discuter quand une séance du BSI sera convoquée. Les zimmerwaldiens devront alors se réunir à nouveau pour fixer leur attitude. La question essentielle est actuellement de n'éveiller aucune illusion dans les masses sur l'importance du BSI, de stigmatiser la politique ignominieuse du BSI et non pas de faire de l'agitation en faveur de la réunion de cet auxiliaire des gouvernements.

L'hésitation de la majorité de Zimmerwald en septembre 1915 a eu pour conséquence que Bourderon, en avril 1916, a voté, au Conseil général du Parti socialiste français, une résolution diplomatique et trompeuse exprimant la confiance à Huysmans et Vandervelde et priant ces messieurs, très humblement, de bien vouloir se réunir. Nous, les zimmerwaldiens, avons l'avantage de nous être déjà internationalement retrouvés, tandis que les social-patriotes ne le peuvent pas encore.

Nous devons utiliser cet avantage pour organiser la lutte contre le social-patriotisme et démasquer le BSI.

C'est ce que fait la gauche zimmerwaldienne.

La deuxième opinion correspond entièrement à l'attitude de Kautzky. Le discours correspondant à cette tendance fut, à notre avis, celui du chef des opportunistes russes, Axelrod. La IIe Internationale — disait-il — ne s'est pas écroulée. Elle a eu seulement une défaillance momentanée pendant cette crise mondiale où tant de choses ont failli. L'orateur s'oppose résolument à tout ébranlement révolutionnaire dans les vieux partis. Le mot d'ordre ne doit pas être dirigé contre les instances, mais pour « reconquérir les instances ». Ce serait un crime que de rompre avec les majorités social-patriotes. Nous devons considérer ces majorités comme des frères égarés, nous devons les traiter comme un bon et scrupuleux médecin traite ses chers patients. Tout individu doit passer par une période dangereuse et incertaine au cours de son développement. Il en est de même de la IIe Internationale.

C'est pourquoi il ne faut pas rejeter le BSI, mais développer une action pour sa réunion. Axelrod est aussi partisan d'une amnistie générale. Il l'a déclaré très ouvertement au sein de la commission qui préparait la résolution concernant le BSI. Si les majoritaires se convertissent, je ne vois pas pourquoi nous nous opposerions à une amnistie réciproque, dit Axelrod.

C'était l'opinion de l'aile droite de la conférence, droite relativement faible numériquement, mais qui possédait parmi les éléments du centre de tous les pays une grande audience et qui provoquera de grandes confusions.

Le délégué allemand, Hoffmann, partageait généralement la même opinion. Nous ne voulons pas de IIIe Internationale — fut le leitmotiv de tous ses discours. Nous ne sommes ici qu'un parlement croupion. Nous devons attendre. Si nous restons en minorité dans les congrès nationaux, nous en tirerons les conséquences. (Remarquons en passant que personne ne préconisait une scission immédiate. Le tempo, le choix du moment est naturellement l'affaire des camarades de chaque pays concerné. Mais le but et la voie à suivre doivent être clairs. Nous devons seulement nous dire, une fois pour toutes, que nous ne sommes pas de la même famille que les social-patriotes). Hoffmann était en faveur de la réunion du BSI. Il ne se distinguait d'Axelrod que pour réclamer une sévère critique de l'attitude passée du BSI.

Les délégués du groupe « Internationale » étaient, dans cette question, d'accord avec la gauche. Ils durent s'entendre dire (par l'Italien Modigliani): « La gauche zimmerwaldienne est logique et agit en conséquence, mais les délégués du groupe « Internationale », qui à Zimmerwald sont intervenus contre la gauche, agissent maintenant d'une manière qui n'est pas précisément logique. »

Les Italiens partageaient à peu près le point de vue de Hoffmann.

Chez eux la fausse spéculation sur la possibilité d'une majorité zimmerwaldienne au BSI jouait un grand rôle. Ils comptaient pour cela sur les représentants des petites nations, sur les socialistes de l'Afrique du Sud, du Japon, etc... Cette raison opportuniste n'était cependant pas la seule chez les Italiens. La raison essentielle est que les Italiens aussi ne voyaient pas clairement la situation qu'ils avaient dans leur parti: une très grande aile réformiste qui n'était pas prête de rompre nettement et définitivement avec le social-patriotisme.

Telle était la situation au sein de la conférence.

... En gros, la résolution est un pas en avant. Celui qui compare cette résolution avec le projet de la gauche zimmerwaldienne, en septembre 1915, et avec les écrits des gauches allemande, hollandaise, polonaise et russe, devra reconnaître que nos idées ont été maintenant généralement admises par la conférence.

... L'un dans l'autre, la deuxième conférence de Zimmerwald fut un pas en avant. La vie travaille pour nous. Tous les préjugés possibles contre la gauche, contre les partisans de la « scission » ont influencé contre nous la majorité de la réunion de Zimmerwald. Et cependant, la majorité fut contrainte déjà maintenant d'admettre beaucoup de choses qu'elle rejetait opiniâtrement. Les événements et la réalité sont les meilleurs éducateurs.

Lorsque la guerre éclata et que la débâcle des partis opportunistes nous surprit tous, nous lançâmes le mot d'ordre de la séparation d'avec les social-patriotes et nous le propageâmes. Maintenant, quand on défend ce point de vue avec véhémence, il semble déjà qu'on enfonce des portes ouvertes. La scission est réalisée, presque dans tous les pays. Si nous avions prédit à Ledebour, à Zimmerwald, que six mois plus tard, il créerait un groupe indépendant au Reichstag, il nous aurait couverts de sarcasmes et d'ironie. Et c'est pourtant une réalité! La scission est réalisée ou en voie de réalisation en Allemagne, en Angleterre, où les partisans de Hyndman ont été exclus, en Suède, où Branting sera ministre demain et Höglund jeté au pénitencier, en Russie, en Italie, en Bulgarie, en Autriche, même en Amérique.

Deux idéologies, deux conceptions du monde, deux programmes — *deux Internationales:* celle des socialistes et celle des social-patriotes. La seconde conférence de Zimmerwald est un pas fait dans cette voie.

Pas d'illusions! Nous savons fort bien que parmi les partisans de Zimmerwald il y aura peut-être des rechutes. Dans l'association de Zimmerwald il y aura aussi des indécis, de la confusion, des éléments réformistes.

Et pourtant, le fait est là: la seconde conférence de Zimmerwald sera politiquement et historiquement un nouveau pas en avant dans la voie de la IIIe Internationale.

La IIIe Internationale doit venir, elle viendra. *La lutte révolutionnaire des masses la réalisera.* »[1]

En décembre 1916, la Commission socialiste internationale publia un nouvel appel, plus pressant, qui n'hésitait pas à proclamer que « pour forcer les gouvernements à la paix, il n'y a plus qu'une puissance: la force réveillée du prolétariat international, sa volonté ferme de tourner ses armes non contre ses frères, mais, dans chaque pays, contre l'ennemi intérieur ».

Voici d'ailleurs cet appel, le dernier avant la Révolution russe de février 1917, qui démontre le glissement de la Commission socialiste internationale vers les positions de la gauche.

A la classe ouvrière!

La troisième campagne d'hiver de la guerre est devenue réalité. Deux ans et demi de meurtre ininterrompu, deux ans et demi de destructions et de dévastations sans exemple ne suffisent pas; la bête déchaînée le 1er août 1914, après une préparation systématique de plusieurs années par tous les gouvernements capitalistes, n'est pas encore repue. De nouveaux fleuves de sang doivent encore couler. Des méthodes encore plus raffinées et plus cruelles doivent être appliquées pour « bouchoyer » les hommes. Des sacrifices plus lourds auront lieu jusqu'à l'appauvrissement et l'épuisement complets de l'Europe.

Pourquoi ? A quoi bon ?

Dans les manifestes de Zimmerwald et de Kienthal les causes de cette autodestruction des peuples ont été indiquées: l'avidité, le désir de conquête des classes capitalistes, leur soif impérialiste, leur besoin criminel d'augmenter leurs profits dans leurs pays comme dans les pays conquis et de se procurer de nouvelles sources de richesses.

Cette vérité, ni les mensonges diplomatiques, ni les arguties des hommes d'Etat, ni les paroles chauvines des ex-socialistes indignes ne sauraient l'effacer. Elle a été une fois de plus mise en évidence et confirmée par les événements des derniers mois.

La Roumanie, dont on prétendait agrandir la gloire et la considération, mais qui n'est en réalité qu'un pion sur l'échiquier des grandes puissances impérialistes, est à terre, brisée. Elle subit le sort de la Belgique, de la Serbie, du Monténégro, le sort qui attend demain la Grèce et d'autres Etats neutres encore à l'heure qu'il est. La misérable farce de la « libération » de la Pologne — un pays qui, même sous le knout du tsar, n'était pas plus mal que sous le régime du

---

[1] « Vorbote » No 2, pages 59 et suivantes.

« libérateur » austro-germain — prouve combien peu le vainqueur militaire pense à autre chose qu'au vol et au pillage complet. La déportation de prolétaires belges et polonais, pour les mettre aux travaux forcés, loin de leur patrie, la transformation de tous les Etats belligérants en pénitenciers nationaux, la terreur blanche envers tous ceux qui font appel au bon sens et à la raison pour mettre un terme à l'horrible massacre, les prisons qui regorgent des meilleurs et des plus courageux parmi les militants de la classe ouvrière; tous ces faits qui constituent autant d'actes d'accusation contre les classes dirigeantes, autant de preuves de leurs mensonges de guerre et des motifs vils, avidité, rapacité, qui sont à la base de cette guerre comme de celles qui l'ont précédée.

Aujourd'hui cette guerre traverse une crise: « Pas de vainqueurs, pas de vaincus, ou plutôt tous vaincus, tous saignants, tous ruinés, tous épuisés. » Les hommes d'Etat des pays belligérants, pris dans leurs propres pièges, maîtrisés par la guerre, jouent maintenant la comédie de la paix. Comme ils jouèrent pendant la paix avec la menace de guerre, ils prostituent pendant la guerre l'idée de la paix.

Les puissances centrales ont offert des négociations de paix à leurs adversaires. Mais comment ? En s'armant jusqu'aux dents, en plaçant jusqu'au dernier homme sous le joug d'une organisation de meurtre, en clamant leurs victoires! En réalité un vrai jeu de fous pour cacher la vérité à leurs propres peuples et, par un refus certain de leur proposition, faire renaître l'écume des haines nationales et du chauvinisme.

La réponse qui suivit de la part des puissances opposées est digne de la proposition des puissances centrales. La garde du tsar rouge se sent à l'aise chez soi dans le terrible bain de sang. Les fauteurs de pogromes se retranchent dans le pogrome général de l'Europe. Pour étendre leur puissance sur Constantinople, sur les détroits et sur la Pologne prussienne, ils sont prêts à sacrifier jusqu'au dernier homme la jeunesse d'Europe, comme ils n'ont jamais hésité devant les actes les plus honteux pour maintenir cette même puissance sur les peuples opprimés par la Russie.

Le renégat Briand cherche par des phrases de haine et de mépris à cacher à la France qu'en réalité elle se saigne et marche à sa perte par la continuation de la guerre et cela pour les puissances alliées. Le plus grand démagogue du siècle, Lloyd George, avance sciemment cette affirmation fausse que l'Angleterre combat pour la complète libération des nations opprimées. Oublie-t-il, ainsi que son compère Briand, que l'Angleterre et la France, par leur diplomatie et par leur politique guerrière, sont liées aux buts de guerre de la Russie ? Oublient-ils à quelles aspirations obéit l'Angleterre en Orient, en Mésopotamie et en Asie Mineure ?

Et qu'en est-il de la note du président des Etats-Unis ? Elle ne

peut perdre le caractère à peine voilé d'une note de guerre. Si Wilson veut la paix, très bien, mais l'Amérique devait juguler sans égards les particuliers gagnant des millions dans les livraisons de guerre et avec cette preuve se présenter au monde comme apôtre de la paix.

En vérité, aujourd'hui non plus les gouvernements ne veulent pas la paix: les dirigeants de la guerre, par peur de l'inévitable règlement de compte qui suivra, les autres parce que les profits de guerre ont plus d'attrait pour eux que les intérêts élevés et les droits de l'humanité. Il n'y a qu'une puissance qui puisse les forcer à la paix: la force réveillée du prolétariat international, sa volonté ferme de tourner ses armes non contre ses frères, mais dans chaque pays contre l'ennemi intérieur.

Cependant cette force n'est pas encore assez grande; les maux infinis et les coups terribles n'ont pas encore ouvert les yeux aux peuples. Et pourtant quelque chose remue chez toutes les nations de la terre. Pas un pays où des prolétaires énergiques ne lèvent l'étendard du socialisme qui signifie paix et liberté, pas un Etat qui ne mette ces lutteurs au ban de la société et ne les poursuive, prouvant ainsi qu'ils sont redoutés comme la seule force en faveur de la paix véritable et durable.

Ce combat des minorités socialistes contre leurs gouvernements et contre les socialistes patriotes à leur solde doit être continué sans trêve ni répit. Le devoir envers sa propre classe, envers l'avenir de l'humanité avant tout. Remplir ce devoir doit être la volonté indomptable de tous les ouvriers dans les pays belligérants comme dans les pays neutres. Les uns en rassemblant toutes les forces dans chaque pays pour les opposer à la classe dominante. Les autres en soutenant de toutes leurs forces morales et financières le combat des minorités.

A l'heure où la guerre est entrée dans une impasse;

à l'heure où les gestes de paix hypocrites des diplomates vont conduire à des massacres plus effrayants encore si les masses ne manifestent pas leur volonté de paix au prix des plus grands sacrifices;

à l'heure où les fantômes de la disette et de la faim sont devenus des réalités;

à l'heure actuelle, il faut agir avec une fidélité et un dévouement entiers dans le sens du socialisme révolutionnaire international pour obtenir une prompte fin de la guerre. Il faut combattre pour l'Internationale du travail, libératrice des peuples.

Vive la lutte de classe!

Vive la paix!

Vive l'Internationale du travail!

Berne, décembre 1916.

Commission socialiste internationale. [1]

[1] Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, N° 6, 18 février 1917, pp. 1 et 2.

CHAPITRE VIII

La révolution russe de février

En février 1917, les thèses de la gauche de Zimmerwald, les espoirs révolutionnaires des bolchéviks, considérés par beaucoup comme un rêve fou, se réalisèrent. Le soulèvement populaire à Petrograd renversait le régime tsariste et ravissait du même coup aux socialdémocrates allemands le prétexte du danger tsariste pour voter les crédits de guerre. La défense nationale contre la tyrannie russe avait cessé de pouvoir être invoquée pour soutenir le militarisme allemand.

Le 20 mars 1917, la Commission socialiste internationale publia l'appel suivant:

La révolution en Russie

La révolution vit! Elle, qu'on disait morte, la révolution que l'on considérait comme une impossibilité parmi les peuples armés jusqu'aux dents, apparaît au-dessus des ténèbres comme une vivante réalité. La révolte du peuple contre la force de l'Etat hier encore puissante a triomphé. En pleine fureur guerrière, en face de l'ennemi extérieur déchaîné, à un moment où la révolution considérée du point de vue bourgeois et social-patriote apparaît comme une folie et un crime. La classe ouvrière russe se soulève pour un combat à mort contre le tsarisme.

La guerre mondiale, destinée à étouffer la révolution prolétarienne, a provoqué la révolution. Avant même que les diplomates soient en état de terminer les batailles déchaînées par eux, les conséquences révolutionnaires de la guerre entrent en jeu, les vengeurs apparaissent décidés et audacieux.

C'est dans l'empire des tsars qu'a eu lieu la première révolution provoquée par la guerre. Au-dessus du palais de Tauride, à la tête

des régiments qui passèrent au peuple, flotte le drapeau rouge du socialisme révolutionnaire que beaucoup avaient abandonné honteusement dès le début de la guerre et qui semblait à jamais perdu. Ce seul fait cause la panique parmi les classes dirigeantes de tous les pays. Avec terreur elles suivent le développement de la situation intérieure en Russie et en attendent les répercussions dans les autres pays. Et chaque jour apporte des nouvelles qui augmentent leur confusion. Le mouvement qui, au début, apparaissait comme un simple coup d'Etat de la coterie libérale, se révèle de plus en plus comme une lutte qui a débuté par une action parlementaire, puis, se développant en une action du prolétariat et de l'armée, est devenue une grande révolution populaire. Et cette révolution, quoique issue des conditions particulières à la Russie, porte en elle toutes les caractéristiques des révolutions européennes que tous les peuples du continent connaissent d'après leur histoire.

La bourgeoisie russe, après avoir dû adopter les méthodes révolutionnaires, cherche à ravir sa victoire à la classe ouvrière. Une lutte de classe acharnée a surgi déjà au sein du mouvement de liberté russe. Les libéraux, représentants de la bourgeoisie, s'appuyant sur les chefs de l'armée, s'efforcent d'utiliser la révolution à leur profit. L'action libératrice du peuple l'aurait libéré du joug sanglant du tsar pour le placer sous celui de la bourgeoisie.

La presse bourgeoise des pays alliés excite les hommes du nouveau gouvernement russe à déchaîner les forces contre-révolutionnaires bourgeoises. Résistance énergique aux revendications du prolétariat, tel est le mot d'ordre que la France et l'Angleterre « démocratiques » cherchent à imposer, par une pression formidable, aux détenteurs du pouvoir dans la Russie nouvelle. La bourgeoisie russe, de son côté, n'a pas besoin de se faire prier beaucoup. Par tous les moyens, elle cherche à entraver le développement de la révolution, à imposer sa modération politique et à limiter les conséquences sociales de l'événement. Ce n'est que sous la plus grande pression de la classe ouvrière et d'une partie de l'armée, alliée à elle, que les chefs de la bourgeoisie ont procédé aux mesures nécessaires pour museler la réaction tsariste. C'est également sous cette pression qu'ils procèdent à une démocratisation radicale de l'organisation sociale et de l'armée.

C'est ainsi que le prolétariat entraîne les masses populaires à un combat nettement socialiste contre les forces contre-révolutionnaires et contre les tendances modérées des possesseurs du pouvoir.

Ce combat entre la bourgeoisie et le prolétariat de Russie est en même temps un combat entre la paix et la guerre.

La bourgeoisie a pris la place de l'ancien régime au nom de la paix que ce régime ne pouvait procurer. Elle s'est soulevée en s'appuyant sur l'impérialisme français et anglais.

La poursuite de la guerre « jusqu'à la victoire définitive » retarde

pour elle l'échéance de la dette qu'elle a contractée envers le peuple au début de la guerre et l'empêche de gagner les sympathies de la caste militaire.

Par conséquent les ouvriers et les soldats ne sont pas descendus dans la rue pour favoriser la réalisation des buts impérialistes de la bourgeoisie russe. *Du pain et la liberté* fut le cri des ouvriers et, comme la guerre les prive de ces deux choses, ils ne pouvaient s'enthousiasmer pour la continuation du massacre. La guerre est, en ce moment-ci, le principal obstacle à la réalisation des aspirations politiques et sociales des peuples. En faisant appel à l'unité nationale pour continuer la guerre, la bourgeoisie réclame du prolétariat l'adhésion sans conditions à la dictature militaire et la soumission aveugle aux forces qui, dès demain, menaceront la liberté naissante. C'est pour ces motifs que l'avant-garde du prolétariat socialiste russe qui, dans sa majorité, a, dès le premier jour, combattu la guerre, continue la lutte énergique pour la paix et le développement de la révolution.

La paix et la république! ou bien la guerre et la contre-révolution, telles sont les oppositions de la situation actuelle.

La révolution tuera-t-elle la guerre, ou celle-ci tuera-t-elle la révolution ?

La réponse à cette question dépend de l'attitude du prolétariat européen en ces jours de bouleversement général.

Au milieu de la réaction universelle et de la guerre fratricide sans fin, une révolution nationale court le danger d'être étouffée par le tsarisme et par une bourgeoisie déchirée par ses contradictions internes. Les classes dominantes de tous les pays sont unanimes dans leur attitude hostile à l'égard du mouvement révolutionnaire qui vient de remporter en Russie sa première victoire. Les Etats centraux, de même que les soi-disant démocraties de l'Entente n'hésiteront pas, le moment venu, de porter le coup de grâce à la révolution russe. Les Etats centraux tâcheront de mettre à profit la guerre civile pour poursuivre avec plus d'impudence encore leurs projets d'expansion à l'Est. Ils favoriseront en Russie une nouvelle panique patriotarde qui tendra à faire dévier le peuple russe de sa tâche révolutionnaire et à le soumettre au militarisme international. Et les gouvernements des pays alliés s'efforcent d'amener, par tous les moyens d'intrigues diplomatiques, de pression morale et de corruption, la débâcle de la démocratie révolutionnaire pour faire du parti militariste libéral de Petrograd l'outil de leurs menées impérialistes.

Dès maintenant les agents des deux coalitions préparent, chacun à sa façon, la contre-révolution. Ils ont pour collaborateurs les chefs social-patriotes, ces valets dociles des classes dominantes, inféodés à leur politique. Les social-patriotes anglais, français et italiens font tout leur possible pour gagner le prolétariat russe à la pratique de l'union sacrée avec sa bourgeoisie, pour assurer la continuation de la guerre.

Des représentants des organisations ouvrières anglaises demandent avec un cynisme inouï aux ouvriers russes de renoncer à la lutte des classes et de mobiliser toutes leurs forces pour l'écrasement du militarisme prussien.

En Allemagne, le parti social-patriote nous offre le même spectacle honteux. De peur que la révolution ne porte un coup mortel à leur propre union sacrée, les social-patriotes se livrent au dénigrement de la Révolution russe. Ils font de l'insurrection victorieuse du peuple russe un coup de main prémédité et exécuté dans le but de prolonger et d'intensifier la guerre. Ils terrorisent les ouvriers allemands en voulant leur faire croire que la révolution n'a eu pour conséquence que le renforcement du militarisme russe et qu'il en résulterait, pour les Allemands, la nécessité de persévérer dans leur attitude jusqu'au-boutiste. Ils mettent les ouvriers en garde contre le « luxe des manifestations de rue » et contre la contagion des méthodes révolutionnaires; ils implorent en même temps leur Bethmann de prévenir la pénétration de l'esprit révolutionnaire en Allemagne par l'octroi de réformes dans le genre de celles que Sir Buchnam avait en vain recommandées au tsar.

Tels sont les faits et gestes des partis socialistes officiels en un moment qui constitue un tournant dans l'histoire du monde. Les uns forment la garde de la monarchie prussienne, les autres sont les souteneurs de l'impérialisme franco-anglais et tous les deux au premier rang des ennemis acharnés de la Révolution russe.

En trahissant la Révolution russe, les social-patriotes trahissent en même temps les intérêts de leurs propres peuples. Les vains calculs escomptant la fin rapide de la guerre à la suite d'une victoire décisive de l'une ou de l'autre coalition sont depuis longtemps déçus, la spéculation sur une victoire amenée par l'épuisement de l'ennemi a échoué, les fantaisies pacifistes d'une médiation de la part des neutres se sont révélées purement illusoires. Toutes les espérances que la guerre elle-même amènera sa fin par ses propres moyens se sont révélées trompeuses. Et c'est pour la première fois, après tant de déceptions, qu'aux peuples saignants apparaît enfin un rayon de lumière: *la révolution qui tue la guerre a relevé la tête*. Elle rend aux larges masses du peuple ce qu'aucune force n'a pu leur donner: la foi et l'espoir en leur avenir. Et, que voyons-nous en un tel moment ? Au moment où le tsarisme s'est écroulé, au moment où le peuple allemand devrait abattre à son tour, briser la force de l'absolutisme prussien, les social-patriotes voudraient faire écraser la Révolution russe par les armées allemandes. Le jeu de 1870-1871 semble se répéter. De même qu'alors l'établissement de la République a servi d'occasion pour annexer des territoires arrachés à l'ennemi, de même la démocratie en Russie devrait servir de prétexte pour réaliser des conquêtes territoriales menaçant de détruire ce que le peuple russe a obtenu par son insurrection héroïque. Le resserrement de ses propres chaînes, l'attentat contre les conquêtes

révolutionnaires des autres peuples, voilà le véritable sens de la politique socialpatriote.

Et contre qui ces menées honteuses sont-elles dirigées ? Devant la classe ouvrière de l'Europe se dresse un prolétariat qui, dans une époque de délire chauvin universel, a brisé ses chaînes. Un prolétariat qui, au milieu des massacres fratricides les plus insensés, a osé verser son sang pour sa propre cause, qui a refusé de continuer à fabriquer des engins destinés à percer la poitrine de ses frères de classe dans les tranchées opposées, un prolétariat qui enlève aux chefs des armées leurs plus fortes armes et, animé d'une haine sacrée contre les oppresseurs de son propre pays, prend d'assaut les bastilles érigées contre le peuple.

La Révolution russe est née de la misère et de la servitude dont souffrent les peuples travailleurs dans les pays belligérants et neutres. C'est pour le pain et la liberté que s'est soulevé le prolétariat russe, ce sont le pain et la liberté que la guerre a enlevés aux peuples de tous les pays. Ni la guerre, ni l'union sacrée ne les leur donneront et ne pourront sauver les peuples du danger imminent. Ainsi, le moment historique est venu où le prolétariat de tous les pays est placé devant le dilemme: la guerre ou la révolution.

Aujourd'hui moins que jamais le prolétariat d'Europe peut se ranger du côté de ses oppresseurs, du côté des massacreurs des peuples. Pour la classe ouvrière internationale il n'y a à cette heure historique qu'un mot d'ordre possible, la défense de la Révolution russe, la lutte active des prolétaires contre la guerre.

Cette lutte pour la défense de la Révolution russe est, dans chaque pays, la lutte nationale de la classe ouvrière contre ses propres exploiteurs et contre leur politique. Le moment est venu où, dans tous les pays, et avant tout dans les pays belligérants, seule l'action du prolétariat décidée, orientée vers son but final, passant outre sur toutes les considérations secondaires, doit former le contenu de la lutte prolétarienne. Le moment est venu où l'action prolétarienne pour l'émancipation sociale et politique dans tous les pays doit se confondre en une puissante lutte internationale contre la guerre.

Les représentants de la classe ouvrière restés fidèles à l'Internationale ne doivent cesser de clamer, du haut des tribunes parlementaires, la nécessité d'un *armistice immédiat et l'entrée, sans retard, en pourparlers en vue de la conclusion de la paix*. Mais ces manifestations parlementaires n'auront aucune valeur pour notre lutte si elles ne sont pas soutenues par les masses prêtes à tout instant à entrer en lice, tant dans les pays belligérants que dans les pays neutres, pour exercer, par leur volonté révolutionnaire, une pression efficace sur les classes dirigeantes. Le prolétariat des pays neutres doit faire de la Révolution russe sa propre cause, il doit donc, par des manifestations pour la paix, inspirées des principes de lutte de classe, sans trêve, appuyer la lutte du prolétariat dans les pays belligérants.

Le prolétariat des pays belligérants et neutres soutenant la Révolution russe et son avant-garde, les ouvriers et ouvrières russes, doit s'opposer avec la dernière énergie à toute tentative de la bourgeoisie et de ses gouvernements d'étouffer la révolution et de l'exploiter. C'est dans l'épanouissement de la Révolution russe, dans son extension aux autres pays belligérants que résident les espoirs de toute l'humanité martyrisée et épuisée par trois années d'une guerre d'extermination sans précédent. Si le prolétariat mondial ne se lève pas, si surtout les classes ouvrières allemande et autrichienne permettent que les germes de la lutte émancipatrice, entamée au milieu des fumées sanglantes, soient étouffés par la continuation effrénée de la guerre, que la guerre ouverte, sous le prétexte mensonger de la lutte contre le tsarisme, finisse par la restauration du régime tsariste, jeté maintenant à terre par la révolution, ce sera le crime le plus monstrueux d'une classe entière contre son propre avenir.

Au moment actuel, aucune hésitation, aucune tergiversation, aucune attitude passive, aucune remise de la lutte, aucun opportunisme ne sont permis. Toute l'énergie révolutionnaire dont dispose le prolétariat, toutes ses forces vives doivent être transformées en actes, en réponse aux appels à la liberté qui viennent de Russie. Il n'y a pas de solidarité avec la Révolution russe en dehors de la lutte révolutionnaire dans son propre pays!

Debout pour la défense de l'insurrection du peuple russe! Tous contre la réaction, contre l'impérialisme, contre la guerre, pour l'armistice immédiat, pour la paix entre les nations! Peuple des villes et des campagnes, ouvriers en blouses et en uniformes, debout pour la lutte révolutionnaire, pour le pain et la liberté, pour la paix!

A bas l'union sacrée! A bas la guerre! Vive l'action internationale du prolétariat!

Vive la Révolution russe!

Vive la révolution socialiste internationale!

Le 20 mars 1917. Commission socialiste internationale à Berne. [1]

Cependant la guerre continuait et les gouvernements provisoires qui se succédaient à Petrograd, le prince Lwov, le démocrate Milioukov, le socialiste-révolutionnaire Kerensky ne réalisaient pas le vœu le plus ardent des ouvriers, des paysans et des soldats russes, la paix, le pain, la liberté. Au contraire, Kerensky préparait une nouvelle offensive.

Lénine et les bolchéviks s'efforcèrent, dès février, de quitter leur refuge en Suisse pour retourner en Russie et y continuer la lutte contre la guerre, pour la révolution socialiste.

---

[1] Tract d'un feuillet, publié à Berne par la CSI.

Ce fut le menchévik Martov qui émit le premier l'idée d'un retour à travers l'Allemagne. Lénine y vit l'unique possibilité de rentrer en Russie. Grimm, à sa demande, prit les premiers contacts avec l'ambassadeur d'Allemagne à Berne. Après de laborieux pourparlers, il fut convenu que le train spécial transportant les bolchéviks serait accompagné par un Suisse et passerait l'Allemagne sans que ses occupants puissent sortir ou même ouvrir les fenêtres. Tout paraissait s'arranger quand les bolchéviks, méfiants à l'égard de Grimm, exigèrent que ce soit leur homme de confiance, Fritz Platten, qui réglât les détails de leur voyage et accompagnât le train. Il y eut plusieurs convois de réfugiés russes acheminés à travers l'Allemagne et la Finlande.

L'Allemagne, en laissant passer les révolutionnaires émigrés russes, espérait qu'ils compliqueraient la tâche du gouvernement provisoire, décidé à poursuivre la guerre aux côtés de la France et de l'Angleterre et que, s'ils prenaient le pouvoir, ils seraient contraints de signer une paix séparée avec l'Allemagne, lui laissant les mains libres pour jeter tout ce qui lui restait de forces militaires contre les puissances occidentales.

Ce plan machiavélique semblait réussir. Les bolchéviks conquéraient la majorité dans les soviets d'ouvriers et de soldats, déclenchaient l'insurrection contre le gouvernement de Kerensky et prenaient le pouvoir le 7 novembre 1917. Lénine lançait, le 8 novembre déjà, un appel au monde pour la conclusion d'une paix sans annexions, ni réparations, appel dont voici le texte:

Le gouvernement ouvrier et paysan créé par la révolution des 6 et 7 novembre (24 et 25 octobre) et qui s'appuie sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples en guerre de commencer immédiatement des pourparlers en faveur d'une paix juste et démocratique.

Une paix juste et démocratique que souhaitent dans leur écrasante majorité les classes des ouvriers et des travailleurs de tous les pays en guerre, épuisés, martyrisés et torturés par la guerre et que les ouvriers et paysans de Russie, après le renversement de la monarchie tsariste, ont réclamée résolument et inlassablement. Une telle paix est, de l'avis du gouvernement, une paix immédiate, sans annexions (c'est-à-dire sans appropriation de territoires étrangers et sans intégration violente de populations étrangères) et sans contributions.

Le Gouvernement russe propose à tous les peuples en guerre de conclure immédiatement une telle paix en se déclarant prêts, tout

de suite, sans le moindre délai, à entreprendre toutes les démarches nécessaires jusqu'à la confirmation définitive de toutes les conditions d'une telle paix par les assemblées plénipotentiaires des représentants du peuple de tous les pays et de toutes les nations.

Le gouvernement comprend sous l'appellation annexion ou appropriation de territoires étrangers, conformément au sens du droit de la démocratie en général et des classes travailleuses en particulier, l'intégration à un grand et puissant Etat d'une petite et faible nationalité, sans son accord et son désir, clairement et librement exprimés, quel que soit le moment où cette intégration violente a lieu et le degré de développement, avancé ou retardé, d'une nation ainsi annexée ou maintenue par la violence dans les frontières d'un Etat — que cette union soit en Europe ou dans un pays lointain, au-delà des mers.

Si quelque nation est maintenue par la violence dans les frontières d'un Etat quel qu'il soit et que cette nation — contrairement au désir qu'elle en exprime, que ce soit par la presse, par des manifestations populaires, par la décision de partis ou par des soulèvements contre l'oppression nationale — n'obtienne pas le droit de décider des formes de son existence nationale sans la moindre pression et après le retrait complet des troupes de la nation qui a procédé à l'intégration, ou de la nation la plus forte, cette intégration est une annexion, c'est-à-dire une conquête et une contrainte.

Le gouvernement considère que continuer cette guerre pour décider comment les nations fortes et riches se partageront les populations faibles annexées par elles serait le plus grand crime envers l'humanité et il déclare solennellement sa décision de signer immédiatement les conditions d'une paix mettant fin à cette guerre, selon les principes exprimés ci-dessus, pour toutes les nationalités sans exception.

En même temps, le gouvernement déclare qu'il ne considère pas les conditions de paix ci-dessus comme ultimatives, c'est-à-dire qu'il est prêt à envisager toutes les conditions de paix et qu'il insiste seulement pour que les conditions de paix de quelque pays en guerre que ce soit, soient présentées le plus rapidement possible et en complète clarté, en éliminant rigoureusement toute duplicité et tout secret.

Le gouvernement abolit la diplomatie secrète et déclare qu'il est fermement décidé à mener tous les pourparlers tout à fait publiquement, devant tout le peuple. Il va publier sans retard tous les traités secrets, confirmés ou conclus par les gouvernements des grands propriétaires fonciers et des capitalistes depuis février au 7 novembre 1917 (25 octobre). Tout le contenu de ces traités secrets, dans la mesure — comme ce fut le cas le plus souvent — où ils avaient pour but de créer des avantages et des privilèges aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes russes et de maintenir ou d'élargir les annexions des Grands-russiens, seront immédiatement et sans conditions annulés par le gouvernement.

En s'adressant aux gouvernements et aux peuples de tous les pays avec la proposition d'engager immédiatement des pourparlers de paix publics, le gouvernement déclare qu'il est prêt lui-même à engager de tels pourparlers par écrit, par télégramme ou oralement avec les représentants des divers pays ou dans des conférences de ces représentants. Pour faciliter de tels pourparlers, le gouvernement envoie ses représentants plénipotentiaires dans les pays neutres.

Le gouvernement propose aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants de conclure immédiatement un armistice, en soulignant qu'à son avis il est désirable que cet armistice soit conclu pour une durée d'au moins trois mois, c'est-à-dire pour une période qui suffise amplement aussi bien à terminer les pourparlers de paix auxquels doivent prendre part, sans exception, les représentants de toutes les populations ou nations qui furent entraînées ou qui furent contraintes de participer à la guerre, qu'à convoquer les assemblées plénipotentiaires des représentants des peuples de tous les pays pour confirmer définitivement les conditions de paix.

Le gouvernement provisoire ouvrier et paysan de Russie, qui envoie cette proposition de paix à tous les gouvernements et à tous les peuples des pays belligérants, s'adresse en même temps en particulier aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité et des plus grands Etats impliqués dans cette guerre: l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus grands services à la cause du progrès et du socialisme, par les grands exemples du mouvement chartiste en Angleterre, dans la série de révolutions d'importance historique mondiale que le prolétariat français a réalisées et enfin par la lutte héroïque contre la loi d'exception visant les socialistes et par le travail tenace et discipliné pour créer en Allemagne des organisations prolétariennes de masse, qui sont un exemple pour les ouvriers du monde entier. Tous ces modèles d'héroïsme prolétarien et de force créatrice historique sont pour nous une garantie que les ouvriers de ces pays comprendront la tâche qui leur est maintenant posée de libérer l'humanité des terreurs de la guerre et de ses conséquences, car ces ouvriers nous aideront par leur activité multiple, décidée et énergique, à défendre jusqu'à la victoire la cause de la paix et en même temps la cause de la libération des masses populaires travailleuses et exploitées, de toute servitude et de toute exploitation. [1]

Les principes de Zimmerwald et de Kienthal trouvaient dans l'immense empire des tsars leur première application.

---

[1] Traduit de « Illustrierte Geschichte der russischen Revolution », Neuer deutscher Verlag, Willi Münzenberg, Berlin 1928, pp. 448 et 449.

Cependant le Gouvernement allemand imposa au gouvernement de Lénine des conditions de paix draconiennes que Trotsky et la majorité du Comité central du parti, contre l'opinion de Lénine, rejetèrent en déclarant que le gouvernement des Soviets ne continuerait pas la guerre, mais ne signerait pas non plus cette paix. L'offensive allemande reprit contre Petrograd et Lénine obtint alors, au Comité central, une majorité pour signer la paix de Brest-Litovsk, plus dure que les premières conditions allemandes. La Révolution russe ne pouvait continuer la guerre avec une armée complètement désorganisée.

La Révolution russe, plus encore que les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, enthousiasma les masses ouvrières lasses de la guerre, de ses massacres, de ses souffrances et de ses misères. En 1918, la révolution éclatait en Autriche-Hongrie et en Allemagne et y renversait les monarchies.

En autorisant les bolchéviks à rentrer en Russie par l'Allemagne, le Gouvernement allemand avait certes obtenu la signature d'une paix séparée à Brest-Litovsk, mais il avait fait un faux calcul, oubliant que le virus de la Révolution russe gagnerait les puissances centrales et que la révolution y balayerait les régimes monarchiques et militaires de Guillaume II et de François-Joseph.

L'armistice mettant fin à la guerre fut signé le 11 novembre 1918, dans une Europe en pleine effervescence révolutionnaire. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, en organisant et en inspirant l'opposition à la guerre dans toute l'Europe, avaient largement contribué à cette fin.

Que faisait le Bureau socialiste international dans cette situation nouvelle ? Que faisait la Commission de Zimmerwald ?

CHAPITRE IX

Stockholm

Stockholm ?... un avortement! Qui se souvient encore de cet intermède sans histoire et sans gloire ?

La conférence de Stockholm n'est pas la continuation des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, comme on le croit parfois, par confusion. L'initiative en revient à la délégation hollandaise au sein du Bureau socialiste international. Les Scandinaves et les Hollandais, réunis une première fois les 17 et 18 janvier 1915 à Copenhague, avaient alors invité le Bureau socialiste international à convoquer une réunion *aussitôt que les circonstances le permettraient.* Deux années et demie de guerre avaient passé sans que les « circonstances » — de l'avis du bureau — aient permis une réunion. La conférence des neutres, enfin réunie à La Haye par le Bureau international, après les deux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, le 31 juillet 1916, n'avait réuni que les partis scandinaves et hollandais, avec les Américains — c'est-à-dire principalement les partis qui avaient refusé de se rendre à Zimmerwald. Cette conférence de La Haye se prononça pour la convocation du bureau, qui ne devait plus être renvoyée à la fin de la guerre, mais *dès que les dernières hésitations seraient vaincues.* Le secrétariat de l'Internationale décrit comme suit la situation au début de 1917:

Le problème, au début de l'année 1917, était donc le suivant:

« Comment sera-t-il possible de vaincre la résistance de ceux qui ne semblent pas encore ralliés à la nécessité et à l'utilité d'une conférence générale ? »

Tout à coup, brusquement, au mois de mars 1917, la classe ouvrière de Russie jeta bas la tyrannie du tsarisme.

L'importance de cet acte révolutionnaire fut formidable. Les ouvriers des deux mondes retrouvèrent la confiance en eux-mêmes. Dans leurs adresses aux Russes, Allemands et Anglais, Français et Autrichiens disaient les mêmes paroles et parlaient le même langage. Par-dessus les tranchées, on votait des résolutions de sympathie et de solidarité. Les travailleurs semblaient s'être enfin retrouvés. Les Suédois furent les premiers à envoyer un de leurs mandataires à Petrograd. Les Danois nous bombardaient de leurs appels, qui répondaient à nos propres préoccupations, et disaient que le moment si longtemps attendu était venu. Nous partagions cette même conviction et nous étions tous persuadés que les ouvriers de France et de Grande-Bretagne pourraient difficilement refuser de répondre à une invitation de se réunir en congrès international, au bas de laquelle se trouverait la signature de ceux qui venaient de délivrer le monde d'une oppression séculaire.

C'est ainsi que naquit Stockholm, enfant de la Révolution de Russie...

On pouvait craindre que l'idée de la paix à tout prix ne l'emportât et désagrégeât la force de résistance de la Russie. Le développement de ces tendances nous conduisait fatalement à des perspectives de paix séparée, c'est-à-dire, peut-être, à une prolongation de la guerre et, avec elle, à un retour de la réaction. Il fallait donc tout faire pour jeter les fondements d'une paix honorable et rapide, sauver la révolution, empêcher la dislocation et permettre à la Russie de s'organiser pour qu'elle devienne en Europe un agent de libération. Dès lors une conférence internationale des classes ouvrières devenait une nécessité urgente pour tout le prolétariat.

Le 15 avril 1917, la délégation hollandaise se réunit à Lachen avec le secrétaire de l'Internationale. Il y fut décidé que les délégués néerlandais se transporteraient à Stockholm « sur la route de la liberté » et qu'ils agiraient comme mandataires du Parti ouvrier socialdémocrate néerlandais et non comme membres du Comité exécutif du Bureau socialiste international. Cette procédure était nécessaire parce que le Comité exécutif du Bureau socialiste international se composait, par moitié, de Belges et de Hollandais et qu'il était quasi impossible de réunir ces deux délégations, Vandervelde se trouvait au Havre, Bertrand à Bruxelles et Anseele, favorable à une action internationale, pouvait difficilement quitter la ville de Gand, localisée dans les étapes.

Il fut décidé encore qu'un comité serait constitué à Stockholm avec les partis scandinaves et que le secrétariat du Bureau socialiste international serait invité à prêter à la nouvelle organisation sa collaboration effective... La délégation hollandaise croyait qu'à la date du 15 mai il serait possible de réunir tous les partis socialistes et elle chargea le secrétaire de lancer l'invitation suivante (22 avril 1917):

« Bureau socialiste international.

» Adresse temporaire du secrétariat: Folkets Hus Stockholm.

» La délégation hollandaise du BSI me charge de vous annoncer qu'elle a pris l'initiative, d'accord avec de nombreuses sections, de convoquer à Stockholm, pour le 15 mai 1917 et jours suivants

une conférence internationale

de toutes les sections affiliées.

» L'ordre du jour vise l'examen de la situation internationale.

» La procédure des admissions et la répartition des voix seront strictement réglées, conformément aux statuts des congrès internationaux et l'invitation de participer aux travaux de la conférence s'adresse donc également aux minorités des partis des pays belligérants.

» Nous prions les partis ou les groupes adhérents de bien vouloir nous communiquer, le plus tôt possible, les noms de leurs délégués et de nous avertir immédiatement, soit par voie de correspondance, soit par la voie de la presse, si des passeports leur étaient refusés.

» Nous vous serions obligés de bien vouloir nous accuser réception de la présente circulaire et de prier les journaux socialistes d'y donner la publicité désirable.

» Le secrétaire du BSI
» Cam. Huysmans. » [1]

C'est donc la crainte d'une paix à tout prix, d'une paix séparée de la Révolution russe avec les Empires centraux qui incitait le Bureau socialiste international à sortir de sa passivité et à préparer un congrès qu'il avait refusé de convoquer en 1915 et en 1916, en affirmant qu'il n'en avait pas la compétence tant que toutes les sections nationales ne seraient pas d'accord. Zimmerwald, Kienthal et la première vague de la Révolution russe avaient enfin réussi à ranimer le Bureau et le secrétariat de l'Internationale. Le comité hollando-scandinave ayant obtenu l'adhésion de Kerensky, qui envoya à Stockholm une délégation russe, se transforma en un comité russo-hollando-scandinave. La convocation pour le 15 mai n'ayant pas eu d'écho, le comité convoquait, le 11 juillet 1917, la conférence plénière de l'Internationale (majorité et minorité des partis affiliés), pour le 15 août à Stockholm. Mais les Russes demandèrent que la conférence soit retardée d'une semaine, au 22 août. Puis, le ministre britannique Henderson ayant fait un voyage à Petrograd, alla avec une délégation russe à Paris, où la décision fut

---

[1] « Stockholm » Comité organisateur de la conférence socialiste internationale de Stockholm — Stockholm 1918, pp. 6 et 7.

prise de convoquer, avant la conférence de Stockholm, une conférence interalliée à Londres, fixée aux 28 et 29 août. La conférence de Stockholm devait être, une fois de plus, renvoyée. Elle fut fixée au 3 septembre 1917.

Mais le 4 août, on apprit, par une déclaration faite à la Chambre des Communes, que les gouvernements de l'Entente avaient décidé de ne pas donner de passeports pour la conférence de Stockholm... et la conférence fut renvoyée jusqu'au moment où les gouvernements délivreraient des passeports..., ce qui n'eut jamais lieu.

Il avait suffi de l'opposition des gouvernements de guerre pour que cette tentative du Bureau socialiste international avortât. La commission qui avait siégé quelques mois à Stockholm avait reçu, des partis socialistes affiliés à l'Internationale, un volumineux dossier de rapports concernant les questions qui leur avaient été posées par la commission. Ce sont ces rapports qui sont reproduits dans un gros volume de 542 pages intitulé « Stockholm ». La commission de Stockholm a ignoré volontairement les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, comme aussi la Commission socialiste internationale de Berne, soulignant ainsi la scission de fait existant entre les deux bureaux socialistes et les partis ou groupes qu'ils représentaient.

Que devenait la Commission socialiste internationale de Berne ? Après la conférence de Kienthal, l'unité de façade obtenue à Zimmerwald et à Kienthal se désagrégea. La gauche zimmerwaldienne, sous la direction de Lénine, poursuivait son but qui était de créer la IIIe Internationale. Le mouvement zimmerwaldien était utilisé comme terrain de chasse, pour attirer les indécis et les grouper. Dans son étude du 10 avril 1917: « Les objectifs du prolétariat dans notre révolution », publiée en brochure en septembre 1917, Lénine consacre un chapitre au mouvement zimmerwaldien: *L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la IIIe Internationale.* Il écrit:

L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude hésitante, « kautzkyenne », « centriste » et c'est ce qui a obligé la gauche de Zimmerwald à s'en séparer, à se rendre indépendante et à lancer un manifeste à elle.

La tare principale de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa faillite (car elle a déjà fait faillite moralement et politiquement) réside dans ses flottements, dans son indécision sur la question essen-

tielle qui détermine pratiquement toutes les autres, celle de la rupture avec le social-chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine...

La fin de 1916 et le début de 1917 l'ont définitivement établi. Malgré la condamnation du social-pacifisme par le manifeste de Kienthal, toute la droite de Zimmerwald, toute la majorité de Zimmerwald y sont tombées...

Le président de Zimmerwald et de Kienthal, Robert Grimm, a fait bloc, en janvier 1917, avec les social-chauvins de son parti (Greulich, Pflüger, Gustave Muller, etc.) contre les vrais internationalistes.

Au cours des deux conférences internationales zimmerwaldiennes de janvier et de février 1917, cette conduite équivoque et fausse de la majorité a été formellement stigmatisée par les internationalistes de gauche de plusieurs pays: Münzenberg, secrétaire de l'Organisation internationale des jeunes et directeur de l'excellent journal internationaliste l'« Internationale des Jeunes », Zinoviev, représentant du Comité central de notre parti, Radek, délégué du Parti socialdémocrate polonais, Hartstein, socialdémocrate allemand, membre du groupe « Spartakus »...

On ne peut tolérer davantage le bourbier de Zimmerwald. Il est impossible de rester ainsi, à cause des « kautskyens » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plekhanov et des Scheidemann. Il faut rompre sans délai avec cette Internationale. Il ne faut rester à Zimmerwald qu'à des fins d'information.

Nous devons, nous, précisément et maintenant, fonder sans retard une nouvelle Internationale révolutionnaire, prolétarienne, ou plutôt ne pas craindre de constater hautement qu'elle est déjà fondée et qu'elle agit. [1]

Ainsi, en avril 1917 déjà, la gauche zimmerwaldienne était décidée à rompre non seulement avec la IIe Internationale, mais aussi avec la majorité du mouvement zimmerwaldien. Elle attendait seulement le moment propice pour le faire et ce moment paraissait arrivé en septembre 1917 déjà.

Un événement avait renforcé cette volonté de liquidation. Robert Grimm, président du mouvement de Zimmerwald, avait reçu du gouvernement Kerensky l'autorisation de se rendre en Russie, grâce à la recommandation des ministres menchéviks Tseretelli et Skobelev. Voici la note que donne de ce voyage le XXe tome des œuvres complètes de Lénine (édition allemande, Halbband II, p. 345):

---

[1] V. I. Lénine, Œuvres complètes — Editions sociales internationales, Paris 1928. Tome XX, pages 144 et suivantes.

A Petrograd il éveilla la méfiance, même chez ses amis politiques, par son attitude équivoque. Grimm envoya, par l'ambassadeur suisse à Petersbourg, un télégramme chiffré au conseiller fédéral Hoffmann dans lequel il le priait de lui communiquer les buts de guerre des gouvernements et, entre autres, indiquait aussi qu'une offensive allemande à l'Est rendrait plus difficiles les pourparlers de paix. Dans sa réponse, Hoffmann déclarait entre autres: « L'Allemagne n'entreprendra pas d'offensive à l'Est tant qu'une entente à l'amiable avec la Russie paraîtrait possible », et que « l'Allemagne désirait une paix honorable, bilatérale, avec la Russie », etc. Ces télégrammes furent déchiffrés par le service de contre-espionnage de l'Entente et furent remis au gouvernement provisoire russe. Grimm fut alors expulsé de Russie comme « agent allemand ». « L'affaire Grimm » fit alors pas mal de bruit. Grimm démissionna de sa fonction de président de la Commission socialiste internationale.

Expulsé de Russie, Robert Grimm rentra en Suisse par Stockholm où se trouvaient un certain nombre de zimmerwaldiens réunis pour participer à la troisième conférence de Zimmerwald qui devait se tenir le 31 mai et qui ne put se réunir que le 5 septembre.

Les zimmerwaldiens présents à Stockholm au passage de Grimm constituèrent une commission d'enquête qui publia le document suivant sur l'affaire Grimm-Hoffmann:

« *La Commission d'enquête nommée par la Commission de Zimmerwald à Stockholm a établi ce qui suit:*

» 1. Grimm a envoyé un télégramme à M. Hoffmann par l'intermédiaire du ministre suisse Odier. Il l'a fait sans se mettre préalablement d'accord avec Angelica Balabanova, membre de la Commission socialiste internationale, qui était à Petrograd et sans demander un préavis aux représentants des partis socialistes russes de tendance zimmerwaldienne. Il n'a pas même fait part aux camarades russes de l'envoi de ce télégramme au conseiller fédéral Hoffmann quand l'affaire fut connue publiquement.

» 2. D'après ses informations, par sa demande, Grimm n'avait pas d'autre but que de s'informer des buts de guerre de tous les belligérants.

» 3. Mais Grimm ne s'est pas borné, dans sa dépêche, à poser la question des buts de guerre. Il a fait allusion au danger qu'une offensive allemande pouvait avoir sur les pourparlers de paix. Il a exprimé

[1] Traduit du XXe tome des Œuvres complètes de Lénine (édition allemande) — demi-volume II, p. 345.

la nécessité, pour les gouvernements étrangers, d'accorder des passeports aux délégués de la conférence convoquée par le Comité russe des ouvriers et des soldats.

» 4. Grimm n'a pas visé une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, mais au contraire des pourparlers de paix entre tous les gouvernements.

» 5. La sous-commission déclare qu'il n'y a aucune raison d'admettre que Grimm ait agi d'après une entente préalable avec le conseiller fédéral Hoffmann.

» 6. Pas un seul des faits connus de la sous-commission n'est de nature à laisser admettre que Grimm ait agi dans l'intérêt, ou comme agent de l'impérialisme allemand et l'appui qu'il a prêté à l'opposition en Allemagne sont des faits qui parlent contre une telle supposition. Grimm fut attaqué pendant trois ans dans la presse allemande comme agent de l'Entente. Les mêmes reproches lui furent adressés à propos du contenu de son télégramme.

» Le premier motif de la demande de Grimm fut son souci d'éviter à la Révolution russe d'être menacée par la durée de la guerre.

» 7. La Commission d'enquête considère que le fait que Grimm a entrepris sa démarche sans se mettre d'accord avec les autres membres de la Commission socialiste internationale et sans en aviser les représentants des partis zimmerwaldiens russes qui lui auraient conseillé de ne pas envoyer ce télégramme, comme un acte personnel et autoritaire de Grimm pour lequel l'organisation zimmerwaldienne décline toute responsabilité, et ceci non seulement parce que la démarche de Grimm donne occasion aux ennemis du mouvement zimmerwaldien, dirigé contre tous les gouvernements impérialistes, de la dénigrer comme l'œuvre d'un gouvernement particulier, mais aussi parce qu'elle considère la démarche de Grimm comme contraire aux principes zimmerwaldiens. La Commission d'enquête déclare que la forme de diplomatie secrète dont Grimm s'est servi ne répond pas à la notion du mouvement zimmerwaldien.

Signée: *Suède:* Ch. Lindhagen, député maire et Höglund.
Bulgarie: G. Krichoff.
Suisse: Otto Lang, conseiller communal.
Norvège: E. Olaussen.
Russie: Orlowsky.
Pologne: Radek.

En Suisse, le conseiller fédéral Hoffmann dut démissionner. Cette affaire a certainement contribué à discréditer le mouvement de Zimmerwald.

Ture Nerman rapporte dans ses souvenirs que la gauche de Zimmerwald était en majorité à la conférence de Kienthal et, plus tard, à une troisième conférence qui s'est tenue à Stockholm du 5 au 12 septembre 1917 et y décida le transfert de la Commission socialiste internationale de Berne à Stockholm, avec Balabanova et trois assesseurs suédois, Carlson, Höglund et Nerman. Cette troisième conférence ne fut ni préparée, ni convoquée par la Commission socialiste internationale de Berne. Elle n'a eu aucune importance, les Russes ayant déjà décidé de créer la IIIe Internationale.

Le parti bolchévik n'était nullement favorable à cette troisième conférence. Il avait en réalité déjà rompu avec Zimmerwald. Voici la note que donne de cette conférence l'édition des œuvres complètes de Lénine:

> Cette troisième conférence de Zimmerwald se tint le 5 septembre 1917 à Stockholm, dans le plus grand mystère. La délégation russe comprenait pour le Comité central bolchévik, Vorovsky et Semachko; pour le comité d'organisation menchévik Axelrod et Papine (qui se retirèrent avant la fin); pour les menchéviks internationalistes Ermansky; pour les socialdémocrates polonais Radek et Hanecki. La socialdémocratie autrichienne était représentée par T. Schlesinger et Luzzato; la Roumanie par Firm et Contantinescu; les « étroits » de Bulgarie par Kolarov et Kirkov et l'opposition des « larges » et des syndicats par Zinev et Kharlakov; l'Amérique par Gaw et Azis; l'Allemagne par Haase, Ledebour, etc., pour les indépendants et K. Duncker pour le « Spartakus »; la Finlande par Sirola; la Suisse par E. Nobs et R. Bloch; les pays scandinaves par Lindhagen. Les Français ne reçurent pas de passeports et se joignirent ultérieurement aux décisions prises. La conférence traita de la campagne pour la paix, de la conférence de la IIe Internationale et publia un manifeste demandant une grève internationale contre la guerre et pour la défense de la Révolution russe: « Ou la révolution tuera la guerre, ou la guerre tuera la révolution. » Cette conférence fut la dernière du bloc de Zimmerwald. [1]

Voici le texte de cette communication et de cet appel. Il est fort mal traduit, dans un français impossible. Je n'ai cependant pas voulu le rédiger puisqu'il a été publié dans la forme suivante et que je ne possédais pas le texte original:

---

[1] V. I. Lénine, Œuvres complètes, Editions sociales internationales 1928, Paris, tome XX, p. 327.

Troisième conférence du Mouvement zimmerwaldien à Stockholm

Lors de la troisième conférence zimmerwaldienne internationale socialiste du 5 au 7 septembre 1917, à Stockholm, les représentants des organisations socialistes suivantes étaient réunis:

Allemagne:	Socialdémocratie indépendante.
Autriche:	Opposition de la socialdémocratie autrichienne.
Russie:	Comité central de la SDAP, Comité d'organisation de la SDAP (les représentants du Comité d'organisation ont seulement pris part, en partie, aux délibérations de la conférence; l'un d'eux n'a pas signé le manifeste à cause d'une divergence d'opinion sur un point); menchéviks internationalistes.
Pologne:	Comité du Parti socialiste de Pologne.
Finlande:	Parti socialiste.
Roumanie:	Parti socialiste.
Suisse:	Parti socialiste.
Amérique:	Socialist Propaganda League and International Brotherhood.
Norvège:	Jeunesse socialiste.
Danemark:	Jeunesse socialiste.
Suède:	Parti de la gauche et Jeunesse socialiste.

La Commission socialiste internationale.

Outre les partis cités, ont approuvé les résolutions de la conférence: le parti étroit de Bulgarie et les représentants de l'opposition au sein du « grand » parti et de la Ligue générale des syndicats de la Bulgarie, arrivés à Stockholm seulement après la conférence, par suite des difficultés du voyage.

Nous avons aussi reçu l'assentiment de partis dont les représentants n'ont pas pu venir à Stockholm; comme l'assentiment écrit envoyé par eux ne nous est pas encore parvenu par suite d'obstacles techniques et politiques, nous ne les mentionnons que dans les généralités.

Un certain nombre d'autres organisations de tendance internationale et particulièrement les camarades d'Angleterre, de France et d'Italie furent empêchés de participer à la conférence parce que les passeports leur furent refusés. S'appuyant sur leurs lettres et sûrs de leur assentiment, les participants sont tombés d'accord au sujet de la proclamation suivante:

Prolétaires de tous les pays

Sans résistance, les peuples voient arriver le quatrième hiver de guerre avec toutes ses terreurs. Des millions d'hommes ont été massacrés, des millions ont été estropiés sous la mitraille, d'autres millions

sont traînés à l'abattoir jour après jour. La faim et la misère déciment ceux qui sont restés chez eux, hommes, femmes et enfants, non seulement dans les pays belligérants, mais aussi dans les pays neutres. C'est l'anéantissement des peuples comme résultat de la concurrence capitaliste pour atteindre le pouvoir et les bénéfices.

En face de ces horreurs et de ces tortures s'élève toujours plus fort le cri des peuples souffrants: que la paix arrive, que le massacre des peuples prenne fin! Mais l'aurore de la paix ne se lève toujours pas. Poussés par leurs peuples, las de la guerre, les potentats des deux camps se reconnaissent cependant partisans de la paix, mais les protestations solennelles de leur volonté de paix masquent à peine le désir inassouvi de l'écrasement de l'ennemi, l'avidité de conquêtes et de nouvelles possibilités d'exploitation.

Les gouvernements capitalistes craignent tous de devoir revenir du champ de bataille sans butin, chargés uniquement de la dette de milliards et de la malédiction de millions de veuves et d'orphelins. Ils tremblent devant le jour de la paix qui sera un jour de règlement de comptes. C'est pourquoi ils ne tomberont pas d'accord sur la paix tant qu'ils disposent encore des moindres forces et qu'ils garderont la moindre espérance d'écraser l'ennemi.

Le soi-disant travail pour l'obtention de la paix et d'un commun accord des socialistes gouvernementaux qui ont promis au prolétariat de faire avancer la cause de la paix d'une manière décisive à Stockholm, n'a pas plus de chance de succès.

Aucun lien ne peut être établi entre les socialistes gouvernementaux des deux groupes de puissances; ils ne sont en effet que les complices de leurs gouvernements respectifs. Leurs efforts serviles pour maintenir « l'union sacrée » et pour soutenir la politique de guerre impérialiste les ont dépouillés de la capacité de faire une lutte révolutionnaire dans l'intérêt du prolétariat.

Ceux qui en sont capables et qui sont appelés à le faire dans tous les pays sont seulement les masses de prolétaires qui sont restés fidèles à leur idéal socialiste ou qui ont été gagnés à cet idéal. Des opinions communes et la conscience d'intérêts communs soudent ces prolétaires internationalistes en une unité qui poursuit irrésistiblement un but commun. Mais le développement des choses les oblige à une prompte réalisation de cette grande tâche.

La paix des travailleurs

Seule une paix que le prolétariat socialiste aura pu provoquer et former en combattant au moyen d'actions décisives, en masse, peut empêcher d'une manière durable le renouvellement du carnage mondial. Une paix capitaliste, de quelque façon qu'elle soit faite, aboutirait dans chaque pays à décharger sur les épaules des travailleurs les

dettes incommensurables de la guerre. Le prolétariat a entretenu la guerre, des années durant, par le sang de ses fils, par la force vitale de tous ses hommes, de toutes ses femmes. La clique des capitalistes a augmenté ses forces de vampire, en réalisant, avec passivité, des bénéfices de guerre. Une paix capitaliste porterait atteinte aux droits des prolétaires, tandis qu'elle faciliterait aux capitalistes la pire exploitation de la force du peuple.

Pour assurer une paix durable, il est nécessaire de démocratiser de fond en comble tous les Etats et d'abolir les privilèges des capitalistes (privilèges d'argent). Seule la réalisation de la république sociale offre une garantie contre un retour de la guerre mondiale.

Les conditions de la Russie poussent aussi à l'accélération de la lutte prolétarienne internationale. Les champions russes de la liberté avaient, avec leur révolution grandiose et la chute du tsarisme, fait un premier pas promettant beaucoup sur le chemin de l'imposition de la paix et de la délivrance du peuple. Mais le prolétariat isolé d'un seul pays ne peut, dans la guerre mondiale, obtenir la paix par la force. Jusqu'à présent, les masses populaires des autres pays n'ont pas suivi les frères russes sur le chemin de la délivrance. Aussi cela a-t-il contribué à permettre à la réaction russe de relever la tête d'une manière menaçante.

La lutte internationale des masses prolétaires pour la paix signifie en même temps le sauvetage de la Révolution russe.

Il y a eu, ici et là, des actions isolées du prolétariat. Des ouvriers et des ouvrières faisaient, malgré toutes les persécutions, retentir dans les rues le cri demandant du pain, la paix et la liberté. Les masses de travailleurs au service du capitalisme de guerre, qui ont abandonné leur travail, ont lutté pour la défense des droits humains les plus élémentaires. Leurs grèves furent entreprises malgré l'abandon du droit de coalition par les chefs socialpatriotes des syndicats et des partis. Ces faits n'indiquent pas seulement la fatigue du prolétariat dans les différents pays en guerre. Ils sont le signe que les ouvriers de tous les pays connaissent les moyens de lutte par lesquels ils pourront obtenir la paix.

Mais, par des luttes isolées dont les prolétaires d'autres pays n'ont reçu ou ne reçoivent que de tardives nouvelles, le but ardemment désiré ne peut être atteint. L'heure du commencement de la grande lutte générale dans tous les pays a sonné pour la venue de la paix, pour la délivrance des peuples par le prolétariat socialiste. Le moyen en est la grève commune internationale et générale.

Notre appel s'adresse à la classe ouvrière de chaque pays. Son propre sort est lié indissolublement au sort du prolétariat mondial. La classe ouvrière d'un pays qui s'exclut de la lutte commune, ou même l'attaque par derrière, empêche la paix, allonge la guerre et l'exploi-

tation des peuples et ruine son propre avenir. Elle commet une trahison envers la cause commune de l'humanité. Cela ne doit pas être!

Prolétaires de tous les peuples! Le devoir le plus difficile vous attend. Le but le plus noble est devant vous: la délivrance définitive de l'humanité.

Ouvriers, ouvrières! Faites de la propagande pour l'action internationale dans chaque atelier, dans chaque chaumière où l'on gémit! La lutte sera longue et difficile. Les classes régnantes ne céderont pas d'un seul coup, elles ne capituleront pas d'elles-mêmes. Plus la lutte est difficile, plus elle doit être menée d'une façon décisive! Il s'agit de vaincre en combattant, car supporter plus longtemps sans résistance amènerait la ruine du prolétariat.

Vive la lutte internationale des masses contre la guerre!

Vive la paix socialiste! [1]

La Commission socialiste internationale publia encore, en août 1918, l'appel suivant aux masses ouvrières de tous les pays:

Prolétaires,

La guerre détruit et extermine tout; seules votre patience, votre soumission et votre résignation demeurent. Aucun tyran, aucun autocrate, aucun esclavagiste du temps de la réaction la plus noire ne pouvait se permettre d'exterminer tant de vies humaines, ni soumettre à son poing tant d'esclaves que le font à toute heure, à tout instant, ceux qui aujourd'hui détiennent le pouvoir dans les pays constitutionnels et « démocratiques »... De nouvelles humiliations, de nouvelles injures viennent constamment s'ajouter aux souffrances indescriptibles et aux sacrifices sanglants des masses... Vos exploiteurs deviennent de plus en plus cyniques, votre soumission les enhardit de plus en plus. Ils prétendaient d'abord qu'il y allait de la défense de la patrie: désormais la presse vénale et criminelle — cet assassin des peuples — n'a plus à recourir à ce subterfuge démagogique. L'avidité des bandits impérialistes se repaît sans dissimulation de millions de cadavres et de mers de sang.

Le rôle de Caïn

Dans cet holocauste impérialiste des masses ouvrières pour le triomphe de l'impérialisme, le prolétariat ne remplit que le rôle de Caïn (car ce n'est pas son ennemi, c'est son frère, c'est lui-même qu'il extermine), mais pis que cela, on l'oblige à trahir sa propre cause, les prolétaires trahissent leurs propres enfants, ils faillissent à leur hon-

[1] « Sentinelle » du 23 novembre 1917.

neur, à leur classe: tout ouvrier préférerait sa propre mort s'il avait un seul moment conscience de l'œuvre horrible qu'il accomplit. Depuis longtemps déjà les capitalistes et leurs laquais serviles, la presse, ont compris que ce conflit sanglant ne peut être liquidé sur le champ de bataille. Les offensives et les contre-offensives qui amènent avec elles des sacrifices inouïs et augmentent la panique tout en servant de prétexte à exciter le « patriotisme » tant chez le « vainqueur » que chez le « vaincu », ne servent en réalité à autre chose qu'à ajourner l'explosion de la grande colère au sein des masses, en les empêchant de se recueillir pour voir clairement que toute cette boucherie et tous ces sacrifices n'ont abouti à rien et que tout ce qui en a été affirmé par la bourgeoisie n'était que mensonge et tromperie...

Pourquoi la guerre ne finit pas

Pourquoi les classes dirigeantes qui ont déchaîné la guerre et qui savent qu'elle ne peut avoir une issue militaire n'y mettent-elles pas fin ? Parce que, comme les zimmerwaldiens l'ont expliqué aux masses depuis le commencement même de la guerre, les classes dirigeantes craignent l'heure qui amènera pour elles le règlement inévitable des comptes. Après la victoire de la glorieuse révolution du prolétariat russe, cette crainte prit une forme très concrète, c'est que le « spectre rouge » qui a pris chair en Russie, incite par son exemple attirant les peuples des autres pays à agir de la même manière; voilà pourquoi les classes dirigeantes du monde entier déclarent: « Guerre jusqu'au bout au prolétariat russe! »

La question russe

Qu'importe à l'Allemagne si, au commencement de la guerre, elle a déclaré la guerre au tsarisme ? Les ouvriers conscients et le gouvernement révolutionnaire de la Russie ne sont-ils pas les mortels ennemis, la vraie menace qui les fait sincèrement haïr par ceux qui doivent leurs richesses et leur pouvoir au salariat des masses ? Il s'agit donc de détruire la Finlande rouge et la Russie socialiste. Les gouvernements alliés qui ont tenté de justifier la boucherie des peuples par la lutte pour le droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes; les milliardaires américains auxquels l'indignation contre l'impérialisme allemand fait verser des larmes de crocodile — tous lui rendent maintenant les plus précieux services et cherchent à gratifier l'intrépide république russe d'un autocrate qui doit surpasser aussi bien Nicolas que Guillaume.
d'un autocrate qui doit surpasser aussi bien Nicolas que Guillaume.

Les Tchécoslovaques qui, s'ils n'étaient les laquais des gouvernements alliés, passeraient pour « traîtres », sont officiellement consi-

dérés comme puissance alliée, eux qui ne sont que les mercenaires du capitalisme anglo-français. Ceux qui, hypocritement, invoquaient les souffrances de la Belgique, assaillent un pays non seulement neutre, mais encore un pays qui, en paroles et en fait, démontra clairement qu'il n'entend plus faire la guerre. Les enfants de la Grande Révolution tentent d'exterminer les fils d'un peuple, les représentants d'une classe qui réalisa la sainte œuvre de libération du peuple russe, débarrassé désormais du joug le plus odieux, en substituant le pouvoir du peuple à l'autocratie la plus ignoble.

La réaction européenne

Ce n'est pas contre le militarisme destructeur de la vie humaine et de la liberté que s'élève à nouveau le poing armé de l'Europe, mais bien contre les pionniers d'une nouvelle civilisation qui aspire à édifier un régime de liberté et d'égalité sur les ruines du vieux monde décrépit, contre ceux-là même qui cherchent à remplacer le règne de la mort par le règne de la vie triomphante.

On exige de vous, prolétaires européens, que vous forgiez de nouveaux fers, que vous vous souilliez à jamais du crime de Caïn et que vous muriez de vos propres mains les portes qui conduisent à votre propre libération. On exige le rétablissement du tsarisme et l'égorgement des révolutionnaires russes, de vous qui, à juste raison, considériez de tout temps l'autocratie comme votre plus grand ennemi et les révolutionnaires russes comme des martyrs et les héros de l'émancipation universelle. La Russie des Soviets est dans une situation telle que la conjuration la plus infernale ne pourrait en créer de plus difficile.

Comme ce fut le cas pour la paix de Brest et en d'autres occasions encore, c'est à vous, ouvriers des pays alliés qu'elle s'adresse de nouveau. Mais l'œuvre de libération ne pouvant venir que des masses travailleuses du monde entier, c'est au prolétariat international, sans distinction de pays, que nous nous adressons: Ne commettez pas cette trahison! Ne commettez pas ce suicide! N'étouffez pas la révolution socialiste au berceau!

De même que les internationalistes allemands protestèrent contre leurs classes dirigeantes lorsqu'elles allaient assaillir la Russie des Soviets et la Finlande révolutionnaire, de même les internationalistes de l'Angleterre, de la France, et surtout ceux du parti italien sans cesse pourchassés et les martyrs de l'internationalisme en Amérique — malgré une réaction atroce — protestent unanimement contre ce nouvel assaut. Cependant ces forces internationalistes resteront une minorité impuissante tant que vous, « masses ouvrières », ne viendrez vous placer à leur côté; tant que les masses ne les appuient pas, tant que

votre conscience de classe, votre puissance, votre volonté révolutionnaire n'ont pas été mises dans la balance, cette minorité ne cessera d'être poursuivie, emprisonnée, paralysée dans son action, empêchée de parler.

Les Judas du socialisme

Les Scheidemann allemands donnant leur acquiescement à l'intervention ignoble de l'Allemagne en Russie et en Finlande ont par le fait même facilité le travail des autres Judas du socialisme. Les traîtres du socialisme français poussèrent tellement loin leur trahison qu'ils facilitèrent à leurs gouvernements la guerre contre la Russie ouvrière en soutenant son opportunité! Les social-impérialistes anglais, dépassant ceux des autres pays dans la défense éhontée des intérêts antisocialistes, les ex-socialistes américains, représentants d'une politique d'hypocrisie des plus infâmes, font la tournée du monde pour encourager les prolétaires, las de la guerre, à servir de chair à canon. Alors que le prolétariat japonais cherche à s'opposer aux tentatives impérialistes qui le menacent, les « socialistes » des pays neutres, munis de passeports en retour des services rendus à la cause impérialiste, distraient l'attention des masses vers une conférence dont ils savent qu'elle ne pourra avoir lieu que pour autant qu'elle se fera le porte-voix des impérialistes, dès l'heure où elle pourra couronner leur orgie. Ces « socialistes » prétendent entre autres que la victoire des alliés est nécessaire pour la convocation d'une telle conférence; or, n'est-ce pas justement ce dont les gouvernements ont besoin, eux qui envoient déjà à la mort des fils du peuple à peine sortis de l'enfance.

A la veille de la ruée des troupes allemandes et autrichiennes sur la Russie et la Finlande, lorsque les prolétaires de l'Allemagne et de l'Autriche étaient sur le point de se flétrir par ce fratricide, la Commission socialiste internationale leur rappela qu'il s'agissait de toutes les conquêtes du socialisme, des droits les plus élémentaires conquis par la Révolution russe aussi bien que des aspirations les plus hautes des masses opprimées, écrivant entre autres:

L'heure tragique

« La situation n'a jamais été aussi critique: deux questions, l'une plus tragique que l'autre, nous obsèdent. Est-il possible que la guerre actuelle, qui a privé l'ouvrier de tout, cette guerre dont le déchaînement et le développement, dont les conséquences directes ou indirectes constituent une provocation permanente à la classe ouvrière, est-il possible que cette guerre aboutisse au triomphe de ceux qui l'ont déchaînée et qui en ont profité ? Seront-ils encouragés à en déclencher

d'autres, plus sanglantes encore, sera-t-elle suivie d'une noire réaction, les ennemis du peuple pourront-ils élever sur les monceaux de cadavres des fils du peuple leur étendard triomphant ? »

La seconde question, non moins brûlante, non moins humiliante: « Est-il possible que les peuples allemand et autrichien, exécutant la volonté de leurs ennemis de classe, lèvent la main sur la république socialiste, sur leurs frères qui n'entendent plus participer à la boucherie provoquée par les convoitises impérialistes de leurs exploiteurs, sur leurs propres frères luttant pour l'émancipation de tous les esclaves du joug capitaliste ? De qui ces troupes sont-elles composées ? Y a-t-il des prolétaires considérant la république ouvrière comme un « pays » ennemi ? »

Aujourd'hui la question s'approfondit et se complique. Le peuple russe mène une lutte intrépide pour donner la paix aux peuples, pour pouvoir se vouer à la construction d'une société nouvelle de justice et de liberté sur les ruines de la société capitaliste, pour substituer le règne de la vie au règne de la mort. Cependant, les classes dirigeantes, encouragées par l'attitude passive des masses, les obligent à s'armer de nouveau.

Songez donc, prolétaires d'Europe et d'Amérique, à ce que vos classes dirigeantes sont en train de vous faire faire! On vous oblige à détruire les germes du socialisme libérateur afin que vos exploiteurs, foulant vos cadavres, puissent sceller la misère et l'esclavage de vos femmes et de vos enfants, prouvant ainsi qu'ils sont les maîtres du monde et que le règne de la violence et de l'esclavage est inébranlable. Sur les ruines de la République russe, sur les cadavres des Soviets russes, les impérialistes de tous les pays aspirent à planter l'étendard abject du capitalisme mondial.

Ouvriers et ouvrières, vous ne permettrez pas que cela se fasse!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Sauvez l'étendard du socialisme international!

Vive l'Internationale révolutionnaire des socialistes!

Debout pour la lutte en faveur de la République des ouvriers et paysans russes!

Vive l'action de Zimmerwald dans tous les pays!

A bas l'impérialisme!

Stockholm, août 1918. Commission socialiste internationale. [1]

Lénine s'était opposé à la participation des bolchéviks à cette troisième conférence zimmerwaldienne à Stockholm. C'est Zinoviev qui insista et obtint une majorité pour la participation, « à des fins d'information », lors de la conférence d'avril du Parti bolchévik.

---

[1] « Sentinelle » du mardi 17 septembre 1918.

Le tome XXI des œuvres complètes de Lénine donne en note les détails suivants sur cette conférence d'avril:

L'attitude envers Zimmerwald avait été débattue à la conférence d'avril du Parti bolchévik. La conférence, ayant entendu le 29 avril (12 mai) 1917 le rapport de Zinoviev sur la situation dans l'Internationale et les objectifs du Parti ouvrier socialdémocrate russe se prononça pour la participation à la troisième conférence de l'organisation de Zimmerwald, appelée à se réunir du 18 au 31 mai à Stockholm. La résolution de Zinoviev, adoptée à la conférence d'avril, indiquait le caractère opportuniste de la majorité de Zimmerwald, mais maintenait l'adhésion des bolchéviks au bloc de Zimmerwald, au sein duquel ils devaient défendre la tactique de la gauche et préparer la fondation de la IIIe Internationale. Lénine proposait de « ne demeurer dans l'organisation de Zimmerwald qu'à des fins d'information », mais sa thèse fut repoussée.

Une autre conférence socialiste internationale était préparée à ce moment par les social-chauvins; elle devait se réunir à Stockholm et étudier le problème de la paix. En septembre 1917, les délégués à la conférence de l'organisation de Zimmerwald et les délégués envoyés à la conférence social-patriote de Stockholm se trouvèrent simultanément dans cette ville. La conférence social-patriote de Stockholm ne put se réunir, le Gouvernement britannique ayant refusé les passeports aux socialistes anglais et le Parti socialiste français ayant refusé de siéger avec les socialdémocrates allemands.

De la fin de mai à septembre, les délégués des organisations adhérant au bloc de Zimmerwald tinrent à Stockholm plusieurs réunions où l'on débattit notamment la question de l'attitude à observer envers la conférence de Stockholm. Des zimmerwaldiens se prononçaient pour la participation à cette conférence, ce qui donna à Lénine l'occasion de protester auprès du Comité central du parti contre le maintien de l'adhésion des bolchéviks russes à l'organisation de Zimmerwald. Les représentants du Parti bolchévik à Stockholm, délégués du Comité central à la troisième conférence de Zimmerwald, étaient V. Vorovski et N. Sémachko. [1]

Lénine, à la veille du Comité central du Parti bolchévik du 3 septembre 1917, écrivait:

A propos de Zimmerwald. — L'erreur que nous avons commise en ne sortant pas de l'organisation de Zimmerwald est maintenant parfaitement claire.

---

[1] V. I. Lénine, Œuvres complètes — Editions sociales internationales, Paris 1930. Tome XXI, p. 162 (note).

On trompe tout le monde avec l'espoir de Stockholm. Et la conférence de Stockholm est ajournée de mois en mois.

Zimmerwald attend Stockholm! Les kautzkystes, les Italiens, en d'autres termes la majorité de Zimmerwald, « attendent » Stockholm.

Et nous participons à cette comédie. Nous en répondons devant les ouvriers.

C'est une honte.

Il faut sortir sur-le-champ de l'organisation de Zimmerwald.

En n'y restant qu'à des fins d'information, nous ne perdons rien, mais nous cessons de répondre de la comédie de « l'attente » de Stockholm.

En sortant de l'organisation pourrie de Zimmerwald, nous devons décider sur l'heure, à la séance plénière du 3 septembre 1917, de réunir une conférence des gauches et d'en charger nos représentants à Stockholm.

Il apparaît autrement qu'ayant commis la sottise de rester dans l'organisation de Zimmerwald, notre parti, le seul parti internationaliste du monde qui a dix-sept journaux, etc., joue à l'entente avec les Martov et les Tseretelli allemands et italiens, de même que Martov joue avec Tseretelli, Tseretelli avec les socialistes-révolutionnaires et les socialistes-révolutionnaires avec la bourgeoisie...

Et cela s'appelle « être pour » la IIIe Internationale![1]

La commission créée à Stockholm pour cette troisième conférence ne peut pas être considérée comme la légitime continuatrice de la Commission socialiste internationale de Berne. Les trois membres de cette dernière n'ont pas pris part à la conférence de Stockholm. Seule la traductrice Angelica Balabanova avait pris d'autorité le rôle de secrétaire de la nouvelle commission. Créée quelques semaines avant la Révolution d'octobre, elle devint, après la prise du pouvoir, un centre de propagande du Gouvernement soviétique et du Parti communiste russe, éditant et répandant en Europe occidentale, sous le nom de « Internationale Sozialistische Kommission-Nachrichtendienst », des documents concernant la Révolution soviétique. Le député suédois Fred Ström était responsable de l'édition de ce service de nouvelles.

Mais cette commission n'avait de zimmerwaldien que l'étiquette sous laquelle agissait déjà la IIIe Internationale.

---

[1] V. I. Lénine, Œuvres complètes — Editions sociales internationales, Paris 1930. Tome XXI, pp. 162/163.

CHAPITRE X

La scission de l'Internationale

L'armistice signé le 11 novembre 1918 et les événements révolutionnaires d'Allemagne et d'Autriche permettaient la reconstitution de l'Internationale. Le Bureau socialiste international convoqua donc un congrès international à la Maison du Peuple de Berne, pour le 3 février 1919. Ce congrès reconstitua la IIe Internationale. Les socialistes qui avaient voté les crédits de guerre le 4 août 1914 et soutenu leurs gouvernements et leurs états-majors jusqu'à l'armistice, après s'être mutuellement accusés, passaient l'éponge sur leurs reniements et proclamaient le pardon général des offenses. La guerre terminée, les millions de morts oubliés, on proclamait de nouveau: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

La veille de ce congrès du grand pardon, le 2 février 1919, le Parti socialiste suisse réunissait, dans la même salle de la Maison du Peuple à Berne, un congrès extraordinaire pour décider si le parti participerait ou non au congrès socialiste international. Le Comité central du parti, y compris Robert Grimm, président, et Charles Naine, membre de la Commission socialiste internationale, se prononcèrent pour la participation.

Mais, démonstrativement, le congrès du Parti socialiste suisse désavoua son Comité central et décida, par 238 voix contre 147 de ne pas participer au congrès de reconstruction de la IIe Internationale. En août 1919, à son congrès de Bâle, il décidait par 549 voix contre une seule, sa sortie de la IIe Internationale.

Cette attitude négative à l'égard de la reconstruction de la IIe Inter-

nationale fut commune à quelques partis ou groupes socialistes, qui avaient participé aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal.

D'autres partis ou groupes zimmerwaldiens étaient présents au congrès international de Berne, ce qui démontre que déjà les zimmerwaldiens se différenciaient, comme ils l'avaient fait à Zimmerwald et à Kienthal, sur la question de l'unité du mouvement socialiste international.

Dans un rapport qu'il fit à la conférence communiste de Moscou, le 5 mars 1919, Fritz Platten décrit les efforts qu'il entreprit à Berne auprès des zimmerwaldiens « égarés » à ce congrès:

Un certain nombre de camarades avaient été invités à cette conférence, Fritz Adler, Petrov, Paul Faure, Frossard, Loriot, Morgari, Rappoport, Herzfeld, Verfeuil, Burian, Schefflo, Bestoro, Betritos, Marnus. Nous avons proposé à ces camarades de publier une déclaration par laquelle ils affirmaient ne pas vouloir participer à la conférence... Mais il s'avéra rapidement que tous, à l'exception de Loriot et Morgari, s'appuyant sur des arguments de procédure, déclarèrent qu'ils avaient reçu le mandat de participer à la conférence et qu'ils y formeraient l'opposition. Après qu'ils nous eurent donné cette réponse, nous avons cherché à les aider au moins à organiser l'opposition. Nous disions: « Après nous avoir assuré que vous ne participez au congrès que comme opposition, vous devez vous unir sur une base commune » et nous leur avons proposé de se constituer en une gauche qui, pour chaque point de l'ordre du jour proposerait une autre résolution que celle du Bureau, stigmatisant, du point de vue de Zimmerwald, les efforts du Bureau comme une politique au service de la bourgeoisie. Nous leur disions que comme anciens zimmerwaldiens ils ne pouvaient faire autre chose que de constater qu'une opposition fondamentale existe entre les conceptions des social-patriotes et les leurs. Ils devaient opposer aux résolutions du Bureau les déclarations du groupe de Zimmerwald. Nous avons longtemps tenté d'agir dans ce sens, mais avec le seul résultat que ces gens déclarèrent ne pas vouloir diviser la délégation de leur pays, mais faire leurs déclarations au sein de leurs délégations respectives. Toute intervention organisée devenait ainsi impossible; les camarades n'étaient autre qu'un bateau sans gouvernail, à la dérive sur un fleuve. Lors de la discussion sur le problème des responsabilités dans les séances de commissions, les délégués du groupe zimmerwaldien s'efforcèrent d'obtenir une bonne résolution dans le sens qu'elle puisse réaliser l'unanimité. On peut bien penser qu'il était difficile de concilier la politique d'un Renaudel ou d'un social-patriote allemand comme Wels et surtout d'un Grumbach et d'un Huysmans avec les conceptions d'anciens zimmerwaldiens. Le fait que la résolution

recueillit l'unanimité n'est pas en sa faveur. Elle eût dû faire ressortir les contradictions. [1]

Un mois seulement après la conférence de la IIe Internationale à Berne, le 5 mars 1919, la IIIe Internationale était créée à Moscou. Un certain nombre de partis communistes avaient déjà été créés après la prise du pouvoir par les bolchéviks, partis formés des oppositions exclues des partis socialistes. Ces partis et les partisans de la gauche zimmerwaldienne avaient été avertis qu'une conférence aurait lieu à partir du 2 mars 1919, à Moscou. On y retrouve des militants et des organisations présents à Zimmerwald ou à Kienthal. Les bolchéviks russes y étaient nombreux: Lénine, Trotsky, Zinoviev, Obolenski, Staline, Boukharine, Tchitchérine, Vorovsky. Le Spartakusbund allemand était représenté par Albert (Eberlein), le Parti communiste de Hongrie par Roudiansky, la gauche du Parti socialiste suédois par Grimlund, la gauche suisse par Platten, les révolutionnaires balkaniques par Rakovsky, le Parti communiste de Pologne par Unschlicht, la gauche française par Guilbeaux et Sadoul, les Hollandais par Rütgers. Beaucoup de ces délégués n'avaient aucun mandat. En tout trente-cinq « délégués ». Les groupes oppositionnels d'Europe occidentale n'avaient pas été informés de l'intention de créer une *IIIe Internationale* et n'avaient pas pu mandater dans ce but un ou des délégués. C'est pourquoi quelques « délégués » s'opposèrent à la création d'une nouvelle Internationale dans ces conditions; parmi eux les spartakistes allemands, représentés par Eberlein, et le Suisse Platten. Ils demandaient que cette conférence ne soit qu'une réunion préparatoire et qu'un véritable congrès, régulièrement convoqué, prenne plus tard la décision de créer l'Internationale communiste.

Au nom des bolchéviks, Zinoviev leur répondit:

Au nom du Comité central du Parti communiste russe, je voudrais déclarer ceci: « Notre parti est d'avis qu'il est grand temps de fonder la IIIe Internationale. Nous proposerions que la création ait déjà lieu dans cette première assemblée. Cependant, puisque nos amis allemands, le Parti communiste allemand, insistent pour que cette assemblée se

---

[1] Traduit de « Der erste Kongress der Kommunistischen Internationale » — Protokoll der Verhandlungen in Moskau vom 2. bis zum 19. März 1919 — Verlag der Kommunistischen Internationale, Petrograd, Nr. 46, 1920, pages 231 et suivantes.

constitue seulement comme conférence, nous pensons qu'il est nécessaire d'accepter provisoirement cette proposition des communistes allemands. Cependant nous déclarons que nous continuerons à faire l'agitation nécessaire pour que la IIIe Internationale soit bientôt créée comme organisation. [1]

L'assemblée décida de siéger comme *conférence communiste internationale.*

Lorsque la conférence aborda la discussion des thèses de Lénine sur « la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat », la proposition de créer l'Internationale communiste fut de nouveau faite par les délégués suivants: Rakovsky (Balkans), Gruber (Autriche), Grimlund (Suède) et Roudiansky (Hongrie).

Voici cette proposition:

Les représentants du Parti communiste de l'Autriche allemande, du Parti socialdémocrate de gauche de Suède, de la Fédération ouvrière socialdémocrate révolutionnaire des Balkans, du Parti communiste de Hongrie proposent la création de l'Internationale communiste.

1. Les nécessités de la lutte pour la dictature du prolétariat exigent une organisation internationale unifiée et homogène de tous les communistes.

2. Cette création est un devoir d'autant plus urgent qu'actuellement à Berne et peut-être plus tard ailleurs, on tente de reconstituer la vieille Internationale opportuniste pour rassembler tous les éléments confus et hésitants du prolétariat. C'est pourquoi il est nécessaire de créer une profonde séparation entre les éléments révolutionnaires prolétariens et les éléments social-traîtres.

3. Si la IIIe Internationale n'était pas créée par la conférence réunie à Moscou, l'impression se répandrait que les partis communistes ne sont pas d'accord, ce qui affaiblirait notre position et augmenterait la confusion parmi les éléments hésitants du prolétariat de tous les pays.

4. C'est pourquoi la constitution de la IIIe Internationale est une nécessité historique et doit être réalisée par la conférence communiste internationale réunie à Moscou. [2]

Le délégué du Spartakusbund allemand essaya encore une fois de renvoyer cette création à un congrès ultérieur. Voici une partie de ses arguments:

Je suis étonné que le représentant de Suède propose la création de la IIIe Internationale, alors qu'il avoue qu'il n'existe pas encore d'orga-

---

[1] Traduit de « Der erste Kongress der K. I... », déjà cité, pp. 8 et 9.
[2] Idem, p. 201.

nisation nettement communiste en Suède, mais seulement un groupe nombreux de communistes au sein du Parti socialdémocrate suédois, qu'en Suisse et dans d'autres pays, des partis communistes n'existent pas et doivent d'abord être créés, de sorte que les camarades qui sont ici ne peuvent parler qu'au nom des groupes. Peuvent-ils vraiment dire aujourd'hui qui les soutient ? Finlande, Russie, Suède, Autriche-Hongrie, Balkans (pas même toute la fédération), les représentants de la Grèce et de la Serbie ne considèrent pas Rakovsky comme leur représentant. Ce qui manque, c'est toute l'Europe occidentale. La Belgique et l'Italie ne sont pas représentées, le représentant de la Suisse ne peut pas parler au nom d'un parti. Il manque la France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, et l'Amérique n'est pas en état de nous dire quels partis adhéreront. Il y a si peu d'organisations pour créer la IIIe Internationale qu'il est difficile de se présenter publiquement. C'est pourquoi il est nécessaire, avant de procéder à la création, que nous fassions connaître au monde notre programme et que nous demandions aux organisations communistes de déclarer si elles sont prêtes à créer avec nous la IIIe Internationale. [1]

Il se heurta cependant à Zinoviev qui, parlant au nom du Parti bolchévik, déclara entre autres:

Nous savons que notre parti, dès le commencement de nos travaux, s'est prononcé pour la création immédiate de la IIIe Internationale. Au nom du Comité central, nous avons déclaré que nous sommes d'avis que les intérêts du prolétariat russe, comme aussi ceux de la classe ouvrière internationale l'exigent. Mais nous avons déclaré que nos camarades allemands insistent pour que l'on retarde encore cette création. Nous nous sommes déclarés d'accord, à l'ouverture de nos travaux, de nous constituer en « conférence ». Par la suite, les camarades d'Autriche, des Balkans et de Suède sont venus nous dire qu'un renvoi pourrait nuire au mouvement révolutionnaire de leur pays. Nous avons discuté hier largement dans la commission des résolutions et avons décidé à l'unanimité de proposer à l'assemblée de se constituer en IIIe Internationale... Après mûre réflexion, notre parti propose de créer immédiatement une IIIe Internationale. Cela montrera au monde entier que nous sommes armés organiquement et idéologiquement. Voyons l'image de la conférence de Berne. Il est nécessaire que nous nous opposions à ces impuissants avec notre entière conviction. La pauvreté intellectuelle apparaît à toutes les lignes de la résolution de Berne. Ils n'ont pas eu le courage de dire ce qu'ils pensaient. Nous avons des raisons de proclamer courageusement ce que nous pensons. [2]

---

[1] Traduit de « Der erste Kongress der K. I... », déjà cité, p. 205.
[2] Idem, pp. 206 et 207.

Angelica Balabanova, ex-traductrice de la Commission socialiste internationale apporta, sans y être mandatée d'aucune manière (elle avait été expulsée de Suisse en novembre 1918 avec la mission diplomatique russe) l'appui de Zimmerwald à la création de la IIIe Internationale. Elle le fit en ces termes:

... N'oubliant pas du tout la grande responsabilité que je prends, je crois pouvoir maintenant accomplir mon devoir et utiliser mes droits en déclarant que la plupart des partis organisés à Zimmerwald approuvent la création immédiate de la IIIe Internationale. Dans une résolution qui doit être soumise aujourd'hui, j'ai lu qu'on demande au Comité exécutif de la Commission de Zimmerwald de remettre ses archives à la nouvelle organisation. Je dois ajouter que je n'ai pas été en état de réaliser cette demande — indépendamment des compétences juridiques qui m'appartiennent comme secrétaire de la Commission socialiste internationale — d'entreprendre quelque chose sans l'avis des autres membres de la commission, les mesures matérielles de la police, lors de mon expulsion de Suisse et l'impossibilité d'emporter les archives, etc. Je voudrais exprimer ma conviction que, s'il n'y avait pas eu d'entraves policières à la participation à cette réunion de larges couches de socialistes révolutionnaires et de plus grandes masses, nous aurions intégré à l'Internationale qui se crée ici non seulement l'héritage matériel de Zimmerwald, mais la solidarité active, les vœux les plus chaleureux et la collaboration énergique de milliers de cerveaux et de cœurs prolétariens. [1]

Angelica Balabanova n'a jamais été membre ou secrétaire de la Commission socialiste internationale, elle n'en fut que la traductrice. Elle n'avait aucun droit de représenter les partis officiellement adhérant à Zimmerwald, ni de parler en leur nom. Elle n'ignorait pas les réserves faites par la majorité des organisations à la création d'une IIIe Internationale. Mais dans les dernières années de sa vie, elle a tenté, alors qu'elle était membre du Parti socialdémocrate italien, de rejeter toute responsabilité dans la création de la IIIe Internationale. Elle affirma, dans plusieurs publications, qu'elle a été opposée à la création de l'Internationale communiste lors de ce premier congrès. Le procès-verbal du congrès ne contient pas trace d'une opposition ou d'une simple réserve de sa part. Au contraire, elle a apporté avec

---

[1] Traduit de « Der erste Kongress der K. I... », déjà cité, pp. 210 et 211.

enthousiasme, sans en avoir ni le mandat ni le droit, l'appui de la plus grande partie des organisations de Zimmerwald à la IIIe Internationale. Quant aux archives de Zimmerwald, elles n'étaient pas en sa possession et elle savait fort bien que Robert Grimm ne les lui aurait jamais confiées pour les intégrer à la IIIe Internationale.

Même Sadoul, qui ne représentait que lui-même à ce congrès, apporta son appui au nom de la France, à la IIIe Internationale.

Le vote donna le résultat suivant: délégués avec voix délibérative: unanimité contre cinq abstentions, pour la création immédiate.

Tous les délégués avec voix consultative se prononcèrent aussi pour la création immédiate. La IIIe Internationale était créée à Moscou et s'opposait à la IIIe Internationale reconstituée à Berne. Les partis socialistes allaient devoir choisir entre ces deux pôles du mouvement ouvrier. La scission était consommée sur le plan international. Elle allait atteindre chaque parti, chaque syndicat, chaque organisation sportive ou culturelle de la classe ouvrière.

Pour souligner le lien entre la IIIe Internationale et les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, que Lénine avait voulu rompre bien avant, les anciens participants à la conférence de Zimmerwald firent la déclaration suivante:

Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal avaient une importance dans la période où s'imposait l'union de tous les éléments du prolétariat prêts à protester, sous quelque forme que ce soit, contre les crimes impérialistes. Mais, dans l'association de Zimmerwald, il y avait, à côté d'éléments communistes décidés, des éléments du « centre », pacifistes et hésitants. Ainsi que l'a démontré la conférence de Berne, ces éléments du « centre » s'allient maintenant aux social-patriotes pour combattre le prolétariat révolutionnaire et mettent ainsi la bannière de Zimmerwald au service de la réaction.

Parallèlement, la tendance communiste s'est renforcée dans quantité de pays et la lutte contre les éléments du centre, qui entravent le développement de la révolution sociale, est devenue une tâche urgente du prolétariat révolutionnaire.

L'association de Zimmerwald a fait son temps. Ce qui, dans l'association de Zimmerwald était réellement révolutionnaire adhère à l'Internationale communiste.

Les soussignés, participants de Zimmerwald, déclarent qu'ils considèrent l'organisation de Zimmerwald comme liquidée et demandent

au Bureau de la conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au Comité exécutif de la III[e] Internationale.

G. Zinoviev Ch. Rakovski
L. Trotsky N. Lénine
Fr. Platten.[1]

Boukharine proposa encore de dresser le certificat de décès du mouvement zimmerwaldien, par la résolution suivante:

« Le premier congrès de l'Internationale communiste, après avoir entendu l'exposé de la secrétaire de la Commission socialiste internationale de Zimmerwald, la camarade Balabanova, et la déclaration des participants à Zimmerwald, les camarades Rakovski, Platten, Lénine, Trotski et Zinoviev, décide:

L'Association de Zimmerwald doit être considérée comme liquidée. »

[1] Traduit de « Der erste Kongress der K. I... », déjà cité, p. 225. (Zinoviev, Trotsky, Rakovski, Platten et Boukharine furent exécutés plus tard sur ordre de Staline!)

CHAPITRE XI

Les conséquences des conférences de Zimmerwald et de Kienthal

Le deuxième congrès de l'Internationale communiste eut lieu à Moscou du 17 juillet au 7 août 1920.

Il se réunissait dans une situation internationale nettement révolutionnaire. L'armée rouge marchait sur Varsovie et les délégués au congrès, qui suivaient sa rapide offensive, attendaient avec certitude le moment où les travailleurs de Varsovie se soulèveraient à son approche et feraient à leur tour la révolution, créant ainsi un pont entre la Révolution russe et la Révolution allemande. Partout en Europe de grandes grèves arrachaient à la bourgeoisie des concessions de plus en plus grandes: la semaine de 48 heures, des assurances sociales. En Italie, les paysans occupaient les terres des gros propriétaires fonciers, et les ouvriers les usines. En Hongrie et en Bavière, la réaction avait écrasé les républiques soviétiques, mais on pensait que cette victoire serait sans lendemain.

Bref, le deuxième congrès de l'Internationale communiste élabora ses résolutions dans une perspective révolutionnaire très courte. Les partis socialistes occidentaux y avaient envoyé de larges délégations. De France, Cachin et Frossard, à côté d'une représentation du Comité pour la IIIe Internationale formée de Rosmer, Vergeat, Petit, Lefèvre. D'Italie, une nombreuse délégation officielle du Parti socialiste et de la Confédération générale du travail. Le Parti socialdémocrate indépendant allemand avait délégué Dittmann, Crispien, Stöcker et Däumig, à côté des délégués du Spartakusbund. De Suisse, la gauche du Parti

socialiste présidée par Ernst Nobs, avait délégué Walther Bringolf et Jules Humbert-Droz.

Tout semblait indiquer que la révolution socialiste gagnerait tout le continent. C'est dans cette euphorie révolutionnaire que furent élaborées et votées les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Elles ne sont aujourd'hui compréhensibles qu'en se représentant la situation dans laquelle elles furent adoptées.

Ces conditions faisaient un devoir absolu aux partisans de l'Internationale communiste de se séparer des socialdémocrates opportunistes pour créer dans chaque pays un parti communiste, section de la IIIe Internationale, dont le Comité exécutif devenait l'état-major de la révolution mondiale. La septième condition exige expressément la scission de chaque parti et l'exclusion des adversaires de la IIIe Internationale:

> Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.
>
> L'Internationale communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres aient le droit de se considérer comme des membres de la IIIe Internationale et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la IIIe Internationale à la IIe. [1]

Tous les partis furent donc victimes de la scission. Là où la majorité se prononçait pour l'adhésion, comme en France, au congrès de Tours, la minorité devait être exclue et là où la majorité se prononçait contre l'adhésion, la minorité devait quitter le parti socialiste pour créer un parti communiste. Peu importait, dans cette situation révolutionnaire, que les partis communistes fussent petits. Ils devaient avant tout avoir une claire vision de leur tâche et une ferme volonté de guider le soulèvement des masses populaires vers la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

---

[1] Thèses, Conditions et Statuts de la IIe Internationale, Bibliothèque communiste romande N° 16, pp. 20-21.

Tout le mouvement ouvrier mondial fut dès lors occupé par cette scission, par la lutte fratricide entre réformistes et révolutionnaires et par l'organisation de nouveaux partis avec leur appareil administratif et leurs journaux. La bourgeoisie, un moment effrayée et désorientée par les mouvements de masse et la révolution à l'est et au centre de l'Europe, utilisa cette période de luttes internes du mouvement ouvrier pour se ressaisir et passer à la contre-offensive. La terreur blanche sévissait en Hongrie, le fascisme naissait en Italie, le soulèvement de mars en Allemagne était écrasé dans le sang. Les réformistes rendaient les communistes responsables de cette offensive réactionnaire et les communistes accusaient les réformistes de nouvelles trahisons.

D'autre part, la scission s'était mal faite, malgré les vingt et une conditions. Là où la majorité décidait l'adhésion à la IIIe Internationale, un grand nombre d'opportunistes, les pires, votaient avec la majorité pour conserver leurs fonctions de députés ou de maires, de journalistes ou de bureaucrates. Il fallait alors procéder à des épurations et à des exclusions douloureuses. Les partis étaient absorbés par ces crises paralysantes. Là où la minorité communiste se séparait de la majorité du Parti socialiste, elle devait constater que bon nombre de ses partisans restaient aussi, par opportunisme, dans l'ancien parti. Les partis communistes ainsi formés étaient sectaires, incapables d'action, isolés des masses, dénonçant les communistes restés dans le parti socialiste comme des traîtres, et ne pouvaient concevoir leur action que comme une opposition systématique à ce que faisaient les partis socialistes. Leur propagande rejetait les partis socialistes vers la droite.

Les 21 conditions avaient d'autres conséquences. Elles empêchaient le choix entre la IIe et la IIIe Internationale pour un certain nombre de partis qui désiraient une nouvelle Internationale, mais ne faisaient pas confiance à l'Internationale reconstituée à Berne. Rejetés par Moscou, qui les contraignait à la scission, ces partis formèrent, en 1921, une troisième organisation internationale que ses adversaires baptisèrent « Internationale deux et demi ». Elle voulait s'efforcer de faire modifier les 21 conditions pour permettre aux partis affiliés à cette *Communauté internationale des partis socialistes* d'adhérer éventuellement à la IIIe Internationale. Après avoir pris contact à Berne et à Innsbruck, les délégués de ces partis convoquèrent une conférence socialiste interna-

tionale à Vienne, le 22 février 1921. C'est là que fut créée l'Internationale deux et demi. Elle groupait le Parti socialdémocrate indépendant d'Allemagne, le Parti socialiste français reconstitué après la scission de Tours, le Parti socialdémocrate autrichien, l'Independant Labour Party britannique, le Parti socialiste suisse, le Parti menchévik de Russie, le Parti socialdémocrate allemand de Tchécoslovaquie, les partis socialdémocrates de Yougoslavie, de Roumanie, de Lithuanie, Paole Zion et un groupe d'émigrants hongrois.

Les partis réunis à Vienne déclaraient:

qu'ils ne pouvaient admettre, dans la Communauté de travail qu'ils entendaient créer que les partis libérés de l'influence du social-patriotisme et rejetant tout appui à une guerre impérialiste et toute politique d'union sacrée, même sous le prétexte de défense nationale, ne reconnaissant comme ligne de conduite que la défense des intérêts de classe révolutionnaires et étant en mesure de garantir à l'Internationale son unité d'action et la réalisation de ses décisions. [1]

La conférence de Vienne acceptait du reste le principe de la dictature du prolétariat sur la base du système soviétique:

Par contre, là où la bourgeoisie utilise les moyens de puissance pour maintenir sa domination par la violence contre le soulèvement des masses du peuple travailleur, elle fera éclater la démocratie, utilisera la violence et provoquera le prolétariat à la lutte ouverte. Dans cette lutte, ce ne sont plus les bulletins de vote qui décideront, mais les forces économiques et militaires des masses en lutte. Alors la classe ouvrière ne conquerra le pouvoir que par l'action directe des masses (grèves générales, insurrections armées, etc.) et ne pourra se maintenir qu'en réprimant par la dictature la rébellion de la bourgeoisie vaincue. La dictature du prolétariat devra alors être appliquée sur la base des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, des organisations syndicales ou autres organisations de classe. [2]

Le premier article des statuts de l'Internationale deux et demi déclare expressément:

---

[1] et [2] Robert Grimm: Die Wiener Konferenz der Internationalen Arbeitsgemeinschaft sozialistischer Parteien, Verfasst im Auftrag des Parteivorstandes der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz. Bern 1921. Druck der Unionsdruckerei, pp. 6 et 11.

Une association de partis socialistes qui s'efforcent de réaliser le socialisme par la conquête du pouvoir politique et économique au moyen de la lutte de classe révolutionnaire. La communauté de travail n'est pas une Internationale groupant tout le prolétariat révolutionnaire, mais un des moyens pour créer une telle Internationale.[1]

La Communauté internationale de partis socialistes a eu une existence éphémère. En 1923 déjà, à Hambourg, elle fusionnait avec la IIe Internationale pour former l'*Internationale ouvrière socialiste* dont Fritz Adler devint le secrétaire.

* * *

Le but de cette étude n'est pas de poursuivre l'histoire des deux Internationales jusqu'aux temps présents. Il suffit de dire que l'Internationale ouvrière socialiste était en pleine crise à la veille de la deuxième guerre mondiale et qu'elle cessa alors simplement d'exister; que l'Internationale communiste fut officiellement dissoute par décision du Parti communiste russe dominé par Staline, en 1942. Une fois encore la guerre détruisait les Internationales bien que socialistes et communistes aient mené une lutte parallèle, parfois commune, contre le fascisme et l'hitlérisme, en faveur de l'Espagne républicaine et contre l'agression de l'Allemagne hitlérienne. Il y eut, pendant cette période, collaboration, front unique et front populaire, mais l'Internationale n'a pas reconstitué son unité et n'a pas joué le rôle qu'elle aurait pu et dû jouer dans la conclusion et l'organisation de la paix, dans la transformation de la société d'après-guerre et dans le formidable mouvement d'émancipation des peuples coloniaux. Ni l'Internationale socialiste, reconstituée après la deuxième guerre mondiale, à Francfort, ni le Cominform et les conférences communistes de Moscou qui ont succédé à l'Internationale communiste n'ont exercé une influence décisive pour mettre fin à la guerre froide et pour aboutir au désarmement total et contrôlé. Pourtant, des partis socialistes ont été, et sont au pouvoir — ou participent au pouvoir — à l'Ouest et les communistes sont au pouvoir dans toute l'Europe de l'Est et une grande partie de l'Asie; les Etats qui ont nouvellement accédé à l'indépendance attendent beaucoup du socialisme.

---

[1] Beschlüsse der Internationalen Sozialistischen Konferenz in Wien (22. bis 27. Feb. 1921) Wien 1921, p. 11.

Il est peut-être utile de rechercher les causes de cet échec des Internationales devant la guerre et les problèmes qu'elle a créés.

Avec le recul qui nous permet de juger les événements de 1914, nous pouvons tirer de cette décevante et tragique expérience quelques considérations pour l'avenir.

Il serait oiseux d'ouvrir aujourd'hui une discussion sur la responsabilité de la scission du mouvement ouvrier. L'histoire prouve que la création de la IIIe Internationale a été préparée par les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Elles contenaient en germe la scission formelle de 1919. Mais personne ne peut aujourd'hui contester que les conférences de Zimmerwald et de Kienthal furent elles-mêmes la conséquence de l'attitude adoptée le 4 août 1914 par les grandes sections de l'Internationale socialiste, en votant les crédits de guerre, de l'extraordinaire passivité du Bureau socialiste international et de son refus répété de réunir une conférence ou même une séance plénière du bureau.

Le vote des crédits de guerre et l'union sacrée du temps de guerre qui ont en fait divisé l'Internationale, n'étaient-ils pas déjà en germe dans les décisions des congrès internationaux contre la guerre ? A Stuttgart comme à Bâle, à l'heure du danger, les socialdémocrates allemands refusèrent toujours de préciser les mesures qui devaient être prises contre leur propre gouvernement. Intentionnellement, pour ne pas mettre en péril l'organisation du Parti socialdémocrate allemand, ses maisons du peuple, ses imprimeries, ses journaux, on resta dans le vague et l'incertitude sur les moyens à mettre en œuvre contre la guerre et la mobilisation.

Cette indécision fut plus accentuée encore et plus grave à la séance du Bureau de l'Internationale du 29 juillet 1914, à Bruxelles, dont la décision d'avancer d'une semaine le congrès international fixé au 15 août à Vienne et d'y renvoyer les mesures pratiques à prendre, apparaît ridicule face aux centaines de milliers de manifestants en Allemagne et en France et aux mesures de mobilisation qui ne laissaient plus de doute sur la proximité et l'ampleur du conflit que la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie avait provoqué.

L'impuissance tragique de l'Internationale fut évidente lors de la visite du délégué allemand Muller à Paris, le 1er août 1914. Devant

le cadavre de Jaurès, première victime de la guerre, il n'apportait qu'une proposition anodine, un geste parlementaire sans efficacité, l'abstention des députés socialistes en France et en Allemagne, lors du vote des crédits de guerre!

La réponse des socialistes français met cependant en évidence l'équivoque qui est à l'origine de la banqueroute de l'Internationale: « Si le territoire de la France est envahi, tous les socialistes se lèveront pour le défendre! » L'Internationale admettait le principe de la défense nationale en cas d'agression, elle ne s'était attaquée qu'au chauvinisme guerrier, au nationalisme réactionnaire, jamais au patriotisme et à la défense de la patrie attaquée. Il suffisait que le gouvernement criât: « La patrie en danger! » et le fît croire en dénonçant la mobilisation de l'Etat voisin pour que le réflexe patriotique ralliât les socialistes à la défense nationale et en fît de bons patriotes alliés aux chauvins, aux nationalistes, aux militaristes qu'ils avaient combattus.

La discussion sur la défense de la neutralité entre délégués suisses et italiens lors de la conférence préparatoire de Lugano, est bien caractéristique à ce sujet. Les Suisses, indignés de la trahison du 4 août au Reichstag, avaient eux-mêmes voté les crédits militaires pour la mobilisation et la défense du pays. Lazzari fit alors remarquer aux Suisses qu'ils avaient fait le même geste que les Allemands, ou tout au moins que les Belges!

Lorsque Friedrich Adler, à la veille de la deuxième guerre mondiale, analysa les causes de la crise de l'Internationale ouvrière socialiste, il dénonça le nationalisme comme l'une des principales causes de la paralysie de l'Internationale et, si on étudie les raisons de la liquidation de l'Internationale communiste, on découvrira sans peine que sous une autre forme le nationalisme en est une des principales, le fait que les Russes aient transporté dans l'Internationale leurs luttes de fractions et que Staline ait fait toujours davantage de l'Internationale communiste un instrument de la politique de l'Etat russe. La crise du mouvement communiste international d'après-guerre est due à l'affrontement et aux conflits des intérêts nationaux, au refus d'une hégémonie russe et à l'indépendance des partis communistes envers Moscou.

Est-ce à dire que l'Internationale ne fut et ne peut être qu'un rêve ?

Et que l'internationalisme doit être sciemment abandonné par le mouvement socialiste international ?

Je ne le pense pas.

Au contraire, toute l'évolution humaine — de la technique de la production aux transports internationaux de plus en plus rapides — nous oblige à regarder au-delà de nos frontières, à poser et à résoudre les problèmes sur le plan mondial. Jamais l'interdépendance des nations et des individus n'a été si grande et la solidarité humaine si nécessaire. De grands groupements d'Etats et de peuples se forment. La vieille Europe nationaliste, foyer de guerres, cherche son unité et les Etats abandonnent volontairement des parcelles toujours plus grandes de leur souveraineté à des organismes supranationaux. Les Etats américains, les Etats africains cherchent aussi à surmonter leur nationalisme devenu trop étroit, étouffant.

Dans ce grand mouvement vers l'unité et vers la citoyenneté mondiales, vers le désarmement et l'arbitrage des conflits par une Cour internationale, l'Internationale socialiste et le mouvement communiste mondial n'ont-ils rien de plus à dire et de mieux à faire qu'à se mettre au service de la guerre froide, à la remorque de l'OTAN et du Bloc de Varsovie ? Ne devraient-ils pas être les animateurs de cette évolution du monde vers des structures économiques et sociales nouvelles, tirer des expériences des uns et des autres des leçons pour l'effort à donner ? Laisseront-ils à d'autres l'organisation du monde de demain, l'effort du désarmement, la construction de la paix ?

Les problèmes d'aujourd'hui sont si différents de ceux de 1914 dans tous les domaines qu'il est anachronique de maintenir une scission qui avait sa raison d'être il y a un demi-siècle, mais dont la génération de notre temps ne connaît et ne ressent plus que les conséquences néfastes. Combien vivent encore parmi nous de ceux qui ont été les acteurs du drame d'août 1914, qui ont voté les crédits de guerre ou qui les ont combattus, qui ont été touchés jusqu'au plus profond de leur être et ébranlés dans leur foi socialiste, déçus dans leurs espoirs les plus chers, paralysés dans leur volonté et pour lesquels la scission du mouvement ouvrier de 1919 avait un sens, était une nécessité ?

Après la deuxième guerre mondiale, un courant favorable à l'unité s'est développé. Il a été brisé en 1948, à Prague, par la volonté crimi-

nelle de Staline: les socialistes dans les pays de l'Est, qui avaient, de bonne foi, réalisé l'unité, non seulement dans l'action mais aussi dans l'organisation, ont été odieusement trompés, trahis, exécutés. Ces événements sont plus proches et imposent la prudence. Mais Staline est mort et d'autres dangers menacent les travailleurs, les hommes libres, d'autres tâches immenses attendent les hommes, s'ils veulent survivre. On affirme que le moment est venu de repenser le socialisme. C'est vrai, mais pas pour retomber dans le nationalisme qui divise et dans un conformisme étouffant et stérile. Repenser le socialisme, c'est aussi chercher les voies qui rétabliront l'unité du mouvement ouvrier mondial dans la liberté et lui redonneront un rôle essentiel dans l'évolution de l'humanité.

Trop timidement socialistes et communistes discutent le problème de la réunification du mouvement ouvrier dans quelques pays. Côte à côte ils ont lutté les armes à la main pour défendre la République espagnole et pour écraser le fascisme. Ils ont mêlé leur sang sur les champs de bataille et dans la Résistance, leurs os dans les charniers des camps de concentration, leurs cendres dans les crématoires de Hitler. Les travailleurs russes, ouvriers et paysans, après cinquante ans de régime communiste, sont-ils plus libres, vivent-ils mieux que dans les pays où les organisations ouvrières « réformistes » ont, par les contrats collectifs et la législation sociale, amélioré le niveau de vie des ouvriers ?

Les jeunes générations socialistes et communistes ne comprennent plus les raisons d'une scission qui les affaiblit aujourd'hui en les dressant les uns contre les autres au nom d'un passé qui paralyse leur élan commun vers l'avenir. Le mur de Berlin n'est-il pas l'odieux monument de ce passé nationaliste, patriotique et guerrier dressant frontières et barrières entre les hommes, les jetant les uns contre les autres au nom d'idéologies anachroniques et d'un passé révolu ?

Il ne suffit pas de repenser le socialisme à la lumière des expériences du passé et des problèmes nouveaux que pose à notre génération l'avenir de l'humanité, il faut aussi repenser en révolutionnaire de 1966 tout l'héritage patriotique que nous a légué le XIXe siècle. Devant les armes atomiques, les fusées cosmiques, les voyages dans la lune, les frontières n'apparaissent-elles pas comme une dangereuse survivance

d'un passé révolu et les patries comme une entrave à la marche de l'humanité vers une interdépendance et une solidarité nécessaires à sa survie, dans un monde de paix, de liberté et de bien-être ?

Que l'expérience douloureuse de 1914 nous apprenne à aller au fond des problèmes d'aujourd'hui et à nous libérer des préjugés qui provoquent les guerres et ruinent les peuples.

Imprimé en Suisse

Bibliographie

Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung, herausgegeben von Carl Grünberg, Leipzig 1915 und 1916 — 5. und 6. Jahrgänge.

VIIe congrès socialiste international à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. (compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau socialiste international — Bruxelles 1908).

Georges Karadjan, privat-docent à l'Université de Genève: «La guerre actuelle et le socialisme» — Essai historico-critique, La Chaux-de-Fonds 1915.

« Spartakus » im Krieg — Dokumente, gesammelt und eingeleitet von Ernst Meyer, Berlin 1927.

Karl Liebknecht — Reden und Aufsätze — Hamburg 1921.

Karl Liebknecht: « Klassenkampf gegen den Krieg » — Berlin 1919.

Alfred Rosmer: « Le mouvement ouvrier pendant la guerre »;
I. De l'union sacrée à Zimmerwald, Paris 1936;
II. De Zimmerwald à la Révolution russe, Paris 1959.

Archives du Parti socialiste suisse.

« Jugend-Internationale » 1915/1916.

Bulletin de la Commission socialiste internationale à Berne, 1915-1917.

Die Zimmerwalder Linke über die Aufgaben der Arbeiterklasse, Bern 1915.

« Vorbote » — Bern 1916.

La « Berner Tagwacht » et la « Sentinelle ».

Lenin-Zinoviev: « Gegen den Strom » — Aufsätze aus den Jahren 1914-1916, Hamburg 1921.

« Stockholm » — Stockholm 1918.

Der I. Kongress der Kommunistischen Internationale — Protokoll der Verhandlungen in Moskau vom 2. bis zum 19. März 1919 — Petrograd 1920.

Robert Grimm: « Die Wiener Konferenz der Internationalen Arbeitsgemeinschaft sozialistischer Parteien » — Bern 1921.

Leitsätze und Statuten der Kommunistischen Internationale — 1920.

Lénine — Œuvres complètes, tomes XX et XXI.

Angelica Balabanova: « Lenin visto da vicino » — Opera Nuovo 1959.

Kriegs- und Friedensprobleme der Arbeiterklasse — Entwurf eines Manifestes vorgelegt, der zweiten Zimmerwalder-Konferenz — Organisationskomitee der sozialdemokratischen Arbeiterpartei Russlands 1916.

Fritz Platten: « Zimmerwald oder sozialimperialistische Internationale » — Unionsdruckerei Bern 1919.

Karl Liebknecht — Ausgewählte Reden, Briefe und Aufsätze — Berlin 1952.

Beschlüsse der Internationalen Sozialistischen Konferenz in Wien (22. bis 27. Februar 1921), Wien 1921.

Table des matières

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 1er NOVEMBRE 1968
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE DES COOPÉRATIVES RÉUNIES
À LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)
POUR LES ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, À NEUCHÂTEL